

La prison pour des fleurs

Neuuf mois d'emprisonnement ferme : comparé aux verdicts des grandes heures du stalinisme, celui qui a frappé, mardi 21 février, Václav Havel à Prague peut paraître clément. Mais Havel n'est ni guérillero ni gâche brûlée. C'est un Tchécoslovaque de cinquante-deux ans, auteur dramatique réputé, défenseur des droits de l'homme au sein d'une organisation qui a, depuis longtemps, acquis ses lettres de noblesse, la Charta 77. Un homme que des dirigeants occidentaux comme M. Mitterrand se font un devoir de rencontrer lorsqu'ils vont à Prague. Depuis mardi, Havel est surtout le premier condamné politique de l'après-Vienne : le verdict de Prague a soudain décapité une dernière dérive en superbe document final de la CSCE et ses clauses « humanitaires » que la Tchécoslovaquie, en Etat européen civilisé, s'était engagée à respecter.

En pleine ère Gorbatchev, au moment où Andreï Sakharov est plébiscité pour se présenter aux élections parlementaires, au moment où Lech Wałęsa négocie l'avenir de son pays avec le pouvoir polonois, les protestations pleuvent. Tardive, la mobilisation occidentale peut peut-être encore servir pour les cinquante autres accusés des manifestations de janvier. Comme Havel, leur crime est d'avoir voulu déposer des fleurs au pied de la statue de la place Venceslas à Prague pour le anniversaire des vingt ans de la chute du régime communiste.

Les dérapages de ces procès en dit long sur la volonté de « démocratisation » des autorités tchécoslovaques : un témoin à charge a fini par reconnaître qu'il ne se trouvait pas place Venceslas le jour de l'arrestation de Havel, et la mère d'un autre accusé, Otaav Vokurka, a été expulsée de l'audience pour avoir sursis. Quant aux observateurs étrangers dépechés sur place par divers organismes de défense des droits de l'homme, ils en ont été pour leurs frais : tout au plus auront-ils pu constater que « les autorités tchécoslovaques ne respectent pas le principe du procès public ». Les mêmes autorités veulent de fournir à quelques diplomates occidentaux des assurances sur la libération de Havel.

Ses déclarations d'avoir incité ses compatriotes à des comportements « antisociaux » ou « hostiles à l'Etat », Václav Havel a répondu que les mêmes accusations avaient été portées contre l'ancien secrétaire général du PC Rudolf Slansky (exécuté en 1952), l'ancien chef du gouvernement slovaque Gustav Husák (condamné en 1964 à la réclusion perpétuelle) et Alexandre Dubcek (exclu du parti en 1969). Ces accusations sont déjà jugées anachroniques en Hongrie, où les milieux intellectuels ont protesté contre les procès de Václav Havel, et en Pologne, où un millier de manifestants ont réclame à Cracovie la libération du dramaturge avant d'être dispersés à coups de matraques. Les communistes français de leur côté ont qualifié de « verdict inadmissible » la condamnation de Prague. « Václav Havel doit être immédiatement remis en liberté », écrivait mercredi « l'Humanité » en point final d'un article indigné. Une fois n'est pas coutume, l'organe du PCF aura été en avance sur les médias officiels soviétiques : même l'agence Tass a évité d'évoquer la condamnation de Havel.

(Lire également page 3 : les droits de l'homme en Roumanie devant le Parlement européen.)

M 0147-02230-4.50 F
3790147004500 02230

Présenté au conseil des ministres par M. Rocard

Le projet de rénovation du service public prévoit une formation renforcée des responsables

M. Michel Rocard a présenté, mercredi 22 février, au conseil des ministres, une longue communication sur la rénovation du service public. Le premier ministre envisage d'introduire des changements dans les habitudes et les façons de travailler des fonctionnaires et des agents du service public : renforcement du dialogue social, décentralisation des responsabilités, formation professionnelle et recyclage systématique avec une attention particulière portée aux fonctions de commandement.

La rénovation du service public est une des grandes idées de M. Michel Rocard, beaucoup plus imaginaire en ce domaine que dans celui de l'économie. C'est dire que le premier ministre, qui a exposé un vaste plan de trente mois, mercredi, aux membres du gouvernement, a des idées très précises en tête quand il avance des orientations qui paraissent bien générales : formation profes-



PANCHO

sionnelle, décentralisation des décisions, mobilité, souci de l'usage, projet d'entreprise.

C'est que le maire de Conflans-Sainte-Honorine sait que, pour sortir le secteur public de sa grisaille et parfois de sa médiocrité, la règle d'or est d'abord de ne pas inquiéter, et ensuite de donner à la négociation une place essentielle dans la prise des décisions.

Les choses vont donc aller lentement, mais elles peuvent aboutir à des résultats concrets d'ici un ou deux ans. Que cherche donc le premier ministre ? Quand on lui parle de tous les manquements du service public, M. Rocard a d'abord un réflexe de défense des agents de l'Etat.

ALAIN VERNHOLLES.
(Lire la suite page 31.)

L'interminable lutte pour le pouvoir à Téhéran

L'arrière-plan iranien de l'affaire Rushdie

Les relations entre l'Europe occidentale et l'Iran se sont encore tendues, mardi 21 février, après le dernier en date des épisodes de l'affaire Rushdie, à savoir le rappel des ambassadeurs iraniens dans la CEE. A Paris, M. Mitterrand a dénoncé le « dogmatisme » et la « violence » comme « mal absolu ».

TÉHÉRAN
de notre envoyé spécial

Les cérémonies pour le dixième anniversaire de la révolution islamique se sont déroulées dans une relative indifférence populaire, malgré les efforts des autorités. En fait, le peuple n'a pratiquement pas participé aux festivités, et a fait preuve, tout au long des dix journées de la « décennie du Fajr », d'une apathie teintée de lassitude.

Certes, la grande manifestation de masse qui, le 11 février, a réuni, sur la place Azadi, plu-

sieurs centaines de milliers d'Iraniens, a été imposante. Elle a cependant manqué totalement de spontanéité — les participants avaient été amenés sur place à bord d'autobus mis à leur disposition par les comités islamiques de quartiers — et de la ferveur populaire qui, il y a dix ans, avait porté au pouvoir l'imam Khomeiny.

En butte à de multiples difficultés quotidiennes, le peuple iranien n'est plus disposé à accepter les sacrifices qui ont été jusqu'à présent consentis par nationalisme ; il attend, de la part des dirigeants, des mesures destinées à remédier à la dégradation constante de son niveau de vie. D'où les nombreuses références faites par les officiels, dans leurs discours, à la « décennie de la reconstruction » dans laquelle, selon M. Rafsanjani, l'Iran vient de s'engager.

Le mécontentement est toutefois diffus, non organisé, et ne menace en aucune manière le pouvoir, qui, grâce à l'armée, aux pasdaran et aux nombreux

moyens de répression dont il dispose, ne craint aucun bouleversement intérieur. Dix ans après la révolution, la République islamique est solidement installée et a toutes les apparences extérieures d'un Etat centralisé et stable.

Force est cependant de constater que les dirigeants islamiques sont toujours profondément divisés sur les problèmes fondamentaux de l'économie et de la politique. En réalité, il n'existe pas un appareil d'Etat unique, mais plusieurs centres de pouvoir concurrents dont le comportement anarchique a fini par créer une crise institutionnelle qui paralyse le pays. Pour reprendre la formule d'un intellectuel proche du régime : « Nous sommes dirigés par un gouvernement divisé en plusieurs tendances qui sont exactement ce qu'elles veulent sans qu'il y ait un système de coordination efficace ».

JEAN GUEYRAS.
(Lire la suite page 2 ainsi qu'un entretien avec M. Claude Durand, PDG des Editions Fayard.)

Nominations au Conseil constitutionnel

MM. Jean Cabannes, Maurice Faure et Jacques Robert remplacent MM. Robert Lecourt, Georges Vedel et Louis Joxe.

PAGE 8

Société générale : l'armistice

L'attaquant principal de la banque privatisée, M. Georges Pébereau, accepterait de se retirer du jeu.

PAGE 30

Trio européen pour TDF 1

MM. Bouygues, Berlusconi et Kirch (RFA) font alliance pour cinq chaînes

PAGE 22

L'ENQUÊTE :

Douaniers sans frontières

PAGE 29

Le Monde

CAMPUS

■ Les universités s'adaptent aux handicapés. ■ Les IUT rêvent d'un deuxième cycle.

Pages 13 et 14

Le sommaire complet se trouve page 36

Lyon : un maire et sa ville

Francisque le Bel

Elu conseiller municipal de Lyon en 1959, maire depuis 1976, M. Collomb sollicite un troisième mandat. A soixante-dix-huit ans, « Francisque le Bel » n'entend pas céder la place : « Que les dauphins dauphinent, dit-il, moi je n'ai pas fini mon travail ».

LYON
de notre envoyé spécial

Francisque le Bel ou l'art si peu hugolien d'être grand-maire. Il faut toujours se référer aux bons auteurs pour savoir qui fut qui. Précisément Frédéric Dard, qui était son ami et le reste, en écrit de bien bonnes sur le compte de l'anonyme et suave Francisque Collomb, sénateur à peine centriste du Rhône et maire si peu apolitique de Lyon.

Dans une préface au seul livre jamais consacré à cet échevin couleur de traboucle et qui n'en demandait pas tant (1), le père Dard fait référence à ce qu'il faut bien appeler l'affaire de la rue Calas. Une drôlerie et tendre histoire de compagnons en

goguette « dans les brumes croissantes », au sortir de la guerre. Frédéric Dard « maître à découper d'une fine équipe d'arsoilles », et Francisque Collomb, à l'époque « beau ténébreux qui fait grimper les demoiselles aux rideaux de la salle de bal », étaient voisins. C'est dire que le beau Francisque, déjà marié et donc rangé, forcément rangé, ne perdit pas une miette des aventures picaresques de cette fine équipe, via le Café des Fédérations et autres lieux de mises en train gastronomiques.

Bien plus, le préfacier raconte comment le futur maire « avec sa frime de jeune premier » filait le train à la patrouille loufoque, « faux chaperon mais vrai public », sachant bien qu'avec eux il allait toujours se passer quelque chose dans Lyon.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite et l'article de JEAN-LOUIS SAUX, « Charles Heru dans son royaume de Villeurbanne », page 5.)

(1) Entretiens avec Francisque Collomb, Jean Babin, Editions Horvath, 1988, 190 pages.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Mort d'un commis voyageur », de Volker Schlöndorff

Les victimes du rêve américain

L'intelligente transposition d'une pièce de théâtre d'Arthur Miller. Une composition étonnante, bouleversante, de Dustin Hoffman.

- Châtenay : « Je suis le seigneur du château », de Régis Wargnier.
- Le 39^e Festival de Berlin.
- Architecture : La Couronne, de la barre Debussy au quartier de L'Orme-Saul.

Pages 15 à 17

Immobilier : Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue. Pages 26 à 28.

MICHÈLE BARZACH

LE PARAVENT DES EGOÏSMES



EDITIONS ODILE JACOB

IL Y A DES IDÉES QUI FONT AVANCER LES IDÉES

ISSN 2-7381-0049-X 100 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 150 pes. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 F. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

هكذا من الأصل

Etranger

Les réactions aux menaces contre l'écrivain Salman Rushdie et la situation à Téhéran

Le président Bush approuve la prise de position de la communauté européenne

Après les anathèmes et l'indignation, voici venu le temps du défi. L'Europe occidentale et l'Iran se sont engagés dans une escalade politique dont il est encore difficile de distinguer l'ampleur. On estimait, mardi 21 février, dans les milieux diplomatiques français être désormais entré dans une phase « imprévisible », après la réaction « normale et attendue » de l'Iran aux mesures européennes de lundi contre Téhéran — rappel en consultation des chefs de mission en Iran et suspension des visites officielles. La décision du gouvernement iranien de rappeler ses ambassadeurs accrédités dans les pays membres de la CEE (le Monde du 22 février) est qualifiée de simple acte de « réciprocité » dans ces mêmes milieux, qui attendent maintenant de voir quelle sera la prochaine étape s'il y en a une.

Côté occidental, l'exemple de la Communauté a été suivi, mardi, par la Suède (qui représentera les intérêts britanniques à Téhéran), la Norvège et le Canada. Ces trois pays ont ainsi rappelé en consultation leur ambassadeur en Iran. Les Européens ont en outre reçu un appui remarqué du président George Bush. Après avoir déclaré soutenir la déclaration des Douze de lundi en réponse aux menaces iraniennes contre Salman Rushdie et ses *Versets sataniques*, M. Bush a estimé que « quelle que soit l'offense que contiendrait ce livre, inciter au meurtre et offrir une récompense pour sa réalisation offense profondément les normes d'un comportement civilisé ».

Principal intéressé dans l'affaire Rushdie, l'auteur des *Versets sataniques* est sujet de Sa Gracieuse Majesté... le gouvernement britannique a demandé à l'Iran de rappeler son chargé d'affaires et le secrétaire de l'ambassade à Londres. La RFA, qui, solidement implantée sur le plan économique en République islamique, a pris une position en pointe au sein de la CEE, a fait savoir qu'elle était prête « à aller encore plus loin si les mesures déjà prises sont insuffisantes ». Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, n'a pas exclu que les Douze puissent avoir recours à des sanctions économiques contre l'Iran si Téhéran ne retire pas ses menaces de mort contre Rushdie.

Il semble que cette dernière éventualité ne soit pas encore d'actualité, si l'on en croit l'un des vice-ministres iraniens des affaires étrangères, M. Mohammad Davoud Larjani. Celui-ci a déclaré mercredi que son pays paierait le prix qu'il faudrait pour obtenir, conformément à la loi islamique, le châtiment de Salman Rushdie. « Nous avons beaucoup de ressources et ce n'est pas le genre de pressions (des mesures de rétorsions

européennes) qui nous fera baisser les bras », a-t-il dit, ajoutant que « l'Occident ne doit pas se faire d'illusions. Nous sommes totalement déterminés à défendre la réputation de l'Islam et du prophète ».

« Pragmatistes » et « radicaux » du régime islamique se livrent à une surenchère ouverte. Principal représentant de la première tendance, l'ayatollah Hassan Rafsanjani, président du Parlement, a dénoncé le « complot de l'impérialisme occidental » dont serait victime l'Iran et affirmé que Téhéran ne craignait pas les menaces. Dans l'autre camp, le premier ministre, M. Mir Hossein Mousavi, a accusé l'Europe de « chantage » méritant une « riposte » et a assuré que « l'ordre de l'Islam (de tuer Rushdie) serait sans aucun doute exécuté ».

Facétie yougoslave

Restés silencieux depuis le début de l'affaire Rushdie, les « dirigeants musulmans modérés » ont fait l'objet d'un discret appel du pied de la part de Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office. Se félicitant de l'« unité » et de la « fermeté » de la CEE, il a souhaité que la position européenne soit suivie par d'autres pays dans le monde, y compris par ces « dirigeants musulmans modérés ». Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, vient, pour sa part, de se manifester par un bref appel à l'Iran pour qu'il retire ses menaces contre Rushdie.

L'ire iranienne contre les *Versets sataniques* n'en reste pas moins très sélective et n'avait pas encore atteint, mardi, la Yougoslavie malgré la petite facétie à laquelle s'est livrée un quotidien de Belgrade, *Borba* : publier des extraits du livre de Rushdie le jour même de l'arrivée du président iranien Ali Khamenei, lundi, dans la capitale yougoslave. Il est vrai que, dès le lendemain, le traducteur des *Versets* est « brutalement tombé malade ». Interrompant le feuillet. Mais que les lecteurs de *Borba* se rassurent : « Il ne fait pas de doute qu'il (le traducteur) se rétablira dans les deux à trois semaines à venir, ce qui permettra la poursuite de la publication », précise un communiqué officiel du journal.

Le gouvernement néo-zélandais de M. David Lange, qui a su, en d'autres circonstances, se montrer très à cheval sur les principes, a, quant à lui, clairement dit qu'il ne comptait pas compromettre les exportations de viande du pays vers l'Iran et se mettre à dos ses éleveurs de moutons « à cause de menaces proférées à l'encontre d'un écrivain de Londres ».

YVES HELLER.

L'interminable lutte pour le pouvoir

(Suite de la première page.)

De l'avis général, la responsabilité de cette situation incombe avant tout à l'imam Khomeiny qui constitue — à tout seigneur tout honneur — le principal et le plus puissant centre de décision en Iran, celui dont les ordres ne sont jamais contestés. C'est grâce à lui que la coalition actuellement au pouvoir perpétuellement « rapiécée », est maintenue.

Depuis pratiquement trois ans, l'imam s'est opposé à tout changement de l'équilibre intérieur des forces en multipliant les rappels à l'ordre et les mises en garde. « Tout se passe, déclare un observateur lucide, comme si l'imam souhaitait perpétuer les divisions dans le but de justifier son rôle d'arbitre suprême et incontournable ». En novembre dernier, répondant à la requête de l'ayatollah Ansari, qui lui demandait de préciser son attitude à l'égard des « orientations idéologiques » qui divisent le pouvoir, l'imam a rendu un jugement digne de Ponce Pilate en affirmant qu'il ne voyait pas la nécessité de se prononcer en faveur de l'une ou de l'autre des parties en conflit « mettant ainsi fin à un débat fructueux ».

La « bouderie » de l'imam

Malgré un état de santé déclinant, l'imam Khomeiny est toujours en mesure de prendre des décisions importantes. Mais il a de moins en moins la capacité de les faire respecter à la lettre. Il a pratiquement en quelque sorte « boudé » les festivités de la révolution, à l'exception d'une brève apparition télévisée à l'occasion de laquelle on a pu mesurer le déclin de ses forces.

Certains ont interprété cette « bouderie » comme une manifestation de mauvaise humeur devant la dégradation d'une situation qui semble lui échapper. A-t-il voulu, en faisant monter les enchères dans l'affaire des *Versets sataniques*, créer dans le pays un mouvement politico-religieux destiné à sortir le pays de sa torpeur ? Une telle éventualité n'est pas à exclure si l'on se souvient de la manière dont il a utilisé l'affaire de l'ambassade des Etats-Unis en 1979, et près d'un an plus tard l'invasion irakienne, pour relancer une révolution à bout de souffle. Mais l'histoire ne se répète que rarement ; une tentative similaire il y a deux ans, lors de l'affaire de La Mecque, de mobiliser les masses contre la monarchie wahabite, a fait long feu.

Quelle qu'en soit l'issue, cette nouvelle guerre sainte contre les destructeurs de l'Islam constitue

une véritable aubaine pour les adversaires de la politique d'ouverture préconisée par les « pragmatistes », avec à leur tête le puissant président du Majlis, M. Hachemi Rafsanjani. La détérioration des relations de l'Iran avec l'Occident ne pourra qu'affaiblir la position de ce dernier. Soupçonné de « pro-américanisme » depuis l'affaire de l'Irangate, M. Rafsanjani était accusé il y a quelques mois par ses ennemis du camp dit des « radicaux », les

parmi ses adversaires les plus résolus, et le soutien plus conditionnel du groupe Rissalat de l'ayatollah Azeri-Qomi, qui représente la droite religieuse conservatrice alliée au Bazar. Mais ce rassemblement est loin d'être homogène. D'accord sur le plan politique, MM. Rafsanjani et Khamenei divergent sur le plan économique, le président du Majlis partageant avec M. Mousavi, le chef du gouvernement et l'un des chefs de file des « radicaux », les options

autonome. Il s'agit d'abord d'Ahmed Khomeiny, le fils de l'imam, qui tient sa force de sa seule filiation. Nul ne peut voir le « guide de la révolution » sans son autorisation, ce qui fait de lui un redoutable et indispensable intermédiaire. On lui attribue souvent des desseins machiavéliques et la paternité de certaines des décisions de son père. Ce qui est certain, c'est qu'il jouit de l'entière confiance de l'imam et peut, en conséquence, façonner sa pensée.

Ahmed Khomeiny est intimement associé aux dirigeants du camp dit des « radicaux », dont les représentants les plus en vue sont le premier ministre Mousavi, le procureur général Khomeini et le ministre de l'Intérieur Mottahamedi, tous fœderalement dévoués à l'imam dont ils partagent la ferveur religieuse et les convictions politiques. Il entretient également d'excellentes relations avec M. Hachemi Rafsanjani, mais n'apprécie guère le désir de ce dernier d'être le véritable successeur aux côtés du dauphin désigné, l'ayatollah Montazeri, qui ne serait qu'un imam poétique après la disparition du « guide de la révolution ».

L'ayatollah Montazeri, qui, après une longue période de semi-disgrâce, est en train d'effectuer une remontée spectaculaire, est lui aussi un centre de pouvoir à lui tout seul. Sa rentrée en grâce est, dit-on, due au souci de faire contrepoids à l'influence de M. Rafsanjani. Il sait que ce dernier veut le cantonner au domaine des affaires religieuses, laissant la conduite des affaires politiques au président du Majlis. Pour éviter cette éventualité, l'ayatollah Montazeri s'efforce désespérément de créer dans le pays un jeu politique « démocratique » afin de mettre fin à l'immobilisme qui caractérise le pouvoir actuel. Il favorise non seulement l'ouverture économique du régime, mais également une libéralisation qui permettrait d'élargir l'éventail des forces politiques. C'est pourquoi, à l'occasion des cérémonies du dixième anniversaire, il a dénoncé l'impasse dans laquelle est engagée la révolution.

Le cas Montazeri

Pour mieux marquer sa volonté d'indépendance, l'ayatollah Montazeri a été le seul des dignitaires religieux à ne pas reprendre à son compte l'appel au meurtre lancé par l'imam Khomeiny, se contentant de condamner, en termes généraux, les *Versets sataniques*. Il ne pouvait, il est vrai, agir autrement puisque quelques jours avant la farva de l'imam il avait invité les dirigeants iraniens à reconnaître « les erreurs graves qui avaient ruiné l'image de l'Iran et effrayé le monde en lui faisant croire que nous n'avions qu'un seul objectif : tuer ». Le successeur désigné de l'imam a été d'ailleurs le seul à dresser un bilan plutôt négatif de la révolution, dénonçant « l'extrême », l'« extrémisme », l'« injustice », l'« incompréhension des responsables », les « luttes factionnelles », le « mépris du peuple ».

Tout un programme destiné à mobiliser autour de lui ce qui reste encore de « révolutionnaires » nostalgiques des journées de février 1979, alors que M. Rafsanjani et ses amis pragmatistes veulent mettre un couvercle sur la révolution pour pouvoir s'engager dans la « décennie de la reconstruction » en faisant appel aux capitaux et technologies de l'Ouest.

Pour pouvoir contourner l'opposition des « radicaux », M. Rafsanjani avait envisagé l'amendement de la Constitution de manière à faire du nouveau chef de l'Etat qui sera élu en août un président du type américain, c'est-à-dire disposant de pouvoirs exécutifs étendus aux dépens du poste de premier ministre qui serait pratiquement aboli. Ce projet, rendu public en janvier par le *Teheran Times*, a soulevé un véritable tollé dans la classe politico-religieuse, qui y a vu une tentative de M. Rafsanjani d'asseoir sa propre dictature personnelle. L'imam lui-même se serait élevé contre un projet qui le rejetterait pratiquement dans l'ombre.

La réforme de M. Rafsanjani a donc été gelée et il est fort peu probable qu'elle survive aux remous créés par l'affaire des *Versets sataniques*.

JEAN GUEYRAS.



Seydabiz 13

pure et dure de la révolution, de vouloir brader l'indépendance de l'Iran.

De surcroît, M. Rafsanjani n'a pas réussi jusqu'à présent à incorporer les Pasdarans dans l'armée — tâche qui lui avait été confiée par l'imam en juin 1988 — ni à désarmer l'hostilité que les Gardiens de la révolution — l'un des derniers groupes idéologiques motivés de la révolution islamique — lui vouent depuis qu'il a accepté le cessez-le-feu avec l'Irak dans des conditions qu'ils jugent désavantageuses. Les préventions des Pasdarans à l'égard de M. Rafsanjani semblent partagées par certains milieux de l'armée, qui n'ont pas oublié que le président du Majlis commandait de facto les opérations militaires sur le front et qu'il porte l'essentiel de la responsabilité de la défaite.

M. Rafsanjani n'a pas connu que des déboires. Il a réussi à réunifier le courant de la droite traditionnelle religieuse dans le but de reconstituer l'alliance religieuse-bazaris qui existait au début de la révolution. Il s'est assuré l'appui inconditionnel du président Khamenei, qui, jusqu'à ces derniers temps, figurait

interventionnistes étatiques qui font du premier ministre la bête noire des religieux de droite et du Bazar.

Des divergences semblables existent au sein du clan des « radicaux » où M. Mousavi ne partage pas les choix politiques du procureur de la révolution, M. Khomeini, notamment en ce qui concerne la libéralisation du régime et l'amnistie des prisonniers politiques. En fait, il existe pas de lignes de séparation nettes entre les différents centres de décision qui se partagent le pouvoir à Téhéran. Tel radical peut devenir pragmatiste le lendemain. On cite des cas de conversions miraculeuses au camp des modérés de personnalités connues pour leur outrance révolutionnaire. En Iran aussi, l'exercice du pouvoir émusse les convictions idéologiques de ceux qui se trouvent soudain confrontés aux réalités quotidiennes.

Un fils machiavélique

En dehors des principaux centres de décision pratiquement institutionnalisés, deux personnalités jouissent d'un pouvoir qua-

Les incertitudes de l'édition française

Les *Versets sataniques*, de Salman Rushdie, seront-ils publiés en France, malgré les menaces proférées par l'imam Khomeiny ? L'acquéreur des droits de ce livre, M. Christian Bourgois, ayant décidé d'en suspendre la publication, d'autres éditeurs se sont émus. Ils ont annoncé qu'ils étaient prêts à coéditer le livre de Salman Rushdie, dans le cas où la parution française de l'ouvrage « serait effectivement suspendue ». Quasi Voltaire et Artaud avaient en l'intiative de cette démarche, avec l'*Érénement du jeudi*. Ils ont été rejoints par Actes Sud, Action

graphique, Baland, Barrault, Belfond, Canope, La Découverte, Maren Sell, Pluriel, Ramsay-Régine Deforges, Le Tout sur le tout, Verdier et La Revue d'esthétique. Des journaux ont signé l'appel : l'*Express*, l'*Actuel*, le *Figaro*, le *Nouvel Observateur*, le *Point* et le *Quotidien de Paris*.

Gallimard, Grasset et Fayard se sont déclarés favorables à une coédition, si elle se faisait en accord avec M. Christian Bourgois. Celui-ci a souligné que l'ouvrage de Salman Rushdie était en cours de traduc-

tion, et que ce travail serait assez long, étant donnée la complexité du livre. « Une fois ce travail terminé, dit-il, je me concentrerai sans doute avec les autres éditeurs. Je ne peux préjuger de la décision qui sera prise. Mais je m'opposerais à toute publication pirate qui n'aurait pas l'assentiment de l'auteur ».

Claude Durand, président-directeur général des éditions Fayard, explique ici pourquoi il ne se satisfait pas de l'attitude adoptée par le Syndicat des éditeurs français.

Un entretien avec le PDG des éditions Fayard

Claude Durand : faire front contre Khomeiny

« Qu'avez-vous pensé de la notation publiée vendredi dernier par le bureau du Syndicat des éditeurs, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle traduisait une extrême prudence ?

— Les éditeurs français, vous vous en souvenez, ont lancé un appel au gouvernement, au groupe des éditeurs européens, à l'Union internationale des éditeurs. J'ai envie d'ajouter : pourquoi pas à l'UNESCO et à la Croix-Rouge ? En réalité, ils ont renvoyé la balle vers d'autres instances. C'est une coutume, hélas ! fréquente, dans des organisations de ce genre qui veulent à tout prix éviter de prendre position sur des questions graves. C'est peut-être aussi le signe que, dans ce milieu, la littérature, les idées, pèsent de moins en moins lourd et que les gens qui y sont aujourd'hui les plus influents n'ont pas les mêmes réflexes que nous, ne sont pas prêts, comme nous, à s'enflammer pour une cause. Leur attitude va de pair avec les réactions tardives du gouvernement français. C'est consternant.

« Personnellement, j'ai failli envoyer ma démission, puis j'ai estimé que ce n'était pas opportun au moment où des éditeurs qui, comme Gallimard, se tenaient à l'écart du syndicat, y reviennent.

— Auriez-vous publié le livre de Rushdie si vous en aviez eu les droits ?

— Je crois que je l'aurais publié. Mais je comprends totalement Christian Bourgois et je me garde de le juger. Ce sont des décisions difficiles à prendre, parce qu'elles mettent en cause d'autres que soi-même : la famille, le personnel, les libraires. Même quand on dit, comme je viens de le faire, qu'on aurait accepté de prendre les risques, on ne peut pas vraiment savoir comment les choses se seraient présentées.

— Vous êtes-vous trouvé dans des situations comparables dans le passé ?

— En tous points comparables, non, mais il est vrai qu'en deux occasions j'ai subi des pressions plus ou

moins directes, reçu des visites plus ou moins bizarres, qui auraient pu me faire reculer, même si elles n'étaient évidemment pas de même nature que dans l'affaire Rushdie. La première fois, c'est quand j'ai publié Soljenitsyne, la seconde quand est paru le livre de Pierre Péan sur l'Afrique. Mais d'autres éditeurs, Maspero, Alain Moreau, ont connu les mêmes mésaventures, qui sont simplement désagréables sur le moment.

— Qu'aurait dû faire, selon vous, le Syndicat des éditeurs ?

— Il aurait dû se dire prêt, en accord avec Christian Bourgois, à publier dans les délais les plus rapides une édition collective du livre de Rushdie. C'était une manière d'affirmer l'entière solidarité des éditeurs avec Christian Bourgois et de montrer aux Français que nous faisons front.

— Il y a d'ailleurs un précédent, dans un contexte certes plus bénin : à la fin des années 60, j'avais publié dans la collection « Combats », au Seuil, un livre d'un guerillero brési-

lien, Carlos Marighella, qui a été saisi par le ministère de l'Intérieur. Vingt-trois éditeurs ont accepté d'apposer leur marque sur la couverture d'une réédition, qui n'a fait l'objet d'aucune saisie ni poursuite. Mais, bien sûr, la menace est sans commune mesure avec celle que brandit Khomeiny.

— Pour l'avenir, cette affaire va-t-elle modifier votre comportement d'éditeur ?

— Non. Si l'habitude se prenait de reculer devant les tentatives d'intimidation, on finirait par céder même sous des pressions moins fortes. Le cas de l'Iran, heureusement, est tout de même très particulier. Mais il est nécessaire d'affirmer, sans tomber dans la monotonie des martyrs et qu'en France nous en avons quelques-uns qui se sont battus pour la liberté. C'est un acquis qu'il faut préserver sans faiblesse.

Propos recueillis par THOMAS FERENCZI.

Le cardinal Decourtray exprime sa solidarité aux musulmans français

Entre l'affaire Scorseese et l'affaire Rushdie, le parallélisme était tentant. Le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, n'y a pas résisté. Dans un communiqué publié mardi 21 février, le président de la conférence des évêques de France souligne le lien entre les *Versets sataniques*, de Salman Rushdie, considérés à la fois musulmans et le film de Martin Scorseese, *La Dernière Tentation du Christ*, qui avait été accueilli il y a quelques mois, en France notamment, par des protestations et des violences des intégristes catholiques.

« Une fois encore, estime Mgr Decourtray, des croyants sont offensés dans leur foi. Hier les chrétiens, dans un film défigurant le visage du Christ. Aujourd'hui, les musulmans, dans un livre sur le Prophète, les *Versets sataniques*. A côté des réactions fanatiques qui sont, elles aussi, des offenses à Dieu, j'exprime ma solidarité à tout ceux qui vivent, dans la dignité et la prière, cette blessure ».

Seigneur le Père Jean-Michel Di Falco, porte-parole de l'épiscopat, la déclaration de l'archevêque de Lyon est destinée « à témoigner notre sympathie aux musulmans français » qui ont pu être « blessés » par le livre de Rushdie. « Quand le cardinal dit : « Nous partageons votre peine, en quoi cela veut-il dire qu'il approuve les paroles de Khomeiny ? » Et le porte-parole de l'épiscopat de rappeler à cet égard la déclaration du cardinal Decourtray du 17 février dernier : « Condamner à mort quelqu'un pour un livre est tout simplement abominable ».

Politique

La préparation des élections municipales

Partage du Rhône

L'un et l'autre ont conçu leur maire, à quelques mois d'intervalle, vers la fin des années 70. Le fils de gendarme, Charles Hernu, achève en 1977 une tournée d'inspection des villes gagnables par la gauche. L'ancien petit berger, Francisque Collob, avait simplement eu la bonne idée, en 1958, de refuser la treizième place sur une liste de droite qui ne devait compter que douze élus. Il fut ainsi le douzième avant de devenir, en 1976, le premier.

Tout aurait dû les séparer. Le maire de Lyon, Francisque Collob, s'est juré de ne pas prendre le TGV aussi longtemps que François Mitterrand serait au pouvoir. Dans le sillage de François Mitterrand, le maire de Villeurbanne, Charles Hernu, a été au contraire de tous les parous du combat, de

tous les grands voyages de la gauche. Mais ces deux grands fédérés — plus malins qu'on ne le croit — ont su l'habileté de pactiser autour d'une table, aussi souvent que nécessaire, et de signer d'un coup de fourchette ces fameux « accords Yalta » qui répartissent les zones d'influence au sein de l'agglomération lyonnaise. A moi, la ville-centre ! A moi, la gauche ! Et garçons-nous de nos propres amis... Après douze ans d'âge, l'alliance est devenue quelque peu encombrante ; elle traîne l'ardeur

d'une génération de quadragénaires, symbolisée par Michel Noir pour le RPR, Jean-Jack Queyranne pour le PS et quelques autres.

Derrière d'une lignée de maires commencée en 1905, Francisque de Lyon résiste depuis des lustres à toutes les méchancetés que l'on peut rapporter sur lui. Il ne sait pas parler, mais il écoute. N'est-ce pas son propre ami d'enfance, l'ancien président du conseil régional Rhône-Alpes, Charles Béraudier, qui dressait ce constat, quelques mois avant sa

mort, dans un entretien à Lyon-Liberté : « Lyon a toujours eu le maire qui convenait. Edouard Harriot était un très grand maire ; Louis Pradel était un très bon maire ; aujourd'hui, ce n'est ni un grand ni un très bon maire : Francisque Collob est un très bon gestionnaire. »

Boudé par quelques-uns de ses anciens amis, Charles de Villeurbanne gère paisiblement, depuis qu'un beau milieu de l'affaire Grenpece, il y a quatre ans, il a dû débarquer du gouvernement. Seul maître à bord après Dieu, il a la main sur tout. C'est lui qui choisit, et tant pis pour les autres. Comme l'affirme l'un de ses actuels opposants, d'un air admiratif : « Il a le sens du territoire. »

J.-L. S.

Francisque le Bel à Lyon



(Suite de la première page.)

Et certes, il s'en passait. De belles, de celles qu'on ne devrait pas rapporter aux élections quand leur maire, à soixante-dix-huit ans, s'est mis en tête de remplir comme un jeune homme.

Il s'en passait de drôles, même, ces balades nocturnes et prophétiques dans la fontaine Bartholdi, place des Terreaux, sous la statue, la remorque décrochée en droite, du dernier tramway de Perrache. Ou les plaques de rues enrichies et lancées dans les fenêtres d'exquis lampions afin, dit Frédéric Dard, « que ces maisons closes le fussent un peu moins ».

Un futur maire qui brava aussi la maréchaussée et l'ordre public, et qui, tout à son dépit d'ami, ne renia rien d'être jeune homme, ne renia rien d'être jeune homme, ne renia rien d'être jeune homme.

Car il n'y avait sans doute qu'une semblable ville pour s'offrir un pareil maire. Et ce le garder ainsi, tout franc, portant bien en ce délicieux féria d'un hôtel de ville Louis XIV meublé-Napoleon III, dans une douzaine profusion de velours, de soies et d'ors. Si Francisque Collob n'existait pas, Lyon l'aurait inventé. D'ailleurs, elle l'a inventé, cette ville, qui n'adorait rien tant qu'à se croire capitale des Gaules, se plaçant à l'usage de ses maires, à vie, comme s'ils étaient des papes.

Maire un jour, maire pour toujours. Edouard Harriot, le président. D'abord pour les intimes, un bon d'ami, Charles Hernu, et pour les autres, un homme absolu, entre radicalisme, mère Brazier et autres lieux, comment dire, « exquise ». Louis Pradel, Zizi pour les jactances, camps et bêtises à long terme, et si bien, mort en pratiquement, que seule la mort l'empêcha, affirmant ses détracteurs, de transformer encore le Rhône en autoroute du Sud. Et Francisque Collob, qui n'a pas de surmoi, sinon celui d'élémentaire de la Francisque, s'est installé dans le fauteuil depuis douze ans et y a, le fustigeant l'expression cavalière d'un de ses proches, M. André Soulier, le « cul parfaitement vissé ».

Quand on est bien portant...

Premier thème donc, celui d'un monarque municipal, dit, tout à son « j'y suis, j'y reste », sauf l'imprévisible accident de santé. Mais Francisque Collob a la santé et tient à la dire dans une formule que M. Prudhomme n'aurait point désavouée : « Quand on est bien portant, on n'est pas malade. Et d'ailleurs, je n'ai point envie de mourir. » C'est ce concept, en effet, et d'autres le disent autrement, André Soulier encore : « Il faut prendre les hommes comme ils sont. C'est un constat, hors du commun. Il sait qu'il est, comment il est. Il n'a pas d'état d'âme, une santé et puis, sur la question humaine, personnelle, il sait y faire. Les gens le voient. Bon d'accord, c'est pas Cléopâtre, hein ? Mais du bout d'un doigt, ils se disent : « Mais il est comme nous, ce type. » Et cela leur convient ».

Certes, Francisque Collob n'est pas Cléopâtre. Et pas même Démétrius avant les calloches, orateur vite enghé dans le piège du verbe, entre timidité et colère, car elles sont

fameuses, les colères de Francisque avec qui, selon la formule d'un proche, « on s'engueule, on s'embrasse ». Cette vieille fêcherie avec l'art oratoire, qui ridiculise ou fascine, selon l'option qu'on veut bien prendre, n'a pas échappé à Frédéric Dard qui la contourne d'une très jolie formule : « Tu ne ressembles pas aux autres politiciens, Francisque. Avec toi, jamais de blabla oiseux. Car tu n'es pas un homme de mots. Seulement un homme de parole. »

L'homme de parole, l'homme à parole, en effet, autre thème avancé par tous ceux, et ils sont nombreux encore, qui voient en Francisque Collob rien moins que le plus grand dénominateur commun, cet homme-maire qui joint de « la confiance de ses banquiers et de ses administrés ». Ni gloire ni parais, n'était son allure de patriarche de soap-opéra, simplement un homme tête, obstiné, complètement tendu vers son objectif qui n'est point tant de régner sans partage, mais au contraire de partager pour régner.

Car s'il est un trait de caractère que tous et chacun s'accordent à reconnaître à ce maire ad eternam, c'est sa capacité partagée, son

souci absolu de déléguer absolument de qui, selon la formule d'un proche, « on s'engueule, on s'embrasse ». Cette vieille fêcherie avec l'art oratoire, qui ridiculise ou fascine, selon l'option qu'on veut bien prendre, n'a pas échappé à Frédéric Dard qui la contourne d'une très jolie formule : « Tu ne ressembles pas aux autres politiciens, Francisque. Avec toi, jamais de blabla oiseux. Car tu n'es pas un homme de mots. Seulement un homme de parole. »

L'homme de parole, l'homme à parole, en effet, autre thème avancé par tous ceux, et ils sont nombreux encore, qui voient en Francisque Collob rien moins que le plus grand dénominateur commun, cet homme-maire qui joint de « la confiance de ses banquiers et de ses administrés ». Ni gloire ni parais, n'était son allure de patriarche de soap-opéra, simplement un homme tête, obstiné, complètement tendu vers son objectif qui n'est point tant de régner sans partage, mais au contraire de partager pour régner.

Car s'il est un trait de caractère que tous et chacun s'accordent à reconnaître à ce maire ad eternam, c'est sa capacité partagée, son

d'homme qui s'est fait seul — avec l'aide de quelques solides autres carismatiques — pour arriver ainsi aux honneurs lyonnais. Un nouveau thème à l'œuvre, celui d'une vie dans le siècle, d'un homme tiraillé, poussé par ses pairs — ou affectant de l'être — goûtant à pleines dents du pouvoir, banquetant délicieusement à la table politique, comme un repas sans fin ni lassitude chez Nandron, le repaire prêtéré.

« Ventre jaune »

Lyon, lorsqu'il s'est agi de remplacer « Zizi » Pradel, mort en 1976 à quelques mois des élections municipales, n'aurait probablement pas imaginé que Francisque Collob pût devenir maire. Francisque Collob, lui, imagine fort bien — ou d'autre pour lui — et il y réussit au terme d'une assez longue et série de grandes manœuvres de coïncidence, où les « cadors » locaux, Joannès Ambre, Charles Béraudier, André Soulier, Napoléon Bullucian et quelques autres, surent défaire le président légitime Jacques Soustelle et « fabriquer » Francisque Collob. Avec peut-être chez plusieurs l'idée non avouée, car non avouable, d'im-

poser ainsi un « inter-maire » selon un mot féroce du journaliste lyonnais Pierre Méridol (2), expert en ces obscures et subtiles lyonnaises, entre la franc-maçonnerie et la Colline catholique.

Lyon se souvient encore de cette bataille d'épithètes, quand les prédictions valaient bas. A Jacques Soustelle qui l'avait bombardé précédemment d'un définitif « maire inter-maire », Francisque Collob répliqua : « député provisoire ». Et c'est Francisque qui avait raison. Probablement parce qu'il ne doutait de rien, qu'il n'était point homme à douter, dans sa résolution de réussite.

Une maladie qui l'avait pris tout petit, enfant pauvre d'une pauvre famille du Bugey, « ventre jaune » monté à l'assaut de Lyon comme d'une capitale. Elle est belle on dirait, et délicate, cette histoire d'un gamin de l'Ain, enfant de chœur saisi par l'ambition et parvenu à l'époque par un autre Rastignac de Saint-Rambert-en-Bugey, le délectable Charles Béraudier.

L'histoire a été racontée, mille et mille fois, ici (« le Monde Rhône-Alpes » du 18 septembre 1986) et ailleurs : la montée sur Lyon en 1927 sur un tas-sac de moto du jeune Collob, le travail dans la

jourée chez le père Guy, un miroirier plutôt pingre et le soir les cours par correspondance à l'École universitaire. Et puis l'ascension à force de courage et d'horaires, l'emploi pendant dix-huit ans dans une entreprise des Roches-de-Condrieu, la petite boutique de journaux en perdution à Décines, devenue en quatre ans une bonne affaire. Et le rachat, en 1943, d'une entreprise Chimicol, sorte de canard botteux, qu'en dix ans de travail « jours et nuits », Francisque Collob reconstitua.

« Vous savez, quand j'ai quelque chose dans la tête... » Voilà ce qu'il disait et dit encore, l'industriel entré en politique, on en appolique, à la demande de Charles Béraudier en 1959. « Il faut que tu viennes sur ma liste. On a besoin d'un industriel », lui dira le déjà célèbre « Bébé ». Et ce que Charles voulait : la liste de Béraudier est en réalité celle de Jacques Soustelle, adversaire de Louis Pradel. Francisque Collob, douzième de liste — car sa femme superstitieuse s'était absolument opposée à ce qu'il accepte la treizième place proposée — est élu, dernier élu.

Début d'une autre aventure, avec son lot de légendes, les vœux prêtés aux mourants, un premier adjoint qui, à l'agonie, suggère de confier à Francisque sa succession à la construction du marché-gare. Et Louis Pradel, le potentat qui, avant de mourir, aurait soufflé à ses proches : « Heureusement qu'il y a Francisque. »

Le clan

Assez vraisemblables pour être devenues vraies, avec le temps, ces anecdotes masquent en réalité, dernier thème et dernière clef d'une réussite doucereuse, l'obstination ténace d'un clan, la mise en place parfaitement coordonnée d'une équipe de grande envergure, ce système Collob, dont on ne sait si son chef le pensa ou le subit avec l'exquise délectation de se laisser couronner. Le clan était bien là, galerie superbe de personnages. Deux avocats — Joannès Ambre, l'émoussé, et André Soulier, le socialiste repenti — Charles Béraudier, l'inconcomprable M. Bébé, et Henri Bailly, sorte de Père Joseph nourri à la mamelle politique des renseignements généraux. Bref, une fine équipe, experte en toutes manœuvres, une coalition de grands fédérateurs suffisamment malins pour se partager le pouvoir et la ville.

Le temps, la mort ont défilé ce bel assemblée. Joannès Ambre, qui imaginait Lyon, le premier, d'un infarctus, pris congé le 21 août 1984. Charles Béraudier, qui n'avait, selon le maire de Lyon, son grand ami, point son égal « pour accommoder les sautes électorales », n'a pas survécu à son deuxième infarctus, le 16 octobre 1988. André Soulier, premier adjoint, a boudé, un instant, ou fait semblant d'y avoir, avant de revenir promptement soutenir quotidiennement le maire. Et Henri Bailly, dans son bureau d'attaché parlementaire du sénateur Collob, continue à filer la soie et tisser ses toiles.

Et puis, sans doute par crainte de la solitude, par peur d'être seul maître à bord, Francisque Collob — où là encore ses proches — a trouvé le moyen de n'être plus si dénué l'âge venu. Il avait soutenu Raymond Barre, bravement et sans la moindre hésitation. Raymond Barre le soutient dans cette campagne, bravement et sans la moindre réserve.

Cela se fait entre gens de bonne compagnie. Que les dauphins dauphinent, dirait le maire de Lyon. Avant de murmurer, vachard, à l'intention de Michel Noir : « Me mettre dehors, cela ne plait pas aux Lyonnais. Et il ne faut pas toiser les gens de toute sa hauteur, surtout quand l'on est grand. »

PIERRE GEORGES.

M. Charles Hernu, en son royaume de Villeurbanne

VILLEURBANNE de notre bureau régional

Question noire sur fond vert : « Hernu, qu'est-ce que tu fais de l'ASVEL ? » Répondit, à bonne hauteur, sur tous les murs de la ville, le coup n'est pas franc. L'ASVEL, à Villeurbanne, ce n'est pas qu'un club de basket, c'est un peu comme les Verts à Saint-Etienne ou l'OM de M. Bernard Tapie à Marseille. Or, jusqu'à ces derniers jours, l'ASVEL commençait à plonger dans les profondeurs du classement, quatre mois seulement après que le maire de la cité, Charles Hernu, en ait pris la présidence.

Questions rouges sur fond trouble : « Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a quitté Hernu. Pourquoi ? » Bernard Rivolta, président du groupe socialiste au conseil général, a quitté Hernu. Pourquoi ? « Suivent quelques autres noms, ceux d'adjoints au maire sortant, qui ne repartent pas cette fois derrière Charles Hernu, et toujours cette question : « Pourquoi ? »

« La droite mène une campagne de corbeau », s'indigne le secrétaire de la section socialiste de Villeurbanne, M. Jean-Paul Bret. Devenu inattaquable dans sa ville sur l'affaire Grenpece, qui lui vult à la fois de quitter le gouvernement et de rentrer en triomphe à Villeurbanne, l'ancien ministre de la défense est, en effet, davantage contesté pour ses méthodes, voire pour son penchant à tout vouloir contrôler et ramener à lui. « Je sais bien que j'ai une présence médiatique écrasante, j'en ai conscience, concède-t-il gravement. Mais c'est aussi parce que Villeurbanne, avec ses cent vingt mille habitants, est la première ville socialiste de la région Rhône-Alpes, que je suis en point de mire. » C'est en fait lors de son départ du ministère de la défense, en 1985, que le conflit larvé avec quelques-uns de ses proches a éclaté au grand jour. « Parce que je n'étais plus ministre, certains ont commencé à dire que je ne pouvais plus être maire », rapporte M. Charles Hernu. Ceux-là en tout cas ne sont plus sur la liste de gauche à Villeurbanne.

A la faveur du rétablissement du scrutin majoritaire aux élections législatives de 1988, le premier adjoint, M. Jean-Jack Queyranne, s'en est allé prudemment conquérir une circonscription voisine de celle de Villeurbanne et il est aujourd'hui candidat à la mairie de Bron, une commune limitrophe. Conseiller général du canton de Villeurbanne-nord, M. Bernard Rivolta a pure-

ment et simplement été éliminé de la liste, présentée à la section socialiste locale, tout comme deux autres adjoints, M. Pascal Crozon, délégué régional à la condition féminine, et M. Stéphane Boudoyan, ancien membre du Conseil national de prévention de la délinquance. Quelques autres « contestataires » ont renoncé, par solidarité ou par lassitude, à se porter candidats.

Le conflit, relayé par un procès en diffamation contre l'événement du jeudi — qui, sur le base de divers témoignages, avait tiré tout de go : « Hernu est-il devenu fou ? » — a fait suffisamment de bruit pour que le club soit examiné par les instances nationales du PS. En dépit de son attachement à son ancien ministre, le premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, a fait savoir récemment qu'il recevrait deux des « exclus ». C'est assez pour rassurer le plus connu d'entre eux, Bernard Rivolta, qui, en ce temps de campagne, préfère jouer l'apaisement. « On ne fait pas ça tout impudiquement face à Charles Hernu dans la section socialiste de Villeurbanne, rappelle-t-il simplement. J'ai donc une responsabilité morale vis-à-vis de ceux qui m'ont soutenu. Je resterai présent dans tous les grands débats. »

Affectif

La troisième des « exclus », M. Stéphane Boudoyan, a fait un tout autre choix. Militant socialiste depuis dix ans mais surtout animateur de terrain dans les quartiers populaires qui bordent le boulevard périphérique de l'est lyonnais, il est aujourd'hui candidat sur la liste UDF dans le 8ème arrondissement de Lyon, dans l'espoir de pouvoir continuer « son boulot ». « Je n'ai plus de ressources, raconte-t-il, et ma femme, employée municipale, a été mutée. Elle vient de rentrer pour trois semaines dans l'un de ces hôpitaux où l'on n'aime pas envoyer les gens. » La raison principale de son éloignement, explique-t-il, est d'avoir continué à entretenir des relations d'amitié avec l'ancienne épouse du maire, M. Dominique Hernu, chargée de mission au cabinet du président de la République. « C'est difficile à dire, entre hommes, mais j'ai aimé ce type. Il nous aurait fait marcher sur nos mains. Puis l'équipe s'est cassée. »

« Peut-être est-ce surprenant mais Hernu est un affectif, explique un proche du maire. C'est surtout un bouillonnant de l'action. Il s'est complètement identifié à la ville : superant, Villeurbanne, c'était

l'ASVEL et le TNP de Flanchon ; maintenant, c'est aussi Hernu. » Il est certain qu'il faut décaler ses propos car il exagère souvent : s'il rencontre un dimanche un commerçant mécontent, vous pouvez être sûr de trouver, le lundi sur votre bureau, une note vous expliquant que tout un quartier est contre vous », ajoute un autre élu. Il y a, en effet, souvent, comme un petit vent de folie qui souffle dans le berceau de Lyon. Que l'Europe se prenne à boudier Strasbourg, par exemple, et le maire de Villeurbanne fait mettre les drapeaux en berne sur les balcons de l'hôtel de ville.

Sanguin

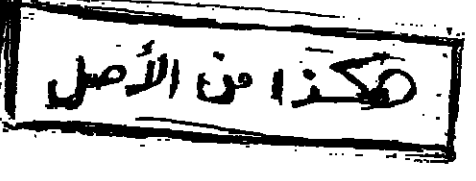
Soucieux de rester à l'écart des querelles de famille, le président du groupe des élus communistes, M. Pierre Germon, se fâche pour-tant sur les rapports loyaux qu'il entretient avec le chef de file socialiste. « Il sait bien que la synthèse entre les couches populaires et certains milieux commerçants qui ne nous sont guère, a priori, favorables », observe-t-il. Les Verts et les rénovateurs, qui s'appellent à présenter une liste commune, restent aussi étonnamment discrets sur le responsable en titre de l'opération menée contre le Rainbow Warrior.

Même le chef de file du Front national, M. Pierre Vial, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon 3), avoue sa sympathie pour le côté convivial du personnage. « Je préfère les sanguins aux socialistes froids du type Fabius, explique-t-il. Hernu est un personnage d'exception plus que d'habitude. Il sait passer au-dessus des convenances doctrinales. L'autocratie, c'est sans doute un défaut pour les intellectuels mais pas pour l'électeur. »

Sauf le candidat de la droite, M. Alain Chaboud, se prépare à un rude travail d'opposant. « Je frémis quand je pense que ce type a été ministre de la défense. On est au Moyen Âge ici : Villeurbanne est une ville sous haute surveillance, à tel point que j'ai inventé à mes sympathisants de coller des affiches la nuit : c'est trop dangereux. » Adjoint au maire de Lyon de 1977 à 1983, cet ancien journaliste de l'ORTF puis du groupe de presse Progrès-Dauphiné avait été écarté il y a six ans. Récemment promu au secrétariat de la fédération du Rhône du CDS, il opère aujourd'hui un retour remarqué en politique, avec l'espoir de devenir un membre influent de l'exécutif de la communauté urbaine de Lyon tandis que M. Charles Hernu continuerait à siéger sur les bancs de la minorité.

JEAN-LOUIS SAUX.

(1) Voir le Monde du 20 décembre 1988.
(2) Lyon, le sang et l'argent, Pierre Méridol, Editions Alain Moreau, 1978, 350 pages.



Politique

La préparation des élections municipales

Châlons-sur-Marne ou le communisme sans histoires

CHALONS-SUR-MARNE
de notre envoyé spécial

Plus de cinquante mille habitants : une liste d'union de la gauche — constituée sans drama — menée par un maire communiste sortant qui est loin de partir battu d'avance. En dehors de la région parisienne, une telle fiche d'identité devient rare : pas plus d'une demi-douzaine de cas, dont celui de Châlons-sur-Marne.

Cité historique plus administrative qu'industrielle, ville de garnison, préfecture et capitale régionale un peu assoupie — « résignée », dit un acteur politique local — aux marges du vigileur champenois, Châlons offre, paradoxalement, un bel exemple de communisme municipal.

Lorsque son maire CDS, en 1977, ne s'est pas représenté, Châlons a préféré le communiste Jean Reysier au RPR Bruno Bourg-Broc, aujourd'hui challenger du maire sortant. M. Reysier a si bien fait qu'en 1983, encore contre M. Bourg-Broc, il a été réélu, de justesse certes. Mais, des trois villes principales de la Marne (Châlons, Reims, Epervanay) conquises par la gauche en 1977, la sienne a été la seule à ne pas rebasculer, six ans après, à droite ou au centre.

La résistance de son bastion châlonnais, le PCF la doit, en grande partie, à l'image personnelle de M. Reysier. Cet ancien cheminot, savoyard d'origine et passionné de montagne, communiste sans état d'âme, a conquis la population. Ainsi M. Patrick Denis, candidat socialiste au poste de deuxième adjoint, reconnaît-il que ce maire, humain et souriant, « ne met pas son drapeau dans sa poche, mais arrive à donner une autre image du PCF et, malgré tout, ne s'est jamais mis en situation de se marginaliser par rapport à son parti ».

Est-ce au prix — comme l'en accuse la droite — d'un « clientélisme » bien compris qui l'amènerait à ne « jamais dire non » quitte à laisser ses adjoints le dire à sa place ? M. Pierre Dellon, CDS, secrétaire général de la Chambre régionale de commerce et collègue de M. Bruno Bourg-Broc, avance que l'image du maire est « peut-être déclinante, parce qu'il commence à vieillir ». Mais les socialistes, eux aussi, se sont cassés les dents quand il ont eu la tentation de redresser la tête face à cet homme de terrain qui, un petit carnet à la main, fait tous les ans la tournée de tous les quartiers de la ville.

Au premier tour des législatives de 1988, Mme Ghislaine Toutain, dynamique parisienne « parachutée » dans la Marne en 1986, a été largement distancée par M. Reysier. Elle y a perdu son siège de député, ses espérances municipales

sur Châlons et a préféré ne pas figurer sur la liste. Dès lors, les socialistes du cru n'ont pas contesté un seul instant l'attribution de la tête de liste d'union (qui reproduit à peu de choses près les équilibres de 1983) à M. Reysier.

A droite, M. Bourg-Broc, pour sa troisième tentative, essaye une nouvelle tactique qui fait fureur un peu partout en France pour ces municipales 1989. La population n'est pas choquée que son maire soit communiste ? L'opposition jouera la carte de l'apolitisme et l'attaquera sur son point faible, l'économie. « Une société volontaire d'entreprise », c'est le slogan de M. Bourg-Broc, qui mise à fond sur la compétence gestionnaire de « socioprofessionnels » dont il affirme qu'ils sont aussi bien de droite que de gauche. L'un d'eux affirme même qu'il a voté pour M. Mitterrand en 1981 et en 1988. Pour tous, un seul souci : « Mieux gérer pour moins dépenser ».

Les « gestionnaires »

Les opposants « gestionnaires » de M. Reysier ont, sur ce terrain, il est vrai, un allié aussi précieux qu'inattendu : même les colistiers socialistes du maire (1) ont glissé dans leur propre programme quelques phrases assassines sur le politique économique — ou la non-politique économique — de la mairie. Ils regrettent, notamment, le climat de « guerre civile » qui, selon eux, oppose les acteurs économiques de Châlons à la municipalité. La droite a sauté sur l'occasion et affirme que la couleur politique du maire dissuade d'éventuels investisseurs. Quant aux socialistes, ils ont demandé, et obtenu, le poste d'adjoint aux affaires économiques.

M. Reysier répond, bien sûr, qu'il n'est pas « un repoussoir pour les industries ». Pourtant, sa ville semble, de fait, victime d'une sorte de boycottage économique de la part d'une partie du patronat. Quant à l'inaction qui lui est reprochée, sa défense — les municipalités n'ont pas les clés du développement économique — ne vaut-elle pas demi-aveu ?

La droite, — à mots couverts — accuse encore M. Reysier de gérer sa commune en pensant, au moins autant, aux intérêts financiers de son parti qu'à ceux de sa ville. Lors d'une conférence de presse, M. Jean-Marie Camus, l'un des colistiers UDF de M. Bourg-Broc, a ainsi lancé : « Gérer est un acte technique qui n'a rien à voir avec la politique, sauf si on est le Parti communiste ».

Cette campagne « apolitique » suffira-t-elle à convaincre les Châlonnais de changer de maire ? Si le député RPR a battu le maire communiste aux dernières élections

législatives, c'est le vote rural qui a coûté la circonscription à M. Reysier, majoritaire dans sa ville. Candidat aux élections cantonales de l'automne 1988, il a été réélu au second tour avec 63,44 % des suffrages. Surtout, les nombreux fonctionnaires châlonnais — le secteur public assure 41 % des emplois — entendront-ils l'appel que lance M. Bourg-Broc à la création de « synergies » entre les acteurs économiques pour lutter contre le présumé déclin de Châlons ? Le maire pense que sa réélection pourrait être plus facile qu'en 1983, mais la gauche redoute l'abstention. Quant à la droite, elle juge l'élection « très ouverte ».

Face au sexagénaire communiste, le challenger RPR a juste quarante-quatre ans. Loin d'avoir le même charisme que le maire, il a entrepris de mieux assoir son image dans la ville et fait désormais figure de chef de file incontesté de la droite châlonnaise : les centristes ont, il y a plusieurs mois, eu la tentation de prendre la tête d'une liste d'union de l'opposition sur les mêmes bases « socioprofessionnelles ». Au grand dam de M. Bernard Stasi, maire d'Epervanay, ancien président CDS de la région, ils y ont renoncé d'eux-mêmes, reconnaissant *de facto* la prééminence de M. Bourg-Broc. M. Stasi s'il ne l'emporte pas cette fois-là, M. Bourg-Broc en l'absence de relève socialiste, peut espérer succéder un jour à M. Reysier. Le vieux combattant, fatigué, s'est dévoué une dernière fois pour son parti. Pourra-t-il, plus tard, trouver dans ses rangs un successeur de sa stature ?

Rumeur et sous-marin

A l'extrême droite, M. Yves Legentil, candidat potentiel du FN, n'a pas encore déposé sa liste. La rumeur veut qu'il ait des difficultés à la constituer, ce qu'il dément. Il a demandé publiquement à M. Bourg-Broc de faire liste commune dès le premier tour. Inutile de dire qu'il n'a aucune chance de le faire. C'est pour lui l'aliment d'une rumeur que la gauche ne se prive pas d'évoquer — selon laquelle des « sous-marins » du FN figureraient sur la liste de M. Bourg-Broc.

Outre les démentis formels de M. Bourg-Broc comme du CDS Pierre Dellon, les affirmations de M. Legentil ne semblent pas très fiables. Ainsi produit-il comme preuve de ce qu'il avance un acte d'allégeance au FN pour les municipales. Le nom du signataire correspond bien à celui d'un des colistiers de M. Bourg-Broc, mais une simple comparaison des données de naissance et profession montre qu'il ne s'agit pas de la même personne.

An-delà de ces « gesticulations », les scores antérieurs obtenus par le

FN peuvent lui laisser caresser l'espoir de passer la barre des 10 %. Dans ce cas de figure, M. Bourg-Broc affiche la même fermeté pour refuser la discussion entre les deux tours : « Si j'étais tenté, dit-il, je serais assez bien entouré pour ne pas l'être. Et je ne le serai pas ». M. Dellon confirme l'absence de discussion des colistiers de M. Bourg-Broc. « Bourg-Broc est l'otage de l'UDF », soupire M. Legentil.

De toute façon, les risques sont limités pour le candidat RPR : la priorité du FN est de battre M. Reysier, ce qui suppose de sa part un comportement « responsable ». Même attitude pour le chef de file de la deuxième petite liste d'opposition annoncée (ce qui ferait quatre, dans cette ville où l'on a plutôt l'habitude des combats bipolaires), M. André Brun.

Actuel adjoint chargé des sports à la mairie, ancien membre du groupe socialiste, M. Brun affirme qu'il est déterminé. Candidat à l'automne 1988 dans le même canton de Châlons que M. Legentil, il a obtenu avec quelque 11 % des suffrages plus que le conseiller régional FN. Il jure que 10 % des voix le 12 mars sont pour lui un « plancher ».

Tout comme M. Legentil, M. Brun souhaiterait, s'il est en situation de le faire, négocier avec M. Bourg-Broc entre les deux tours. Là encore, le député RPR n'est probablement pas très inquiet : M. Brun, qui lui a même proposé de s'allier à l'extrême droite, ne veut pas, lui non plus, être le « fossoyeur d'une espérance » : celle de mettre un terme au règne de M. Jean Reysier, le « stalinien », comme dit M. Legentil — à visage humain.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) La liste comprend également deux Verts et deux MRG.

FICHE D'IDENTITÉ

Préfecture de la Marne, 54 359 habitants.

Activités économiques : BTP, transports, construction de véhicules, agro-alimentaire (deuxième Foire agricole de France en septembre) ; 74 % de la population employée dans le tertiaire (41 % des actifs dans le secteur public).

Taux de chômage : 10,1 %.

Taux d'immigration : 5,7 %.

Enseignement : un lycée d'enseignement général, un lycée technique, plusieurs collèges, un GRETA, institut d'études juridiques, centre des arts et métiers, Centre national des arts du cirque.

Sports : basket-ball (Espérance basket club), tennis (club de table (ASCC en division 1), tir (champion du monde de tir au sautier courant), sports de glace.

SITUATIONS

● **BESANÇON (Doubs)** : deux listes communistes.

Conséquences des divergences entre la fédération « dissoute » du Doubs et la direction nationale du PCF : deux listes communistes s'affrontent à Besançon. Au cours d'une ultime démarche, mercredi 15 février, les « reconstruc-tionnistes » n'ont pas obtenu de figurer sur la liste présentée par les « orthodoxes » soutenus par le comité central. Ils constitueront donc leur liste « ouverte à tous ceux qui veulent restaurer l'union de la gauche ». Le maire socialiste sortant, M. Robert Schwint, qui n'a pris sur sa liste, ni « reconstruc-tionnistes » ni « orthodoxes », a, en revanche, intégré des représentants communistes, des représentants de la Nouvelle Gauche, des centristes et des écologistes. — (Corresp.)

● **COMPIÈGNE (Oise)** : « première » à gauche. — La PS et le PCF présenteront deux listes séparées à Compiègne dont le maire, M. Legendre est CNL. Les deux partis n'ont pas pu se mettre d'accord sur la place des représentants communistes. Le PCF revendiquait les quatrièmes et huitièmes places sur une éventuelle liste unique alors que la PS ne lui accordait que les sixième et dixième positions. « La stratégie du PS à Compiègne est plus centriste que jamais », a affirmé le PCF qui débute un « effort Stoléru ». Le secrétaire d'Etat chargé du plan (ex-UDF) a été élu député de l'Oise en juin dernier avec l'appui des socialistes.

● **DUNKERQUE (Nord)** : M. Delebarre (PS) soutenu par une fraction du CDS. — M. Michel Delebarre, qui conduit la liste socialiste à Dunkerque, a reçu le soutien d'une fraction de la fédération locale du CDS. Ces dissidents n'ont ainsi pas suivi leur chef de file, M. Robert Lenoir. Ce dernier, conseiller régional et

adjoint au maire, a, après avoir hésité, rejoint les rangs du maire sortant. M. Claude Prouvovoyeur (CNI), qui a pris la tête de la liste d'union (UDF-RPR). A gauche, M. Delebarre, qui bénéficie du soutien des écologistes, aura, face à lui, une liste du PC. — (Corresp.)

● **GAGNY (Seine-Saint-Denis)** : un communiste contre un communiste. — La section du PCF de Gagny a rejeté la candidature de M. Jean Garcia, sénateur, qui lui était soumise comme tête de liste communiste par la fédération de Seine-Saint-Denis.

M. Garcia a obtenu 4 voix, dont celle de l'ancien maire, M. Claude Favratto, contre 20, mais sa candidature a été ratifiée par le secrétariat administratif du comité central. La section lui préfère M. Claude Pruski, président du groupe communiste de Gagny, ville passée du PCF au RPR en 1983, où le PS revendiquait la conduite d'une éventuelle liste de rassemblement. La fédération a proposé à M. Pruski de figurer sur la liste de M. Garcia et la section aurait fait la proposition inverse.

● **GARGES-LES-GONNESSE (Val-d'Oise)** : accord PC-PS. — Un accord a été signé, mardi 21 février, entre les sections du PS et du PC de Garges-les-Gonnesse (40 000 habitants, Val-d'Oise). Le maire communiste sortant, M. Henri Cukierman, conduira une liste de rassemblement composée de vingt-deux communistes, dix-huit socialistes et trois « personnalités indépendantes ».

● **LE HAVRE (Seine-Maritime)** : M. Faury (UDF-CDS) renonce. — Le retour de M. Antoine Rufenacht, député (RPR) de Seine-Maritime dans la compétition électorale au Havre a conduit M. Annick Faury (UDF-CDS), conseiller général, à renoncer, mardi 21 février, à conduire

STRASBOURG
de notre correspondant

Une seule certitude : il y aura un second tour à Strasbourg. La multiplicité des listes rend à peu près impossible la répétition de l'unique tour de scrutin de 1983. Le maire, M. Marcel Rudloff (UDF-CDS), avait alors emporté cinquante sièges, avec 54,57 % des suffrages. Huit sièges seulement étaient revenus à l'opposition socialiste et trois à une liste dissidente du RPR, conduite par l'ancien ministre RPR, M. André Bord, qui a depuis rompu avec le parti de M. Jacques Chirac.

Six ans après, le maire sortant n'est plus le dauphin désigné — et alors peu connu — de M. Pierre Pflimlin et M. Rudloff entend être jugé sur son bilan et ses projets. Il mène, comme ses adversaires, une campagne de terrain. Mais trois éléments nouveaux modifient la géographie strasbourgeoise : le Front national, les Verts, et les cabots de la gauche.

Le Front national, s'il subit comme ailleurs une certaine érosion, jouera sans doute dans « la cour des grands » : l'ancien député, M. Robert Spielert, conseiller régional d'Alsace, mène une double campagne, mêlant la défense de l'identité alsacienne et la croisade contre l'insécurité. Il peut espérer grignoter sur l'électorat RPR, mais aussi dans les quartiers populaires du Neuhof et de Cronembourg, sur les fiefs socialistes. Dans la cohabitation forcée avec le FN au conseil régional qu'il préside, M. Rudloff n'a consenti aucune concession. Mais si la frontière est nettement tracée entre les états-majors, elle ne sera peut-être pas autant dans les élections.

Bataille pour une fédération

Les Verts, derrière M. André Buchmann, conseillère régionale, espèrent 12 % des voix au premier tour. Ils peuvent compter sur les retombées du bon score de leur numéro un et voisin haut-rhinois, M. Antoine Waechter, à la dernière présidentielle — 8,6 % à Strasbourg — et sur une meilleure affirmation de leur image. La liste « Strasbourg-Village », composée en 1983 d'écologistes, de militants culturels et d'extrême gauche, avait réuni 4,99 % des voix, manquant d'un cheveu l'entrée au conseil municipal. Aujourd'hui la liste est franchement « verte », compte trente-trois femmes sur soixante et une, et l'ancienne tête de liste de 1983, M. Armand Peter, est en troisième position.

La majorité présidentielle a changé de visage : à la liste de

M. Jean Ehler de 1983 succède celle de M. Catherine Trautmann. Mais cela ne va pas sans heurt et sans drama : l'ancien député rocardien, brièvement ministre dans le premier gouvernement Rocard, aujourd'hui « madame anti-drogue », a dû batailler ferme pour ravir le titre de liste au député-symbole de 1981. Les différends entre M. Ehler et M. Trautmann alimentent un feuilleton qui ravit les élus RPR et UDF. La liste telle qu'annoncée par M. Trautmann a été jugée « indicative et prématurée » le lendemain même de sa présentation par la fédération du Bas-Rhin du PS, en raison de l'absence des communistes, mais surtout des « mauvaises » places données à quelques militants « chérifiens », symboliques de la gauche populaire.

Le dernier épisode de ce bras de fer a été mardi 21 février le retrait de M. Ehler après l'annonce, la veille au soir, par la commission électorale strasbourgeoise du PS, du remplacement de dix de ses amis : ceux-ci refusant en effet de donner mandat à la tête de liste pour les démarches indispensables à la préfecture. « Je ne suis pas candidat », a alors affirmé M. Ehler. « Puisqu'on ne respecte pas les décisions du PS national », M. Ehler pourrait se présenter dans une autre commune de sa circonscription législative, Biesheim, où son attaché parlementaire est actuellement tête de liste.

Au moment où la gauche non communiste peut beaucoup espérer à Strasbourg — qui n'a donné à M. Chirac que deux cent dix voix d'avance sur M. Mitterrand le 8 mai 1988, — cette querelle compromet gravement l'image du PS local, qui donne le sentiment de se battre plus pour le contrôle, après le scrutin, de la fédération départementale que pour celui de la ville et de sa communauté urbaine.

Les communistes, ennemis par M. Francis Wurtz, député européen, veulent en revanche jouer la carte de l'union : écartés de la liste Trautmann, ils ont fait alliance avec le MRG et des personnalités sans carte de parti, mais rien ne dit qu'une telle liste ne va pas évoluer, au fil de la querelle Ehler-Trautmann.

M. Rudloff aura aussi à compter avec ses « dissidents ». Ainsi, M. Bord a été écarté de la liste « majorité alsacienne » car sa présence aurait compromis tout accord avec le RPR, qu'il a quitté avec fracas il y a quelques mois. Il constitue sa liste, comme il y a six ans, en insistant sur la confiance répétée des présidents de la République à son égard. « n'est-il pas encore aujourd'hui président de la commission interministérielle franco-allemande ? »

De son côté, M. Michel Stourm, bariste, ancien membre du cabinet ministériel de M. Adrien Zeller (UDF-CDS), mène une liste : sa campagne, illustrée par la publication d'un véritable roman policier, *Le Crime du Minutier*, sous le pseudonyme de Val Saint-Chrotron, oscille entre les égratignures amicales aux notables centristes et les appels à une plus large démocratie locale.

Deux dossiers pourraient peser lourd dans la campagne : l'important projet du VAL (métro léger cougu par Matra), dont la majorité sortante entend doter Strasbourg, et dont le coût fait hésiter le patronat local, et surtout les déceptions européennes de la capitale alsacienne. Le vote du rapport Prag, le 18 janvier, par une majorité du Parlement européen qui a ainsi marqué sa nette attraction vers Bruxelles, a-t-il brisé un mythe ? M. Rudloff ne manque pas d'idées et de projets pour défendre la vocation européenne de Strasbourg : VAL, TGV-Est, soutien du transport aérien, district européen et surtout appui au bilinguisme. Mais les socialistes alsaciens peuvent plaider que le courant passerait mieux entre le gouvernement et une mairie de gauche.

Les municipales permettront enfin de mesurer peut-être l'impact réel de l'« ouverture » dans une région où la frontière est tenue entre les centristes et une partie de la gauche socialiste. Le rôle joué depuis plusieurs mois par le ministre délégué aux personnes âgées, M. Théobald, vice-président du conseil régional, aux côtés de M. Rudloff, maire ministre du gouvernement Rocard, l'indique : la bataille se jouera peut-être moins sur l'affrontement droite-gauche que sur la personnalité des deux principaux têtes de liste, dont les politiques municipales ne seraient sans doute pas diamétralement opposées.

JACQUES FORTIER.

Marseille : le débat avorté
Vigoureux-GaudinMARSEILLE
de notre correspondant régional

Sur le thème « Quel projet et quelle équipe pour le renouveau de Marseille ? », un débat, organisé conjointement par RTL et le *Provençal* et opposant M. Robert Vigoureux, maire (ex-PS) de Marseille, à M. Jean-Claude Gaudin, tête de liste de l'opposition UDF-RPR, devait avoir lieu, lundi 27 février, entre 18 h 30 et 19 h 30, sur les ondes de RTL. Les deux candidats avaient donné leur accord et l'événement avait été annoncé dans les colonnes du *Provençal* ainsi que par une campagne d'affichage sur les murs de la ville. Or, mardi 22 février, M. Vigoureux s'est décommandé en indiquant qu'il ne ferait « aucune déclaration » jusqu'au lendemain de la réunion au cours de laquelle il doit présenter, mardi 28 février, son programme et ses listes.

● **La Nouvelle Gauche et les Verts en campagne.** — La Nouvelle Gauche sera présente dans au moins soixante-cinq villes de plus de trente mille habitants, « et dans plusieurs centaines entre cinq mille et trente mille habitants », a annoncé, mardi 21 février à Besançon (Doubs), M. Pierre Juquin, porte-parole de cette organisation. Il y a quelques jours, M. Antoine Waechter, ancien candidat des Verts à la dernière élection présidentielle, qui avait devancé M. Juquin (3,78 % contre 2,10 %), avait indiqué que le mouvement écologiste sera présent dans quatre-vingts villes de plus de trente mille habitants, dont vingt-cinq de plus de cent mille.

Cette défection a provoqué l'ire de M. Gaudin qui, dans un communiqué, a estimé qu'il n'était « ni sérieux ni courageux de refuser le débat public sur l'avenir de Marseille ». « Lorsqu'il s'agit d'une élection est aussi important, il faut avoir l'honnêteté de dire ce que l'on veut faire et avec quelle équipe on veut le faire. Les Marseillais souhaitent un changement profond de la gestion municipale. Ils ne pourront pas apporter leur confiance à un candidat qui se barricade dans son bureau et qui se tait parce qu'il n'a ni projet ni équipe. »

La confrontation n'est-elle que reportée ? Si le chef de file de la droite marseillaise a renouvelé « sa volonté » de débattre avec M. Vigoureux, celui-ci, en revanche, n'a proposé aucune autre date. Il semble en fait que le maire de Marseille ait définitivement renoncé à se mesurer à M. Gaudin et décidé de se laisser porter par la vague de popularité dont il bénéficie jusqu'au premier tour de scrutin, sans mener de campagne.

G. P.

● **M. Gaudin met en cause l'Elysée.** — M. Jean-Claude Gaudin, qui faisait le point, mardi 21 février à Paris, sur la campagne qu'il mène à Marseille comme chef de file de l'opposition, a mis en cause le rôle joué par l'Elysée, accusé de « tout mettre en œuvre » contre lui, avec des attaques « grotesques et caricaturales ». « Je ne suis pas en guerre — moi l'Allemand, eux les résistants », a-t-il ajouté avant de juger « inacceptables » les moyens déployés par le pouvoir pour « démolir » M. Michel Pozat, investi par la PS.

هكذا من الأصل

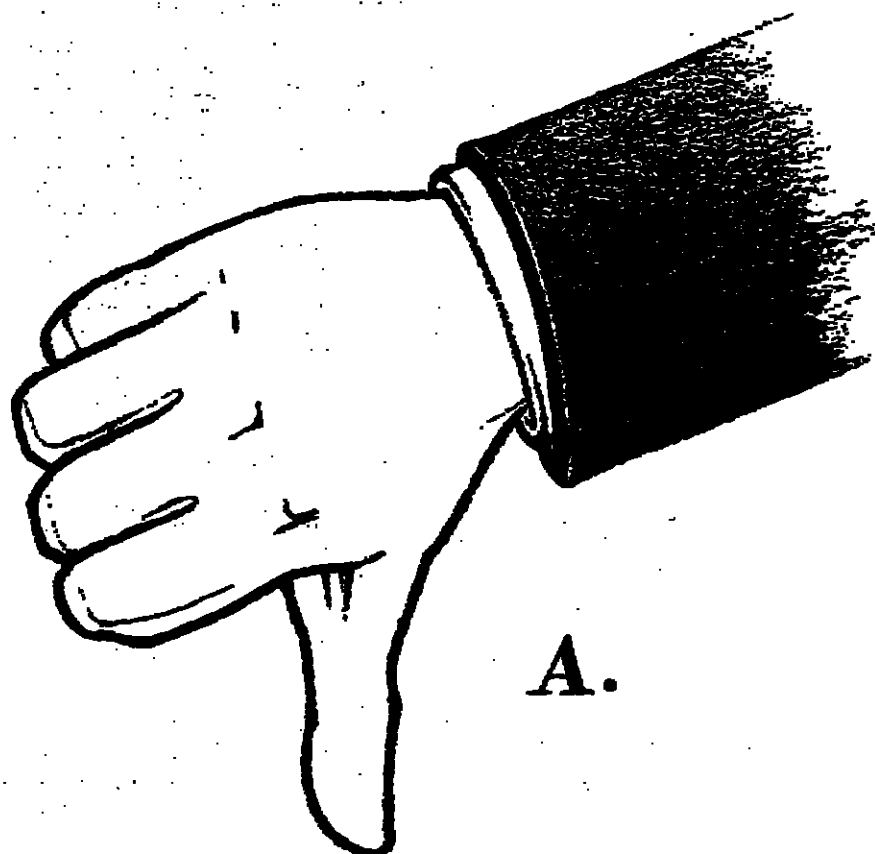
UN

BO

paies

Strasbourg : le centriste
et la rocardienne

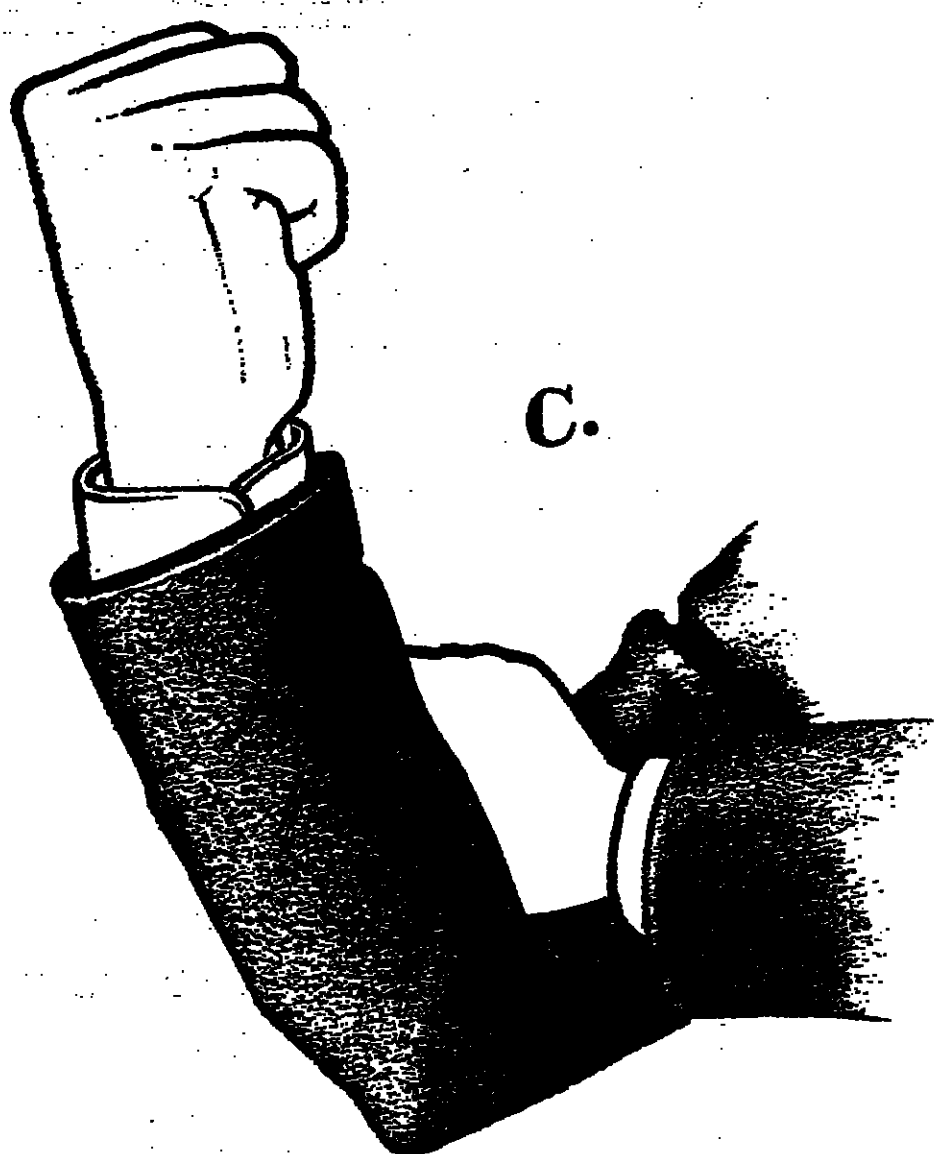
DANS L'ÉTAT ACTUEL DE VOS NERFS, FAITES UN GESTE POUR LA BANQUE.



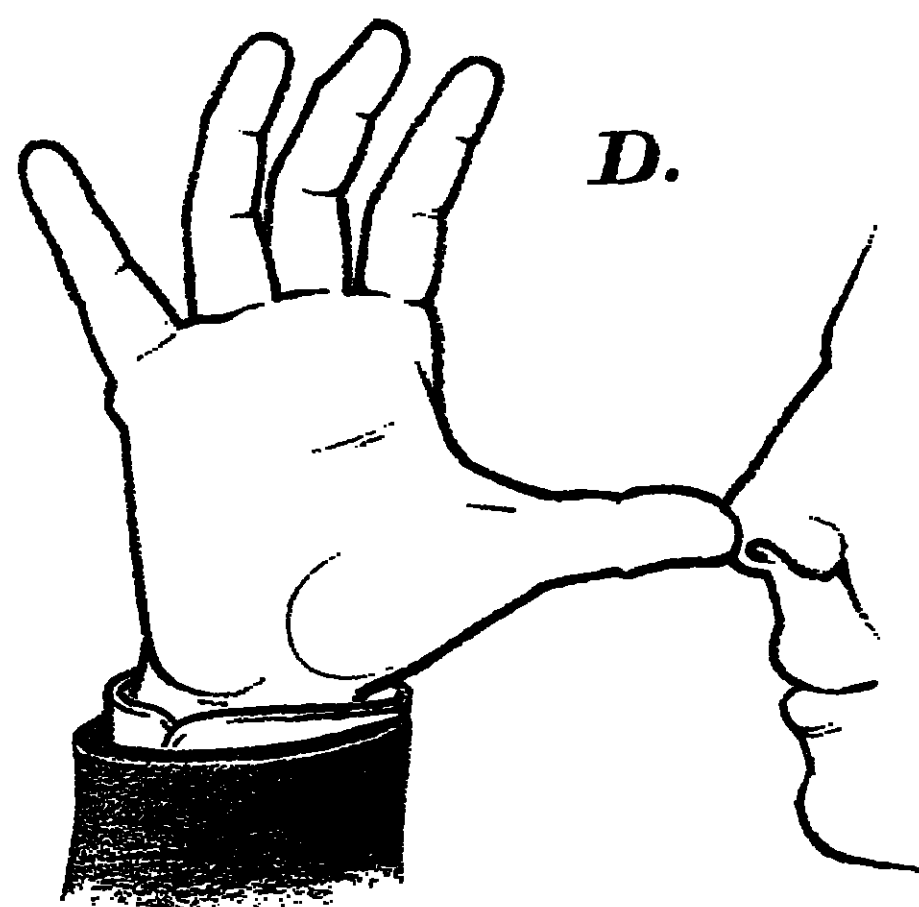
A.



B.



C.



D.

BON, MAINTENANT QUE VOUS ÊTES CALMÉ,
POUVEZ-VOUS TOURNER LA PAGE?

هكذا من الأصل

Politique

Le renouvellement partiel du Conseil constitutionnel

La présidence de la République a diffusé, mercredi 22 février, en milieu de journée le communiqué suivant : « Le mandat de MM. Georges Vedel, Robert Lecourt et Louis Joxe arrivant à expiration, le président de la République, le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale ont respectivement nommé membres du Conseil constitutionnel M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du

logement, M. Jean Cabannes, premier avocat général à la Cour de cassation, et M. Jacques Robert, professeur de droit public à l'université de Paris II.

Les nouveaux membres du Conseil constitutionnel prêteront serment devant le président de la République le 1^{er} mars 1989 à 17 heures au palais de l'Élysée ».

Ces nominations ont été annoncées avec quelque retard. La prestation de serment de MM. Vedel, Lecourt et Joxe ayant eu lieu le 29 février 1980, leur mandat s'achève le 28 février et la nomination de leur successeur aurait dû intervenir au plus tard le 20 février. Le départ de M. Maurice Faure devrait entraîner au moins un réaménagement technique limité du gouvernement.

Après avoir évoqué la personnalité et le rôle au sein du Conseil du doyen Georges Vedel (le Monde du 21 février), nous décrivons l'apport des deux autres membres sortants du Conseil, MM. Louis Joxe et Robert Lecourt et présentons les trois nouveaux membres du Conseil constitutionnel.

Les nouveaux

M. Jean Cabannes : magistrat

Né le 2 mars 1925 à Mirande (Gers), M. Jean Cabannes est entré dans la magistrature en 1945. Après avoir occupé divers postes en province, il est secrétaire général de la grande chancellerie de la Légion d'honneur en 1968. Conseiller à la cour d'appel de Paris en 1964, il devient avocat général en 1968.

Nommé conseiller à la Cour de cassation en 1976, il est choisi comme directeur de cabinet par

M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux (mai 1977 à avril 1980). Il regagne ensuite la Cour de cassation, où il est nommé premier avocat général. En juin 1987, le premier ministre, M. Jacques Chirac, le nomme à la tête d'une commission chargée d'étudier les problèmes de compétences entre gendarmes et policiers intitulée mission de liaison et de prospective sur la gendarmerie et la police nationales.

Ce rapport n'avait guère satisfait les policiers, puisqu'il admettait le port de la tenue civile pour les gendarmes et maintenait le libre choix du magistrat entre policiers et gendarmes en matière de police judiciaire. Plutôt que de suggérer une réforme en profondeur, le rapport Cabannes tentait de définir une sorte de traité du savoir-vivre entre gendarmes et policiers.

M. Maurice Faure : le météorite perpétuel

Délicieux Maurice Faure ! Parangon du dilettantisme efficace en politique, champion toutes catégories du ramage volontaire et désinvolte — collectionneur de postes parisiens souvent météoriques et de mandats locaux indéfinissables, ami de la bonne vie et du président de la République le voici donc au terme (?) d'un cursus vingt fois interrompu pour prendre du recul ou ne pas succomber aux mirages du pouvoir ou aux pesanteurs de la fatigue, mollement propulsé du ministère de l'équipement et du logement au Conseil constitutionnel.

Maire de Cahors et président du conseil général du Lot avant tout, songe-t-il sans vertige à s'installer pour neuf ans, même si la vraie vie et l'essentiel de son temps continuent pour lui à s'écouler ailleurs que dans l'atmosphère relativement austère de la rue Montpensier ?

Pour gérer cette situation nouvelle, ou pour en sortir, plusieurs modèles s'offrent en vérité à lui. Comme l'a fait son collègue Léon Jozau-Marigné (qui siège au conseil depuis 1983), jusqu'à ce qu'il soit déboulonné de la présidence du conseil général de la Manche, Maurice Faure pourra consacrer au Conseil constitutionnel le temps exact, pas une minute de plus, pas une minute de moins, que durent ses séances. Ou bien il pourra, façon Paul Legatte, s'étaler deux ou trois ans en compagnie des juges constitu-

tionnels avant de prendre du recul... dans une nouvelle fonction.

Mais si Maurice Faure se passionne pour le Conseil constitutionnel, l'immense table où siègent les membres de cette institution ne sera pas assez vaste pour accueillir les innombrables feuillets ou l'ancien-tant-de-chose pourrait — pure hypothèse — coucher avec drôlerie et pittoresque les fruits d'autant d'expériences.

A l'Assemblée, au Sénat, dans d'innombrables cabinets puis fau-teuils ministériels, en mairie, au conseil général ou régional, dans les

arcades pittoresques du radicalisme et jusque dans l'imaginaire proximi-taire d'une ancienne tentation prési-dentielle, cet agrégé d'histoire et de géographie, qui sait du droit aussi, a, sinon tout vu et entendu, du moins tout aperçu.

On le sait peu enclin à en tirer gloire. Nul ne peut dire non plus quel air Maurice Faure préférera finalement respirer : celui, tout empreint de cette modération qu'il affectionne, du Conseil ou bien, après trois petits tours, celui du large.

MICHEL KAJMAN.

[Né le 2 janvier 1922 à Azerat (Dordogne), Maurice Faure, après des études d'histoire, de géographie et de droit, eut l'honneur d'être dans l'enseignement. Attaché en 1947 au cabinet d'Yvon Delbos, ministre d'Etat, Maurice Faure est ensuite chargé de mission au cabinet de Maurice Bourges-Maunoury, secrétaire d'Etat au budget, en 1947-1948, puis chef de cabinet de ce dernier lorsqu'il occupe le poste de secrétaire d'Etat à la présidence du conseil.

Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans divers cabinets de 1956 à 1958, ministre de l'intérieur puis des institutions européennes dans le cabinet Pierre Pflimlin en mai 1958, M. Maurice Faure ne retrouvera de fonctions ministérielles qu'en 1981 (il est garde des sceaux dans le premier gouverne-

ment Mauroy, durant un mois, en 1981) puis dans les gouvernements Rocard de mai et juin 1988 (ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du logement).

Elu député du Lot en 1951, M. Maurice Faure retrouve à plusieurs reprises son siège. Il est maire de Cahors depuis 1965 après avoir présidé aux destinées de la commune de Prayssac. Il préside le conseil général du Lot depuis 1970. Il a été sénateur du Lot (Gauche démocratique) de 1983 à 1988.

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

bièmes de société et en souhaitant plusieurs réformes constitutionnelles supprimant les archaïsmes du texte de 1958. Il se distingue de M. Barre de la commune de Prayssac. Il préside le conseil général du Lot depuis 1970. Il a été sénateur du Lot (Gauche démocratique) de 1983 à 1988.

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère « ouverture ».

LA BANQUE AUJOURD'HUI. IL Y A TOUTES LES RAISONS D'EN PARLER CALMEMENT.

C'est un lieu commun de dire que les banques ne prennent jamais de risque ou qu'elles font tout pour mettre les entreprises en état de dépendance. Il est vrai que c'est nous qui traitons la matière première indispensable à toute activité économique : l'argent. Mais c'est parce que nous avons su proposer des services de plus en plus variés et de plus en plus sophistiqués que nous intervenons à tous les stades de la vie de l'entreprise. Cela dit, les entreprises sont libres de choisir leur stratégie financière... et en ce qui concerne les risques, nous savons qu'à chaque fois qu'une entreprise fait faillite, une banque au moins perd de l'argent.

1 LE FINANCEMENT DE L'ACTIVITÉ.

Le rôle des banques est avant tout de proposer des crédits à des taux compétitifs. Mais il est aussi de conseiller. Même lorsque les entreprises peuvent trouver de l'argent toutes seules, les banques leur apportent l'expertise des marchés financiers, un domaine où la complexité et la diversité vont croissant. Par ailleurs, si dans une entreprise l'argent "entre", il "sort" en permanence. Il faut gérer ces flux et faire fructifier les excédents. Là aussi, nos produits et nos services sont performants.

2 TOUJOURS PLUS D'INVESTISSEMENTS.

La compétitivité des entreprises passe par l'amélioration de leur capacité d'investissement. Nous y travaillons sans relâche, et pas seulement pour les grandes entreprises : en 1988, le volume des crédits à l'investissement apportés par les banques aux entrepreneurs individuels et aux entreprises a augmenté d'environ 15 %. Chacun sait que sans soutien de l'investissement, il n'y a pas de croissance possible pour l'économie française.

3 PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT.

Aujourd'hui nous guidons augmentations de capital, rapprochements, prises de participations, introductions en Bourse... Ces restructurations sont le lot de la compétition économique contemporaine. De plus, notre présence internationale et notre expérience de l'économie mondiale nous permettent d'aider les entreprises à mettre en œuvre leurs stratégies d'avenir.

De plus en plus, la banque est le cœur de l'économie.

AFB
ASSOCIATION FRANÇAISE
DES BANQUES

هكذا من الأصل

L'affaire de l'« Amoco-Cadiz »

Le juge américain double l'indemnisation des victimes de la marée noire de 1978

Le juge fédéral Frank Mac Garr, dans un jugement rendu, mardi 21 février, au tribunal de Chicago (Illinois), a recommandé une importante rectification du premier jugement rendu le 11 janvier 1988 : les collectifs bretonnes victimes de la marée noire provoquée par le naufrage de l'Amoco-Cadiz, le 16 avril 1978, se voient attribuer des indemnités représentant 187 millions de francs au lieu des 93 millions accordés précédemment.

Au total, les indemnités accordées à toutes les parties françaises se montent à 645 millions de francs, soit un peu moins de

la moitié de la facture présentée à l'origine par la France (1,33 milliard de francs). La rectification la plus importante a été décidée en faveur des ostréiculteurs, auxquels le juge a attribué 34,8 millions de francs au lieu de 813 000 F auparavant.

L'Etat français, pour sa part, obtient une importante rallonge (78,5 millions de francs), qui s'ajoute aux 380 millions recommandés dans le premier jugement. Les départements du Finistère et des Côtes-du-Nord obtiennent 11,9 millions de francs au lieu de 8,8 millions. Les communes obtiennent 47,4 millions au lieu de 46,1 mil-

lions. Les associations de protection de la nature doublent leur mise : 612 000 F au lieu de 300 000 F. Seuls les hôteliers et les commerçants, qui avaient obtenu 2,2 millions de francs au premier jugement, n'ont droit à aucune rallonge.

Cette réévaluation à la hausse des indemnités, que devra verser la compagnie américaine Amoco aux victimes de la plus importante marée noire survenue en France, a suscité des réactions diverses en Bretagne : soulagement des élus qui craignaient le pire, mais désabusement de la population qui se lasse après onze années de procédure.

Définitif... provisoire

« C'est une bonne rectification », commentait sagement M. Christian Huglo, l'un des avocats chargés du dossier, dans son cabinet parisien, mardi 21 février, où s'étaient réunis les représentants des victimes de « la marée noire du siècle » pour apprendre par téléphone les conclusions tant attendues du juge Mac Garr.

Le président du syndicat des sinistrés, M. Alphonse Arzel, sénateur centriste du Finistère et maire de Ploudalmézeau, se garde de triompher : « Reste maintenant à récupérer le chèque », dit-il avec une méfiance paysanne, instruit par une expérience de onze années de procédure impitoyable. Quant à M. Charles Josselin, député (PS) et président du conseil général des Côtes-du-Nord, il reste extrêmement prudent : « On se félicite pour les ostréiculteurs qui avaient été oubliés, dit-il, et on apprécie que la date de prise en compte des intérêts ait été reculée. Mais ils ont refusé d'augmenter le taux d'intérêt (7,22 %) et de prendre en compte le préjudice écologique et la perte d'image. »

Un soulagement donc par rapport au pessimisme ambiant, à la veille de ce troisième jugement (1), mais pas de quoi passer en Bretagne. Les contribuables du Finistère et des Côtes-du-Nord, qui paient chacun 15 F par an pour alimenter la caisse du syndicat des sinistrés, savent bien que la note des frais de procédure engagés jusqu'à présent dépasse les 100 millions de francs, c'est-à-dire plus que l'indemnité accordée en 1988. « Nous pouvons gagner le procès et perdre de l'argent », observe à ce propos M. Charles Josselin.

Le risque est d'autant plus grand que la procédure, sauf renoncement de dernière minute, va probable-

ment durer encore un ou deux ans. La société Amoco (ex-Standard Oil of Indiana) a déjà fait savoir par son avocat, Frank Cicero, qu'elle allait faire appel du premier jugement en responsabilité, puisque le juge Mac Garr lui-même avait établi la « responsabilité annexée » du constructeur espagnol du pétrolier, Astilleros Espanoles.

M. Cicero a précisé qu'Amoco avait engagé des poursuites contre les chantiers navals espagnols, afin qu'ils assument la totalité des dom-

mages et intérêts accordés à la France. « Nous ne pensons pas que nous serons appelés à payer quoi que soit », a affirmé l'avocat à Chicago, comme s'il voulait oublier que la société Amoco, propriétaire du navire, avait été reconnue responsable principale de la catastrophe.

Faire un geste

A cette nouvelle bataille juridique en perspective s'ajoute une difficulté : le juge Mac Garr, aujourd'hui âgé de soixante-sept

Les réactions

« On est très loin du compte »

BREST
de notre correspondant

Le moral est certes à la hausse en Bretagne, avec le douzième des indemnités prévu par le nouveau jugement du juge Mac Garr, mais la nouvelle n'a pas soulevé l'enthousiasme. « On a bien fait d'attendre un an, et ça nous donne un regain d'optimisme pour la suite des événements. Ça nous laisse quand même un goût d'amertume, car c'est trois fois moins que ce que nous demandions », disait-on mardi soir au bar Le Récif, à Porsall, où les clients habitués se sont bien gardés de boire à la santé du juge Mac Garr, en qui beaucoup d'espoirs avaient été placés en 1988.

« Tant que le gendarme ne se sera pas fait respecter, les risques existent », soulignait M. André Rosco, premier adjoint au maire de Brest, de son bureau de la mairie. Le « gendarme », c'est-à-dire la menace faite aux pollueurs de payer « plein pot » : réparation des dégâts, préjudice écologique et perte de l'image de marque des trois grands dom-

mages qui réclamaient à la compagnie Amoco les communes sinistrées. « Le juge reconnaît la faute, mais ne prend en compte qu'une petite partie du préjudice », ajoutait M. Rosco.

Autrement dit, selon M. Adrien Kervella, maire de Saint-Pol-de-Léon, membre du bureau du syndicat mixte, « on est encore très loin du compte ». « Etre totalement satisfait serait beaucoup dire », a déclaré M. Roger Rioual, maire de Plestin-les-Grèves, estime aussi que, « malgré ce mieux, il n'y a pas lieu d'être réellement satisfait, car l'action engagée n'a pas permis de faire avancer le droit ».

Comme le souligne également M. Michel Glemarec, biologiste océanographe à l'université de Bretagne occidentale, un des experts mandatés par le syndicat mixte, « pour revenir sur les problèmes de fond, on ne peut aller qu'en appel ».

A Porsall, onze ans après, le sentiment prévaut chez les pêcheurs que la sanction n'est toujours pas tombée.

GABRIEL SIMON.

ans, va prendre sa retraite définitive : il avait repris du service pour boucler le dossier Amoco. Il va donc passer le témoin — et le catalogue des dommages qui compte à lui seul cent quarante pages — à son successeur, le juge fédéral du district de Chicago, M. Charles Norgie. Celui-ci doit confirmer — ou infirmer — les recommandations du juge Mac Garr, que les parties fassent appel ou non.

Ce jugement « définitif provisoire » du 21 février a le don d'agacer les élus français qui croyaient cette fois en avoir fini avec la procédure. Révisé mercredi 22 février à la mairie de Ploudalmézeau — reconstruite luxueusement avec l'argent escompté des dommages, — ils doivent décider de se lancer ou non dans une nouvelle procédure d'appel, puisqu'ils estiment n'avoir pas leur compte. A moins que le représentant du gouvernement français, M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, qui devait rejoindre dans l'après-midi, ne fasse un geste, par exemple en versant tout ou partie des dommages octroyés à l'Etat aux collectivités locales.

« Le président de la République avait bien dit que les indemnités ne faisaient que commencer », se rappelle M. Charles Josselin. Manière de dire que l'Etat, à la veille d'élections municipales décevantes, serait bien inspiré de « faire un geste ».

ROGER CANS.

(1) Le premier jugement, rendu le 18 avril 1984, attribuait la responsabilité de la marée noire à la société Amoco. Le deuxième jugement, rendu le 11 janvier 1988, fixait le montant des indemnités recommandées par le juge. Le troisième jugement du 21 février 1989 avait été demandé par la partie française au titre de « rectification ».

« Sidamanie » en Union soviétique

Quinze millions de séropositifs en l'an 2000 selon la « Pravda »

Quasiment tabou il y a encore quelques mois, le sida devient ces jours-ci l'un des sujets favoris de la presse soviétique. A l'origine de cet intérêt subit pour une épidémie qui, jusqu'à présent, était, disait-on, l'apanage de l'Afrique et de l'Occident, la contamination, par des seringues infectées, de 24 bébés et de 7 adultes à l'hôpital d'Elisa, en Kalmoukie.

Révéler le mois dernier par le quotidien des syndicats *Troud*, cette information avait amené M. Eleanora Novogovitsina, vice-ministre de la santé, à menacer de « sévères sanctions » les membres du corps médical responsables par leur faute d'une contamination.

Dans ses éditions du 21 février, la *Pravda* enfonce le clou. Evoquant la « véritable sidamanie », dont sont atteints les Soviétiques, le quotidien du Parti communiste précise que si la maladie se propage au rythme actuel, il y aura en URSS, vers 1994, quelque 600 000 séropositifs et 6 000 malades du sida. En l'an 2000, prévoit la *Pravda*, le nombre des séropositifs pourrait atteindre 15 millions et celui des malades 200 000.

D'autre part, selon *Troud*, la commission soviétique extraordinaire contre les épidémies, présidée par le ministre de la santé, M. Evgueni Tchazov, réunie le lundi 20 février, a déploré que les décisions prises il y a trois ans pour prévenir la propagation de la maladie ne soient pas — ou mal — appliquées.

La *Pravda* indique que l'URSS disposera l'an prochain de moins d'un dixième de ses besoins en seringues jetables, et en 1991 d'un peu moins de la moitié. Selon le même journal, les deux tiers seulement des 300 millions de préservatifs qui avaient été commandés en 1987 par le ministère de la santé ont été fournis.

Autre sujet tabou en URSS, l'homosexualité, connue elle aussi à travers les médias. Ainsi dans le journal *Socialisticheskaya Indoustrya*, un médecin explique-t-il que de nombreux homosexuels, en raison des sanctions pénales prévues à l'encontre de l'homosexualité en URSS, préfèrent ne pas aller consulter. Il faut, écrit ce médecin, trouver une solution « raisonnable » à ce sujet.

Pour sa part, le quotidien *Troud* souligne que l'industrie et les milieux scientifiques se renvoient la responsabilité de la qualité et de la quantité « insuffisantes » des tests de dépistage. Selon M. Gerasimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères, 17 millions de personnes ont subi l'an dernier en URSS un test de dépistage de la contamination par le virus du sida.

Enfin, M. Tchazov a déploré le faible nombre de chercheurs — 158 appartenant à six centres de recherche — travaillant actuellement sur le sida. L'URSS compterait actuellement, officiellement, 150 malades du sida.

FRANCK NOUËL.

Fermeture temporaire des blocs opératoires

Infection mortelle à l'hôpital neurologique de Lyon

LYON
de notre bureau régional

Après l'annonce, mardi 21 février, du décès d'une patiente, dans le courant du mois de janvier, à la suite d'une infection contractée durant son hospitalisation à l'hôpital neurologique de Lyon et d'un second cas d'infection, au début de février, heureusement maîtrisé, la direction de l'établissement a décidé la fermeture, jusqu'au jeudi 23 février, des blocs opératoires. Cette mesure a toutefois pas entravé la prise en charge des urgences, puisqu'une salle indépendante est prévue en pareil cas.

Selon le directeur de l'hôpital neurologique, M. Benoît Leclerc, les conséquences de cette infection et le décès de cette patiente ne résultent pas en cause le syndrome « constant de contrôle et de surveillance de l'asepsie » dans les services de soins de l'hôpital. « Le taux d'infection de notre établissement, précise le directeur, est de l'ordre de 4 %, ce qui le situe nettement en dessous de la moyenne des établissements hospitaliers français, qui est de 5 à 7 %

environ. Un pourcentage qui peut atteindre 10 % à 12 % pour certains services de chirurgie (« le Monde sciences et médecine » du 19 octobre 1988).

Véritable bête noire des médecins et des cadres hospitaliers, l'infection hospitalière est combattue avec « un acharnement tout particulier », explique le directeur de l'hôpital neurologique de Lyon, dans la mesure où ces services « accueillent des patients aux défenses amoindries, et qui, par conséquent, sont très fragiles ». C'est ainsi que, dans les établissements lyonnais, un jour par mois, les blocs opératoires sont entièrement désinfectés, une mesure de prévention qui s'ajoute aux traditionnelles opérations de maintenance et d'asepsie réalisées quotidiennement après les interventions.

Cela dit, précise M. Benoît Leclerc, il faut savoir que malgré l'ensemble des précautions que l'on peut prendre, malgré l'application stricte des normes, les blocs opératoires restent et resteront des zones à risques.

GÉRARD CLAVAROLY.

Selon un sondage IPSOS

Les Français craignent davantage la drogue que l'accident nucléaire

Les deux tiers des Français pensent rarement aux risques d'accident technologique ou de catastrophe naturelle. Mais si on leur pose la question, ils sont près de 80 % à s'estimer « mal informés », 67 % à se sentir « mal protégés » et 68 % à avouer ne pas savoir quoi faire en cas de catastrophe. Telle est une des leçons tirées d'un sondage IPSOS mené du 3 au 6 janvier sur un échantillon national de mille personnes, à l'initiative du secrétariat d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

Si les Français n'ont qu'une notion bien floue du risque réel qu'ils encourent en la matière, ils font parfaitement la distinction entre les différentes formes de risques qui peuvent se présenter. Lorsqu'on leur demande quel danger (technique ou naturel) menace le plus la France, 39 % répondent le danger nucléaire (qu'il s'agisse de centrales électriques, de déchets nucléaires ou d'armes atomiques) ; 31 % indiquent la pollution (surtout chimique) ; 22 % répondent « séisme » — on est au lendemain du tremblement de terre d'Arménie ; 16 % pensent à l'inondation ; 12 % à la tempête ; 5 % évoquent la tempête — l'ouragan breton d'octobre 1987 est déjà trop loin.

Quant au danger qui les menace personnellement, les Français placent d'abord la drogue, le chômage et le SIDA, considérés alors comme les pires des catastrophes naturelles. Quand on leur demande d'établir une hiérarchie dans une liste donnée de risques pour la France des années à venir, 89 % pla-

cent en tête la pollution de l'eau, 63 % songent ensuite au « nuage toxique » ou à l'inondation, 50 % citent l'incendie et 58 % le « nuage radioactif ».

La hiérarchie est différente si on les interroge sur les activités industrielles les plus dangereuses. On découvre alors que 69 % des Français jugent que c'est le stockage des déchets nucléaires et 57 % les centrales ou les usines nucléaires. C'est donc incontestablement le nucléaire qui est le plus redouté, surtout lorsque s'y mêle la notion de « déchets », aujourd'hui très mal ressentie par tous.

L'Arménie et Tchernobyl!

Interrogés sur les cinq accidents récents qui les ont le plus marqués, les Français placent en tête le tremblement de terre en Arménie (74 %), Tchernobyl (61 %), les inondations de Nîmes (34 %) et les dernières catastrophes aériennes (26 %). La hiérarchie, ensuite, évolue en fonction de la gravité, de l'éloignement géographique et du recul dans le temps. Beaucoup se rappellent le tremblement de terre de Mexico (14 %), mais Bhopal tombe à 10 %, Seveso à 9 %, l'Amoco-Cadiz à 8 %, Sandoz à 6 %, Los-Alfaques à 5 %, Feyzin à 4 %, la tempête en Bretagne à 3 %, comme la pollution de la Loire et les incendies de forêt du Midi. La catastrophe du Grand-Bornand (1987), avec 2 % de citations, rejoint la catastrophe de Fréjus (1959).

Quant à la notoriété des grandes catastrophes, si l'on en croit l'opinion publique française, elle va en décroissant de Tchernobyl, la plus connue, à Feyzin, vingt ans plus tôt, en passant par l'Amoco-Cadiz, San-

doz, Los-Alfaques, Bhopal, Seveso et Mexico.

Pour l'information en cas de catastrophe, les Français font d'abord confiance aux associations de protection de l'environnement (43 %), puis à la préfecture (37 %), à la mairie (27 %), au ministre chargé des risques (26 %), à la direction départementale de l'équipement (15 %) et seulement 13 % font confiance aux médias.

R. C.

● Dans la liste suivante de risques, quels sont ceux qui vous inquiètent personnellement le plus ?

Drogue	48 %
Chômage	46 %
SIDA	44 %
Pollution industrielle	40 %
Accident d'une centrale nucléaire	39 %
Accident de la route	36 %
Délinquance, insécurité	31 %
Accident dans l'industrie chimique	23 %
Tremblement de terre	12 %
Ne se prononce pas	1 %

● Quelles sont parmi les activités industrielles suivantes celles qui vous semblent les plus dangereuses ?

Les stockages des déchets nucléaires	69 %
Les centrales et les usines nucléaires	57 %
Les industries chimiques	47 %
Le transport de matières dangereuses	43 %
Les décharges de déchets industriels	40 %
Les dépôts de gaz	24 %
Les raffineries de pétrole	10 %

(Totaux supérieurs à 100 en raison des réponses multiples.)

DÉFENSE

Le général Devemy remplacé par le général Jérôme

Changement à la direction de l'ancienne sécurité militaire

Le général de division Pierre Devemy, qui dirigeait la direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD), ou ex-Sécurité militaire, a été soudainement remplacé dans ses fonctions par le conseil des ministres du mercredi 22 février. Pour lui succéder, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a choisi le général de division Antonio Jérôme, qui, pour la circonstance, a dû être rappelé de la deuxième section (cadres de réserve), où il était depuis le début de cette année.

Officiellement, le ministère de la défense ne fait aucun commentaire sur cette mutation, qui prend effet à la date de l'annonce par le conseil des ministres. Au cabinet de M. Chevènement, on laisse entendre que cette décision serait liée au fait qu'il s'agit de préparer la succession du général Devemy, qui devait quitter son poste, en même temps que son adjoint, à la fin de l'année.

En réalité, le général Devemy, qui est un officier général de la gendarmerie, a pris ses fonctions à la tête de la DPSD en octobre 1987, et son grade lui permet de demeurer sous l'uniforme jusqu'en août 1991, date à laquelle il atteindra la limite d'âge. Il n'est pas coutume, sauf cas de force majeure, de muter un officier général brutalement en plein milieu d'année, bien avant la période des vacances scolaires, pendant laquelle se font la plupart des changements d'affectation dans les armées. De surcroît, on observera que ce même conseil des ministres du 22 février a nommé le général Devemy aux fonctions de chargé de mission auprès du directeur général de la gendarmerie, c'est-à-dire un poste qui est attribué à un responsable en disgrâce ou en attente.

Son successeur, le général Jérôme, appartient lui aussi à la gendarmerie. Il avait notamment été chargé de coordonner les opérations de gendarmerie, en avril 1988, au lendemain de l'attaque contre la brigade de Feytaud, en Nouvelle-Calédonie. Il avait dû ensuite abandonner cette responsabilité lorsque le gouvernement de M. Jacques Chirac confia à l'armée le soin de réprimer les otages de la grotte d'Ouvéa. Après son départ de Nouméa, le général Jérôme devait être placé, avec son accord, en deuxième section (cadres de réserve) à partir de janvier 1989, soit avec deux ans et demi d'avance sur la limite d'âge (soixante et un ans) de son grade.

La DPSD, forte de mille sept cents personnes dont trois cents civils, est chargée, pour le compte du ministre de la défense, de protéger les personnels, les matériels et les installations militaires de toute menace intérieure.

Le 2 mars à Canjuers

Le missile nucléaire Hadès sera présenté au premier ministre

L'armée de terre, qui reçoit la visite du premier ministre le 2 mars au camp de Canjuers, dans le Var, a prévu de présenter à M. Michel Rocard le système d'armes nucléaires préstratégiques Hadès. Ce sera la première présentation officielle de cet armement destiné à remplacer, à partir de 1992, le missile Pluton, actuellement en service dans l'artillerie sol-sol des corps d'armée.

Monté en deux exemplaires sur un semi-remorque, le missile Hadès relève de cette catégorie d'armements nucléaires dite à courte portée (moins de 500 kilomètres), selon la terminologie retenue par les Américains et les Soviétiques dans leurs

négociations actuelles de désarmement en Europe. Porteur d'une charge thermonucléaire, Hadès devrait atteindre 480 kilomètres de distance, au lieu de 120 kilomètres, au maximum, pour Pluton.

Le 22 novembre dernier, un premier tir expérimental du missile Hadès a eu lieu depuis le centre d'Essais des Landes, en direction de l'Atlantique. Il était destiné à évaluer l'aptitude au vol du missile et le comportement du véhicule de lancement au moment du tir. Lors de cette première expérimentation, le missile testé a atteint 200 kilomètres. Une deuxième expérience est prévue pour le 28 février prochain, depuis le même site de lancement.

Ce sera la première fois que Hadès sera présenté au premier ministre et, d'une manière générale, ce sera sa première apparition en public au camp de Canjuers, où l'armée de terre a prévu, le 2 mars, une démonstration de la plupart de ses matériels.

Dans les états-majors, on considère que le fait de pouvoir présenter Hadès à M. Rocard traduit indirectement la volonté du gouvernement de ne pas remettre en question la continuité de ce programme dans le cadre de la révision, en cours, de la loi de programmation militaire qui sera soumise en juin prochain au Parlement.

Société

La crise pénitentiaire

Regain de tension dans les prisons et durcissement de la position du ministre

Alors que les syndicats de surveillants de prisons, FO, UFAF et la CGT, préparent une manifestation nationale qui doit se tenir jeudi 23 février, des Tuffières à la place Vendôme, à Paris, le ministre de la Justice a adressé aux syndicats une lettre comminatoire qui rappelle qu'il n'est toujours pas question d'insérer au régime de bonification des années de retraite. Le ministre souhaite reprendre le dialogue « dans les plus brefs délais sur les propositions de la chancellerie ».

Dans la soirée du 22 février, un incident très vif a opposé des surveillants et plusieurs membres de la direction de Fleury-Mérogis qui ont été bloqués dans leurs voitures alors qu'ils voulaient quitter l'établissement. Les propositions de sanctions soumises par les directeurs n'ont, jusqu'ici, pas été suivies par l'administration centrale et les directeurs ont de plus en plus de mal à se faire obéir.

La journée du mardi 21 février aura été, pour les pénitentiaires, celle de toutes les rumeurs. L'annonce par le ministre de la justice, au cours d'un petit déjeuner de

presse, de la tenue de réunions à Matignon avec des représentants du ministère du budget a pu faire croire un temps que la plateforme de revendications transmise la veille par FO et UFAF allait servir de base à de nouvelles négociations. Comme on pouvait s'y attendre, il n'en a rien été. Au ministère de la justice on considère, en effet, que cette plateforme n'est qu'une manière déguisée de présenter de façon légèrement différente des revendications dont on a dit depuis le début du conflit qu'il n'était pas question de les satisfaire. M. Pierre Arpaillange avait d'ailleurs été clair : « Il y a au ministère du budget des gens qui ne sont pas idiots. Il ne faut pas leur faire prendre des vessies pour des lanternes ».

Aussi le ministre de la justice a-t-il fait parvenir aux syndicats une lettre qui, si elle continue à appeler à une reprise du dialogue, a des allures d'ultimatum. Rejetant catégoriquement les propositions syndicales sur le relèvement du point de retraite, le ministre est prêt « à examiner en concertation avec les syndicats les questions évoquées par ceux-ci et toutes les mesures susceptibles d'amener une accélération et une amélioration des déroulements de carrière ». La chancellerie souhaite une reprise du dialogue « dans les plus brefs délais ».

Les syndicats ont vite réagi. Pour l'UFAF qui paraphrase une déclaration antérieure du directeur de l'administration pénitentiaire, dans ces conditions la « reprise des discussions n'est plus de mise ».

Mince espoir

FO refuse de reprendre langue avec le ministère sur les bases de la dernière lettre de Pierre Arpaillange. Pour la CGT « le gouvernement est atteint de surdité ou d'amnésie » et appelle les personnels à renforcer leur mobilisation mais se déclare prêt à rencontrer le ministre de la justice.

Sur le terrain, selon la chancellerie, toutes deux établissements ont été touchés par l'opération « prison morte » lancée par FO et UFAF. Les piquets de grève sont toujours en place devant la plupart des prisons et les forces de l'ordre sont intervenues à plusieurs reprises. Mais désormais, c'est entre le personnel d'encadrement et la base des surveillants que la tension est la plus vive. Soumis à rude épreuve depuis le début du conflit, les directeurs et chefs d'établissements ont pour consigne de faire « tourner » les prisons normalement quoi qu'il arrive. Or depuis quelques jours, ils se trouvent face à des surveillants qui, fortides

consignes syndicales, refusent d'obéir à leurs ordres. « Nous, on ne fait pas de philosophie sous les lambris de la place Vendôme », nous disait l'un d'eux. Face à des refus caractérisés d'obéissance d'agents en service, nous sommes obligés de distribuer des questionnaires [des demandes d'explications écrites après un incident]. Or l'administration centrale ne leur donne aucune suite ».

Accusés dans un tract signé par FO, l'UFAF, le SPI et le SNIPP d'être des « collaborateurs », les personnels d'encadrement ont assez d'être pris entre une administration qui, de fait, ne les couvre pas et une base qui les nargue. Ils l'ont dit haut et clair au ministère, que cette situation inquiète, mais qui se refuse pour le moment à prendre des sanctions jusqu'à la manifestation de jeudi. L'incident qui a eu lieu en fin de soirée le 21 février à Fleury-Mérogis est, à cet égard, significatif. Le ton des surveillants s'y est en effet nettement durci. Après le blocage des entrées, des fourgons cellulaires amenant les « écroués », les surveillants, une fois essayés les phylles de grenades lacrymogènes ont décidé de barrer la route à plusieurs membres de la direction qui quittaient les lieux en voiture. Le véhicule a été encerclé par les surveil-

lants devant le parking de l'établissement et il a fallu l'intervention des forces de l'ordre pour que les gardiens dégagent le passage.

Les discussions entre direction et surveillants ont été « vives », selon Gilles Sicard, responsable national de l'UFAF, arrivé sur les lieux après le début de l'incident. Alain Jégo, le directeur de la maison d'arrêt des hommes, qui a demandé l'ouverture du barrage à plusieurs reprises, a déclaré à certains responsables syndicaux présents qu'il ne se seraient peut-être plus pour longtemps. Gilles Sicard, lui, s'en prend maintenant aux responsables de la direction, qui, dit-il, « matraquent les surveillants à coups de demandes d'explication », en ajoutant : « S'ils sanctionnent, nous sanctionnerons aussi ». Il fallut l'intervention du colonel commandant le groupement de gendarmerie, et la menace d'interpellation pour que les surveillants laissent enfin passer leurs supérieurs.

Malgré les consignes de fermeté transmises par Matignon, le ministre de la justice balance encore sur l'attitude à prendre. Cet attentisme du pouvoir en tout cas fait l'affaire des syndicats qui ont désormais le sentiment d'agir en toute impunité.

ANNE CHEMIN
et AGATHE LOEGART

Jacques Vialettes, secrétaire de FO

Le patron des « matons »

Les surveillants de base pour s'imposer. Des impertunes ont-ils des réserves sur sa compétence, ont-ils critiqué sa ligne ? Jacques Vialettes les a éliminés sans état d'âme apparent. D'un revers de main, il a balayé ceux qui ont parfois cherché à le déstabiliser en créant, par exemple, un syndicat qui se voulait concurrent.

Trois de quatre

Il tient donc son syndicat en main et sans partage. Même certains proches le trouvent un peu « despotique ». Il s'en moque. D'autant que le pouvoir, à l'apogée qu'il fallait compter avec lui. Tous les directeurs de l'administration pénitentiaire l'ont compris, plus ou moins séduits ou agacés, c'est selon. Et depuis le ministère d'Alain Peyrefitte, il en a eu plusieurs, de Christian Dabianc, alors à Jean-Pierre Dintilhac aujourd'hui. Il a même, dit-on, pesé de tout son poids pour empêcher la nomination à ce poste, sous Alain Chalon, d'Hubert Bonaldi (Forces ouvrières, comme lui), actuel directeur régional de l'administration pénitentiaire à Paris.

Assis sur son trésor de guerre — près de 45 % des personnels de surveillance —, il sait bien qu'il reste et que les directeurs de l'administration centrale, à tout moment, peuvent partir. S'il s'est livré à une constante guérilla avec Robert Badinter, qu'il s'évertuait à appeler « maître » et sous les fenêtres duquel il fit défilier ses troupes scandant : « Avocat — maître ! » ce qui n'est pas l'heure de plaindre ne s'entend guère mieux avec Alain Chalon, dont il contrarie avec succès les projets de prisons privées, même s'il reste très lié à Dominique Matignon, magistrat membre de l'APM (Association

professionnelle des magistrats, droit) et ancien conseiller technique d'Alain Chalon. De Pierre Arpaillange, il n'a pas grand-chose à dire. Les deux hommes, c'est un euphémisme, ont peu d'affinités et, des prisons, n'en connaissent d'évidence, pas la même chose.

C'est le conflit de l'automne qui a porté à Jacques Vialettes le coup le plus rude. Pour la première fois, il a senti que sa base ne lui obéissait plus au doigt et à l'œil. Il a fort mal accepté que de jeunes surveillants lui reprochent d'avoir signé le protocole d'accord du mois d'octobre avec le médiateur. Entamé, son pouvoir n'est plus, aujourd'hui, tout fait sans partage : d'autres syndicats comptent, l'UFAF et aussi la CGT.

Jacques Vialettes n'aime pas la concurrence. L'édification du syndicat FO des personnels pénitentiaires, c'est toute sa vie. En tout cas, de deuxième vie battue après 1962. Après le traumatisme des rapatriés, l'échec d'une exploitation agricole en Charente qu'il a en vain tenté de faire tourner et dans laquelle, au milieu des années 80, il a englouti toutes ses économies avant d'entrer comme surveillant de base à Fresnes, puis à Fleury-Mérogis, dont il a fait l'ouverture en 1968.

« Ses mauvaises langues disent qu'il n'a pas de passé pénitentiaire » et que, s'il connaît bien les surveillants, il n'a guère approché les détenus, puisqu'il a très vite quitté la prison pour se retrouver secrétaire de la formation du personnel de surveillance à l'École nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP).

C'est de là qu'il a monté son syndicat, bénéficiant sans accroc du parapluie d'André Bergeron, soutien que l'ancien secrétaire général de Forces ouvrières ne lui a jamais ménagé. Les surveillants n'assuraient-ils pas régulièrement les services d'ordre des manifesta-

tions de Forces ouvrières ? « Pitou » plutôt que « blondiste ». Il doit, aujourd'hui, se faire à un tout nouveau monde. Bénéficiant aussi, dit-on, de l'appui du RPR, il ne veut ni confirmer ni démentir qu'il en est militant depuis des années (c'est-à-dire après la mort de de Gaulle), épave que ce, c'est une vie privée.

Foucade ou stratégie ?

S'il a très adroitement repris son syndicat en main au mois de novembre dernier en se faisant plébisciter, il a senti souffler la contestation. Dès que le conflit a repris, au mois de février, il a clairement fait savoir que, cette fois, le boss ne l'y reprendrait pas : il a précédé plutôt que de la suivre. Lui qui a toujours expliqué qu'il ne voulait pas s'en prendre à la population pénale, a surpris tout le monde en annonçant gravement, dimanche 19 février, à la télévision, que, cette fois, il se jetait vraiment dans la « bagarre » en lançant le mot d'ordre de « prison morte ». En un des doutes sur la réussite de l'opération, il annonce aussitôt que, « puisque c'est comme ça », il va durcir encore.

Lui qu'on pouvait parfois prendre pour un modérateur face à l'UFAF et à la CGT, reprend donc le tête des contestataires. Imprévisible, insaisissable, Jacques Vialettes, dont on n'arrive jamais à savoir s'il agit par foucade ou par stratégie, jubille étrangement à l'idée de faire tourner à bout ses « chulles » de la place Vendôme, siège de la chancellerie, pour lesquelles il n'a pas d'excessives sympathies. Pourtant, il faut aussi, lorsqu'on est syndicaliste savoir arrêter un mouvement. Et il en est bien conscient.

Amoureux des Charentes — il a toujours une maison près de Saintes — passionné d'histoire (ses troupes lui ont offert un buste de Napoléon), en particulier de Napoléon, père de trois fils (il a un frère pour le cadet, militaire et parachutiste), Jacques Vialettes entame son dernier mandat avant la retraite. La bagarre qu'il mène aujourd'hui a des airs de berceur d'honneur.

Ag L.

JUSTICE

L'affaire des fausses factures du Sud-Est

Trois dirigeants de la SORMAE et un entrepreneur sont maintenus en détention

Après débat contradictoire, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Pierre Culié, a décidé, mardi 21 février, de placer sous mandat de dépôt et de maintenir en détention trois dirigeants de la SORMAE, MM. Paul Peltier, directeur général, Claude Popis, gérant, Robert Mistre, directeur régional, et un entrepreneur, M. Yves Duverger.

Ces quatre personnes, impliquées dans l'affaire des fausses factures et de corruption, dans le Sud-Est de la France, avaient été de nouveau inculpées le 17 février par M. Culié (le Monde daté 19-20 février), après l'annulation par la Cour de cassation des inculpations qui leur avaient été notifiées à Marseille, où le dossier avait été initialement instruit avant d'être confié à la cham-

bre d'accusation de Paris (le Monde du 17 février).

Après le dessaisissement du tribunal de Marseille, ces nouvelles inculpations avaient été requises dès le 15 février par M. Pierre Truche, procureur général près la cour d'appel de Paris. Selon les cas, il s'agit d'inculpations de corruption de fonctionnaires, faux en écritures de commerce et usage, abus de biens sociaux ou de complicité et recel.

La chambre d'accusation va encore avoir à statuer sur le cas de dix-neuf personnes, dont le procureur général près la cour d'appel de Paris a aussi requis l'inculpation, et parmi lesquels figurent sept personnalités politiques locales élus municipaux.

Immigration clandestine dans le Nord

Les mésaventures judiciaires d'un chauffeur de taxi

Un chauffeur de taxi de Tourcoing (Nord), M. Luis Da Costa, a été condamné, mardi 20 février, par le tribunal de Lille, à trois mois de prison avec sursis. Le tribunal a aussi ordonné la confiscation de son véhicule.

M. Da Costa avait été interpellé, le 29 janvier, par la police de l'air et des frontières alors qu'il transportait quatre ressortissants sénégalais qui venaient de franchir la frontière franco-belge sans papiers. Il avait été inculpé d'« aide à la circulation d'étrangers en situation irrégulière » (le Monde du 7 février).

La condamnation a, de nouveau, provoqué la colère des collègues du chauffeur de taxi qui, après son

inculpation, avaient décidé de ne plus transporter les clients de race noire. Ils faisaient notamment valoir qu'en qualité de prestataires de service, ils ne pouvaient refuser un client et n'étaient pas autorisés à contrôler ses papiers. Mais le tribunal a considéré que le prix de la course (150 F) avait été payé d'avance à M. Da Costa par un passeur et, pour les policiers, celui-ci avait accepté ses clients en toute connaissance de cause.

A la lecture du délibéré, un porte-parole de l'association des chauffeurs de taxi de Tourcoing s'est déclaré « encore plus déterminé » dans son refus de charger des clients de couleur.

SCIENCES

Qu'il faille à la recherche scientifique des moyens en hommes et des budgets importants, chacun en est d'accord. Qu'on doive maintenir, au fil des années, des efforts constants pour éviter de fâcheux coups d'accroissement, qui n'en conviendrait ? Mais peu de gouvernements ont appliqué cette simple règle, et l'aurait-on fait en France que la recherche ne serait pas pour autant tirée d'affaire.

C'est la raison du cri d'alarme que M. Michel Crozier, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et membre du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie (CSRT), vient de pousser dans une courte note d'une vingtaine de pages adressée à M. Hubert Curien, ministre de la recherche.

La recherche française souffre de vieillissement. « Les chiffres qu'a rassemblés la commission « emploi scientifique », écrit Michel Crozier, sont extrêmement éloquentes dans leur simplicité. Alors que le pourcentage des chercheurs de moins de quarante ans est resté régulièrement supérieur ou égal à 60 % dans les années 50 et 60 et jusqu'en 1970, il a rapidement décliné dans les

Une note de M. Michel Crozier au ministre

Les chercheurs français ne sont plus assez jeunes

années 70, descendant à moins de 40 % dans les années 80. Bref, l'âge moyen des chercheurs français est aujourd'hui de quarante-trois ans.

Or, le taux des départs naturels (retraites ou décès) est aujourd'hui très bas et ne s'améliorera que vers 1992. Mais, étant donnée l'importance de la masse des chercheurs actuels, la composition par âge de l'ensemble ne se modifiera que très lentement, d'autant que le taux des départs volontaires est, lui aussi, très faible.

« Si les pourcentages d'entrée dans les organismes de recherche ne se modifient pas, ou si la politique d'emploi scientifique ne change pas, la population des chercheurs aura dans dix ans une moyenne d'âge de quarante-cinq ans et demi ; 63 % auront plus de quarante ans (contre 62 % actuellement) et 37 % (contre 22 %) auront plus de cinquante ans. Comme un ensemble humain composé d'une forte majorité de personnes âgées « tend naturellement,

explique Michel Crozier, à se maintenir dans ses normes et ses structures et à refuser toute aventure », la situation n'incite pas à l'optimisme.

Il faut reconnaître que des progrès ont été faits en matière d'embauche au cours des années 80. Après la période creuse des années 70, de nombreux postes ont été à nouveau inscrits au budget de la recherche de 1989, mais cela est-il suffisant ? « Si, en effet, on lie le pourcentage d'entrants actuels de 3 % (dont 1 % de créations nouvelles), on passe à 5 %, c'est-à-dire en triplant les créations actuelles, il faudrait tout de même attendre huit années pour que cela se traduise de façon sensible dans les pyramides des âges. Entre-temps, ajoute le rapporteur, les nouveaux entrants devraient être pour une large part absorbés dans la culture dominante. Pour obtenir un changement qualitatif suffisant, il faudrait imposer au moins un pour-

centage de 8 % d'entrants, c'est-à-dire multiplier par six le nombre de créations de postes, ce qui apparaît impossible dans l'état actuel des contraintes financières ».

Changer les règles

Une situation d'autant plus alarmante que, comme chacun le sait sans trop le proclamer, la mobilité des chercheurs, qui pourrait aider à la répartition partielle du phénomène, est quasiment inexistante.

Devant ce constat peu encourageant, la commission « emploi scientifique » s'est demandée s'il ne fallait pas raisonner autrement. Car, « du fait de l'inertie des phénomènes démographiques, augmenter le nombre des entrants dans les organismes statistiques sans changer les règles qui gouvernent la carrière des personnels ne peut avoir que des effets très limités ». C'est pourquoi,

le rapporteur invite le CSRT, et surtout son président, le ministre de la recherche, à s'interroger sur le fait que :

- le rajeunissement, indispensable pour préparer l'avenir, ne doit pas être pensé en considérant uniquement les chercheurs statutaires ;
- dans cette perspective, le rôle des non-statutaires devra être important ;
- si les carrières de chercheurs semblent de moins en moins attractives aux jeunes de grand talent, c'est en raison de leurs faibles rémunérations mais aussi, et surtout, du caractère vieillissant du milieu ;
- la mobilité entre recherche publique et recherche privée, entre universités et organismes de recherche, entre laboratoires français et étrangers, doit être améliorée ;
- le rôle des laboratoires et les équipes de recherche doit être repensé ; si l'on veut que le rajeunissement s'opère, il faut qu'on puisse s'appuyer « sur des unités à taille

humaine pour assurer le renouvellement formation-orientation et mobilité ».

— enfin, le développement d'une politique de ressources humaines ne peut réussir que si elle est associée à un renouvellement des structures et à la création d'unités nouvelles, répondant au foisonnement des progrès scientifiques et techniques.

Face à l'ampleur du problème, dont la simple énoncé ne fait pas plaisir à tout le monde, la commission du CSRT propose donc qu'une commission restreinte de trois à six personnalités scientifiques ayant une stature internationale soit constituée. Elle devrait être dotée du temps et des moyens financiers nécessaires pour « faire réaliser les enquêtes indispensables et faire travailler des spécialistes et des experts, en dehors de toutes contraintes et traditions administratives, à l'approfondissement des problèmes et à l'émergence des solutions innovatrices nouvelles ».

Réponse des ministres de tutelle début mars.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Centre de sociologie des organisations.

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

12 Le Monde • Jeudi 23 février 1989 •••



MANIFESTE

pour la DÉMOCRATIE par l'ÉDUCATION et par la CULTURE

Dès 1866, les membres de la Ligue de l'Enseignement se sont donné pour but de « former des citoyens éclairés ». Après Condorcet, ils ont affirmé qu'une instruction nationale est pour la puissance publique un devoir de justice. Ils ont conduit leur action « libre de tout patronage ». Aujourd'hui, le contrat qui nous lie puise à cette source, sans nostalgie, et se tourne résolument vers l'avenir. Nos actions sont portées par la même volonté : **PROMOUVOIR la DÉMOCRATIE par l'ÉDUCATION et par la CULTURE.**

De même que les fondateurs ont vécu le passage de l'Empire à la République et, simultanément, la première révolution industrielle, nous vivons une période de mutations. Elle prépare une société de création et de communication. L'évolution des techniques est considérable. **NOUS VIVONS UNE RÉVOLUTION PAR L'INTELLIGENCE.**

Aussi, notre avenir dépend-il essentiellement de l'éducation et de l'investissement intellectuel. Mais, face à ces mutations, les experts se substituent aux instances politiques et aux citoyens. Simultanément, de nouveaux obscurantismes surgissent, l'irrationnel revient en force.

Nous devons concentrer nos efforts pour passer de la société des mages et des experts à la République des citoyens. La création, par la Ligue, des Cercles CONDORCET répond, pour partie, à cette exigence.

Cependant, la voie est difficile ; ces mutations techniques sont souvent dramatiques pour les plus faibles. Des fractures traversent dangereusement notre société : la société duale est en marche. Au-delà de la nécessaire adaptation de notre système éducatif, il nous faut mettre en évidence que rien de durable ne se fera sans cohésion sociale. Pour cela, la solidarité et la fraternité doivent être des vertus fondamentales et des exigences pour nos politiques nationales et internationales.

Nous avons, aussi, à œuvrer pour une France plus accueillante à la diversité. A la montée des nationalismes du XIX^e siècle, inspiratrice des exclusions fondées sur la notion de nationalité, nous préférons l'apport de notre Révolution de 1789. L'unité de notre pays n'est pas en cause ; aussi, sachons accueillir les populations immigrées qui ont choisi de vivre en France en reconnaissant leurs droits et leurs devoirs civiques.

Ce choix est la conséquence de la laïcité de notre constitution. La laïcité des institutions publiques est garante du pluralisme culturel de notre société. Prouvons-le ensemble, forts de notre diversité.

Dans les méandres de nos vies quotidiennes et de l'histoire de notre mouvement, nos valeurs sont portées par un mot : **ÉGALITÉ.** Ce mot trop souvent défiguré, trahi, bafoué est à l'origine de notre République.

Pour faire avancer ces idées nous affirmons une présence agissante dans toutes les instances qui concourent à l'éducation et à la culture : école, université, formation des adultes, actions culturelle et sportive, communication, action sociale, tourisme social et culturel...

Nous construisons une Ligue pour une citoyenneté renouvelée.

Ligue Française de l'Enseignement et de l'Éducation Permanente



3, rue Récamier - 75341 PARIS CEDEX 07 - Tél. : 43.58.9733

Conception et réalisation : H. K. J. J.

Le Monde CAMPUS

Les universités s'adaptent aux handicapés

Diverses initiatives montrent les efforts des universités pour mieux accueillir les étudiants handicapés. Mais il reste beaucoup à faire pour leur donner toutes leurs chances.

L'absence qui entoure la situation des étudiants handicapés est-elle en train de se dissiper ? Plusieurs indices et quelques initiatives encore éphémères permettent de l'espérer. Ainsi le Centre d'information et d'orientation des enseignements supérieurs et le Centre d'information des jeunes handicapés de l'Académie de Paris (1) ont organisé à la Sorbonne, il y a quelques mois, une journée de réflexion sur « Handicap et études supérieures », qui a rassemblé une centaine de responsables universitaires et ministériels, et les animateurs de nombreuses associations. Les principales contributions à ce colloque viennent d'être publiées dans la revue *Réadaptation* (2).

Sur le terrain, des réalisations se multiplient. A l'automne dernier, l'École supérieure de commerce de Lyon a installé un ascenseur pour faciliter l'accès des salles de cours à ses étudiants handicapés. A la Sorbonne, une bibliothèque d'ouvrages en braille a été créée. A l'université de Nanterre, l'université de Créteil vient de

mettre en place une commission « accessibilité » qui associe enseignants, étudiants, architectes et responsables du centre régional des œuvres universitaires et sociales (CROUS).

La Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) de Paris a lancé, le 16 février, une campagne de sensibilisation sur la région parisienne. Pour favoriser une prise de conscience et susciter une action globale en faveur des jeunes handicapés qui souhaitent poursuivre des études à l'université, la MNEF propose qu'une partie des cotisations mutualistes perçues par les universités soit consacrée au financement d'équipements techniques ou pédagogiques spécialisés. Pour montrer l'exemple, elle vient d'offrir aux universités Paris-VI et Paris-VII (Jussieu) un équipement informatique pour les étudiants aveugles ou malvoyants. D'une valeur de 134 000 francs, ce matériel comprend un clavier braille pour saisir les données, une imprimante en braille, une synthèse vocale pour lire les textes, complétés par un terminal à gros caractères pour les malvoyants.

M. Michel Giliibert, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé, chargé des handicapés et des accidentés de la vie, rencontrera, le 28 février, les enseignants et les étudiants de l'université Paris-XIII (Villetaneuse) pour débattre des problèmes des handicapés à l'université. Il entend d'abord convaincre les responsables universitaires que les aménagements qui seront faits pour les handicapés peuvent être utiles pour l'ensemble des étudiants (facilité d'accès, enregistrement des cours, etc.). Il souligne d'autre part que « les étudiants handicapés constituent un « plus » au cœur de l'université, par l'exemple de leur persévérance, de leur courage et souvent de leur exceptionnelle intelligence ». Pour le secrétaire d'Etat, enfin, l'université est « le trait d'union nécessaire » pour l'insertion professionnelle des handicapés dans des postes de responsabilité.

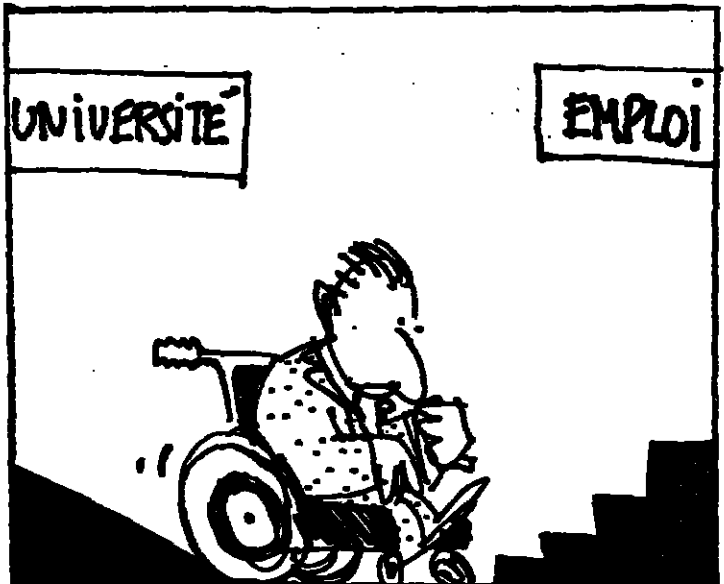
Combien sont-ils ?

Initiatives locales, réflexion collective, mobilisation ministérielle : tout semble se conjuguer pour faire sortir de la clandestinité les étudiants handicapés. Mais cette prise de conscience reste fragile. Tant l'un est loin en France des politiques d'aide et de solidarité que connaissent bon nombre de nos voisins européens et de pays nord-américains.

On ne sait pas combien il y a, en France, d'étudiants handicapés, où ils sont, ni qui ils sont. Le Centre d'information et d'orientation des enseignements supérieurs et le Centre d'information des jeunes handicapés de l'Académie de Paris se sont efforcés de combler cette lacune statistique. L'enquête qu'ils ont menée l'an dernier permet de dresser un tableau approximatif de la situation dans la région parisienne : les treize universités de Paris accueillent un peu plus de quatre cents handicapés, dont environ la moitié sont des handicapés moteurs. Encore ce chiffre est-il nettement sous-estimé, car, de l'avis général, une proportion importante de jeunes handicapés refusent l'assistance ou préfèrent garder l'anonymat, et ne se sont pas fait connaître des services d'accueil spécialisés.

Pour les universités de province, le tableau est encore plus flou, puisque vingt-sept établissements seulement (à peine la moitié) ont répondu à l'enquête. A côté d'universités comme Tours (une centaine d'handicapés), Montpellier (soixante-dix), Grenoble (une soixantaine) ou Toulouse (trente-cinq), une bonne partie des universités n'ont pas pu, ou pas souhaité, apporter d'éléments d'information.

Enfin, tous les jeunes handicapés ne font pas leurs études supérieures à l'université. Ceux dont la situation médicale impose des soins continus peuvent fré-



quenter un établissement spécialisé comme celui de Saint-Hilaire-du-Touvet, géré par la fondation Santé des étudiants de France. D'autres ont recours aux services de télé-enseignement universitaire.

Cette ignorance de la réalité est révélatrice de la gêne de beaucoup d'universités (d'universitaires ?) à l'égard des handicapés. Si des textes existent qui donnent aux étudiants handicapés un certain nombre de droits, ils sont mal connus et insuffisamment appliqués. Ainsi, chaque université est censée assurer une mission d'information et de suivi des étudiants handicapés, dans le cadre du service d'information ou du service de la scolarité. De même, les établissements sont tenus, en principe, de rendre leurs locaux accessibles à tous. Les CROUS ont été chargés de mettre à la disposition des étudiants des chambres spécialement aménagées (on en compte moins de quatre cents actuellement).

Des aides financières spécifiques sont prévues (remboursement des frais de transport, accès aux bourses plus faciles) et l'organisation de la pédagogie a été envisagée (possibilité de passer le DEUG en quatre ans, assistance en personnel pour les examens ou mise à disposition de matériel pédagogique spécifique). Enfin, la loi du 10 juillet 1987 fait obligation aux entreprises — privées ou publiques — de plus de vingt salariés d'accueillir un quota de personnes handicapées.

GÉRARD COURTOIS.

(1) CIO enseignement supérieur, 47, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél. 43-54-51-29. CIO des jeunes handicapés, 17, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris, tél. 45-60-11-98.
(2) *Réadaptation*, janvier 1989, 40 p., 30 F (10, rue de Sèvres, 75007 Paris, tél. 42-22-72-73).

Le miracle de l'informatique

DANS la fourmilière de Jussieu, c'est un étudiant parmi d'autres. Jean, tanné et blouson de cuir, Antonio Pereira attend l'ascenseur dans le hall de la tour centrale. Dans une main sa serviette, dans l'autre une longue canne blanche, Antonio est aveugle depuis sa naissance. Mais dans le dédale de cette Babel étudiante plantée au cœur de Paris, il se dirige sans difficulté. A vingt et un ans, il est en licence d'histoire et il connaît par cœur la géographie des lieux. « Au début, j'étais un peu perdu », se souvient-il. Après avoir fait toute sa scolarité, du CM2 à la terminale, à l'Institut national des jeunes aveugles (INJA), boulevard des Invalides, à Paris, il s'était trouvé brusquement plongé dans le monde des voyants.

« Je n'osais pas parler aux gens », dit-il. Pourtant il fallait bien qu'on le pilote d'une salle à l'autre. « A force d'être assis à côté des mêmes étudiants, nous avons sympathisé. Certains sont devenus des amis. » Pendant les premières années, Antonio prenait des notes en braille. Pour plus de sûreté, il enregistrerait tous les cours à l'aide d'un magnétophone. Lourde procédure qui exigeait un surcroît de travail à la maison. D'autant plus qu'il doit aussi écouter les cassettes qui lui tiennent lieu de livres. « En histoire, les ouvrages transcrits en braille sont rares », explique Antonio Pereira. Je fonctionnais avec trois lecteurs bénévoles de l'association Auditeurs des jeunes aveugles, qui enregistrèrent les documents et les livres que je leur indiquais. »

Depuis un an, sa vie d'étudiant a été changée par la micro-informatique. Il se rend désormais au cours avec son micro-ordinateur portable sur lequel il prend directement ses notes. Grâce à un module métallique, l'appareil lui permet de les éditer en braille pour qu'il puisse les étudier à la maison. En sens inverse, il peut faire ses devoirs et les soumettre, une fois imprimés, au professeur comme n'importe lequel de ses condisciples. Cette merveille technologique a un prix : 35 000 francs environ. La Sécurité sociale, la SMEREP (organisme de Sécurité sociale étudiants) et le comité d'entreprise de son père, boiseur chez Fougerolle, en ont financé 26 000 francs. Le même financement a été obtenu pour l'équipement de son frère Manuel, étudiant en maîtrise de droit à Assas.

« Une secrétaire pour les examens »

Pour avoir goûté au confort de ce progrès technique, Antonio Pereira est persuadé que l'équipement mis en place à Paris-VI-Paris-VII par la MNEF (voir ci-dessus) sera d'un secours important pour ses camarades non voyants, étudiants en informatique. « Les études en informatique, en mathématiques ou en physique posent plus de problèmes que l'histoire », reconnaît-il. Mais la plupart de mes amis s'en sortent très bien. Il faut dire qu'à Assas...

Paris-VII, ils bénéficient d'une aide précieuse : « Nous sommes bien encadrés », confie Antonio. Le service handicapés nous transcrit les sujets de partiels en braille et nous fournit une secrétaire pour les examens. »

Hors de l'université, les handicapés ne rencontrent pas forcément la même aide de chances. Manuel Pereira cherche un travail de conseiller juridique. En vain jusqu'à présent. L'entreprise qui l'embaucherait devra investir en même temps dans du matériel spécifique lui donnant accès à l'imprimé. Dans le secteur juridique, il y a en effet beaucoup de données à lire. Antonio risque de connaître les mêmes déboires. Passionné par l'actualité, plus particulièrement par les relations internationales, il rêve de journalisme depuis la classe de seconde.

Il vient de connaître sa première déception. Son inscription au concours d'entrée du Centre de formation des journalistes de Paris a été rejetée par la commission de dérogation de l'école. « Une partie de l'examen comporte une analyse de photographies et le tri de dépêches, admet-il. Mais dans le métier de journaliste, il y a aussi du travail sédentaire de desk ou des techniques comme la radio qui sont à ma portée. » Déçu par cette fin de non-recevoir, Antonio ne se décourage pas pour autant. Ce serait méconnaître la volonté qui l'anime : « Profitant d'une accalmie dans mes partiels, je vais me lancer dans de nouvelles démarches. »

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Un combat obstiné

EN 1983, elle s'était enchaînée à une porte du ministère de l'Éducation nationale pour protester contre l'interdiction qui lui était faite de se présenter au CAPES de sciences physiques. Six ans plus tard, Mireille Sticquel, qui est titulaire d'une maîtrise de physique et infirme moteur cérébral à 100 %, continue de se battre à Grenoble pour son droit à enseigner. A force de courage et d'obstination, elle est devenue le symbole de l'impossible dialogue entre des handicapés en quête d'emploi et de dignité et une administration qui les considère trop souvent comme des « dossiers » embarrassants.

Mireille Sticquel, trente-trois ans, n'a jamais obtenu de la commission d'aptitude de l'éducation nationale le feu vert pour le CAPES. Ses très graves difficultés d'élocution, les mouvements incontrôlés de son corps, ne devraient pourtant pas l'empêcher de réaliser son ambition : enseigner par correspondance. Mais il n'existe pas de session spéciale du CAPES par correspondance.

Interdite du CAPES depuis six ans, Mireille Sticquel en a néanmoins passé les épreuves, chaque année grâce à une autorisation « exceptionnelle » accordée en 1984 par

M. Alain Savary, en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, et renouvelée par tous ses successeurs. En 1984, elle échoue au CAPES et à l'agrégation. L'année suivante, elle est admissible au CAPES, mais rate l'oral. Nouvel échec en 1986, après des années de santé. En 1987, M. Monory lui notifie son autorisation une semaine avant les épreuves. Elle les subit, mais il lui manque un point pour réussir l'oral. L'an dernier, c'est l'épreuve pratique qui l'élimine, malgré l'assistance d'une secrétaire qui réalise les manipulations à sa place et sur ses consignes.

Se revendiquer est devenu un combat acharné, y compris par les moyens juridiques. C'est sur ce terrain que Mireille Sticquel vient de marquer un point. Depuis six ans, elle cherche à faire annuler les arrêtés de l'éducation nationale de 1983 qui lui ont barré la route du CAPES et de l'agrégation. C'est chose faite depuis l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 janvier dernier. Rappelant au passage que « l'obligation d'emploi des handicapés s'applique aux administrations de l'Etat » depuis la loi du 30 juin 1975, la haute juridiction a jugé illégale l'interdiction faite à Mireille

Sticquel de se présenter aux concours, au motif que l'administration n'avait pas même pris soin de la convoquer lors de l'examen de son cas par la commission d'aptitude. L'obligation de convoquer la personne handicapée et la possibilité pour cette dernière d'être assistée « par une personne de son choix » semblent donc désormais s'imposer à la commission d'aptitude de l'éducation nationale. Celle-ci n'avait pas l'habitude jusqu'à présent de recevoir les candidats, au grand dam de ces derniers, furieux d'être ainsi « jugés » en leur absence.

Reste à tirer les conséquences d'une telle décision. Un conseiller de M. Jospin devait recevoir Mireille Sticquel, mardi 21 février, pour lui « proposer une solution ». Un comité de soutien regroupant autour de son cas une vingtaine d'organisations, notamment la Ligue des droits de l'homme et l'Association des paralysés de France, a déjà recueilli plusieurs centaines de signatures au bas d'une pétition revendiquant le droit au travail des handicapés et la possibilité pour eux de passer « loyalement » les concours de recrutement de la fonction publique.

PHILIPPE BERNARD.

« Un militantisme marginal »

Le cadre réglementaire existe donc bien. Mais comme le constate Catherine Vassilief, au Centre d'information et d'orientation des jeunes handicapés de Paris, « le problème est traité au coup par coup, de manière bricolée et confidentielle. Tout repose sur la bonne volonté de quelques personnes, sur un militantisme très marginal ». Ainsi, les universités n'ont pas toutes nommé une personne — et encore moins souvent un enseignant — responsable de l'accueil des handicapés. Le service spécialisé qui existe depuis une quinzaine d'années à Jussieu fait figure d'exception. De même si des efforts sont faits ici ou là pour améliorer l'accès des handicapés à l'université, ils sont le plus souvent consacrés aux salles de cours et de travaux dirigés, et laissent de côté ces lieux d'intégration sociale que sont le restaurant universitaire, la bibliothèque et les cafétérias.

Pour les assistants sociales ou les responsables des centres d'information et d'orientation, pour les personnels administratifs ou les enseignants qui se mobilisent pour améliorer l'accueil des étudiants handicapés et favoriser leur autonomie, il faudrait d'abord coordonner des efforts jusqu'à présent très dispersés. François Vincent, professeur à Paris-X (Nanterre), note par exemple que « les universités pourraient se regrouper pour établir des demandes d'aménagements ou faire des investissements en matériels spécialisés au niveau de la région, plutôt que chacun pour soi ». Et il ajoute : « Je crois beaucoup à la

NOUVEAUTES UNIVERSITAIRES

DROIT SCIENCES ÉCO

La vie comptable de l'entreprise en exercices corrigés

Jacques Jumeau Yves Viot

278 p., 95 F.

GÉOGRAPHIE

L'économie de l'Espagne

Alain Huet de Lange

278 p., 125 F.

LANGUES

Initiation à la civilisation britannique

L. Dumortier, D. Dumortier, H. Pons, M. Tilly

184 p., 95 F.

MASSON

مكتبة من الأصل

Les IUT rêvent d'un deuxième cycle

L'idée de porter de deux à trois ans la scolarité des IUT n'est plus envisagée. En revanche, la possibilité d'un deuxième cycle fait son chemin.

La querelle de famille qui avait, l'an dernier, agité le monde des IUT (instituts universitaires de technologie) semble désormais dépassée. Poussés par vingt années d'indéniable succès et par les perspectives européennes d'harmonisation des formations d'ingénieurs et de « technologues », les directeurs d'IUT avaient réclamé, fin 1987, l'allongement, de deux à trois ans, de la durée des études conduisant au DUT (diplôme universitaire de technologie). Cette proposition suscitait de fortes réticences de la part des présidents

d'IUT, du patronat français et du ministère de l'éducation nationale ; les uns et les autres craignaient de déstabiliser une formation de techniciens supérieurs qui répond bien aux besoins des entreprises (Le Monde du 5 janvier).

Pour en avoir le cœur net, l'Union nationale des présidents d'IUT a confié à l'Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel (ANDCP) une enquête sur les diplômés des IUT. Objectif : savoir avec précision comment les entreprises évaluent cette forma-

tion et quelles évolutions éventuelles elles pourraient souhaiter. Menée pendant le dernier trimestre 1988 auprès de sept cents chefs du personnel, cette enquête apporte une réponse nuancée et instructive.

La satisfaction des entreprises à l'égard des DUT est manifeste : plus de 80 % d'entre elles ont recruté, ces dernières années, des étudiants sortant des IUT. Et plus des deux tiers estiment qu'il ne manque pas actuellement de formation intermédiaire entre le niveau bac+2 (DUT, BTS) et le niveau bac+4/bac+5 (maîtrise, ingénieurs, grandes écoles de commerce).

Cette satisfaction d'ensemble n'exclut pas, cependant, la nécessité d'adaptations importantes. Le seul fait que près du tiers des chefs du personnel soient favorables à une « formation intermédiaire » entre bac+2 et bac+4

traduit un besoin réel. « Cette attente, estime M. Georges Guillaume, président de l'Union des présidents d'IUT, nous amène à poser clairement la question du développement de seconds cycles dans les IUT. » Mais plutôt que de cristalliser le débat sur l'allongement des études à trois ans, l'enquête de l'ANDCP s'efforce de faire apparaître les évolutions souhaitées par les entreprises dans le contenu et l'organisation de la formation.

Une formation

très pratique

Les réponses sont là sans ambiguïté. 13 % seulement des entreprises recommandent le passage à trois ans, par un renforcement pur et simple de la formation actuelle de type académique. En revan-

che, 33 % souhaitent que les deux années d'IUT soient complétées par une année de spécialisation pratique, ce qui tend d'ailleurs à se généraliser grâce au soutien des entreprises. Et surtout 37 % souhaitent que le renforcement des DUT se fasse grâce à l'introduction d'un stage long (de l'ordre de six mois), bien suivi par un enseignement. Les employeurs, en particulier les PME, souhaitent donc un allongement de la scolarité, à condition que ce temps en plus soit consacré à une formation très pratique, « sur le tas », et préparant mieux les étudiants à la vie en entreprise. De même, quelle que soit la formule retenue, les chefs du personnel sont favorables au renforcement de la culture générale des étudiants (technique d'expression, animation de groupe, culture économique). Ils attendent, en somme, des étu-

dians mieux adaptés et plus adaptables.

Pour M. Georges Guillaume, les enseignements de cette enquête sont clairs. « Au fond, ce que nous disent les entreprises est très pragmatique : ne cassez pas une formation qui marche bien, mais diversifiez les DUT et améliorez-les. Notre réflexion doit donc désormais être double : préserver, tout en l'améliorant, le DUT actuel, mais introduire progressivement un nouveau palier de formation technologique supérieure de niveau second cycle. » Cette orientation, qui rejoint les grandes lignes de la réflexion menée récemment par M. Daniel Bloch, comme par le CNPF et les responsables des grandes écoles (Le Monde 5 janvier), devrait donner lieu à des propositions plus concrètes d'ici le mois de mars.

G. C.

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 36-15 JOBSTAGE.

COMMUNICATION

Lieu : Paris. Profil : bac+3 type Caisa, IFP, EFAP. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : 2 000 F minimum. Obs. : prise en charge de rédaction de dossiers de presse, organisation de manifestations, contacts avec les journalistes. Connaissance en informatique, anglais. C 1255.

Lieu : Puteaux. Profil : bac+3,4. Date : mai. Durée : 6 mois, 1 an. Ind. : selon convention et compétences. Obs. : assistante communication pub/presse/journaux. C 1256.

Lieu : Viroflay. Profil : bac+2 mini. Date : février. Durée : à déterminer. Ind. : à négocier. Obs. : relation publique, vente. C 1239.

Lieu : Viroflay. Profil : bac+3 mini. Date : février. Durée : à déterminer. Ind. : à négocier. Obs. : relation publique, vente. C 1239.

Lieu : Paris. Profil : bac+3 mini. Date : février. Durée : 4 mois minimum. Ind. : à négocier. Obs. : élaboration de dossiers pour conférences. C 1237.

Lieu : Châlons-sur-Marne. Profil : bac+4. Date : avril. Durée : 6 mois. Ind. : à négocier. Obs. : repérage et restructuration de l'organisation des offres de tourisme pour quatre départements. C 1222.

Lieu : Verneuil-en-Halatte. Profil : bac+3. Date : juin. Durée : 1 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Obs. : étude d'un système de communication

interne utilisant des panneaux électroniques. C 1191.

COMMERCIAL

Lieu : Paris. Profil : bac+2. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à convenir. Obs. : commercial en matériel informatique et logiciel de gestion, connaître MS DOS. C 1257.

Lieu : Montreuil. Profil : bac+3. Date : mars. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Obs. : prospection recherche de clientèle potentielle. C 1244.

Lieu : Paris. Profil : bac+3. Date : février. Durée : à déterminer. Ind. : % si résultat. Obs. : commercialisation de matériel pédagogique pour apprendre l'anglais. M 1214.

Lieu : Paris. Profil : bac+3. Date : février. Durée : à déterminer. Ind. : % sur le résultat. Obs. : vente d'articles de musique. M 1215.

INFORMATIQUE

Lieu : Nanterre. Profil : bac+3 à bac+5. Date : mi-février. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Obs. : participation aux développements en cours au sein d'un service d'études. Connaissances réseaux NET BIOS/IPX SPX. I 1258.

Lieu : Nanterre. Profil : bac+3 à bac+5. Date : mi-février. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Obs. : participation aux développements en cours au sein d'un service ; étude, mise en place d'un système à base de carte à mémoire. I 1259.

Lieu : Nanterre. Profil : bac+3 à bac+5. Date : mi-février. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Obs. : participation aux développements en cours au sein d'un service ; étude, mise en place d'une messagerie. I 1260.

Lieu : Nanterre. Profil : bac+3 à bac+5. Date : mi-février. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Obs. : participation aux développements en cours au sein d'un service ; étude, mise en place d'une messagerie. I 1261.

Lieu : Montigny-Le Bretonneux. Profil : bac+3. Date : octobre. Durée : 2 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Obs. : informatique communication. I 1093.

Lieu : Toulouse. Profil : bac+2. Date : septembre. Durée : 4 mois. Ind. : à négocier. Obs. : écriture d'une application de gestion de production sous multitlog. I 1062.

ÉLECTRONIQUE

Lieu : Paris. Profil : bac+2. Date : février. Durée : à déterminer. Ind. : à négocier. Obs. : montage, essai de micro-ordinateur IBM. E 1245.

à négocier. Obs. : montage, essai de micro-ordinateur IBM. E 1245.

GESTION/COMPTABILITÉ

Lieu : Saint-Denis. Profil : bac+1 mini. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : 6 000 F/mois. Obs. : connaissance dactylo steno comptabilité sur informatique SAARI ou autre. G 1264.

Lieu : Fresnes. Profil : bac+3. Date : mars. Durée : 1 mois au plus. Ind. : remboursement frais + prime si résultat. Obs. : appel d'offres pour fournisseurs, étude de marge pour produit par client, étude des CA et marges pour fournisseurs, contrôle facturation et importation. G 1249.

Lieu : Paris. Profil : bac+3. Date : février. Durée : 2 mois temps partiel. Ind. : à négocier. Obs. : comptabilité entreprises phonographiques et musiciens.

Lieu : Paris. Profil : bac+2. Date : février/mars. Durée : 2 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Obs. : participation à l'organisation d'une nouvelle administration de pages et factures et participation à la gestion de planings de merchandising. G 1247.

DROIT

Lieu : Paris. Profil : bac+3. Date : février. Durée : 1 mois temps partiel possible. Ind. : 1 500 F/mois. Obs. : mise à jour de fiches métiers. D 1241.

MARKETING

Lieu : Palaiseau. Profil : bac+1 mini. Date : immédiat. Durée : 1 à 3 mois. Ind. : 2 000 F. Obs. : étude de marché sur sociétés d'électronique (avoir bac F2 F3). M 1262.

Lieu : Les Ulis. Profil : bac+3 mini. Date : mars. Durée : 4 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Obs. : assistant chef de produit. Connaissance en micro-info. M 1263.

Lieu : Montrouge et Hérouville. Profil : bac+3. Date : avril. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Obs. : étude de marché en vue de l'implantation d'un centre de naturopathie et médecine douce. M 1252.

Lieu : Côte d'Azur. Profil : bac+3. Date : juillet. Durée : 1 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Obs. : étude de marché en vue de l'implantation d'un centre de naturopathie et médecine douce (public européen). M 1253.

— Et de nombreuses autres propositions dans le 3615 JOBSTAGE ou directement au CDTE : 47-35-43-43.

(Publié)

UNIVERSITÉ DE NICE - SOPHIA ANTIPOLIS MAGISTÈRE DE PHARMACOLOGIE

Ouvrent aux titulaires d'un DEUG, DUT, en 3^e année de Pharmacie ou Médecine et aux étudiants admis dans une école d'ingénieurs.

Durée des études : 3 ans.
4 filières : brevets - crèmes et cosmétiques - toxicologie - recherche. Formation assurée par du personnel de l'enseignement supérieur, CNRS, INSERM, INRA et de l'industrie. Le nombre des candidats admis en première année est limité à 12. Sélection sur dossier (30 juin au plus tard) et entretien.

Dossiers de candidature :
M^{me} G. GÉOFFROY - Centre de Biochimie CNRS - Faculté des Sciences - Parc Valrose - 06034 NICE Cédex - Tél. 93-52-99-43 et Salon de l'Étudiant (4 et 5 mars, Grande Halle de La Villette, stand A38).

Le Monde
CAMPUS
16 PAGES
L'EUROPE
DES ÉTUDIANTS
Supplément gratuit avec LE MONDE
Mercredi 1^{er} mars (numéro daté jeudi 2)



BICENTENAIRE

Une exposition sur le bicentenaire de la Révolution accompagnée de livres pédagogiques a été réalisée par le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNIP-PECC, FEN) et la Fédération des conseils de parents d'élèves de l'enseignement public. Elle se compose de dix panneaux illustrés en couleurs tirant les principaux enseignements des événements révolutionnaires et de « la mise en place d'une société de citoyens actifs ». Elle est vendue aux écoles, collèges et associations au prix de 700 francs.

* Renseignements au SNIP-PECC 209, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

BAC PROFESSIONNEL

Quarante mille jeunes préparent actuellement l'un des vingt baccalauréats professionnels créés depuis 1985. De quoi s'agit-il ? En quoi ces nouveaux « bacs pros » permettent-ils d'adapter des formations aux nouvelles qualifications ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles tente de répondre la revue Cibles, éditée par des professeurs de l'école normale nationale d'apprentissage (ENNA) de Nantes. Avec un éditorial de Claude Pair, chargé de mission au secrétariat d'État à l'enseignement technique.

* Cibles 23, rue du Recteur-Schmitt, 44072 Nantes Cédex. Tél. : (16) 40-74-25-10.

RENOUATION

DES COLLÈGES

A l'heure où le ministère de l'éducation nationale relance le débat sur la rénovation pédagogique et l'amélioration de la vie dans les établissements, la revue Collèges, publiée par la mission académique à la formation des personnels d'Aix-Marseille,

apporte des témoignages et des réflexions sur les initiatives menées depuis plusieurs années dans les collèges. Parmi les derniers thèmes abordés : « Vivre son adolescence au collège », « La communication dans l'établissement » et « Archives révolutionnaires ».

* Collège, CPME, avenue des Bolles, 13008 Istres Cédex. Tél. : (16) 42-55-03-75.

IMMIGRÉS

Migrants-Formation, la revue du Centre national de documentation pédagogique (CNDP) consacrée aux questions scolaires liées à l'immigration, aborde dans son dernier numéro l'importante question de la place des parents immigrés à l'école. Plusieurs articles analysent les rapports entre les familles et l'institution scolaire et ouvrent des pistes en vue d'un rapprochement indispensable. La question du « soutien scolaire » est tout particulièrement abordée.

* Migrants Formation n° 75. « Les familles et l'école : du malentendu au dialogue », CNPD, 91, rue Gabriel-Péri, 92120 Montrouge. Tél. : (16-1) 46-57-11-67.

NOUVEAUTES UNIVERSITAIRES

SCIENCES ÉCO
U flash
ANALYSE MATHÉMATIQUE
222 p., 115 F

SCIENCES
U flash
ANALYSE MATHÉMATIQUE
192 p., 115 F

MATHS
U flash
MÉCANIQUE
254 p., 110 F

ARMAND COLIN

UNIVERSITÉ DE LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN
ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉTUDES HISTORIQUES

Ouverture de l'Ecole
et
Avis de concours

L'Ecole Supérieure d'Études Historiques de l'Université de la République de Saint-Marin commencera le premier cycle triennal de doctorat en Sciences Historiques au mois de Juin 1989.

Les leçons auront pour objet les thèmes suivants:

- 1) Le problème des sources dans la recherche historique
- 2) Pour une histoire de la ville
- 3) Historiographie ancienne et pensée politique moderne
- 4) La Révolution Française
- 5) Problèmes du développement: 1850-1950. Economie, société, culture

Les postes disponibles sont 18 (9 boursiers, 9 élèves payants).
Sont aussi prévus 9 postes d'auditeurs.

La Commission d'examen pour l'admission au doctorat est le Conseil Scientifique de l'Ecole.

Il est composé de:

Maurice Aymard, Valerio Castronovo, Gabriele De Rosa, Giuseppe Galasso, Wolfgang Mommsen, Aldo Schiavone, Corrado Vivanti, Renato Zangheri; secrétaire: Roberto Finzi.

Au concours de recrutement peuvent participer des jeunes de toute nationalité licenciés en disciplines historiques, même si ce titre n'a pas été délivré par une Faculté d'histoire.

Les demandes devront être envoyées d'ici le 6 mars 1989.

Pour tout renseignement et pour recevoir le texte de l'avis de concours s'adresser à:
Scuola Superiore di Studi Storici - Segreteria Alievi
Contrada delle Mura - 47031 Repubblica di San Marino - tél. (549) 981301
ou à: Ambasciata della Repubblica di San Marino
Via E. Duse, 35 - 00197 Roma (Italia) - tél. (6) 872511-874582

Le Président de l'Ecole
Aldo Schiavone

Le Ministre de l'Instruction
Publique et de la Culture
Fausta Morganti

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Mort d'un commis voyageur », de Volker Schlöndorff

Les victimes du rêve américain

L'intelligente transposition d'une pièce de théâtre d'Arthur Miller. Une composition étonnante, bouleversante de Dustin Hoffman.

Cette pièce-là fut produite et mise en scène à Broadway, en 1949, par Elia Kazan. Elle valut le prix Pulitzer à son auteur, Arthur Miller. C'était l'après-guerre, et le théâtre new-yorkais (intellectuel) remettait en question les vieux mythes de l'Amérique, qu'Hollywood avait exaltés. L'idéalisme, l'humanisme de l'époque rooseveltienne s'effondraient sous les halles de la chasse aux sorcières.

Willy Loman, le commis voyageur de cinquante-trois ans, usé, fatigué, au bout du rouleau, et sa famille apparaissent comme des victimes du « rêve américain ». Les mirages de la réussite individuelle s'effondrent devant la réalité d'un système socio-économique où le réfrigérateur et la voiture achetée à crédit sont hors d'usage avant que toutes les traites aient été réglées, où l'on peut mourir au moment où l'on

est enfin propriétaire d'une maison qu'on a mis vingt-cinq ans à payer. Arthur Miller était un précurseur, et sa pièce a traversé le temps et les transformations du mode de vie américain, en gardant son caractère historique.

Elle fut adaptée, une première fois, pour le cinéma, en 1951, par Stanley Roberts, mais le film, réalisé par Laslo Benedek (que l'équipe sauva, avec Marlon Brando, rendit célèbre deux ans après) et interprété par Fredric March, est délaissé par Arthur Miller.

On verra, donc, en celui de Volker Schlöndorff, tourné en 1985 et présenté, alors, au Festival de Deauville, la véritable transposition de l'œuvre. Schlöndorff s'est inspiré d'une mise en scène théâtrale. Il a conservé un principe de théâtre dans les décors de studio, et la direction d'acteurs. C'est très intelligent, parce que le réalisme rétro, la reconstitution d'époque auraient tout effacé par une imagerie peut-être mélancolique alors que, dans ces décors stylisés, à la fois étouffants et ouverts sur un no man's land traçant justement le vide et



l'échec, le texte de Miller garde toute sa force, toute sa violence.

Willy Loman s'est complu dans de faux espoirs, des mensonges, des justifications que son épouse, Linda, a acceptées. Il a orienté vers le rêve le destin de ses deux fils. Quand commence la pièce — le film — il est à l'heure de vérité. Il va devoir affronter un conflit douloureux avec lui-même et les siens — avec, surtout, son fils Biff, qui, dans son adolescence, fut témoin d'un secret honteux.

Les éclairages de Michael Ballhaus (le grand chef opérateur de Fassbinder) donnent à cet univers des nuances glaques d'aquarium sur lequel on aurait posé un couvercle. On ne voit rien par en haut, ni les plafonds ni le ciel, et lorsque Willy passe de sa maison, triste et froide comme un hôpital, à des bureaux ou à une salle de restaurant, il est pareillement enfoncé. Il s'agit, il souffre, il cherche l'air, il se débat, il pleure. De la part de Dustin Hoffman, c'est plus qu'une performance. L'acteur, physiquement méconnaissable, ne tire pas sa composition du maquillage, mais d'un bouillonnement intérieur,

d'une nécessité physiologique. C'est comme s'il accomplissait de son personnage dans les téléscopes volontairement brutaux (tout le contraire de « visions ») du présent et du passé, lorsque les souvenirs, euphoriques ou géants, démythifiés en tout cas, donnent des coups de boulet.

Dans cette mise en scène de Schlöndorff, le thème d'une culpabilité récurrente — et partagée par Biff, le « mauvais fils » admirablement incarné par John Malkovich — se superpose à celui du rêve américain, pour une plongée dans la conscience, ce qui accroche l'aspect bouleversant de Dustin Hoffman, lorsque Willy Loman lutte avec Biff et se fait victime expiatoire en déchirant la toile d'araignée dans laquelle il a enlaid tout le monde.

Reste à dire que Dustin Hoffman ne joue pas seul, en tirant à lui toute la couverture, mais avec une troupe étonnante : John Malkovich, Kate Reid, Stephen Lang, Charles Durning, Louis Zorich, Kathy Rossetter, etc.

JACQUES SICLER.

Dustin Hoffman

affirmaient que jamais on n'accepterait « mort » dans un titre, et suppliaient Miller d'intituler sa pièce la *Vie d'un commis voyageur*. Le succès de la pièce aidant, la Columbia accepte le titre — mais demande à l'auteur de la réécrire dans l'ordre chronologique, et de lui donner un « happy end » ! Miller tient bon, et reste à l'écart de ce film qu'il déteste.

Un autre élément vient s'ajouter, d'ordre politique. Au début des années 50, l'anticommunisme et le maccarthysme battent leur plein. Le studio est troublé par ce que la pièce implique quant au capitalisme, qu'elle semble condamner. « Ils ont donc fait de Willy un psychopathe. Et Frederic March, qui avait déjà cette tendance — il l'avait lui-même, — délaissait totalement. »

Enfin, rappelle Arthur Miller, Columbia avait produit un court métrage, que les salles devaient s'engager à montrer avant le film, et qui s'appelait la *Vie d'un commis voyageur* : toutes les personnes interrogées — élèves de la business school du City College — ne tarissaient pas d'éloges sur leur vie, et qualifiaient Willy Loman d'exceptionnel. Quinze jours avant la sortie, j'ai menacé de poursuivre le studio en justice — je ne sais avec quels moyens, mais peu importe. Le court métrage est donc demeuré inédit. Mais cela vous indique à quel point la nervosité du studio avait affecté l'esthétique du film. »

HENRI BEHAR.

Rencontre avec

Dustin Hoffman revient. Sortie le 22 février de *Mort d'un commis voyageur*, de Volker Schlöndorff, reprise du *Lenny*, de Bob Fosse, le 8 mars ; lancement le 15 du *Rainman*, de Barry Levinson, Ours d'or à Berlin et qui vient de valoir à Hoffman une nouvelle nomination aux Oscars.

RAINMAN et *Mort d'un commis voyageur* : deux histoires de famille. Double voyage affectif entre deux frères, dont l'un est artiste (*Rainman*) ; amour-haine entre Biff et Willy Loman, le commis voyageur, auquel assistent, impuissants, Linda, la mère, et Happy, le frère. Des deux œuvres, c'est sans nul doute *Mort d'un commis voyageur* qui a les racines les plus profondes.

« En 1964, Robert Duvall et John Voigt répétaient *Va du pont off-Broadway* », se souvient Dustin Hoffman dans ses bureaux de production de Rockefeller Plaza, à New-York. « J'étais assistant metteur en scène. Homme à tout faire. C'est là que j'ai rencontré Arthur Miller. Mort d'un commis voyageur est en effet la première pièce que j'aie jamais lue, à seize ans, quand je rêvais encore d'être non pas acteur mais musicien. Quand une chose vous frappe à ce point-là, c'est comme une encoche dans votre vie, la morsure d'un ver. »

Mort d'un commis voyageur fut créée en 1949 dans une mise en scène d'Elia Kazan. Willy Loman était incarné par un géant du théâtre, Lee J. Cobb (le juré réticent de *Douze hommes en colère*). De cette monumentale performance, il ne reste aucune trace, hormis une télévision faite à la va-vite. Lorsqu'une maison de disques propose d'en financer une version sur microfilm, certains membres de la distribution originale — dont Lee J. Cobb — acceptent. Les autres — malades, ou morts, en tout cas indisponibles — sont remplacés. Hoffman auditionne pour un rôle secondaire et l'obtient. Ulu Grosbard, metteur en scène de *Va du pont*, prend en charge la réalisation du disque et propose à Dustin Hoffman de l'assister. A ce titre, Hoffman fait passer les auditions. Il donne en Willy

Loman la réplique aux candidats Biff et aux futurs Happy. Nervosité, mais aux anges : « Je suis Willy Loman devant Arthur Miller ! » Ulu Grosbard prend l'auteur à part et lui dit : « Un jour, ce gamin jouera Willy Loman. »

« J'ai crié qu'il était fou », constate Arthur Miller dans son pied-à-terre new-yorkais, dont, ébéniste à ses heures, il a lui-même fabriqué une partie du mobilier. « Dustin était le dernier homme que je voyais devenir acteur. C'était un petit malin bien naïf, ni très beau ni très attirant. » Ce jugement lapidaire se situe un an avant le *Lenny*. Vingt-cinq ans plus tard, Arthur Miller songe à une reprise à la scène de *Mort d'un commis voyageur* et souhaite vivement que Dustin Hoffman accepte le rôle de Willy Loman.

Miller et Hoffman sont voisins dans le Connecticut. « Je retrans d'une tournée de promotion de Tootsie, j'étais mort de fatigue, je n'aspérais qu'à me reposer, dit l'acteur. Tout d'un coup, au cours d'une partie de tennis, Arthur Miller me dit : « Pourquoi ne reprendrais-tu pas Willy Loman ? »

Un petit juif malingre

Estomacé, Hoffman lui répond qu'il se trouve trop jeune. Quel âge ? Quarante-quatre ans. Miller réplique que, à la création de la pièce, Lee J. Cobb n'en avait que trente-sept. « Mais Lee est né vieux ! Et massif, et charnu, et dépressif. Et grand ! » Miller révèle à cause de Lee J. Cobb, il avait dû modifier son texte, qualifier d'« otarie » son personnage de petit juif malingre surnommé à l'origine « la crevette » ; la véhémence de cet homme vient aussi du fait qu'il est petit, soutient l'acteur.

Hoffman hait. Miller — « qui est un excellent vendeur » — ajoute : « C'est probablement la dernière production que je verrai de mon vivant. » Hoffman accepte l'entreprise, à condition que Miller la supervise entièrement. Pour en conserver le contrôle, ils en deviennent coproducteurs. La chaîne de télévision CBS commande la production théâtrale avec, en échange, les droits audiovisuels pour l'Amérique. Le film sera distribué commercialement dans le reste du monde.

Hoffman pose une condition sous laquelle il n'est pas totalement

satisfait du spectacle, celui-ci n'ouvrira pas sur Broadway. En revanche, il passera quand même à la télévision. Les contrats sont signés.

Assis dans l'herbe, Hoffman demande à l'auteur de lui lire le rôle de Willy. « Je voulais simplement entendre son rythme. Avec son accent de chauffeur de taxi de Brooklyn, Arthur aurait été un remarquable acteur de radio. » Il l'interroge sur le vrai Willy Loman. Est-il son père ? Non, lui répond Miller, mais son oncle Manny Newman, un mec petit et sec, léger comme un danseur de claquettes, marié à une sorte de « Big Mama », la poitrine généreuse dont, par jeu, lui sautant sur les genoux, il faisait semblant de têter le sein. Hoffman écoute. Intense. Absorbé tout.

Et s'empresse. Le fantasme à gonfler est celui de Lee J. Cobb. « On ne peut pas imiter un séduisant quand on est un chihuahua », dit Hoffman. Pas de perruque, au contraire, il se rase la tête. Pas de petit ventre — au contraire, il décide de perdre du poids. Là où Cobb ressemblait à un lit défait, Hoffman se fait pimpant — « S'il avait 100 dollars à son compte en banque, Willy traiterait s'acheter un costume. Avant même de manger. C'est un commis voyageur, il faut qu'il ait l'air d'un vainqueur, même s'il ne peut s'offrir qu'un médiocre prêt-à-porter. »

Ce que Miller ignore au début de leur collaboration, c'est à quel point Willy Loman ressemble aussi à Hoffman père. « Après avoir lu le *Commis voyageur* que m'avait offert mon frère aîné, Ronald, j'ai pleuré pendant des semaines. Qui était cet Arthur Miller ? Comment connaissait-il aussi bien ma famille ? Mon père serait avec nous aujourd'hui, il ne me laisserait pas en placer une pendant vingt ou trente heures d'affilée, et vous prendrait au bras-de-for entre deux monologues ! Quatre-vingt-un ans, 1,52 m, mais une énergie d'enfer ! Il avait débarqué à Los Angeles en provenance de Chicago avec ma mère, sa belle-mère, mon frère et 50 dollars en poche. Entré à la Columbia en tant qu'assistant accessoiriste, il avait grimpé les échelons, était devenu chef du département, jusqu'au jour où — je venais de naître — il a demandé une augmentation de 5 dollars. Renvoi immédiat. Il s'est alors fait commis voyageur en meubles... »

Comme dans la pièce, Ronnie, le frère de Dustin, et Hoffman père étaient à coté de lui. « Rien n'a changé », même si les deux hommes se sont récemment réconciliés autour d'un lit d'hôpital où, encore inconscient, le père récupérait d'un quintuple pontage coronarien.

Dustin raconte la scène : « Profitant de l'inconscience du malade, mon frère (que j'avais eu du mal à convaincre de venir) a d'abord des gestes de tendresse qui me bouleversent : il lui caresse la tête, lui embrasse la front, lui serre l'épaule, lui touche les pieds. J'en ai les larmes aux yeux. »

« Mon père finit par ouvrir les yeux, reconnaît Ronnie et, malgré les tubes qui lui sortent de partout, reprend la bagarre exactement où ils l'avaient laissée dix ans auparavant. »

Deux coqs avant un combat

Biff, le fils de commis voyageur, était la clé de voûte de la pièce, la recherche de l'acteur qui l'incarnera est primordiale. Après trois mois d'audition, au retour de Thaïlande où il tournait la *Déclaration*, le rôle revient à un jeune acteur de Chicago alors inconnu, John Malkovich. « Parce qu'en l'écoutant passer une scène mille fois entendue, j'ai soudain cru l'entendre pour la première fois », dit Hoffman. « Parce qu'en le regardant, ce jour-là, face à Dustin, j'ai eu l'impression de voir deux coqs dans un ring juste avant le combat », dit Miller. Et parce qu'ils ne veulent pas d'autre, Hoffman et Miller, à la surprise générale, repoussent la production de quatre mois, le temps que Malkovich ait fini de tourner les *Motivations* du cœur, de Robert Benton. Le spectacle fait un triomphe à Chicago, en tournée, puis, oui, à Broadway.

Vient l'heure où, conformément au contrat avec la CBS, *Mort d'un commis voyageur* doit être portée à l'écran. Si, aujourd'hui, interrompant l'écriture d'une nouvelle pièce, il se dit satisfait du *Every body Wins* que tourne Karel Reisz en Caroline du Nord, Miller avoue qu'il entretient avec Hollywood des rapports orageux. Le tournage des *Motivations* fut douloureux, et un cauchemar celui du *Commis voyageur* avec Frederic March. Déjà, avant la création de la pièce, certains groupes de pression

FESTIVAL DE MUSIQUE VVF DE LOZARI en Haute-Corse

Parrainé par Ivry GILLIS

Du 26 mars au 1^{er} avril 1989

avec cinquante musiciens de l'Ecole nationale de musique de Metz et de l'Orchestre du Conservatoire de Bologna.

Le grand violoniste Ivry GILLIS honore de sa présence cette semaine musicale qui se déroulera au village de vacances VVF de Lozari en Haute-Corse.

Concerts quotidiens et animation musicale pour les enfants.

AU PROGRAMME

- BELA BARTOK
- L.V. BEETHOVEN
- J. BRAHMS
- G. FAURE
- C. GOUNDRIER
- J. HAYDN
- W.A. MOZART
- J. OFFENBACH
- F. SCHUBERT
- J. STRAUSS
- E. TOMASINI
- A. VIVALDI

FORFAIT HEBDOMADAIRE réservé aux résidents de VVF 350 F par personne, 450 F par famille.

PARTICIPATION PAR ENTREE : 70 F (adultes et enfants), résidents ou non résidents de VVF.

VOIES ADRESSES

Village de vacances VVF - LOZARI -

Séjour : tél. 95-61-33-00

Concert seulement : tél. 95-60-10-70

مكتبة من الأصل

CINÉMA

« Je suis le seigneur du château », de Régis Wargnier

Un âge sans innocence

Après la Femme de ma vie, son premier film, Régis Wargnier a réussi à imposer une histoire sulfureuse d'amour-haine entre deux enfants, dans un château breton. Ici, les enfants sont des êtres forts et les adultes sont vulnérables.

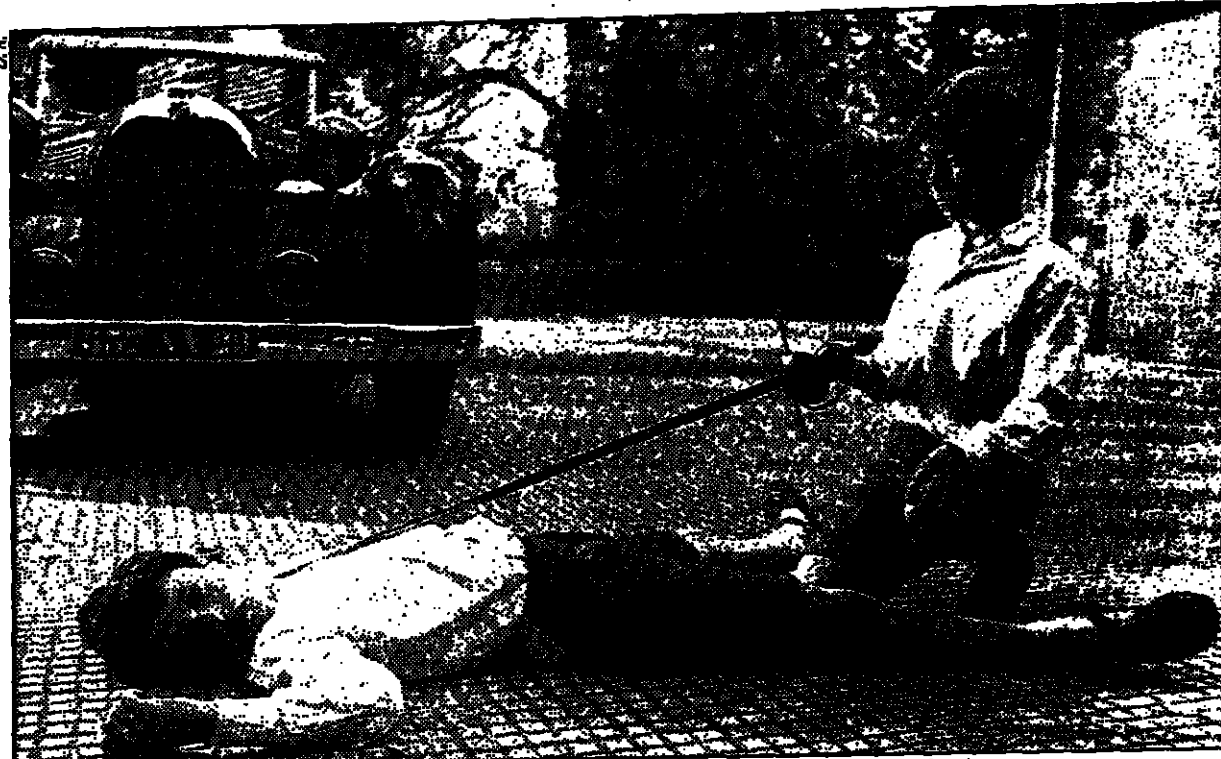
EN 1954, dans un grand château de Bretagne, le petit Thomas voit mourir sa mère. Il est blond avec de grands yeux bleus, bien vêtu, bien coiffé, angélique et déjà pète-sec. Il dîne avec son père, M. Bréaud (Jean Rochefort), dans une salle à manger vaste comme un réfectoire, en toute simplicité, parfaitement à l'aise avec les proportions écrasantes et la solitude du château. M. Bréaud lui annonce qu'il a engagé une gouvernante pour les vacances et que ce sera très sympathique parce que cette M^{lle} Vernet (Dominique Blanc) arrive donc avec Charles. Elle est jolie, discrète, tendre. Son mari est parti disparu en Indochine et elle n'a que Charles (David Béhar), exquies petit brun farouche, pour affection et pour soutien. Mais Thomas a décidé qu'ils n'étaient pas, ne seraient en aucun cas, les bienvenus au château. Une pierre lancée dans la chambre de Charles, un corbeau mort et sanglant glissé dans ses draps devraient faire comprendre qu'il est le patron ici. Tu es pauvre, dit-il à Charles, et tu es mon employé, tu dois obéir. M^{lle} Vernet voudrait s'en aller, mais M. Bréaud a déjà le cœur pris et la retient. La guerre des enfants aura lieu. Si Thomas règne au château, Charles reprend le dessus à l'extérieur. Il est plus agile, plus débrouillard au grand air et il vent voir la mer, au-delà de laquelle un jour, quelque part, il rejoindra son père. Il entraîne Thomas dans sa fugue au cœur de la forêt, magique, transfigurée, gigantesque, une forêt où l'on peut trouver la mort et le Graal.

L'hypothèse de Wargnier, et de Susan Hill, auteur du roman dont le scénario s'inspire, est que les enfants sont les personnages forts, actifs, et que les adultes sont vulnérables, incertains. Le bon Rochefort prête sa nonchalance et son regard d'épave au doux M. Bréaud, et Dominique Blanc est parfaite en jeune mère désemparée. Ils voudraient bien s'aimer

l'un et l'autre, si les gosses le permettaient. Mais ça, c'est une autre histoire, parce que la spirale de la haine où Thomas aspire Charles est peut-être sans retour.

Il y a sans doute un peu trop de Prokofiev, mais la maîtrise de Wargnier, dont c'est le deuxième film (après la Femme de ma vie) est étonnante, magnifique. Il jette un trouble sur ses bambins féroces — tous les deux extraordinaires, — mais qui croit encore que l'enfance est un âge tout de bonté et d'innocence? Des gens sans mémoire, probablement, qui ne sauront pas par quel bout prendre ce film lyrique, tranchant, superbe et inquiétant. Les autres, ceux qui se souviennent, salueront un vrai talent original de cinéaste et la fermeté de son ambition.

MICHEL BRAUDEAU.



Régis Arpin et David Béhar.

Rencontre avec le réalisateur

Ouvrir les vannes de l'enfance

EN 1986, on pouvait saluer, avec la Femme de ma vie, la naissance d'un auteur de film, Régis Wargnier. C'était à partir du thème de l'adultisme, un drame psychologique sur l'amour, l'autodestruction, la peur de l'engagement artistique, la dépendance amoureuse. Avec Christophe Malavoy, Jane Birkin, Jean-Louis Trintignant et une inconnue brusquement révélée, Dominique Blanc, il a fallu, ensuite, deux ans à Régis Wargnier pour tourner Je suis le seigneur du château, film à quatre personnages, deux adultes, Jean Rochefort et Dominique Blanc, deux enfants, Régis Arpin et David Béhar. En quelles circonstances?

« J'avais dit Régis Wargnier, lu le roman de Susan Hill, l'm the King of the Castle, avant de tourner mon premier film. J'avais été, jusque-là, assistant et, pour débiter avec un pareil sujet, j'aurais rencontré trop d'obstacles. Par contre, il a été relativement facile de monter la Femme de ma vie, le sujet plaisait. Il y avait trois vedettes. Le film a été bien accueilli. J'ai reçu alors de nombreuses propositions, des invitations à déjeuner, des romans à lire. Je n'ai pas trouvé mon chemin... J'ai repensé au livre de Susan Hill, Je l'ai relu, pour le cinéma, l'histoire avait

des faiblesses. Tout se passait dans le château, dans une atmosphère étouffante. C'était en Angleterre, les années 70, une grande maison à la sortie d'un village, un sous-bois, un petit étang. Je voyais cela autrement avec une intrigue plus complexe. Alain Le Henry et moi avons travaillé à une adaptation libre. J'avais une certaine cote après la Femme de ma vie et les chaînes de télévision se sont mises en concurrence pour prendre mon deuxième scénario. Mais, lecture faite, TF 1, A2 et la 5 ont refusé la coproduction sous prétexte que la fin était trop dure. En fait, l'ensemble déplaçait. Ça n'est pas par moi que ça n'était pas « prime-time », mais bon pour 20 h 30, comme autrefois les producteurs de cinéma disaient « ce ne sera pas commercial ».

« Seul Canal Plus a accepté de coproduire et, fort heureusement, nous avons eu l'avance sur recettes. Mon producteur, Yannick Bernard, avait investi près d'un million de francs dans l'achat des droits du livre, la préparation, les repérages. Et notre grand luxe, sur ce film, a été le temps de préparation, la recherche des décors, des enfants, de la musique. J'avais décidé de prendre Dominique Blanc et le producteur m'a soutenu. Nous avons

eu, au tournage, un plan de travail très serré : sept semaines, un petit budget mais, quand tout a commencé, nous savions où nous allions, comment nous allions travailler.

« Pourquoi la Bretagne? — Je suis, disons, d'humour cette. J'ai passé souvent des vacances en Bretagne. J'aime la lumière, les paysages. C'est au bout de la France, comme un autre pays où, à chaque détour, on rencontre des contes et légendes. Et puis, pour Alain Le Henry et moi, la Bretagne et le recul de l'histoire dans les années 50 nous permettaient d'ouvrir les vannes de notre enfance. Je ne souhaitais pas une reconstitution historique mais un climat qui ferait remonter à la surface toute la fantasmagorie d'une enfance, dans ce château breton, avec le poids de l'éducation et de la religion catholique et notre propre imaginaire. Au bout de huit jours de travail, nous avions chacun « son » enfant et moi, j'avais choisi l'indéfendable, Thomas, qui finalement a été joué par mon filleul, Régis Arpin.

« Mon enfance a baigné dans le catholicisme, les notions de ciel et d'enfer. Le ciel était associé au divin, l'enfer au mal. Le ciel, je le voyais, l'enfer, je croyais qu'il

était au centre de la Terre, une boule de feu, ou dans le cratère des volcans. Il y a une scène dans le film où Thomas se met à genoux pour prier, la lumière du soleil passe à travers les branches et l'auréole. J'avais senti cette présence de la lumière aux repérages mais l'idée de la scène est venue pendant le tournage. C'est Catherine Deneuve qui m'en a donné la clé, après avoir vu le film. Elle m'a dit : « Cela me rappelle les images de mon missel. » Moi, je ne m'en étais pas rendu compte, c'était la liturgie de mon enfance. Mais il existe aussi des rapports sociaux, des rapports de castes, dans le coq qui oppose Thomas à Charles.

« Et ma bien évidente avec la Femme de ma vie dans les rapports de domination, d'appropriation...

« C'est exact. On retrouve le schéma du premier film, qui était une affaire d'adultes. Une blessure affective donne le goût du pouvoir. Au lieu de sombrer dans un rapport sado-masochiste, ces deux enfants auraient pu vivre leur histoire d'amour. Au fond, leur histoire tourne mal parce que les adultes ne veulent pas la voir. Et eux ne vivent même pas une grande histoire d'amour. Ils ont cherché, mutuellement, un refuge.

« Vous avez fait une utilisation inhabituelle de la musique de Serge Prokofiev.

« J'aime beaucoup ce musicien. Pendant le tournage de la Femme de ma vie, j'écoutais ses concertos pour piano. Mais, un jour, je parlais au musicologue Eric Lippmann de la scène du bal de province où la mère valse et où Thomas regarde la pendule, puisqu'il y a un suspense sur l'heure. Il m'a suggéré « la Valse de minuit » de Stravinsky de Prokofiev. Après, je me suis laissé aller à l'instinct. Sur le tournage, j'ai emporté des disques de musique du XIX^e siècle et tout Prokofiev, j'aime assez. La musique pour qu'elle soit belle et serve le film. J'aurais pu passer commande à un compositeur spécialisé mais cela serait passé par le système habituel et je risquais d'arriver au mixage avec une partition qui ne m'aurait pas convenu. On trouve autant de lyrisme et de folie que chez Prokofiev? Il est resté attaché à l'enfance, il en a gardé l'imaginaire. Sa musique a une grande force dramatique, une grande ironie, et elle refuse le sentimentalisme. Or les enfants ne sont pas très sentimentaux, comme il plaît aux adultes de le croire.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

Le trente-neuvième

Les codes et

ATHENES LOUIS JOUVET
1^{er} mars-8 avril
Les Amants Magnifiques
de Molière et Lully
Callas
par Elizabeth Macocco
LOCATION OUVERTE
47 42 67 27
13 57 12 11
21 février-18 mars
Alice
de Nathalie Schmidt
très librement inspiré de Lewis Carroll
THEATRE DE LA BASTILLE
Alpha Five

C'est Rain Main, film éditant de Barry Levinson, avec Dustin Hoffman et Tom Cruise, qui a remporté l'Ours d'or au 39^e Festival de Berlin. L'Ours d'argent est allé à la Chine populaire pour Cloches du soir (le Monde du 17 février), histoire tout aussi éditante, mais d'un esprit fort différent. C'est ce qu'on appelle l'équilibre diplomatique.

Les autres prix sont allés au Tchèque Dusan Hanak pour Je t'aime, tu m'aimes, à Isabelle Adjani pour son interprétation de Camille Claudel, à Gene Hackman pour la façon bonhomme et sensible qu'on lui connaît bien (Mississippi burning).

Impressionnés par les numéros d'acteur, les jurés ont donné un prix de la meilleure performance à Eric Bogosian, qui se démonte tout au long de Talk Radio, d'Olivier Stone. Jacques Rivette a eu droit à une mention spéciale pour la Bande des quatre. Et, quand même, un Ours d'argent a été attribué à l'Été d'Aviva, d'Elie Cohen, cette très fine histoire d'une enfant israélienne.

Enfin, le prix Alfred Bauer, décerné à un film « qui ouvre de nouvelles perspectives », est allé à Sluga, de Vadim Abdrashitov.

UN vieil homme vaguement clochard sommeille dans un autocar brinquebalant. Sluga (le Serviteur), de Vadim Abdrashitov, commence comme un road movie soviétique.

Et puis le vieil homme descend, s'enfonce dans la forêt de bouleaux, s'assoit, se repose en écoutant la radio, fait fuir un renard en grognant plus fort que lui, se lève, s'en va sur la route, fait du stop. Une voiture s'arrête. A côté du chauffeur est assis le maître, qui fait descendre le chauffeur, le laisse au plan sur la route, prend sa place. On voit bien que chaque geste, chaque détail, a une importance secrète. En conduisant, le maître se souvient du passé, de son passé avec le vieil homme qui a été quelque'un d'important. Il a été son chauffeur, son compagnon de guerre, toujours en situation inférieure. Un serviteur entièrement dévoué; on l'appellait « le chacha ». Aujourd'hui, chef d'orchestre célèbre, il se souvient de sa soumission envers cet homme à qui il doit tout, y compris sa femme.

Nous sommes dans un film russe, c'est-à-dire que rien ne doit être pris au premier degré, tout est symbole. On s'y perd, même si le réalisateur emploie pour aller du passé au présent un procédé simple : le front du chef d'orchestre est plus ou moins déformé, le vieil homme porte plus ou moins beau. On suit à peu près l'intrigue (à travers la culpabilité étouffante du chef d'orchestre, une trahison probable, un autre vieillard dans une maison de retraite, la présence de policiers en civil), mais elle

est tellement codée qu'elle rejette les non-initiés.

L'intérêt des cinémas nationaux est de faire prendre conscience des lacunes. On peut reconnaître des formes sans avoir idée de ce qu'elles recouvrent. Par exemple, on peut très bien s'amuser, mais jamais, autant, ni de la même manière, que les spectateurs berlinois, au film de Francé Boyer (RDA), der Bruch (le Casse). Imaginons les Ripoux ou Marche à l'ombre pour des gens qui ne connaissent pas la géographie de Paris. Il y a, nous a-t-on dit, le parfum typique de Berlin dans ces mésaventures de deux tris de Fiods nickelés, les uns voleurs expérimentés, les autres policiers novices. Sans oublier la difficile éducation sentimentale de deux adolescents. C'est vif, mené avec une insolence flagante, et ce se passe à la fin de la guerre, chez « Les gens qui avaient survécu et ont continué à vivre », disait un autre cinéaste de l'Est, Roland Gräf.

Voilà que de l'autre côté du mur on engage des acteurs de l'Ouest (il y en a deux dans Der Bruch, et c'est, paraît-il, nouveau), et on s'est mis à regarder le passé avec d'autres lunettes que celles de l'analyse historique. Le résultat est formidablement vivant. Il y a sûrement tout un cinéma, avec ses codes, à découvrir.

Pour le Japon, le problème est plus compliqué, car le cinéma que nous connaissons est très ciblé : soit celui épique des maîtres, soit les débauches des feuilletons pour enfants. Espoir et peines, de Yoji

Yamada, sélectionné en compétition, n'appartient pas à ces catégories. Là aussi il s'agit d'éducation sentimentale — et scolaire — dans le Japon puritain de 1948. Les héros sont des lycéens : un leader, un gauchiste exalté, un rêveur. Tous puceaux. Ils recueillent et cachent une prostituée sans la toucher, même quand elle se propose. Ce qu'ils veulent, c'est protéger sa dignité d'être humaine. D'ailleurs ils sont amoureux d'une jeune fille avec qui ils montent le spectacle de fin d'année.

L'efficacité hollywoodienne

Les coutumes des collégiés, en ce temps pas si lointain, apparaissent extrêmement brutales, rigides, avec d'équivalentes explosions carnavalesques. Ce qui déconcerte, c'est l'interprétation, à leur âge, aussi irréaliste et outrancière que dans le kabuki. De plus, elle se joint à un texte d'une affligeante naïveté, tout au moins dans la traduction, forcément réductrice qui en est donnée. Le film a obtenu des prix dans plusieurs Festivals, mais on ne comprend pas bien les raisons de sa sélection à Berlin, si ce n'est que le spectacle de fin d'année est l'adaptation complètement kitsch d'une nouvelle de Hebbel, le Barbier de Seltz-lein.

Nul besoin de décodage pour le cinéma américain. Même le cinéma à message envoyé dans ce Festival réputé ambitieux, voire engagé. Il est vrai que la compétition et, bien entendu, les autres sections favori-

sent les sujets de réflexion sociale, voire le militantisme, principalement tiers-mondiste et homosexuel. Et l'on voit, à la projection de War Requiem, le Derek Jarman de l'année, des spectateurs plus ou moins jeunes dans leurs parfaits et pantalons de cuir noir, juste sortis de la nuit.

Donc les Américains ont envoyé quelques films à thème, dont les Accusés, de Jonathan Kaplan, avec Jodie Foster — on en reparlera — Midnight burning, d'Alan Parker (Midnight Express, Birdy), qui est anglais. Son film est, sans la moindre distance, absolument américain. D'abord, il s'agit de la lutte contre la ségrégation dans un petit patelin du Sud en 1964. Et puis la forme, la façon de filmer, le rythme, le traitement romanesque, répondent, point par point, aux standards de l'efficacité hollywoodienne. Les faits sont exacts et les personnages inventés, précise le générique de fin. On s'en serait douté.

Les faits : deux jeunes militants des droits de l'homme et un adolescent noir sont abattus par des membres du Ku Klux Klan, le FBI mène l'enquête. Les personnages : le sempiternel duo de flics. Le vieux roturier formé sur le tas, retors mais sensible. (Gene Hackman), qui enlève une impossible idylle avec l'épouse d'un minable du KKK. (Frances McDormand). Le blanc-bec accusé en costume cravate à pinces sorti du collége, qui se fie à l'ingénierie et aux lois (Willem Dafoe). Deux visages de l'Amérique qui se complètent dans la bonne conscience et,

ARCHITECTURE

La Courneuve : de la barre Debussy au quartier de L'Orme-Seul

La chasse aux modèles

Le quartier dit de L'Orme-Seul a succédé à la barre Debussy, un des tristes fleurons de la Courneuve démolie voici trois ans. Un modèle d'architecture chasse l'autre. Mais derrière ce spectaculaire changement de la pratique urbaine se cache une lente évolution, une mutation qui a contraint la critique architecturale à une singulière gymnastique.

Le caractère subjectif de la critique est un trébuchet. En matière d'architecture, certains éléments d'appréciation relèvent pourtant de la mesure, presque de l'objectivité. Mais il s'agit alors d'éléments relatifs. Ils tiennent à l'intégration, au contraste, à l'échelle, etc., c'est-à-dire, en fait, à l'acceptation, plus ou moins développée selon les époques, des ruptures ou des continuités, dans la forme comme sur les principes. Autre truisme donc : la critique varie avec le temps, voire avec les saisons.

On pourrait, pour L'Orme-Seul, rester dans le jeu anecdotique, et cela n'est pas forcément un mal, qui consiste à louer ou à déplorer tel ou tel bâtiment sur tel ou tel point. On peut aussi aller « au fond », comme le réclame le commentateur ordinaire de la critique, pensant que plus le nombre de mots alignés est grand, plus la vérité est proche, plus difficile l'éreintage, plus profond l'enthousiasme. On a souvent appelé cela « la critique digne de ce nom », et cela a longtemps servi à interdire aux mortels tout jugement sur les constructions exquises que nous ont servies notamment les premières décennies d'après-guerre. La critique indigne de ce nom est pourtant parvenue à se développer, faisant valoir qu'elle s'établissait sur un minimum de réflexes acquis, un minimum de connaissances communes à un groupe donné, qui évitent de remonter au déluge chaque fois qu'on doit monter sur un bateau. Or il faut parfois remonter au déluge, marquer une pause, poser un jalon d'un espoir, généralement à tort, qu'il fera ensuite partie de l'acquis supposé.

Voici aujourd'hui un ensemble hautement symbolique de logements à La Courneuve. Presque au même emplacement, il y a

trois ans, s'élevait l'immeuble Debussy, une des gigantesques barres dites des 4000, parallélogramme rectangle (1) plat de forme et d'allure qui coupait cette « cité » de la commune de La Courneuve ou, si vous préférez, de la « ville ».

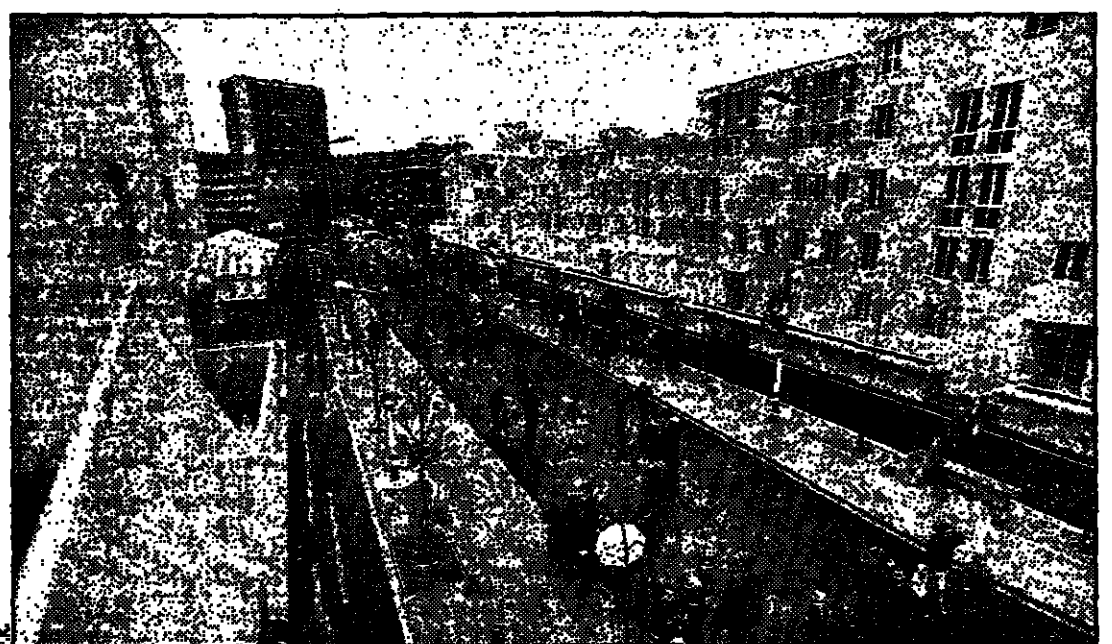
Dans un grand fracas de poussière et de médias, et selon une méthode désormais éprouvée d'implosion, cette barre de 185 mètres de long, haute de quinze niveaux, fut transformée en 70 000 tonnes de gravats. L'opération, ou le spectacle, avait duré cinq minutes. Pour des raisons d'économie, peut-être, plus sûrement parce que les mêmes diplomates qui ont été à l'origine de ce genre d'ensembles sont toujours en exercice, ou bien sont revenus dans les couloirs descriptifs, l'opération table rase qui a réduit Debussy en poussière n'a pas été renouvelée à La Courneuve, et ne l'a guère été ailleurs. Au moins, les 4000 sont maintenant déconstruits, et l'on perçoit d'étranges fenêtres dans l'une des barres qui masquent le sud, afin de laisser passer un peu de soleil sur les immeubles au cœur du quartier. On continue ainsi de mener dans l'abandon avec les meilleures intentions du monde.

C'est donc par rapport à cet urbanisme borné qu'il faut juger le nouveau quartier dit de L'Orme-Seul. Un quartier qui

n'occupe pas stupidement l'emplacement exact de l'ancienne barre et parvient à créer un lien nouveau, une bonne vieille rue, entre les 4000 et La Courneuve ancienne. Cet ensemble est dû à une architecte, Catherine Furet. Un beau travail, intelligent, courageux, où se trouvent exploitées toutes les richesses, ou plutôt toute la richesse des pauvretés de la banlieue-aléatoire.

Le pavillon reprend son sens, le vieux château d'eau aux couleurs industrielles retrouve sa fonction de signal, les hasards de la ville resurgissent dans la courbe de cette rue-quartier. Et tout cela est si bien mené, de bout en bout, de l'extérieur à l'intérieur, qu'on dénote bien volontiers cette réalisation de la mière des détails, des ferrures, des joints, des cloisons (quasi japonaises par leur épaisseur), mière simplement liée au prix que les organismes de construction publique consentent à mettre dans ce type d'habitation bon marché (P.L.A., prêt locatif aidé). On comprend au passage que les architectes des grands ensembles type 4000 aient eu plus de facilité à s'enrichir que n'en ont les nouveaux architectes qui, aujourd'hui, font dans l'urbain plutôt que dans la masse.

Et puis, une fois tous ces compliments faits à L'Orme-Seul et à



Le nouveau quartier de L'Orme-Seul, construit par Catherine Furet sur l'emplacement de la barre Debussy.

Catherine Furet, on a envie de s'arrêter. On est sans doute devant une architecture sincère, personnelle, mais voilà, il y en a tant d'autres aux quatre coins de France, tant de talents mal payés, mal reconnus, mal soutenus par des municipalités qui voient trop dans la construction l'occasion de jeux d'écritures, comme dans ce Sud-Est dont on

épingle bien vite les factures pour cacher une pratique systématique en France.

On pense alors aux relations inégales entre maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage. A ceux des architectes qui s'en sont peu ou prou tirés, qui ont sauvé l'essentiel. A ceux qui, parfois épaules par des disciples plus ou moins inspirés, ont créé quelques-uns

des styles français actuels. Et puisqu'on est à L'Orme-Seul, surgissent, par exemple, Gaudin, qui a inventé bien des espaces dont se sert Furet, et bien sûr Portzamparc, qui, un jour, à Paris, du côté de Tolbiac, a réinventé l'urbain avec la rue des Hautes-Formes (2).

C'était il y a quinze ans. Tout dans la rue des Hautes-Formes, n'était pas exemplaire. On était cependant entré, timidement, dans un nouveau mode de pensée. Et les critiques avaient enfin de quoi parler sans avoir aussitôt la nausée du verre fumé, de la quincaillerie, du béton mou. En 1989, par sa modestie et sa persévérance, le quartier de L'Orme-Seul est plutôt plus réussi que le travail, pionnier (dans Paris), de Portzamparc et de Benarroch. Mais on s'est si bien habitués à l'existence de la « bonne architecture », à côté d'une autre, détestable, qui continue d'empocher la majorité des contrats, qu'on se sent blasé, enclin à rechercher la petite bête, ou encore à ne plus vouloir prendre en compte que l'exemplaire. Bref, quand l'architecture s'améliore, la critique devient exigeante.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) Les mathématiciens ne pourraient-ils nous trouver un terme plus rapide comme ils en ont pour la sphère ou le cube ?

(2) Réalisation en collaboration avec Gloria Benarroch.

La longue marche du parc départemental

« B OUILLE chlorophyllée ». Le qualificatif qui baptisait ainsi le parc départemental de La Courneuve avait fait sursauter l'un de ses créateurs : Alain Provost. L'inséparabilité, imprimée dans nos esprits, de ces deux termes, mais reflète bien le destin général dans lequel est tenu ce parc, pourtant l'un des plus vastes de la région parisienne. Peut-être parce qu'il est situé au cœur d'une zone particulièrement dévalorisée, donc peu fréquentée par les hommes de l'art. Mais aussi parce que cet espace vert, très représentatif de ce qu'on réalisait dans les années 70 (des morceaux de verdure à tout faire) est très loin des jardins architecturés que l'on désire aujourd'hui.

Il s'agit là d'une pièce de 400 hectares d'un seul tenant qui occupe près d'un tiers de la commune de La Courneuve et déborde largement sur celle du Bourget. Un

terrain initialement plat comme la main, sur lequel on a déversé 15 millions de mètres cubes de remblais pour façonner les lignes mouvementées d'un nouvel horizon. Le « trou » des Halles, ou plutôt son contenu, est ici, ainsi que la plupart des remblais d'autrefois de la région parisienne. Une façon de rentabiliser les mètres carrés d'espaces verts, puisque les 220 000 mètres cubes qui sont déversés ici chaque année sont payants.

L'idée de ce parc est née entre les deux guerres. Il devait être beaucoup plus grand et aménagé dans l'esprit du bois de Boulogne, avec lacs, rivières et routes carrossables. Une centaine d'hectares furent ainsi réalisés. En 1972, un concours fut lancé par le département pour l'aménagement des surfaces restantes. Alain Provost et Gilbert Samel furent les deux lauréats. La tâche des paysagistes était devenue fort com-

pliquée : outre la voie ferrée de grande ceinture qui coupe la zone, il fallait désormais jouer avec un tronçon d'autoroute et un vaste dépôt d'essence appartenant à l'armée.

Le principe du parc repose sur de vastes masses boisées couronnant les buttes artificielles, qui s'élevaient jusqu'à 30 mètres au-dessus du sol. Une rivière artificielle, fil d'Ariane pour les promeneurs, serpente entre les vallonnements et s'écoule à travers une série d'étangs. Ces derniers sont envahis de plantes aquatiques. Les liquidimères qui poussent le long de leurs rives souffrent de la voracité des saules, dont la croissance est particulièrement rapide. Mais la plupart de ces derniers seront remplacés par des espèces plus nobles, lorsqu'ils auront suffisamment « irrigué » le terrain. Le problème le plus grave à résoudre était celui de l'isolation de la ligne de chemin de fer qui coupe le

parc : toutes les minutes, un train emprunte à grand bruit, il était prévu de couvrir les voies sur plusieurs centaines de mètres. Les crédits départementaux ont tout juste permis la construction d'un maigre pont hâlé de poteaux de couleurs, dus à Pierre Zvenigorodsky, qui a peuplé le parc de sculptures « interactives », à la mode des années 70.

Aujourd'hui, cent mille personnes fréquentent ce parc, dont une nouvelle tranche doit être inaugurée dans quelques mois. Le parc « date », sans doute et souffre d'une absence d'épine dorsale ; Alain Provost, qui est l'un des architectes paysagistes du futur parc Citroën, le reconnaît. Il comporte, néanmoins, quelques belles échappées, un dessin agréable et un découpage cohérent. Seul et unique pour son genre, le parc de La Courneuve, du Bourget et des communes avoisinantes, il ne mérite pas le mépris où il est tenu.

EMMANUEL DE ROUX.

Festival de Berlin

Les codes les thèses

néanmoins, les faits d'âme. Car leur énergie, déclenchée la fureur du KKK. Les hommes en capote cessent de Nègre à qui mieux mieux, brûlent les maisons, brûlent publiquement des appels aux meurtres racistes. Le sang gèle, les flammes crépitent, les agents en costume noir du FBI draguent le mariage, les coups résonnent et, dans la nuit, les voitures chassent le Nègre, comme le kangourou en Australie, au phare.

Les Noirs ont protesté contre le film, à cause du rôle trop important donné au FBI. On ne sait pas ce qu'en pensent les Blancs du Mississippi, montrés comme des brutes dégoûtées, victimes de leur xénophobie paranoïaque et de la consanguinité qui s'ensuit. A ce point là, c'est du racisme. De plus, le duo d'enfer, désespérant de la liberté, finit par se comporter comme les aventuriers. On n'est pas loin d'un guignol à la Rambo, encore que dans les deux premiers Rambo il y eut une sorte de lyrisme, ici totalement absent.

Le temps de tous les espoirs

A la fin Willem Dafoe se demande si nous qui ne voulons pas voir le scénario pas tous complices. A l'enterrement du garçon noir, auquel assistent quelques Blancs, deux douces fillettes blondes, on entend un prédateur tonner des paroles de colère — ça se passe juste avant le Black Power, — bientôt recouvertes par un ému gospel. Un cliché de plus et on avait peut-être un film satirique.

que. Pourtant les comédiens ont tellement l'habitude de jouer ce genre de films qu'ils font ça comme ils respirent. Au fond, ils sont bien.

Il semble que les Américains commencent à craindre sérieusement leurs fascistes. Le tireur fou n'est plus un vétérans du Vietnam ou de la Corée, c'est un extrémiste haineux. Et ce n'est pas un plaisir pour la réglementation de la vente des armes à feu ? Après les Sudistes hystériques d'Alvin Parker, voici dans *Talk Radio*, d'Oliver Stone, un antisémite néonazi qui s'en prend à un animateur d'émission nocturne de ligne ouverte, un peu comme celle de Macha Beranger, mais beaucoup plus hard. C'est en provoquant ses auditeurs que l'animateur est devenu une star. Il est d'ailleurs question de le faire passer sur le réseau national. Mais ça ne l'arrange pas que s'il peut continuer à secouer les bonnes manières. Comme jusqu'à présent il a toujours révoqué la situation, il se sent investi d'une mission — alors qu'il fait juste un job, lui serment patron et sponsor. A force, il pourrait devenir tout aussi fanatique et dangereux que le cinglé néonazi qui l'abat, et qui a le même faciès de brute dégénérée que les petits Blancs de *Mississippi Burning*.

Le film — on en reparlera — est quand même plus intéressant. Il est tiré d'une pièce — d'Eric Bogosian, qui tient le rôle principal et en fait des tonnes. Mais c'était une bonne idée de faire appel à Oliver Stone : ses cauchemars tournoient à l'intérieur

d'un studio de radio de manière tout à fait distrayante.

Pourtant, cette riche, cette brillante virtuosité touche peu. Moins que la modestie fauchée d'un film israélien d'Elia Cohen, *L'été d'Aviya*. Là encore une histoire d'après-guerre — comme si on voulait revenir à cette période de tous les espoirs. L'héroïne est une fillette de dix ans (Kaiya Cohen), mais ce n'est pas un film de plus qui tire sur l'attendrissement de l'enfance. Aviya habite avec sa mère (Gila Almagor, également auteur du roman dont est tiré le film), qu'on appelle « la partizane » ou encore, « la folle ». Elle a combattu dans les maquis, elle a des crises de dépression, son mari est mort quatre mois avant la naissance de sa fille.

C'est du moins ce qu'elle dit. Aviya n'y croit pas. Elle veut un père, elle le veut à toute force, veut le voir en la personne d'un voisin qui vient s'installer. Entre sa mère et lui, elle croit discerner une complicité. Aviya va faire l'apprentissage de la fourberie, de la duplicité, de la gaucherie aussi, chez les adultes comme chez les enfants. Et ça, dans un pays, où on a autre chose à faire qu'à pleurer sur le passé, ce passé qui torture encore les cauchemars.

Avec un regard sans indulgence et attentif, avec un humour lucide mais affectueux, Elia Cohen écrit les pages du mélo, du mélodrame d'acteur. Il raconte simplement une histoire pas si simple, pas si facile, pas seulement située dans le temps et la géographie. L'histoire d'une solitude de gosse.

COLETTE GODARD.

L'enjeu européen

La France avait choisi le Festival de Berlin pour inaugurer un cycle « Cinéma et Révolution, 1789-1989 » qui va faire le tour du monde. Mais l'enjeu était bien plus vaste.

La Maison de France, sur le Kurfürstendamm, qui, chaque année, à l'occasion du Festival de cinéma, abrite une réception française, avait mobilisé un tout petit Paris et un tout petit Berlin en l'honneur de 1789. Mme Simone Veil, présidente de l'Armée européenne du cinéma et de la télévision, dans un discours piquant, a su, très vite, élargir le propos de la manifestation à sa vraie dimension européenne. La rue Laperouse, siège des activités culturelles du ministère des affaires étrangères, avait mobilisé un commando de choc pour célébrer ce voyage de notre Révolution à travers le cinéma mondial. Quatre-vingt pays au total se partageront vingt-trois films, d'un sélectisme garanti, où l'on retrouvera la *Marseillaise*, de Jean Renoir, entre *Quintessence Juliette*, de René Clair, et la *Nuit de Varenne*, d'Etienne Sella, en passant par *Napoleon*, d'Abel Gance, tantôt dans la version de Kevin Brownlow, tantôt dans celle de Coppola (avec les musiques correspondantes). Et un film américain de 1938, *Le Marquis de Saint-Evremont*, d'après Dickens.

Plus regrettable est l'absence dans cette sélection de la *Terre promise*, de Miguel Littin (Chili, 1973), à la veille de la chute de

l'Unité populaire) ou de telle épopée historique en noir et blanc de Miklos Jancso quand, tout de go, des combattants engagés dans une lutte révolutionnaire entonnent la *Marseillaise*.

Si la Maison de France reste toujours un haut lieu de la culture française à Berlin, le cinéma La Paris, qui accueille, au rendez-vous de la même inépuisable, la rétrospective 1789-1989, vit peut-être ses derniers jours, après avoir connu son heure de gloire au lendemain du second conflit mondial. En liaison avec le Festival de Berlin, la France va essayer d'intervenir auprès de Born, propriétaire des lieux, pour relancer ce cinéma gracieux et confortable, lui garder son caractère intime et, en même temps, en faire une vitrine permanente, non seulement du cinéma français mais du cinéma européen.

En dehors de la compétition officielle, la France était présente au Forum du jeune cinéma avec *l'Enfant de l'hiver*, d'Oliver Assayas, un ancien des Cahiers du cinéma (troisième génération). Ouvrage tendu à faire mal. Conflit permanent de deux jeunes couples portés par le démon de la destruction. La musique de Jorge Arriagada ajoute au climat d'oppression. L'amour conduit inévitablement à la mort. Et les deux comédiens, surtout les femmes — Clotilde de Baysser et Marie Matharon — mènent la gageure aux limites de l'insoutenable. Peut-on, en 1989, Révolution ou pas, être aussi désespérément romantique qu'Oliver Assayas ?

LOUIS MARCORELLES.

CINÉMA

THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE

Le Théâtre Contemporain de la Danse et le Café de la Danse présentent

Les Voyages

Chorégraphie

Eva WOLLIASTON

22, 23, 24, 25, 26 février 1989 à 20h30

Dimanche 26 février à 17h

Confesse

Chorégraphie

Hervé JOURDET

La Semaine

des Quatre Jours

Chorégraphie

Claire Paul des Oiseaux

Valérie RIVIERE

Oliver CLEMENTZ

2, 3, 4, 5 mars 1989 à 20h30

Dimanche 5 mars à 17h

CAFE 5 Passage Louis-Philippe

DE LA DANSE 75011 Paris

Location : 43 57 05 35

هكذا من الأصل

كذا من الأصل

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-1231). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN DU MUSÉE. Galerie contemporaine. Entrée: 16 F. Jusqu'au 9 avril.

ERIK GUNNAR ASPLUND. Centre d'information Ccl. Entrée: Entrée libre. Jusqu'au 17 avril.

DE MATIÈRE À AUCOURDEUIL. 3^e et 4^e étages. Entrée: 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

ENSEMBLE D'ENSEMBLES. Musée national d'Art moderne. Entrée: 22 F. Jusqu'au 26 février.

KINOPAZZ. Papiers sculptés, peints mobiles de Christian Burt Horcher. Atelier des enfants. Entrée: Entrée libre. Jusqu'au 15 avril.

SUR LE PASSAGE DE QUELQUES PERSONNES. A travers une seule courbe unité de temps, Situations 1957-1972. Galerie contemporaine. Entrée: 16 F. Jusqu'au 9 avril.

JEAN TINGUELY. 1954 - 1987. Grande galerie - 5^e étage. Entrée: 30 F. Jusqu'au 27 mars.

MARGUERITE YOURCENAR. Le dernier voyage, photographies de Carles Fréne. Galerie de la B.P.I. Entrée: Entrée libre. Jusqu'au 3 avril.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE: MALLARMÉ, DEBUSSY, NINISKY. Exposition-dossier. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai.

LA DANSE DE CARPEAUX. Exposition-dossier. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai.

LA DANSE DE JOSEPH BERNARD. Exposition-dossier. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai.

PAUL-EMILE MONTY: VOYAGE À TAHITI ET AUX ILES MARQUAISES. Exposition-dossier. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 avril.

UNE ICONE RÉPUBLICAINE, ROUGET DE LISLE CHANTE LA MARSEILLAISE. Tableaux de P. 1849 - ex. position dossier. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 mai.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

ROLAND FISCHER. A.R.C. Jusqu'au 12 mars.

IMAGES CRITIQUES: DENNIS ADAMS, ALFREDO JAAR, LOUIS JAMMES. Jeff Wall. A.R.C. Entrée: 15 F. Jusqu'au 22 mars.

LA PHOTOGRAPHIE ET LE PHOTOGRAPHE. Sélection de photographies à partir des collections du musée. Entrée: 15 F. Jusqu'au 26 février.

LA VACHE DANS L'IMAGINAIRE DE KRAGULY. Musée des Enfants. Entrée: 15 F. Jusqu'au 30 avril.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Etienne.

CENT NEUF SANS-CULOTTES. Quatrième Musée. Galerie nationale. T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée: 30 F. Jusqu'au 5 mars.

GAUGUIN. Galeries nationales (42-69-54-10). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée: 35 F. Jusqu'au 24 avril.

MOI ET LES AUTRES. PORTRAITS DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. (43-66-37-11). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée: 12 F. Jusqu'au 15 mai.

Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Corentin-Carion (46-42-13-13). Mer., jeu., ven. de 10 h à 18 h, mar. de 12 h à 21 h, sam., dim. et jours fériés de 12 h à 20 h. Fermé lun.

L'IMAGE CALCULÉE. Espace Claude Bernard. Entrée: 30 F (Cité pass).

L'INVENTION DU TEMPS. Entrée: 30 F (Cité pass). Jusqu'au 27 août.

Musées

LES ACQUISITIONS PHOTOGRAPHIQUES DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée: 25 F (comptant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 27 mars.

ARTS IMPRIMERIE AFFICHES. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h. Entrée: 18 F. Jusqu'au 24 avril.

LES ARTS ET MÉTIERS EN RÉVOLUTION. Histoire dans les collections du Musée national des Techniques. Musée national des Techniques, 270, rue Saint-Martin (40-27-23-75). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 13 h à 17 h 30. Entrée: 10 F (gratuit le dim.). Jusqu'au 31 août.

LE BI-CENTENAIRE À LA MONNAIE DE PARIS. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 13 h à 18 h. Entrée: 18 F. Jusqu'au 13 mai.

CALDER INTIME. Musée des Arts décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-40-32-14). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 20 F. Jusqu'au 21 mai.

CASQUES ROYAUX. Fin XIV^e siècle, début XV^e siècle. Musée de l'Armée, salle de l'arsenal, hôtel national des Invalides, place des Invalides (45-55-92-30). T.l.j. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 15 mars.

COUP D'ENVOI OU L'ART À LA LETTRE. Cent artistes et écrivains. Musée de la Poste, galerie du Messager, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 25 mars.

DE TEMPS EN TEMPS. Photographies de Martin Franck. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée: 25 F (entrée au musée). Jusqu'au 27 mars.

JULES-ELIE DELAUNAY (1828-1891). Musée Hébert, 65, rue du Cherche-Midi (42-22-32-82). T.l.j. sf mar. de 14 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h. Entrée: 17 F (10 F dim.). Jusqu'au 20 mars.

GAUGUIN ET L'ÉCOLE DE PONT-AVEN. Bibliothèque Nationale, galerie Mamest, 58, rue de la Harpe (47-43-81-26). T.l.j. sf mar. de 14 h à 18 h. Entrée: 12 F pour les groupes. Jusqu'au 5 mars.

LES GRANDES BAINÈUSES DE PICASSO. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, jardin des Tuilleries (42-97-48-16). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée: 15 F (8 F dim.). Jusqu'au 6 mars.

MODES ET RÉVOLUTIONS. L'évolution de la mode et du costume de 1780 à 1980. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Sicile (47-20-85-23). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée: 25 F. Jusqu'au 7 mai.

NAISSANCE DE LA SOUVERAINÉTÉ NATIONALE. Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (42-77-11-30). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h. Entrée: 12 F (dim. 8 F). Jusqu'au 30 avril.

L'ŒIL DE LA LETTRE. Les rapports de la lettre et de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée: 25 F (comptant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 27 mars.

L'ORDRE DE MALTE ET LA FRANCE. Musée national de la légion d'honneur et des ordres de chevalerie, hôtel de Salm - 2, rue de Bellechasse (45-55-95-16). T.l.j. sf mar. de 14 h à 17 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 19 mars.

CLAUDE PERRAULT (1613-1688) OU LA CURIOSITÉ D'UN CLASSIQUE. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée: 22 F. Jusqu'au 16 avril.

POUPÉES AMÉRICAINES. 1840 - 1985. Musée des Arts décoratifs, galerie des Jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 5 mars.

QUARANTE ANS D'ÉDITION FRANÇAISE. Hommage à Massin.

Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} avril.

ARY SCHEFFER ET SON ENTOURAGE. Musée de Vie romantique, maison Remy-Scheffer, 16, rue Chaplat (48-74-95-38). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée: 10 F. Jusqu'au 15 mars.

LE TEMPS DE LA VILLE. Maison de la Ville, 30, av. Corentin-Carion (47-23-70-00). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 14 h à 19 h. Entrée: Entrée gratuite. Jusqu'au 15 mars.

TREZORS PORCEVÈRE GALLO-ROMAINS. Musée de Luxembourg, 19, rue de Vaugirard (42-34-25-95). T.l.j. sf mar. de 11 h à 18 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée: 25 F. sam.: 16 F. Jusqu'au 23 avr.

UN VILLAGE AU TEMPS DE CHARLEMAGNE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée: 14 F, dim.: 9 F. Jusqu'au 30 avr.

LA VIE ET L'ART DES INUIT DU NORD QUÉBÉCOIS. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-73-70-60). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h à 17 h 15. Entrée: 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 6 mars.

VISIONS DU SPORT. Cent ans de photographies de sports, sportifs et supporters. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée: 25 F (comptant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 17 avr.

Centres culturels

AMSTERDAMPART. Regards: dessins contemporains. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.l.j. sf mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 5 mars.

NATALINO ANDOLETTI, ROMANO ZANOTTI. Institut culturel italien à Paris, hôtel de Galliffet, 50, rue de Valenciennes (42-22-12-78). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée: 20 F. Jusqu'au 14 mai.

LOUIS BOUCHARD, JEAN-BERNARD SOHIER. Institut culturel japonais à Paris, hôtel de Galliffet, 50, rue de Valenciennes (42-22-12-78). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée: 20 F. Jusqu'au 29 mars.

CENT CINQUANTAIRE D'UN GRAND COLLECTIONNEUR. Monnaie Copernic aux champs et à la ville. Palais de la Monnaie, 101, rue de Valenciennes (42-22-12-78). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée: 20 F. Jusqu'au 14 mai.

L'ÉGYPTÉ DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, salle d'exposition, 1, rue de Constantin (45-51-35-73). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 19 h. Jusqu'au 4 mars.

FEDERICO FELLINI, TONINO GUERRA, ELAVIO NICCOLINI. Des films de la marche et du costume de 1780 à 1980. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Sicile (47-20-85-23). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée: 25 F. Jusqu'au 7 mai.

ELIZABETH FRANZHEIM. Peintures récentes. Paris Art Center, 36, rue Falguière (43-22-39-47). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 14 h à 18 h. Jusqu'au 18 mars.

KJELL LANDROPS (PEINTURES, SCULPTURES), ILON WIKLAND. (dessins et aquarelles). Centre culturel suédois, hôtel de Marle - 11, rue Poyenne (42-71-83-20). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h, sam. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 9 mars.

LES MANUCRITS ENLUMINÉS DE LA GAMALUNGHIANA DE RIMINI. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 4 mars.

PARIS, POR SUFUESTO. (Paris, érudition). Centre culturel espagnol, 7, rue Quentin-Banchard (40-70-92-92). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 14 h à 19 h 30. Jusqu'au 25 mars.

Galerie

A PROPOS DE DESSIN - 1989. Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 31 mars.

BEUYS, BROODTHAERS, RAUSCHENBERG, WAREHOL. Galerie les Beaux-Arts, 35, rue de Valenciennes (43-54-22-60). Jusqu'au 11 mars.

GUSTAVE CAILLEBOTTE (1849-1894). Galerie Branc et Lorenson, 68, boulevard Malesherbes (45-22-16-89). Du 28 février au 24 mars.

PATRICK CAILLIÈRE. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 2 mars.

LOUIS CANE. Galerie Beaumont, nouvel espace, 3, rue Pierre-et-Lord (48-04-34-40). Jusqu'au 2 mars.

FRANÇOIS CANTE-PACOS. Galerie Carliha, 35, rue de Charonne (47-00-79-28). Jusqu'au 25 mars.

LYNNE COHEN, KAREN ENOKE. Galerie Santa Sonoma, 2, impasse des Bourdonnais (42-36-44-56). Du 25 février au 31 mars.

ALONSO CUEVAS. Galerie du Dragon, 19, rue du Dragon (45-48-24-19). Jusqu'au 19 mars.

ROGER DALE. Galerie Philippe Frégas, 50, rue Jacob (42-60-96-91). Du 28 février au 17 mars.

OLIVIER DERRÈ. Galerie Daniel Gervin, 14, rue de Grenelle (45-44-41-50). Jusqu'au 25 février.

LEONARDO DELFINO. Galerie Darthez-Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 28 février.

DERRÈRE LE MIROIR. 1947-1981. Galerie Maeght Éditeur, 36, av. Matignon (45-62-28-18). Du 28 février au 31 mars.

ELÉGIES: BUTTNER, HEROLD, EHELEN. Galerie Bandini Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 4 mars.

PHILIPPE FAVIER. Galerie Yvon Laport, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 5 mars.

GARY FAIF (COMPOSITIONS SUPRÉMATISTES), TOLSTY MA VIE-VISUALISATION. Vitrines. Galerie 1, 1, rue de la République (47-00-10-44). Jusqu'au 4 mars.

NELSON FELIX. Galerie Charles Sablon, 21, av. du Maine (45-48-10-48). Du 27 février au 1^{er} avril.

CHARLES FILICER. 1863 - 1928. Batens-Lavoie, 18, rue de Seine (45-25-13-87). Jusqu'au 15 mars.

ROBERT FILLIOU, GEORGE BRECHT. Galerie Crouzet-Robelin Bana, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 29 mars.

KOR GANIKOVSKY. Galerie Julia Tociar, 107, rue Quincampoix (42-71-99-33). Jusqu'au 15 mars.

MICHELLE GIGNOUX. Galerie Via, 1, rue Sainte-Opportune (42-33-14-33). Du 28 février au 31 mars.

PHILIP HEYING. Galerie Agathe Gallard, 3, rue de Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 18 mars.

HYUN SOO CHOI. Galerie Leif Stahl, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 4 mars.

ISIDORE ISOU. Galerie de Paris, 6, rue de Pont-de-Loi (43-25-42-63). Jusqu'au 11 mars.

JACQUES JORDAN. Galerie Peinture, 25, rue de Bourgogne (45-51-00-85). Du 28 février au 18 mars.

IYA KARAKOV. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 4 mars.

FRANZ KLINE, MARK ALSTER-LIN, JAMES BROWN, WILLIAM MACKENDREY. Jean Mitchell et Es-tampes de Willem de Kooning et Andy Warhol. Art of this Century, 3, rue Vivienne (46-33-57-70). Du 28 février au 1^{er} avril.

MOSHE KUPFERMAN. Galerie Jacques, 85, rue Rambuteau (45-08-51-25). Jusqu'au 25 mars.

IBERIA LEBEL. Galerie Boquet, 44, rue Boquet (45-51-55-86). Du 25 février au 18 mars.

JEAN-FRANÇOIS LEPAGE. Comp-toir de la photographie, cour du Bel-Air, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 4 mars.

PHILIPPE LEVANTAL. Galerie Étienne de Cassan, 25, rue de Seine (43-26-54-48). Du 23 février au 22 mars.

MIKHAËL LEVIN. Photographies 1964 - 1968. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumont (42-78-05-62). Jusqu'au 4 mars.

SOL LEWITT. Incomplète Opus Caba. Galerie Le Gall-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 18 mars.

MARK LUYTEN. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 11 mars.

MAISONNAIS NAIVES. Galerie Naffa et Primitif, 33, rue du Dragon (42-22-86-15). Du 28 février au 10 avril.

JACQUES MARTINEZ. Galerie Albe-nacum, 7, rue Pocey (42-77-72-77). Jusqu'au 18 mars.

PAVLOS. 1961-1989. Galerie Lavigne-Baudin, 27, rue de Charonne (47-00-88-18). Du 28 février au 26 mars.

EDGARD PILET. Peintures années 80. Galerie Marion Meyer, 15, rue Godef-gand (46-33-04-38). Jusqu'au 7 mars.

J.P. PINCEMIN. Galerie Lucette Her-zog, passage Molère - 157, rue Saint-Martin (48-87-39-94). Jusqu'au 31 mars.

ANNE ET PATRICK POIRIER. Galerie Daniel Templeton, 30, rue Beaumont (42-72-14-10). Jusqu'au 15 mars.

PIERRE PRUNETTI. Galerie Héroe Prince, 110, bd de Courcelles (42-27-20-16). Jusqu'au 25 mars.

PETER SHIRE. Galerie Clara Sere-ni, 39, rue de Charonne (43-55-65-56). Du 28 février au 31 mars.

JOSÉ-MARIA SCILIA. Galerie Chis-haim Huseman, 5 bis, rue des Hauberties (48-87-60-81). Du 25 février au 21 mars.

KEITH SONNIEUX. Galerie Montmayy, 31, rue Mazzini (43-54-85-30). Jusqu'au 11 mars.

RICHARD STANKIEWICZ. Galerie Zabricka, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 9 mars.

ROMAIN SUZZONI. Galerie Leco-rière Fréaut, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bronnoise (42-74-02-30). Du 28 février au 1^{er} avril.

ERNEST T. Galerie Gabrielle Manché, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bronnoise (42-78-03-97). Jusqu'au 18 mars.

TAL-COAT. Galerie Chépas, 46, rue de l'Université (42-96-69-57). Jusqu'au 4 mars.

MICHEL TAPIÉ ET L'INFORMEL. Galerie 16, 16, rue Raymond-Losserand (43-20-98-94). Jusqu'au 15 avril.

JEAN-MARC TENGAUD. Galerie Georges Lavrov, 42, rue Beaumont (42-72-71-19). Jusqu'au 11 mars.

DAVID TREMLETT. Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency (42-78-29-66). Jusqu'au 18 mars.

VAN ROYE. Galerie Alain Boudet, 4, rue Aubry-le-Boucher (42-78-66-67). Du 28 février au 22 avril.

MICHEL-HENRI VIOT. Galerie Alain Oudin, 28 bis, bd Sébastopol (42-71-83-65). Du 27 février au 30 mars.

CAROL VESSIER. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hauberties (42-77-63-60). Jusqu'au 18 mars.

VOIR ET REVOIR. Galerie Jean Pey-roulet, 14, rue de Sévigné (42-77-74-59). Jusqu'au 4 mars.

ISABELLE WALDBERG. Galerie Ar-turial, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Du 28 février au 8 avril.

MARCO ZANUSO. Un Italien à Paris. Galerie Néon, 25, rue du Renard (42-78-96-97). Du 23 février au 27 mars.

Périphérie

ANTONY. Cinq ans de création au Théâtre Finales. Théâtre Finales, place Firmin Gémier (42-37-31-19). T.l.j. sf dim. et lun. de 11 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h. Du 28 février au 2 avril.

BOULOGNE-BELLANCOURT. Cos-tume à danser. Centre culturel de Boulogne-Bellancourt, 22, rue de la Belle-Fouille (46-84-77-95). T.l.j. de 9 h à 21 h, dim. de 10 h à 12 h. Jusqu'au 30 avril.

CLAMART. Espace et Industrie. La vi-tre vivante de la technologie spatiale française. Centre culturel Jean-Arp, 22, av. Paul-Frappin-Couturier (46-45-11-57). T.l.j. sf mar. de 14 h à 19 h. Du 28 février au 28 mars.

NOSY-LE-GRAND. Jean Muraire. Es-paces Michel Simon, 36, rue de la Républi-que (45-92-75-32). T.l.j. sf mar. de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h. Entrée: 30 F. Du 25 février au 31 mars.

ORLY. Six artistes d'expressions figu-ratives. Centre culturel d'Orly (48-92-33-66). T.l.j. sf mar. et dim. de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h 30. Jusqu'au 15 mars.

PARIS-14 DÉFENSE. Carte blanche à la galerie Daniel Templeton. Océan Débat, Patrice Gervin, Jean Le Gec. Galerie La Défense Art A. Patrimoine du monde, 15, pl. de La Défense (49-00-15-96). Jusqu'au 23 février.

SAINT-DENIS. Dossier: schéma de la vie conjugale. Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péi (42-43-05-10). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 18 h 30. Entrée: 12 F. Jusqu'au 17 mars.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Le Premier Or de l'humanité en Bulgarie. (V^e millénaire avant Jésus-Christ). Musée des Amitiétés nationales, château de Saint-Germain (34-51-33-65). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée: 12 F. Jusqu'au 30 avril.

LE VESINET. Les Choix d'un an-tenneur. Anna de Caro, Roger Vieillard, Mar-jin Papp. Centre des Arts et Loisirs du Vé-sinet, 58, bd Carnot (39-76-32-75). T.l.j. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 5 mars.

En province

ARLES. Van Gogh et Arles. Espace Van Gogh. Jusqu'au 15 mai; Arles au temps de Van Gogh. Musée Arles. Salle du Consistoire. Jusqu'au 15 mai; Triple suite en jeune à la gloire de Van Gogh. Musée Arles. Jusqu'au 30 avril.

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi intitulé dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■■ Ne pas manquer ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

TF 1

20.40 Variétés : Scènes noires. Variétés : Pierre Perrot, Patrick Ssefoulin, Véronique Jannot, Variétés : Gianne Nana, Yacine, Mohamed Amroun, F&G Grey, Renaud Hanerson, Les Variétés de la Capitale, 675 Magazine : E. Brite, Exploitez-moi (Nicolas Hailot) pour les Chemins de traverse ; Stephen Hawking pour Une brève histoire du temps du Bl... ; L'Esprit d'un grand homme pour Léonard ou le génie des hommes ; Échappées libres (Yvon Samzun) pour Top nouveaux-Les numéros ; Exploitation (Noël Arnaud) pour Les vies parallèles de Boris Vian ; Lionel Poilâne pour les Traditions et l'histoire ; La Vieillesse en France ; Le monde est un village ; Chucharnas pour Tu ne craindras pas le mal ; Exploration (Yukio Mishiama) ; Expertise (Paul-Emile Victor).
23.45 Journal et Météo. 6.45 Chelsea : Angoulême sur Film
Le Monde avec Jacques Tournier.
Lamary, George Brant, Paul Lukas. De 1.35 à 1.37 Rediffusions.
1.38 Feuilletons : L'homme à poings. 2.30 Feuilletons : Quelques hommes de bonne volonté. 3.20 Documentaire : Les secrets de la vie.
4.05 Musique. 5.00 Documentaire : Histoire nationale. 6.00 Série : Dictionnaires d'Histoire.

A 2

20.35 Téléfilm : La griffe de David. De Douglas Hickox, d'après le roman de Judith Gould. Avec Jean Collinge, Jean-Pierre Aumont, Marika Berenson (2e partie), 22.15 Flash d'informations. 22.20 Documentaire : Des trains pas comme les autres. De François Gal et Bernard d'Abrignon.
24 heures sur le 7. 23.40 Météo. 23.45 Magazine : Figures. De Jacques Chancel. Invité : Jean Guittou, philosophe.

FR 3

20.35 Théâtre : la *Confession d'un enfant du siècle*. Filles d'Alfred de Musset, adaptation de Claude Santelli, avec
 Deschamps (1^{re} partie). 22.35 Journal. > 22.55 Magazine :
 Océaniques. Jorge Javelly on le tango des masques, de
 Brigitte Chabrier. 23.40 Musique. Danse. Jean Swann, 5^e
 concert, d'Offenbach, par Roland et Raphaël Pélissier, violon-
 cello.

CANAL PLUS

21.06 Chanson : la Foite Journée de Ferris Beller. > Film
 américain de John Hughes (1986). Avec Matthew Broder-
 ick. Alan Rick, Mia Sara. 22.35 Flash d'Informations.
 22.40 Chanson : la Maison de Jeanne > Film français de
 Jean-Pierre BÉGIN. 23.40 Musique. Danse. Jean Swann,
 Régent. Jean-Pierre BÉGIN, 0.05 Chanson : la Maison de
 Jeanne.

TF 1

13.35 *Fenilènes* : Le ligue de chance. 14.35 *Scie* : Blaise, blaise, resp. 15.30 *Scie* : Drôles d'histoires. 16.00 *Quarté à Vincennes*. 16.10 *Variétés* : La chance aux chansons. 16.30 *Club Dorothée* vacances. 17.50 *Scie* : Matt Houston. 18.45 *Avls de recherche*. 18.50 *Fenilènes* : Santa-Barbara. 19.25 *Scie* : La rose de la fortune. 19.50 *Loto sportif*. 20.00 *Journ*, *Météo* et *Tapis vert*. 20.35 *Scie* : Pense café, pense tendresse. Une fleur pour ma mère, avec Véronique Jamon. 22.00 *Magazine* : La séance de 22 heures. Présenté par Patrick Sabatier. Avec Jodie Foster, Shirley MacLaine. 22.30 *Cinema* : Les Voleurs de trains. Le film américain de Burt Kennedy (1971). Avec John Wayne et Margaret, Rod Taylor. 0.00 *Journ* et *Météo*. De 0.20 à 6.27 *Rédiffusions*. 0.20 *Scie* : Drôles d'histoires. 0.45 *Documentaire* : *Histoires naturelles*. 1.15 *Fenilènes* : L'homme à poig. 2.15 *Fenilènes* : Quelques hommes de bonne volonté. 2.45 *Documentaire* : *Histoires naturelles*. 3.15 *Documentaire* : *Histoires naturelles*. 4.50 *Musique*. 5.10 *Documentaire* : *Histoires naturelles*. 6.00 *Scie* : Drôles d'histoires.

A2

13.45 Feuilles : Jeunes lecteurs. **14.10 Feuilles** : Un nouvel être vous propose. **15.10 Magazine** : La c66 de chez Fred. **16.00 Flash d'information**. **16.05 Série** : Chapeaux, canots et bottes de cuir. **17.00 Informations** : Les nouvelles du monde. **17.10 Magazine** : Greiffitt. **17.55 Série** : L'homme qui tombe à pic. **18.45 Jeu** : Des chiffres et des lettres. **19.10 Actualités régionales**. **19.35 Plaisir de rire** : Le baby-sitter. **20.00 Journal** : L'actualité internationale. **20.35 Cadenas** : Les films français de Gérard Oury (1965). Avec Bourvil, Louis de Funès, Venantino Venantini. **22.25 Flash d'informations**. P. **22.30 Magazine** : Résistances De Noël. **23.05 Informations** : Les nouvelles du monde. **23.30 Contes** : Les contes de la nuit. **23.45 Informations** : Les nouvelles du monde. **24.05 Météo** : Le 2. Avec le magazine européen **Panorama** **12.00 Matins**, **0.10 Basket**, **L'imagine-Pesaro**.

FR 3

13.30 Musique : Regards de femme. **13.57 Flash d'informations :** Spécial Bonnes. **14.00 Série : Ne mangez pas les fleurs** (1968) de Jean-Claude Penneret. C'est parti pour le 15.30 **Musique :** TBS-Canada. **17.00 Flash d'informations :** Spécial Jeunes. De **17.05 à 18.00 Annuaire**. **17.05 Dessin animé :** Petit ours brun. **17.46 Croc-notte** jusqu'au week-end. **17.10 Série :** Comen, le fils du diable. **17.35 Dessin animé :** Les anges et les démons. **18.00 Informations :** L'actualité. **18.05 Magazine :** Droit vers la gauche. **18.30 Jeu :** Questions pour un champion. **19.00 Le 19-20** de l'information. **19.58 Dessin animé :** Il était une fois la vie. **20.07 Informations :** L'actualité. **20.15 Informations :** L'actualité. **20.30 Informations :** L'actualité. **20.45 Informations :** L'actualité. **21.00 Informations :** L'actualité. **21.15 Informations :** L'actualité. **21.30 Informations :** L'actualité. **21.45 Informations :** L'actualité. **22.00 Informations :** L'actualité. **22.15 Informations :** L'actualité. **22.30 Informations :** L'actualité. **22.45 Informations :** L'actualité. **23.00 Informations :** L'actualité. **23.15 Informations :** L'actualité. **23.30 Informations :** L'actualité. **23.45 Informations :** L'actualité. **24.00 Informations :** L'actualité.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : After hours — Film américain de Martin Scorsese (1985). Avec Griffin Dunne, Rosanna Arquette, Verna Bloom. 15.05 Pochettes surprises. Le rage du désert.
15.30 Cinéma : Une créature de rêve — Film américain de John Hughes (1987). Avec Anthony Michael Hall, Kelly Le Brock. 17.10 Documentaire : Les animaux d'espèce menacés. C'est ça l'écologie ! 18.30-19.25 Dessins animés : Virgyl. 18.30 Dessins animés : Ça cartoon. 19.45 Films d'informations. 18.45 Top 50. 19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Cinéma : les Saisons du plaisir — Film français de Jean-Pierre Mocky (1987). Avec

Audience TV du 21 février 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 193 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT BENEFICIE DE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
		Santa-Barbara	Actual. région.	Actual. région.	Top 50	2 fois à Miami	Routas perdues
19 h 22	62,3	25,4	8,9	9,7	3,3	3,1	1,9
		Revue tournée	Baby Sitar	19-20 info	Nulle part	2 fois à Miami	Routas perdues
19 h 45	57,5	30,6	8,3	8,9	3,4	3,9	2,4
		Journal	Journal	Le chapeau	Nulle part	Journal	Candy show
20 h 16	66,1	27,3	17,9	11,2	2,7	4,4	5,0
		Aventuriers...	Honneur capit.	Le fils père	Football	Faire réformer	Fils de glace
20 h 55	71,7	26,7	17,1	13,2	4,7	8,3	4,2
		Aventuriers...	Honneur capit.	Journal	Football	Faire réformer	Fils de glace
22 h 8	66,6	27,5	16,5	4,8	4,8	8,3	5,7
		Ciel mon stand !	Débat	Diable au corps	After hours	Le verger.	Défies de classe
22 h 44	38,3	13,2	9,7	7,0	1,2	4,9	3,0

Joseph ■ Film français de Claude Autant-Lara (1963). Avec Bourvil, Anna Magnani, Pierre Brasseur. 1.35 Cinéma : Un amour à Paris ■ Film français de Merzak Allouache (1987). Avec Karim Allaoui, Catherine Wilkening, Juliet Berto.

LA 5

20.30 Téléfilm : Les amazones. De Paul Michael Glazer.
22.10 Téléfilm : La proie des escaliers. 23.40 Série : Kung-fu.
0.06 Journal de minuit. 0.05 Kung-fu (suite). 0.30 Les
enquêtes du commissaire Maigret (rediff.). 2.00 Magazine :
Ciné Cinq (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie (rediff.).
2.30 Journal de la nuit. 2.35 Vive la vie! (rediff.). 3.05 Voin-
sins, voisins (rediff.). 4.00 Familiton : Dominique. 4.45 Voin-
sins, voisins.

M 6[illegible]**FRANCE-CULTURE**

20.30 Antipodes. Croyzances immigrées. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Les surréalistes : les complices. 22.40 Nuits magiques. Quatre villes imaginaires ou réelles. 2 Nîmes. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Code. Pierre Baroix et Saravah, un homme et une firme.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 10 septembre 1987 à Auvers) : Joseph, oratorio de Fesch, par l'Ensemble Dell' Anima Eterna et l'Ensemble vocal Currende, dir. Jos van Immerseel ; sol. : Rosemarie Hoffman, soprano ; Hein Meens, ténor ; Joseph Cornwell, ténor ; Ian Honeyman, ténor ; Jelle Draijer, baryton, et Charles van Tassel, basse. 23.07 Jazz club. En direct du Sunset à Paris : Antoine Hervé, piano ; François Moutin, contrebasse et Peter Gritz, batterie.

TF 1

Charles Vanel, Denise Grey, Jacqueline Maillan. 21.55 *Flash d'informations*. 22.00 *Cinéma* : Portés disparus 2 (Film américain de Lance Hool (1985). Avec Chuck Norris, Soot-Teck Oh, Steven Williams. 23.30 *Cinéma* : Howard... Une nouvelle race de héros (Film américain de Willard Huyck (1986). Avec Lea Thompson, Jeffrey Jones, Tim Robbins (v.a.). 1.20 *Cinéma* : les Entraîlés de l'enfer (Film américain de Philippe Mora (1981). Avec Ronny Cox, Bibi Besch, Paul Clemens.

LA 5

13.25 *Série : L'inspecteur Derrière*. 14.45 *Série : Bonanza*.
 15.45 *Série : Capitaine Furillo*. De 16.50 à 18.30 *Dessins animés*. 16.50 *Flo et les Robinson* suisses. 17.15 *Emi seule*.
 17.40 *Karlo*, l'aventure de Noersvan Mountain.
 18.00 *Journal*. 18.50 *Série : Deux fois à Miami*.
 20.00 *Journal*. 20.30 *Téléfilm : Le campus en folie*. De Tom
 Trubovich, avec Gary Hershbergner, Reed Rudy.
 21.00 *Séquence comique*. 22.00 *Clodius*, les secrets d'un
 philosophe de Léopold Deborger (1980).
 22.30 *Journal*. 23.00 *Série : Les aventures de Frantz
 Gayat*. Carina Barone, Bédécarrats. 0.00 *Journal de
 minuit*. 0.05 *Capitaine Furillo* (rediff.). 1.00 *Les caquets
 du commissaire Maigret* (rediff.). 2.25 *Boursier et compa-
 gnie* (rediff.). 2.40 *Journal de la nuit*. 2.55 *Magazine : Cha-
 que jour*. 3.25 *Série : Les Clodius*. 3.55 *Journal de
 minuit* (rediff.). 4.20 *Familien*. 4.30 *Domino*. 5.05 *Volée*, vi-
 sion (rediff.).

M 6

13.20 *Série : Poigne de fer et séduction.* 13.55 *Série : Chénide.* 15.25 *Musique : Boulevard des clips.* 16.05 *Jeu : Quiz* *cent* 16.40 *Hil, hil, mla, houra* 17.05 *Série : Les espions* 18.05 *Série : Le Saint.* 19.10 *Série : Les routes du paradis* 19.24 *Le 19.24* 19.40 *Le 19.40* 20.05 *Chénide* 20.35 *Musique : Mieux vaut être riche et mien porteur que fauché et mal fou* 21.05 *Film franco-hispano-allemand de Max Pécas (1980).* *Avril Sylvain Green, Victoria Abril.* 22.05 *Série : L'homme de fer.* 22.55 *Jeux d'actualité d'information* 23.05 *Le 23.05* 23.25 *Musique : Boulevard des clips.* 23.55 *Chénide* (rediff.). 1.25 *Musique : Boulevard des clips.* 2.00 *Multiversion (1990).* 2.25 *Amor* (rediff.). 2.40 *Amor* (rediff.). 2.55 *Amor* (rediff.). 3.15 *Série : Chénide* (rediff.). 3.35 *Documentaire : SW* (rediff.). 3.55 *Amor* (rediff.). 4.15 *Amor* (rediff.). 4.35 *Amor* (rediff.). 4.55 *Amor* (rediff.). 5.20 *Amor* (rediff.). 5.40 *Amor* (rediff.). 5.55 *Amor* (rediff.). 6.00 *Musique : Boulevard des clips.*

FRANCE-CULTURE

20.30 Les trévasux de la Révolution. 4. Le siège de Thionville; Le camp de Grandpré ou le triomphe de la République.
21.30 Profils perdus. Philippe Berthelot (1^{re} partie).
22.40 Nuits magnétiques. Quatre villes imaginaires ou réelles. 3. Mahdia. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique: Coda. Pierre Barouh et Saravah, un homme et une femme.

FRANCE-MUSIQUE

20-30 points (contre le 3 février Salle Pleyel) : THI Eulenspiegel, poème symphonique op. 28 de R. Strauss; Concerto pour flûte, harpe et orchestre en ut majeur K. 299, de Mozart; Symphonie n° 5 en mi mineur op. 64, de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique de Stockholm, dir. Pavo Berglund; sol. James Galway, flûte; et R. Söder, harpe. 21 points (contre le 3 février Salle Pleyel) : Les Valseuses, 1^{re} suite, de Gabye; Danse magique, Scènes valseques, Vêpres valaques, de Rensud. 23.07 Club de la musique contemporaine, Dominique Vidal (clarinète), Gerth Knox (alto), Caroline Delenne (guitare), Jean-Marie Zavaro (marimba) : causerie sur le rebec et le violoncelle, et sur les aspects de l'écrit. (Œuvres de Scelsi; musiques traditionnelles napolitaines); Le chant de la sibylle. 1.30 Méthodes.

[illegible]

Les séances spéciales

ALLEMAGNE ANNÉE ZÉRO (Fr.-It., v.o.) : Studio 43, 9^e (47-70-63-40) mer., jeu., ven., sam., dim. à 18 h 15.
AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15^e

VOTRE TABLE CE SOIR

* Audiance musicale * Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

LECTURE

[illegible]

SOUPE APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

**HUITRES TOUTE L'ANNÉE
POISSONS DU MARCHÉ**
Platz traditionnels - Vins à découvrir.
Décor : - Brasserie de Luxe -
JARDIN D'IVER au pied de l'Opéra-Bastille
T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille - 43-42-90-32.

هكذا من الأصل

Comment calculer vos

impôts sur les revenus de 1988



Quel montant d'impôt paierons-nous cette année sur les revenus de 1988 ? Le loi de finances pour 1989 publiée au « Journal officiel » le 23 décembre 1988 permet théoriquement à chaque contribuable de calculer son impôt, puisqu'elle contient notamment le barème de l'impôt sur le revenu (article 3-1 de cette loi). Mais ce barème (pour deux parts) est difficilement utilisable. Outre que le calcul de l'impôt nécessite la décomposition du revenu en tranches, il n'intègre pas des modifications importantes de la législation comme le plafonnement des effets du quotient familial.

Le tableau que nous présentons ci-dessous permet, lui, un calcul simple de l'impôt intégrant les effets de plafonnement du quotient familial pour les contribuables domiciliés en métropole. En

revanche, les effets de la minoration, comprise selon le cas entre 11 % et 3 %, ne sont pas intégrés dans le calcul, ni évidemment les réductions au titre des dépenses faites pour les intérêts des

emprunts logement ou les assurances-vie... De même, la décade dont peuvent bénéficier tous les contribuables aux revenus modestes doit être calculée distinctement. Les chiffres de revenus indiqués qui permettent le calcul de l'impôt sont des revenus imposables, c'est-à-dire après déduction des 10 % et 20 % auxquels vous avez droit (plus les déductions spéciales pour certaines professions) et après arrondissement à la dizaine de francs inférieure.

Si vous avez plus de huit parts ou si vous êtes domicilié(e) dans les DOM, une autre formule vous permet de calculer votre impôt. Mais cette formule ne tient pas compte du plafonnement du quotient familial (nous vous donnons les moyens d'en tenir compte dans un deuxième temps).

BARÈME POUR CALCULER VOTRE IMPÔT : recherchez dans la colonne qui correspond à votre nombre de parts et à votre situation le montant de votre revenu imposable et appliquez alors les opérations indiquées dans la colonne de gauche.

VOUS AVEZ	1 part	1,5 part	2 parts	2,5 parts	3 parts	3,5 parts	4 parts	4,5 parts	5 parts	5,5 parts	6 parts	6,5 parts	7 parts	7,5 parts	8 parts
I • VOUS ÊTES MARIÉ (E)															
- Votre revenu imposable R n'exécute pas															
Multipliez R par 5 % et déduisez	1 700	2 550	3 400	4 250	5 100	5 950	6 800	7 650	8 500	9 350	10 200	11 050	11 900	12 750	13 600
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	42 140	52 670	63 200	73 730	84 260	94 790	105 320	115 850	126 380	136 910	147 440	157 970	168 500	179 030	189 560
Multipliez R par 9,6 % et déduisez	3 336	4 170	5 004	5 838	6 672	7 506	8 340	9 174	10 008	10 842	11 676	12 510	13 344	14 178	15 012
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	66 620	83 270	99 920	116 570	133 220	149 870	166 520	183 170	199 820	216 470	233 120	249 770	266 420	283 070	299 720
Multipliez R par 14,4 % et déduisez	5 358	6 698	8 038	9 378	10 718	12 058	13 398	14 738	16 078	17 418	18 758	20 098	21 438	22 778	24 118
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	117 540	147 590	177 640	207 690	237 740	267 790	297 840	327 890	357 940	387 990	418 040	448 090	478 140	508 190	538 240
Multipliez R par 19,2 % et déduisez	8 556	10 695	12 834	14 973	17 112	19 251	21 390	23 529	25 668	27 807	29 946	32 085	34 224	36 363	38 502
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	191 540	242 610	293 680	344 750	395 820	446 890	497 960	549 030	600 100	651 170	702 240	753 310	804 380	855 450	906 520
Multipliez R par 24 % et déduisez	12 667	15 834	19 000	22 167	25 334	28 500	31 667	34 834	38 000	41 167	44 334	47 500	50 667	53 834	57 000
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	277 140	351 210	425 280	499 350	573 420	647 490	721 560	795 630	869 700	943 770	1 017 840	1 091 910	1 165 980	1 240 050	1 314 120
Multipliez R par 28,8 % et déduisez	4 019	5 038	6 057	7 076	8 095	9 114	10 133	11 152	12 171	13 190	14 209	15 228	16 247	17 266	18 285
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	321 140	406 250	491 360	576 470	661 580	746 690	831 800	916 910	1 002 020	1 087 130	1 172 240	1 257 350	1 342 460	1 427 570	1 512 680
Multipliez R par 33,6 % et déduisez	24 076	30 095	36 114	42 133	48 152	54 171	60 190	66 209	72 228	78 247	84 266	90 285	96 304	102 323	108 342
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	345 140	436 345	527 550	618 755	709 960	801 165	892 370	983 575	1 074 780	1 165 985	1 257 190	1 348 395	1 439 600	1 530 805	1 622 010
Multipliez R par 38,4 % et déduisez	250 160	312 700	375 240	437 780	500 320	562 860	625 400	687 940	750 480	813 020	875 560	938 100	1 000 640	1 063 180	1 125 720
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	370 160	463 045	555 930	648 815	741 700	834 585	927 470	1 020 355	1 113 240	1 206 125	1 299 010	1 391 895	1 484 780	1 577 665	1 670 550
Multipliez R par 43,2 % et déduisez	31 282	39 103	46 923	54 744	62 564	70 385	78 205	86 026	93 846	101 666	109 486	117 306	125 126	132 946	140 766
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	401 160	502 148	603 136	704 124	805 112	906 100	1 007 088	1 108 076	1 209 064	1 310 052	1 411 040	1 512 028	1 613 016	1 714 004	1 814 992
Multipliez R par 48 % et déduisez	43 290	54 113	64 936	75 759	86 582	97 405	108 228	119 051	129 874	140 697	151 520	162 343	173 166	183 989	194 812
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	444 160	555 261	666 362	777 463	888 564	999 665	1 110 766	1 221 867	1 332 968	1 444 069	1 555 170	1 666 271	1 777 372	1 888 473	1 999 574
Multipliez R par 52,8 % et déduisez	36 613	45 633	54 653	63 673	72 693	81 713	90 733	99 753	108 773	117 793	126 813	135 833	144 853	153 873	162 893
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	480 160	595 894	711 628	827 362	943 096	1 058 830	1 174 564	1 290 298	1 406 032	1 521 766	1 637 500	1 753 234	1 868 968	1 984 702	2 100 436
II • VOUS ÊTES CÉLIBATAIRE, DIVORCÉ (E) OU SÉPARÉ (E) AVEC UN OU DES ENFANTS (S)															
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	17 780	26 670	35 560	44 450	53 340	62 230	71 120	80 010	88 900	97 790	106 680	115 570	124 460	133 350	142 240
Multipliez R par 5 % et déduisez	890	1 333	1 777	2 220	2 664	3 108	3 552	3 996	4 440	4 884	5 328	5 772	6 216	6 660	7 104
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	21 670	31 003	40 336	49 669	59 002	68 335	77 668	86 999	96 332	105 665	114 998	124 331	133 664	142 997	152 330
Multipliez R par 9,6 % et déduisez	1 668	2 502	3 336	4 170	5 004	5 838	6 672	7 506	8 340	9 174	10 008	10 842	11 676	12 510	13 344
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	33 338	49 505	65 672	81 839	98 006	114 173	130 340	146 507	162 674	178 841	194 998	211 165	227 332	243 499	259 666
Multipliez R par 14,4 % et déduisez	2 478	3 617	4 756	5 895	7 034	8 173	9 312	10 451	11 590	12 729	13 868	15 007	16 146	17 285	18 424
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	37 816	53 122	68 428	83 734	99 040	114 346	129 652	144 958	160 264	175 570	190 876	206 182	221 488	236 794	252 100
Multipliez R par 19,2 % et déduisez	3 333	5 000	6 667	8 334	10 001	11 668	13 335	15 002	16 669	18 336	20 003	21 670	23 337	25 004	26 671
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	41 149	58 122	75 095	92 068	109 041	126 014	142 987	159 960	176 933	193 906	210 879	227 852	244 825	261 798	278 771
Multipliez R par 24 % et déduisez	6 333	9 500	12 667	15 834	19 001	22 168	25 335	28 502	31 669	34 836	38 003	41 170	44 337	47 504	50 671
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	47 482	67 622	87 762	107 902	128 042	148 182	168 322	188 462	208 602	228 742	248 882	269 022	289 162	309 302	329 442
Multipliez R par 28,8 % et déduisez	4 914	7 372	9 830	12 288	14 746	17 204	19 662	22 120	24 578	27 036	29 494	31 952	34 410	36 868	39 326
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	52 396	74 994	97 592	120 190	142 788	165 386	187 984	210 582	233 180	255 778	278 376	300 974	323 572	346 170	368 768
Multipliez R par 33,6 % et déduisez	12 038	18 057	24 076	30 095	36 114	42 133	48 152	54 171	60 190	66 209	72 228	78 247	84 266	90 285	96 304
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	64 434	93 051	121 668	150 285	178 902	207 519	236 136	264 753	293 370	321 987	350 604	379 221	407 838	436 455	465 072
Multipliez R par 38,4 % et déduisez	125 680	184 740	243 800	302 860	361 920	420 980	480 040	539 100	598 160	657 220	716 280	775 340	834 400	893 460	952 520
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	177 680	262 740	347 800	432 860	517 920	602 980	688 040	773 100	858 160	943 220	1 028 280	1 113 340	1 198 400	1 283 460	1 368 520
Multipliez R par 43,2 % et déduisez	21 645	32 468	43 291	54 114	64 937	75 760	86 583	97 406	108 229	119 052	129 875	140 698	151 521	162 344	173 167
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	199 325	295 208	391 091	486 974	582 857	678 740	774 623	870 506	966 389	1 062 272	1 158 155	1 254 038	1 349 921	1 445 804	1 541 687
Multipliez R par 48 % et déduisez	283 490	403 493	523 496	643 499	763 502	883 505	1 003 508	1 123 511	1 243 514	1 363 517	1 483 520	1 603 523	1 723 526	1 843 529	1 963 532
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	231 490	341 493	451 496	561 499	671 502	781 505	891 508	1 001 511	1 111 514	1 221 517	1 331 520	1 441 523	1 551 526	1 661 529	1 771 532
Multipliez R par 52,8 % et déduisez	41 594	62 387	83 180	103 973	124 766	145 559	166 352	187 145	207 938	228 731	249 524	270 317	291 110	311 903	332 696
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	273 084	403 881	534 678	665 475	796 272	927 069	1 057 866	1 188 663	1 319 460	1 450 257	1 581 054	1 711 851	1 842 648	1 973 445	2 104 242
III • VOUS ÊTES VEUVE (VE) AVEC UN ENFANT, CÉLIBATAIRE, DIVORCÉ (E), SÉPARÉ (E) SANS ENFANT (I)															
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	17 780	26 670	35 560	44 450	53 340	62 230	71 120	80 010	88 900	97 790	106 680	115 570	124 460	133 350	142 240
Multipliez R par 5 % et déduisez	890	1 333	1 777	2 220	2 664	3 108	3 552	3 996	4 440	4 884	5 328	5 772	6 216	6 660	7 104
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	21 670	31 003	40 336	49 669	59 002	68 335	77 668	86 999	96 332	105 665	114 998	124 331	133 664	142 997	152 330
Multipliez R par 9,6 % et déduisez	1 668	2 502	3 336	4 170	5 004	5 838	6 672	7 506	8 340	9 174	10 008	10 842	11 676	12 510	13 344
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	33 338	49 505	65 672	81 839	98 006	114 173	130 340	146 507	162 674	178 841	194 998	211 165	227 332	243 499	259 666
Multipliez R par 14,4 % et déduisez	2 478	3 617	4 756	5 895	7 034	8 173	9 312	10 451	11 590	12 729	13 868	15 007	16 146	17 285	18 424
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	42 820	64 230	85 640	107 050	128 460	149 870	171 280	192 690	214 100	235 510	256 920	278 330	299 740	321 150	342 560
Multipliez R par 19,2 % et déduisez	4 278	6 417	8 556	10 695	12 834	14 973	17 112	19 251	21 390	23 529	25 668	27 807	29 946	32 085	34 224
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	52 778	80 647	108 516	136 385	164 254	192 123	220 000	247 869	275 738	303 607	331 476	359 345	387 214	415 083	442 952
Multipliez R par 24 % et déduisez	6 333	9 500	12 667	15 834	19 001	22 168	25 335	28 502	31 669	34 836	38 003	41 170	44 337	47 504	50 671
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	59 111	90 147	121 183	15											

هكذا من الأصل

Emploi

Mesures fiscales et sévère concurrence

Le choix d'un siège pour les multinationales : Paris en mauvaise position...

« **N**OUS avons avec nos partenaires britanniques une ambition européenne commune qui justifie le choix de Bruxelles. » Tel est l'argument que l'on avance à Boulogne-sur-Seine, au siège du groupe Carnaud, leader de l'industrie de l'emballage, pour justifier son prochain déménagement outre-Quai-François avec armes et bagages.

Bien sûr, la fusion du groupe tricolore avec son homologue britannique Metal Box explique, selon son PDG Jean-Marie Descarpentrie, cette décision de nature stratégique. Nombre d'observateurs y voient cependant un signe alarmant : la délocalisation des sièges sociaux, à Londres, à Bruxelles, à Paris, bon dernier sur ce terrain derrière Londres et Bruxelles, risque-t-il de voir aspirer ailleurs que sur les berges de la Seine ces précieux sièges d'entreprises nationales ou multinationales, véritables réservoirs de cadres de haut niveau, tant convoités et sollicités par les pouvoirs publics ?

Oui, parce qu'on taxe la matière grise, s'exclame Claude Heurteaux, président du cabinet Auguste-Thouard, spécialiste de l'immobilier d'entreprises. « Le risque de délocalisation des emplois qualifiés est d'autant plus grand que l'exercice de fonctions qualifiées est d'autant plus grand que les sièges sociaux touchent l'essentiel de la valeur ajoutée reposée sur des cadres de haute volée. »

Déplacement avec deux taux

Voilà donc le cabinet Auguste-Thouard reparti en guerre contre ces vieilles hydres que sont les prélèvements fiscaux et sociaux. Mais aujourd'hui, c'est un élément du plan Emploi, présenté au conseil des ministres du 14 septembre dernier, qui est l'objet de la fureur du promoteur. Une raison à cela : la mesure de délocalisation des cotisations d'allocation familiales, à la charge des employeurs, qui accompagne le plan Emploi.

Une mesure qui prévoit, en cours d'année, dans un premier temps, un dédoublement avec deux taux : 4,5 % jusqu'au plafond (tranche A - à ce jour de 10110 F par mois), puis 3,5 % sur le reste du salaire. Dans un deuxième temps, en 1990, un taux de 7 % applicable à la totalité du salaire.

« Dans l'hypothèse où cette mesure serait adoptée, plaide Claude Heurteaux, les centres de décision que sont les quartiers généraux vont en pâtir. A titre indicatif, j'ai calculé que le dédoublement, basé désormais sur l'intégralité du salaire, entraînera pour mon groupe de quatre cent cinquante salariés une charge supplémentaire de 9,5 millions de francs d'ici à 1990. Et ce, sans augmentation de la masse salariale due à des augmentations de salaire ou à des augmentations de personnel. » Et d'ajouter une menace : « Je ne suis pas sûr d'embaucher de nouveaux cadres de haute compétence cette année. »

Au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, comme au ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire, cette menace ne peut être justifiée par le seul dédoublement des cotisations patronales.

« La motivation du groupe Carnaud, s'il décide de s'établir à Bruxelles, n'est certainement pas dictée par des considérations d'ordre social, précise-t-on dans l'entourage de Jean-Pierre Soisson. Au reste, la mesure de délocalisation se fera d'abord par paliers. Elle a pour but d'avantager des industries de main-d'œuvre, et s'applique à une répartition. »

Mezza voce, on reconnaît cependant que les sociétés à haute valeur ajoutée et à forts salaires - électronique, informatique, aéronautique, services... - subiront, quoique légèrement, les effets du dédoublement. « Mais, ajoute-t-on, il faut distinguer l'intérêt général des cas particuliers. »

Même son de cloche à l'industrie. Tout en affirmant haut et fort toute l'importance jouée par les sièges sociaux des grands groupes - dans le rôle que Paris doit tenir en Europe -, on minimise l'effet d'impact de la mesure de dédoublement.

Initialement sans fioritures le *Marck* des quartiers généraux en Europe, l'étude Peat-Marwick notait en préambule qu'outre les enjeux économiques, les critères fiscaux et sociaux se révélaient « déterminants » dans le processus de décision d'implantation.

de l'administration du pays d'accueil, la langue, les conditions de vie, l'absence de contrôle des changes, le régime fiscal du siège et de ses salariés. Suivaient le coût immobilier, le prestige de la ville d'implantation, le coût de la vie.

Conclusion de l'étude en forme de recommandation : « Si la France souhaite prendre une part de marché plus importante, il lui faut développer des régimes très compétitifs sur les plans de la fiscalité pour les quartiers généraux et de la sécurité sociale pour les salariés. »

Message attendu

Sitôt l'étude remise à la DATAR, et pour la petite histoire, le bureau parisien de Peat-Marwick s'empresse de démentir pour Bruxelles. Côté pouvoirs publics, le message fut cependant entendu, notamment par Alain Madelin, ministre de l'Industrie. Comment Paris pouvait-il être compétitif, en particulier avec Bruxelles, une place qui non seulement est forte de son rôle de capitale de la CEE, mais pratique une quasi-non-imposition (arrêté royal du 30 décembre 1982) des « centres de coordination » des entreprises multinationales ? « Depuis l'instauration de ce régime, note Auguste Thouard, cent soixante quartiers généraux de tous pays se sont établis en Belgique. »

Des centres qui, entre autres avantages, peuvent assurer des opérations de financements et de commerce à l'intérieur du groupe, et qui accordent à leur personnel résident un régime fiscal de faveur. A la différence de la France qui, jusqu'en 1987, n'accordait aucune facilité : les règles de droit commun de la fiscalité et du droit social français étaient appliquées.

C'est ainsi que les frais « domestiques » (voyages de reconnaissance, déménagement, hôtel, garde-ménages, cours de français, etc.) étaient considérés comme des salaires, et donc imposables. Ce n'est plus le cas aujourd'hui : ils rentrent dans le cadre des frais généraux de l'entreprise.

De même, la convention en matière de sécurité sociale, signée par la France en 1987 avec les Etats-Unis, vient enfin d'être ratifiée, supprimant la double protection sociale concernant l'assu-

rance invalidité, les assurances vieillesse et chômage.

Indiscutablement, donc, les efforts de l'administration en vue d'aligner Paris sur les capitales concurrentes apparaissent positifs... jusqu'à ce qu'intervienne la mesure de dédoublement qui touche les quartiers généraux comme les autres sociétés.

« Le moins qu'on puisse dire, est que cette mesure n'est pas habile. Mais elle est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Je travaille en permanence avec des dirigeants de haut niveau de toute l'Europe. J'affirme que Paris devient dissuasif. »

Ainsi parle Olivier Romieux, vice-président, pour la France, du consultant américain Spencer-Stuart. « Il y a quatre mois, une grosse entreprise allemande de biens de consommation a décidé de rapatrier son siège. Je lui cherche aujourd'hui un dirigeant français de haut niveau, prêt à s'expatrier. »

Pour ce consultant, la tendance est perceptible : « J'observe que nombre d'entreprises étrangères souhaitent garder chez nous leurs usines d'exploitation, mais veulent délocaliser ou alléger leur siège. »

Les contraintes administratives

Selon Olivier Romieux, mis à part les très grands états-majors où domine le souci de stratégie, les petits « staffs » vivent de plus en plus mal les contraintes administratives hexagonales, les difficultés de circulation et de desserte des aéroports parisiens. Ils sont de plus en plus tentés par les places régionales, telles que Milan, Lyon ou Hanovre. « Cela est d'autant plus inquiétant, ajoute-t-il, que les états-majors induisent une foule d'activités tertiaires dont on dit qu'elles sont porteuses d'avenir. Sans compter les tremplins qu'ils jouent pour les jeunes cadres diplômés. »

« Les regroupements, fusions, mariages, rachats en cours et à venir des entreprises européennes ne risquent-ils pas, de surcroît, de privilégier encore davantage Bruxelles ? s'interroge le cabinet Auguste-Thouard. Et ce, pour d'évidentes raisons de neutralité. »

« Si cette situation ne devait pas s'inverser, conclut le vice-président de Spencer-Stuart, il ne resterait plus à Paris qu'à jouer sa dernière carte : ses musées. » Une boutade seulement ?

JEAN MENANTEAU.



Peux-tu faire le week-end, une fois ? On va se reposer à Paris.

« Dans un quartier général, ce que souhaitent les cadres, c'est une bonne fiscalité, une bonne couverture sociale, de bonnes écoles pour leurs enfants et un bon environnement », résume Jean-Pierre Joullet, directeur de cabinet de Roger Fauroux.

D'où le vœu constant, émis par l'industrie en direction de la Rue de Rivoli : ne pas (trop) surtaxer Paris en matière de taxe professionnelle ou foncière ; faire en sorte de s'aligner progressivement sur la zone d'Anvers, par exemple, ou sur Bruxelles. « Il s'agit d'un nouvel aspect de l'aménagement », explique Jean-Pierre Joullet. Nous ne sommes plus dans le schéma ancien de Paris par rapport à Vieux-Paris ; mais bien de Paris par rapport à Londres ou Barcelone.

A la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), où l'on s'est longtemps préoccupé de la localisation des investisseurs étrangers, on affirme aujourd'hui que de « nombreux freins ont été débloqués ».

Pour mieux comprendre l'enjeu de la bataille que se livrent les capitales européennes autour des états-majors, et les raisons qui ont conduit les pouvoirs publics à assouplir leur position en 1988, il faut se référer à une étude non rendue publique, commandée par la DATAR, en 1984, au consultant américain Peat-Marwick.

Est-ce partiellement en fonction de ces critères défavorables pour la France que Paris apparaît aujourd'hui en queue de peloton ?

Forces est de constater, ce que fit dans la foulée, en mars 1988, Auguste Thouard à partir de l'étude Peat-Marwick, que sur les cinquante premières sociétés américaines, trente et une disposent d'un QG en Europe, deux seulement l'ont placé en France. Les autres ont choisi la Grande-Bretagne (14), la Belgique (9) et la Suisse (6).

Toujours est-il qu'hormis deux fleurons prestigieux (IBM-GRACE) les consultants de Peat-Marwick recensaient à l'époque 15 QG (secondaires non multinationaux) américains en Belgique, 146 au Royaume-Uni, 81 en France et 73 en Suisse. Les firmes japonaises, quant à elles, étaient de préférence implantées en Allemagne (35) et au Royaume-Uni (24).

L'étude soulignait, par ailleurs, le niveau élevé des personnels des QG : 50 % de cadres supérieurs français, et étrangers expatriés, dans les fonctions de la stratégie, de la finance, du marketing, de l'achat, de l'informatique et de la recherche.

Interrogés sur les facteurs qui déterminaient la sélection en Europe d'un QG, les firmes à majorité américaine mettaient en priorité et dans l'ordre : l'attitude

des fonctionnaires de l'administration, la langue, les conditions de vie, l'absence de contrôle des changes, le régime fiscal du siège et de ses salariés. Suivaient le coût immobilier, le prestige de la ville d'implantation, le coût de la vie.

Conclusion de l'étude en forme de recommandation : « Si la France souhaite prendre une part de marché plus importante, il lui faut développer des régimes très compétitifs sur les plans de la fiscalité pour les quartiers généraux et de la sécurité sociale pour les salariés. »

Comment Paris pouvait-il être compétitif, en particulier avec Bruxelles, une place qui non seulement est forte de son rôle de capitale de la CEE, mais pratique une quasi-non-imposition (arrêté royal du 30 décembre 1982) des « centres de coordination » des entreprises multinationales ? « Depuis l'instauration de ce régime, note Auguste Thouard, cent soixante quartiers généraux de tous pays se sont établis en Belgique. »

Des centres qui, entre autres avantages, peuvent assurer des opérations de financements et de commerce à l'intérieur du groupe, et qui accordent à leur personnel résident un régime fiscal de faveur. A la différence de la France qui, jusqu'en 1987, n'accordait aucune facilité : les règles de droit commun de la fiscalité et du droit social français étaient appliquées.

C'est ainsi que les frais « domestiques » (voyages de reconnaissance, déménagement, hôtel, garde-ménages, cours de français, etc.) étaient considérés comme des salaires, et donc imposables. Ce n'est plus le cas aujourd'hui : ils rentrent dans le cadre des frais généraux de l'entreprise.

De même, la convention en matière de sécurité sociale, signée par la France en 1987 avec les Etats-Unis, vient enfin d'être ratifiée, supprimant la double protection sociale concernant l'assu-

Ecartelée entre le traitement social et le placement

L'ANPE croule sous les missions

A son grand désespoir, l'ANPE fait figure de mal-aimée au sein du service public de l'emploi. Pourtant, elle croule sous les missions. Ainsi que l'a encore réitéré l'affaire de la mise en place du RMT (revenu minimum d'insertion), pour laquelle son concours était sollicité (le Monde du 9-10 janvier), la surcharge de travail atteint ses limites. Réclamée pour participer à toutes les opérations de traitement social, on associe aux mesures prises par les partenaires sociaux, l'agence se débat entre d'innombrables priorités. Au point que l'on peut se demander combien de temps chacun de ses 11 496 agents consacre au placement des chômeurs et aux relations avec les entreprises, deux tâches qui correspondent à la vocation première de l'ANPE.

QUAND on lui pose la question, M. Gérard Vanderpott, directeur général de l'ANPE, hésite entre la notation désabusée et l'observation clinique. « Ce n'est pas nous qui créons l'emploi, ni qui licencions, rappelle-t-il. Quand on dit que l'ANPE va trouver un emploi au chômeur, c'est faux. Nous ne sommes pas un instrument de régulation et d'animation du marché du travail, au contraire de notre homologue suédois. »

Ces vérités assénées, il complète le constat de chiffres éclairants. Entre autres activités, l'ANPE « gère », en 1989, 5,5 millions d'échanges qui résulteront de la confrontation d'un flux d'inscriptions nouvelles, pour 4 799 000 demandeurs d'emploi, et du traitement de 1 150 000 offres provenant des employeurs. Chaque agent doit, en moyenne, s'occuper de 668 demandeurs d'emploi contre 504 en 1974, et présente sept candidats par offre qui, dans deux cas sur trois, sera finalement satisfaite. Un ratio qui reste honorable.

Or l'activité essentielle de conseil et d'information des entre-

prises pour prospecter des emplois, ne représente que 12,4 % du budget-temps de l'ANPE. 708 000 entreprises devront être contactées en 1989. Même si l'on y ajoute les 23,4 % du temps consacré au traitement des offres, cela ne pèse pas lourd dans le travail quotidien de l'agence, 604 000 journées sur 1 702 000.

Progressivement, en effet, les tâches dévolues au dernier des services publics créés sur le modèle de l'administration se sont à la fois déplacées, gonflées et professionnalisées pour répondre à la montée du chômage et aux nécessités de son accompagnement social.

Une impressionnante nomenclature

Alors que le placement direct devenait difficile ou aléatoire, le personnel a été amené à intervenir sur d'autres terrains qui, soit pouvaient modifier la qualité de la demande d'emploi par des programmes spécifiques, soit permettaient de différer des difficultés inévitables par le biais du traitement social.

Bientôt, le dispositif du revenu minimum d'insertion, dont on ne connaît pas encore l'impact, viendra s'ajouter à la gestion des sessions de technique de recherche d'emploi (100 000), des 160 000 places de stage pour les

jeunes de seize à vingt-cinq ans, des 270 000 actions en faveur des chômeurs de longue durée, des 40 000 formules de reclassement professionnel et des 20 000 stages de mise à niveau. Enorme, le système de soutien des chômeurs se décline selon une gamme d'une variété infinie.

Enfin, et classées dans la catégorie « autres activités », apparaissent d'autres fonctions, qui ne sont pas secondaires, loin de là. L'ANPE consacre 288 000 journées de suivi, d'évaluation et d'orientation ou d'accès à la formation qui sont désormais déterminantes. Dans cet ensemble sont recensés les grands programmes actuels, qui vont des entretiens systématiques avec les chômeurs de longue durée (850 000) aux efforts d'information en direction des 1,3 million d'indemnisés en allocation de base susceptibles d'être intéressés par la nouvelle allocation de formation-reclassement (AFR), en passant par les 500 000 jeunes qui pourraient bénéficier de contrats de formation en alternance (contrats d'adaptation, de qualification et SIVP) ou, encore, par les 400 000 entrées en stage prévues pour 1989.

Bientôt, le dispositif du revenu minimum d'insertion, dont on ne connaît pas encore l'impact, viendra s'ajouter à la gestion des sessions de technique de recherche d'emploi (100 000), des 160 000 places de stage pour les

du fonctionnement de 1 593 000 stages, contrats particuliers ou dispositifs d'insertion sociale et professionnelle, toutes mesures confondues.

« Je ne peux pas faire plus par moi-même », se défend M. Vanderpott, qui se pose la seule question possible : « Est-ce que la commission auquel j'aboutis est le meilleur ? » « Je ne dispose pas du magasin de pièces détachées de la main-d'œuvre française. »

Engorgée et submergée, l'ANPE peut cependant connaître de nouvelles difficultés si, comme cela paraît être la tendance, la reprise de l'emploi se confirme. A la recherche de personnel à embaucher, voire en situation de pénurie à l'exemple du bâtiment et des travaux publics, les employeurs vont se tourner vers elle et ne comprendront pas qu'elle soit incapable de répondre à leur demande. Orientée vers le traitement social, l'ANPE risque de se trouver prise à contre-pied.

Parfaitement conscient de ce danger, le directeur général de l'agence assure toutefois que « le personnel va respirer parce qu'il va retrouver sa fonction ». Il prétend que l'effort accompli pour fournir des contrats de formation en alternance pour les jeunes (notamment les SIVP) a d'ores et déjà permis « l'ancrage sur l'entreprise et ses besoins » et que l'expérience facilitera le placement. Selon lui, les agents devraient retrouver confiance, la meilleure santé du marché du travail permettant, au passage, d'obtenir des taux de réinsertion plus élevés à l'issue des stages pour les chômeurs de longue durée par exemple (objectif : 50 % après cinq mois).

Mais il ne se cache pas non plus les risques. « On va être débordé par la demande » et « le reproche de l'employeur va revenir », admet-il. « On va retrouver des tensions », ajoute-t-il, persuadé que le défi pose « le problème de la modernisation d'un établissement public face à la plasticité des demandes et des questions à résoudre, y compris avec les variations locales », mais que cela justifierait un autre type de réponse, par exemple « par la gestion prévisionnelle de l'emploi » que le gouvernement souhaite encourager.

En toile de fond, il demeure aussi que cette ANPE, facilement vilipendée et continuellement écartelée, paie mal ses agents, et que cela influe sur le moral. Un prospecteur-placier qui doit démarcher les entreprises pour trouver de l'emploi gagne en moyenne 7 500 francs par mois, et doit investir dans l'achat d'une voiture pour effectuer ses déplacements. Un délégué régional qui supervise 53 agences locales, 3 délégués départementaux et 900 agents, et assure la gestion directe de 200 millions de francs en crédits de fonctionnement, reçoit 15 000 francs par mois pour 60 heures de travail hebdomadaire.

« Les gens partent de l'ANPE mais n'y viennent pas », affirme M. Vanderpott. De fait, l'agence pratique, au sein de l'administration, les salaires les plus faibles de tous les services de l'emploi. Ce qui ne fait certainement qu'ajouter aux malheurs de la mal-aimée.

ALAIN LEBEAUBE.

REPRODUCTION INTERDITE

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC Handelsblad LE SOIR *Le Monde* Süddeutsche Zeitung
Corriere della Sera EL PAIS De Standaard THE INDEPENDENT

Valeo
Alternateurs
Démarrateurs

**INGENIEURS
ELECTRO-MECANICIENS
L'EUROPE S'OUVRE A VOUS...**

Avec 3.400 personnes et 5 usines, nous sommes le premier fournisseur français d'alternateurs-démarrateurs et le deuxième européen. Au sein du groupe VALEO, nous recherchons afin d'internationaliser notre dimension humaine sur la France, des ingénieurs Electro-Mécaniciens à fort potentiel technique, de diplômés d'Ecoles ou d'Universités de la Communauté Economique Européenne.

Par nos innovations et la qualité de nos productions, nous faisons progresser l'automobile.

Pour aller encore plus loin, nous vous proposons aujourd'hui des métiers diversifiés en : Etudes - Recherche et Développement, Méthodes de Fabrication, Achats et Services Commerciaux.

Vous avez acquis de préférence une formation complémentaire en gestion et possédez une première expérience de 2 à 3 ans. Bien sûr, vous parlez votre langue d'origine ainsi que le français... Notre ouverture internationale vous conduira à jouer un rôle "moteur" au sein de notre branche ou du groupe.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et votre CV en français ainsi qu'une photo et un numéro de téléphone à Jean-Claude VAN DER ELST - Directeur des Ressources Humaines - VALEO-E.E.M. - 2, rue A. Boule - 94000 CRETEIL FRANCE.

Valeo L'Equipement Automobile

**Le Monde
INTERNATIONAL**

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
La Banque, installée à Luxembourg, recherche:

**Attaché(e) d'information/
relations publiques**

Tâches: ☐ Rédiger des articles concernant la Banque et ses activités; ☐ Entretenir et développer des contacts dans la presse et les médias; ☐ Traiter des demandes spécifiques d'information; ☐ Faire connaître la Banque aux milieux spécialisés ainsi qu'au grand public; ☐ Tenir des conférences et rédiger des discours.

Le candidat retenu aura de préférence: ☐ Une formation universitaire appropriée; ☐ Au moins cinq années d'expérience dans le domaine de l'information acquise dans une organisation internationale, financière ou gouvernementale; ☐ Moins de 35 ans.

Dans un milieu multiculturel, une maîtrise totale de la langue française ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais sont requises. La connaissance du danois, du grec ou du portugais est souhaitée.

La B.E.I. offre un salaire intéressant avec de bonnes conditions d'emploi analogues aux autres institutions financières internationales et pratique une politique d'égalité de chances. Un curriculum vitae et une photo sont à envoyer à:

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
Division Formation-Recrutement (R&L AG 8901),
boulevard Konrad Adenauer 100
L-2950 LUXEMBOURG.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.

**INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
EUROPEAN INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION**
L'Institut européen d'administration publique (IEAP),
à Maastricht, Pays-Bas,

organisation indépendante de formation et de conseil au service des Etats membres et institutions de la Communauté européenne recrute un :

PROFESSEUR ASSOCIÉ/PROFESSEUR

TACHES : Elaboration de programmes, enseignement et organisation de cours, séminaires, tables rondes et colloques de formation et recyclage pour hauts fonctionnaires; recherche préparatoire ou dans le cadre de contrats entre l'IEAP et des institutions publiques d'Europe.

PROFIL : Doctorat d'Etat ou ENA (ou équivalent) + expérience professionnelle pertinente de 5-6 ans. Bonne connaissance de l'administration française. Expérience de l'enseignement et de la recherche en : droit communautaire, administration comparée, politiques de la Communauté européenne ou gestion publique. Connaissance courante de l'anglais et du français.

CONDITIONS : Poste mis à la disposition de l'IEAP par le Ministère des Affaires étrangères de la République française (indemnité de résidence et régime fiscal intéressants). Résidence obligatoire à Maastricht ou dans les environs (par ex. Liège, 30 km). Contrat de trois ans renouvelable. Poste en principe vacant au 1^{er} octobre 1989.

Ecrire pour renseignements plus détaillés à :
M. S. Pappas, directeur général adjoint,
Institut européen d'administration publique,
O.L. Vrouweplein 22, NL - 6211 HL Maastricht, Pays-Bas.

arianespace

Première société commerciale de transport spatial
recherche, pour son Etablissement de Kourou, en Guyane Française, un

Cadre Comptable - Kourou
Adjoint au chef du département administratif et financier

Votre fonction :
• Assurer les travaux comptables, notamment analytiques, liés à l'activité et à la maintenance de l'ensemble de l'établissement.
• Participer à l'élaboration et au suivi des budgets gérés par l'établissement et contrôler les engagements et règlements s'y rapportant.

Vous superviserez deux collaborateurs et travaillerez en étroite fonctionnelle avec le Service Comptabilité du Siège.

Votre profil :
De formation supérieure comptable, vous avez acquis au cours de 4 à 5 années une première expérience en milieu industriel. La pratique de la micro-informatique est nécessaire.

Vous êtes disponible pour contribuer pendant quelques années à nos activités opérationnelles outre-mer.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo) sous référence DO.89.06/LM, à ARIANESPACE, Jacques Werschiné, Service des Relations Humaines, Bld de l'Europe, BP 177, 91000 Evry.

Organisation non-gouvernementale internationale

**RECHERCHE
TRADUCTEUR
(H/F) FREE-LANCE**

confirmé (e) ou souhaitant faire confirmer dans la traduction

Toutes journalières et administratives relatives au fonctionnement de l'organisation, à traduire de l'anglais et du français vers le français, avec le support d'un TTX wordperfect tracé par modem.

Expérience journalière, presse ou éditoriale souhaitée. Qualités requises : précision, sens des délais et capacité de travailler sous pression.

Envoyer CV, détail et prétentions à :
SPE/IFTU,
54-56, Herengracht,
1015 BN AMSTERDAM,
Pays-Bas

amnesty international Droits de l'homme
on Asie du Sud-Est

Amnesty International recherche pour son secrétariat international à Londres deux assistants exécutifs qui travailleront dans la division Asie du Sud-Est du département de la recherche.

Le premier poste concerne l'Indonésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, Fidji et d'autres îles du Pacifique sud.

Le deuxième poste concerne le Kampuchéa, le Laos, la Thaïlande et la Birmanie.

La tâche principale des assistants exécutifs est de communiquer avec les membres d'Amnesty International partout dans le monde et de les renseigner sur les préoccupations de l'organisation relatives aux droits de l'homme dans l'Asie du Sud-Est. Ils (elles) fournissent des informations et recommandent des actions au nom des prisonniers.

La connaissance de l'Asie du Sud-Est, une maîtrise parfaite de l'anglais et la pratique de la dactylographie et du classement sont indispensables. La connaissance d'autres langues, notamment de l'indonésien (pour le premier poste), serait un avantage. Les candidats doivent être capables de travailler en équipe, souvent sous pression, et de faire preuve d'initiative.

TRAITEMENT ANNUEL : £ 12 015.
DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 7 avril 1989.

Pour obtenir d'autres renseignements et une formule de candidature, s'adresser à : Service du personnel, secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ (Grande-Bretagne). Tél. : (1) 837-3805.

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE
met au concours un poste (à temps partiel) de

PROFESSEUR D'ARCHITECTURE

Sa tâche principale sera l'enseignement du projet (atelier) et son accompagnement par un cours de théorie de l'architecture.

Délai d'inscription : 30 avril 1989 ;
Entrée en fonction : à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander le formulaire de candidature à :

Secrétariat général de
l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne
CE-Ecublens
CH-1015 LAUSANNE (Suisse).

Notre entreprise à Toulouse, producteur spécialisé de semences et filiale d'un groupe mondial, cherche, pour assurer son développement en Europe de l'Est, un

area manager

Venez négocier à niveau élevé des contrats à long terme qui engagent une collaboration commerciale mais aussi technique, nous permettant une meilleure pénétration des marchés et la création de variétés de plus en plus adaptées aux conditions de chaque pays.

A 35 ans, au moins, ingénieur Agri ou Agro par exemple, vous avez acquis votre expérience dans une activité semblable, dans le phytosanitaire, voire dans le mécanisme agricole. En plus du français, vous parlez couramment anglais et allemand. Le russe est un atout supplémentaire. Rejoignez une structure dynamique, légère et sans frontières.

Merci d'écrire à J. PICARD (réf. 3112LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
97, RUE RIQUET - 31000 TOULOUSE
PARIS - LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

**L'UNION INTERNATIONALE
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS A GENÈVE**
(Institution spécialisée des Nations Unies)

recherche pour sa

SECTION FRANÇAISE DE TRADUCTION
le Chef de Section (Réf. 2-89)
et des traducteurs (Réf. 90)

Responsabilités du Chef de Section: Animation et direction de la Section, (environ 20 personnes), participation à l'introduction de méthodes de travail nouvelles utilisant l'informatique, participation aux travaux des conférences.

Apptitudes: Formation universitaire supérieure en télécommunications ou dans un domaine connexe, ou en langues modernes, ou formation équivalente (4 années minimum sanctionnées par un diplôme). Dix ans d'expérience dans le domaine technique et/ou linguistique. La connaissance des télécommunications et de la terminologie technique est un avantage. Excellente connaissance du français et bonne connaissance de l'anglais et de l'espagnol. La connaissance du russe, du chinois ou de l'arabe est un avantage.

Salaire annuel (net d'impôts): de US \$ 74 556 à US \$ 96 310 avec charges de famille et de US \$ 88 660 à US \$ 76 402 sans charges de famille.

Traducteurs: L'UIT recrute aussi, en 1989-1990, quelques traducteurs; même formation que le chef de section, avec seulement 4 années d'expérience. Les candidats peuvent se faire connaître dès maintenant.

CANDIDATURES: Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae complet, ainsi que la référence du poste indiqué ci-dessus, sont à adresser avant le 28 avril 1989 à:

Union Internationale des Télécommunications
Département du personnel
Place des Nations CH-1211 GENÈVE 20

مكتزا من الأصل

هكذا من الأصل

26 Le Monde • Jeudi 23 janvier 1993

Le Monde
CADRES

INGÉNIEUR H.E.I.

GÉNIE CIVIL

Expérience FRANCE et ÉTRANGER chantier (5 ans), ingénierie (10 ans), tortisisme normalisation (3 ans).
Mise au point projet, relations clients.
Négociations contrats, gestion, réalisation. Anglais.

RECHERCHE POSTE

alliant projet et/ou réalisation.

Déplacements de courte durée possibles.

Écrire sous réf. 8176.

LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Société spécialisée dans la Boulangerie-Pâtisserie Industrielle Surgelée (900 personnes), filiale d'un groupe important recherche

Adjoint du directeur technique

De formation Ingénieur, âgé de 28 ans minimum, vous justifiez d'une expérience de 3-4 ans dans l'agro-alimentaire et devez répondre à la double exigence technique et administrative du poste.
Vous serez responsable de l'entretien des travaux neufs et vous aurez pour missions l'élaboration de projets techniques, la mise au point des lignes de production, le suivi des investissements, etc.
Poste basé en Bretagne en bordure du littoral.
Déplacements à prévoir sur les différents sites.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à COMMUNICO, sous la réf. 2179 - BP 2009 X - 35040 Rennes Cedex qui transmettra.

Ville de SAINT-OUEN

1. sténodactylographe

sténodactylographe

1 an d'expérience. Écrire

avec CV détaillé

à Mme LE MAIRE

83406 SAINT-OUEN CEDEX

INVESTISSEZ 0,73 F !

C'est le prix de votre appel

pour découvrir :

— un organisme important

dans un marché porteur ;

— une formation ;

— une rémunération motivante.

Tél. 45-53-20-00 (p. 110).

DEMANDES D'EMPLOIS

ASSISTANT COMMERCIAL

CONFIRMÉ

9 ans exp. (distribution

composants électro.) ;

admission des ventes, gestion

des stocks, gestion des

stocks, vendeur téléph.

Suite à découvrir, ch. poste

achats-ventes, interfaçage,

commune. Marc VALIGNAT,

13, allée des Barmes, 91940

LES ULIS. 64-45-99-09

à partir de 18 h.

J. F. 24 ans, 5 ans exp.

Professe. cherche emploi

SECRETARE

Dont. médical ou tourisme.

Région Epiphyse, Gueboune.

Argemau.

Nathalie Rivière-Margouat

27, rue G.-Riboudy

95390 SAINT-PRIVÉ.

J.H. 26 ans, libéré OM, coursier

depuis 7 ans, comm. bien

Paris, aimant les contacts,

ch. place chauff. ou chauff.

livreur V.L. Ecole M. Chap-

pelet, 33, rue Sargent-

Bobillot, 93700 Drancy.

H. permis toutes catégories,

grande remise, carte cir-

culation. Références.

cherche place

CHAUFFEUR DE DIRECTION

avec responsabilité

Écrire sous la réf. 100

Service Com.

7, rue des Italiens

75009 PARIS

L'AGENCE D'URBANISME

ET DE DÉVELOPPEMENT

de la région Flandre-Dunkerque,

recherche

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

HABITAT CONFIRMÉ(E)

pour montage de dossiers et

responsabilités de négocia-

tions à côté des élus d'une

politique locale de l'habitat

Envoyer CV et prêt. à

l'AGUR, 38, quai des Hollan-

dais, 59140 Dunkerque.

Tél. 45-53-20-00 (p. 110).

IMPORT. STÉ LYONNAISE

PRESTATION DE SERVICES

(Nécessaire à l'étranger)

recherche

SON D.A.F.

(N/F)

• Comptabilité générale,

analyse et budget ;

• Gestion du personnel ;

• Administration générale.

Anglais parlés.

Env. lettre + CV + photo à

l'AGUR, 38, quai des Hollan-

dais, 59140 Dunkerque.

Tél. 45-53-20-00 (p. 110).

DEMANDES D'EMPLOIS

ASSISTANT COMMERCIAL

CONFIRMÉ

9 ans exp. (distribution

composants électro.) ;

admission des ventes, gestion

des stocks, gestion des

stocks, vendeur téléph.

Suite à découvrir, ch. poste

achats-ventes, interfaçage,

commune. Marc VALIGNAT,

13, allée des Barmes, 91940

LES ULIS. 64-45-99-09

à partir de 18 h.

J. F. 24 ans, 5 ans exp.

Professe. cherche emploi

SECRETARE

Dont. médical ou tourisme.

Région Epiphyse, Gueboune.

Argemau.

Nathalie Rivière-Margouat

27, rue G.-Riboudy

95390 SAINT-PRIVÉ.

J.H. 26 ans, libéré OM, coursier

depuis 7 ans, comm. bien

Paris, aimant les contacts,

ch. place chauff. ou chauff.

livreur V.L. Ecole M. Chap-

L'AGENCE D'URBANISME

ET DE DÉVELOPPEMENT

de la région Flandre-Dunkerque,

recherche

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

HABITAT CONFIRMÉ(E)

pour montage de dossiers et

responsabilités de négocia-

tions à côté des élus d'une

politique locale de l'habitat

Envoyer CV et prêt. à

l'AGUR, 38, quai des Hollan-

dais, 59140 Dunkerque.

Tél. 45-53-20-00 (p. 110).

IMPORT. STÉ LYONNAISE

PRESTATION DE SERVICES

(Nécessaire à l'étranger)

recherche

SON D.A.F.

(N/F)

• Comptabilité générale,

analyse et budget ;

• Gestion du personnel ;

• Administration générale.

Anglais parlés.

Env. lettre + CV + photo à

l'AGUR, 38, quai des Hollan-

dais, 59140 Dunkerque.

Tél. 45-53-20-00 (p. 110).

DEMANDES D'EMPLOIS

ASSISTANT COMMERCIAL

CONFIRMÉ

9 ans exp. (distribution

composants électro.) ;

admission des ventes, gestion

des stocks, gestion des

stocks, vendeur téléph.

Suite à découvrir, ch. poste

achats-ventes, interfaçage,

commune. Marc VALIGNAT,

13, allée des Barmes, 91940

LES ULIS. 64-45-99-09

à partir de 18 h.

J. F. 24 ans, 5 ans exp.

Professe. cherche emploi

SECRETARE

Dont. médical ou tourisme.

Région Epiphyse, Gueboune.

Argemau.

Nathalie Rivière-Margouat

27, rue G.-Riboudy

95390 SAINT-PRIVÉ.

J.H. 26 ans, libéré OM, coursier

depuis 7 ans, comm. bien

Paris, aimant les contacts,

ch. place chauff. ou chauff.

livreur V.L. Ecole M. Chap-

2^e arrdt

Ne BONNE-NOUVELLE

Gd 2 pièces, bain, cuis.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

3^e arrdt

N-DAME NAZARETH

2 pièces, 720.000

A RENOUVER : bal. surt.,

cuis., sal. w.-c. 5^e ét.

bon imm. PLEIN SUD, TRÈS

CLAIR. 45-53-20-00 F.

5^e arrdt

St-MICHELINS dans imm.

comptable, beau studio, cuis.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

6^e arrdt

St-MICHELINS dans imm.

comptable, beau studio, cuis.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

7^e arrdt

St-MICHELINS dans imm.

comptable, beau studio, cuis.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

8^e arrdt

St-MICHELINS dans imm.

comptable, beau studio, cuis.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

9^e arrdt

St-MICHELINS dans imm.

comptable, beau studio, cuis.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

10^e arrdt

St-MICHELINS dans imm.

comptable, beau studio, cuis.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

11^e arrdt

St-MICHELINS dans imm.

comptable, beau studio, cuis.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

12^e arrdt

St-MICHELINS dans imm.

comptable, beau studio, cuis.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

13^e arrdt

St-MICHELINS dans imm.

comptable, beau studio, cuis.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

14^e arrdt

St-MICHELINS dans imm.

comptable, beau studio, cuis.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

15^e arrdt

St-MICHELINS dans imm.

comptable, beau studio, cuis.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

16^e arrdt

St-MICHELINS dans imm.

comptable, beau studio, cuis.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

17^e arrdt

St-MICHELINS dans imm.

comptable, beau studio, cuis.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

18^e arrdt

St-MICHELINS dans imm.

11^e arrdt

PRÈS BASTILLE. GRAND

STUDIO + cuisine, w.-c.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

12^e arrdt

PRÈS BASTILLE. GRAND

STUDIO + cuisine, w.-c.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

13^e arrdt

PRÈS BASTILLE. GRAND

STUDIO + cuisine, w.-c.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

14^e arrdt

PRÈS BASTILLE. GRAND

STUDIO + cuisine, w.-c.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

15^e arrdt

PRÈS BASTILLE. GRAND

STUDIO + cuisine, w.-c.,

dressing, toilet, salle d'ap.

45-53-20-00 F. 43-27-81-10.

REPRODUCTION INTERDITE

LOCATIONS

LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisse de Retraites
ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,
appartenant à des propriétaires institutionnels

Type Surface / étage	Loyer brut + Prov. / charges	Parking	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations	Type Surface / étage	Loyer brut + Prov. / charges	Parking	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations
PARIS - 11^e ARRONDISSEMENT					91 - ESSONNE				
4 Pièces 74 m ² , 5 ^e étage	5 180 512		110, av. de la Résistance SAGGEL 47-42-44-44	Via./r.-v. Chauff. individ. élec.	4 Pièces 76 m ² , 3 ^e étage	3 350 899	OUI	Gif-sur-Yvette Rés. Les Gdes-Coudraies GCI 40-16-28-70	Dans un parc Chauff. collectif
PARIS - 12^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 80 m ² , 1 ^{er} étage	3 400 1 300	OUI	Massy, 7, sq. Yves-du-Manoir AGF 42-44-00-44	Via./r.-v.
3 Pièces 84 m ² , 12 ^e étage	6 950 980	OUI	18 bis, bd de la Bastille AGF 42-44-00-44	Via./r.-v., imm. réc., face port piétons	92 - HAUTS-DE-SEINE				
3 Pièces 81 m ² , 1 ^{er} étage	6 350 930	OUI	8-10, rue J.-César AGF 42-44-00-44	Chauff. coll., imm. réc., de bon stand., via./r.-v.	Studio 31 m ² , 4 ^e étage	2 250 410	OUI	Bois-Colombes 11-17, r. du Gal-Leclerc AGF 42-44-00-44	Imm. réc., pche transp. et comm.
PARIS - 13^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 102 m ² , 4 ^e étage	5 250 1 480	OUI	Bois-Colombes 11-17, r. du Gal-Leclerc AGF 42-44-00-44	Via./r.-v. Double living, 2 chambres
Studio 29 m ² , 5 ^e étage	2 750 402	OUI	28, rue du Banquier SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. électr. M ^{re} Gobeline	3 Pièces 82 m ² , r.-de-c.	7 850 1 850	OUI	Boulogne 33-35, r. Anne-Jacquelin AGF 42-44-00-44	Dans un parc de 2 ha Imm. trs bon stand.
PARIS - 15^e ARRONDISSEMENT					2 Pièces 50 m ² , 5 ^e étage	2 900 985	OUI	Clichy, 9, imp. Barbier SAGGEL 47-42-44-44	Via./r.-v. Chauff. collectif
2/3 Pièces 70 m ² , 3 ^e étage	5 200 1 253	OUI	3, place Violet SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. électr. M ^{re} C.-Aïcha/Commerce	Studio 41 m ² , 1 ^{er} étage	3 000 230	OUI	Courbevoie, 2, av. du Parc AGF 42-44-00-44	Imm. réc., bon stand.
5 Pièces 130 m ² , 5 ^e étage	13 530 1 353	OUI	48, rue Cauchy LPE/GAN 45-57-23-63	Duplex, chauff. ind. élec. S. pl. lun., juss., ven., sant., 15 h/19 h.	5 Pièces 100 m ² , 5 ^e étage	3 850 1 342	OUI	Courbevoie, 9, r. de l'Abreuvoir SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf Chauff. ind. élec.
3 Pièces 81 m ² , 1 ^{er} étage	6 480 845	OUI	48, rue Cauchy LPE/GAN 45-57-23-63	S/pl. lun., juss., ven., sant., de 15 à 19 h.	3 Pièces 68 m ² , 2 ^e étage	5 000 913	OUI	Courbevoie, 9, r. de l'Abreuvoir SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf Chauff. ind. élec.
4 Pièces 93 m ² , 5 ^e étage	8 700 870	OUI	48, rue Cauchy LPE/GAN 45-57-23-63	S/pl. lun., juss., ven., sant., de 15 à 19 h. Chauff. ind. électr.	4 Pièces 88 m ² , 3 ^e étage	5 182 1 182	OUI	Courbevoie, 9, r. de l'Abreuvoir SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf Chauff. ind. élec.
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT					2/3 Pièces 88 m ² , 7 ^e étage	7 740 1 382	OUI	Neuilly, 39, bd du Château SAGGEL 47-42-44-44	Imm. neuf Chauff. collectif, vue dégagée, soleil
1/2 Pièces 39 m ² , 5 ^e étage	4 085 825		19, rue Raynourd SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif Cetm, refait à neuf	Studio 40 m ² , 2 ^e étage	3 430 680		Neuilly, 39, r. Parmentier AGF 42-44-00-44	Via./r.-v.
2 Pièces 70 m ² , 5 ^e étage	4 900 1 100		135, av. de Versailles SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif	5 Pièces 138 m ² , 1 ^{er} étage	13 280 1 400	OUI	Neuilly, 15/17, av. Sta-Foy AGF 42-44-00-44	Via./r.-v.
3/4 Pièces 97 m ² , 1 ^{er} étage	7 200 1 380		134, quai Bérlioz SAGGEL 47-42-44-44	Vue sur Seine	3 Pièces 78 m ² , 14 ^e étage	5 050 1 045	OUI	Puteaux 12, square L.-Blum AGF 42-44-00-44	Imm. récent, bon stand.
7 Pièces 235 m ² , 1 ^{er} étage	27 000 4 200	OUI	4, rue Chaligny AGF 42-44-00-44	Chauff. ind. élec.	3 Pièces 72 m ² , 3 ^e étage	5 550 470	OUI	Saint-Cloud 2, sq. Sainte-Clotilde AGF 42-44-00-44	Via./r.-v. Parking, 470 F
STUDIO 28 m ² , 2 ^e étage	4 200 883	OUI	60-62, av. H.-Martin GCI 40-16-28-68	Imm. anc., via./r.-v. Chauff. coll. gaz	4 Pièces 89 m ² , 4 ^e étage	5 100 1 300	OUI	Suresnes 18, av. Georges-Pompidou AGF 42-44-00-44	Via./r.-v. Imm. récent
PARIS - 19^e ARRONDISSEMENT					2 Pièces 58 m ² , 1 ^{er} étage	3 750 880	OUI	Suresnes 20, r. Salom.-de-Rothschild AGF 42-44-00-44	Via./r.-v. Imm. récent
4 Pièces 88 m ² , 1 ^{er} étage	4 920 1 030	OUI	10, rue Belleville AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif Imm. réc., via./r.-v.	94 - VAL-DE-MARNE				
2 Pièces 50 m ² , r.-de-ch.	3 030 350	OUI	2, rue Sed-Lacoste AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif Imm. réc., via./r.-v.	4 Pièces 85 m ² , 5 ^e étage	4 800 789	OUI	Cachan 4, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. ind. électr. centre-ville
78 - YVELINES									
5 Pièces 111 m ² , 3 ^e étage	11 600 1 640	OUI	Saint-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades GCI 40-16-28-70	Vue directe sur parc					
2 Pièces 62 m ² , 1 ^{er} étage	5 580 630	OUI	Saint-Germain-en-Laye 42bis, rue des Ursulines AGF 42-44-00-44	Chauff. ind. élec. Appart. à louer en professionnel					
2 Pièces 53 m ² , 2 ^e étage	4 000 370	OUI	Saint-Germain-en-Laye 40, quai Bérlioz rue des Ursulines	Via./r.-v. Réc. dans un parc de 2 ha, proche du RER					
3 Pièces 75 m ² , 1 ^{er} étage	5 350 700	OUI	Saint-Germain-en-Laye 42bis, rue des Ursulines AGF 42-44-00-44	Imm. dans un parc de 2 ha proche du RER					

INSTITUTIONNELS
pour paraître
dans cette rubrique,
composer 45-55-91-82,
poste 4324.



هكذا من الأصل

Enquête

Les perspectives européennes de 1993

Douaniers sans frontières

La première réunion des douze hauts fonctionnaires chargés de coordonner l'opération consistant à supprimer les frontières intracommunautaires, au 1^{er} janvier 1993 devait se tenir le mercredi 22 février à Bruxelles. Le retour de Bruxelles, où elle s'est déroulée, a été l'occasion pour les douaniers européens chargés du marché intérieur, M. Martin Bengemann, le ministre français des affaires européennes, M. Edouard Cresson, nous a indiqué que le « Monsieur Europe sans frontières » français vient d'être désigné par le gouvernement. Il s'agit de M. Hubert Blanc, préfet, ancien directeur du cabinet civil et militaire du ministre de la défense André Girard.

LES douaniers français sont des fonctionnaires communs. Ils ont le même képi et la même bande rouge sur le pantalon que sous le Second Empire. Changer d'uniforme, comme les policiers, aurait coûté cher au Trésor public, et les douaniers sont modestes. Ils assurent 80 % des saisies de drogues sans se mettre tout le temps en avant. Ils font rentrer dans les caisses près du quart des recettes fiscales de l'Etat sans demander la Légion d'honneur.

Après trente ans d'administration au nord de la Loire, les douaniers ont toujours l'accent de Narbonne. D'un coup d'œil, on a l'impression qu'ils ne sont pas de la région. Ils ont le même accent que les habitants de la région. Ils ont le même accent que les habitants de la région. Ils ont le même accent que les habitants de la région.

Des douaniers comme ceux-là, on n'en verra bientôt plus aux frontières terrestres, celles de la Suisse exceptée. Une révolution — culturelle — se prépare, et les ex-gabelous français, avec leur tenue d'époque, deviendront « trop voyants », comme dit, dans un soupir, le directeur des douanes, M. Jean Weber. Déjà, les droits de douane ont été supprimés par la CEE en 1969. Déjà la police de l'air et des frontières (PAF) n'est installée devant eux en 1975, encore plus près de la frontière. Déjà, ils n'agissent plus qu'une main nonchalante au passage des voitures. Voir plus de main du tout puisqu'il est interdit de faire attendre l'Europe à un poste-frontière.

Malgré tout, les douaniers restent, en toute modestie, indispensables. Il n'y avait pas d'Etat sans frontière et pas de frontière sans douanier. Mais le grand marché intérieur se profile dans la brume, et les douaniers se frottent les yeux. Personne n'en parle, mais que va-t-on faire d'eux ? Que vont-ils devenir le 1^{er} janvier 1993 s'il n'y a plus de frontières communautaires ? Si les marchandises circulent entre Lisbonne et Francfort comme entre Marseille et Toulouse ? Si les Parisiens peuvent aller faire leurs courses à Amsterdam comme aux grands magasins ?

On a beau leur dire qu'il restera 2 700 kilomètres de façade maritime à garder, sans parler des ports, des aéroports et du nouveau Roissy-3. Que les contrôles se dérouleront désormais, qu'il faudra les renforcer aux frontières

extérieures. On a beau citer les chiffres — de l'administration — selon lesquels ils seront toujours dix-sept mille en 1993 pour vingt mille actuellement, les douaniers sont « outrés ». Et, à Thionville, le chef de subdivision de la brigade des trains, douanier — à moustaches — depuis 1959, ne vous l'envoie pas dire : ce qui se prépare est « aberrant ».

Personne ne sait, à vrai dire, ce qui se prépare. L'acte unique signé à Luxembourg le 17 février 1986 prévoit la libre circulation des personnes et des marchandises le 1^{er} janvier 1993. Il restera donc trois ans pour s'y faire. Les accords de Schengen, moins médiatisés, prévoient de leur côté la suppression des postes fixes des frontières de

en 1993, selon les experts, les Cinq seront parvenus à un accord. Dans le délai prévu pour le désarmement à douze.

A moins d'un an de leur entrée en vigueur officielle, les accords de Schengen sont encore au stade où on se dit « des choses très très méchantes » dans les groupes de travail. Les Pays-Bas refusent catégoriquement de revenir sur leur législation concernant la drogue. On tente de négocier un « seul minimum de poursuite » commun, c'est-à-dire, la dose de haschisch que chacun, finalement, aura le droit d'avoir sur soi. La France est contestée pour la vente libre des 22 long rifle. Les Allemands s'inquiètent de savoir si elle possède un plan de ramassage des fusils de chasse,

Personne, même à Bruxelles, n'imaginerait que l'on parviendra à une étanchéité telle aux frontières extérieures de la Communauté qu'on pourra supprimer tous les contrôles internes. Pour la France, plus de la moitié des saisies de drogue sont opérées aux points de passage intra-communautaires. Mais dès qu'on pousse un peu plus loin le souci du détail, qu'on demande qui va empêcher le haschisch et les défenses d'éléphant infiltrés quelque part de prendre le TGV, qui va empêcher les citrons malades de se faire passer pour des yuccas et le patrimoine national de s'exporter, là, on s'enfonce dans la brume.

Bruxelles n'est pas opposé à des contrôles « inopinés », opérés à l'occa-

siou de leur corps (vingt-neuf l'an dernier).

Des confins de leurs trois frontières nordiques, les douaniers lancent un « cri d'alarme ». Qu'on ne croie pas qu'ils cherchent à nous apitoyer sur leur sort : ils sont fonctionnaires. Mais le contrôle « inopiné » qui se dessine, c'est la porte ouverte à tous les abus. Les douaniers ont peur pour nos enfants, qui pourront revenir d'Amsterdam sans même un serrement de cœur à la vue des képis. Ils craignent, pour notre santé, le vin au méthanol, les préservatifs sud-coréens, et pour notre industrie, les espadrilles chinoises. Dans son coffre de voiture, M. Emmanuel Baudin, de la direction de la CFDT-douanes, transporte un carton plein de jouets. Fabriqués à Taiwan, importés en Allemagne, réexportés avec un certificat de conformité aux normes françaises, dangereux pour les enfants : les yeux des ours s'arrachent et les chiens perdent leurs poils par poignées.

Les douaniers n'inspectent que trois camions sur cent et une proportion encore plus infime de passagers, mais ils croient à leur force de dissuasion. Et, de leurs premières loges, ils tiennent à faire savoir que nos partenaires ne sont pas tous honnêtes. « Tous les pays ne jouent pas le jeu », se préoccupe M. Hélène Saladin, secrétaire générale de la CFDT-douanes. La RFA exporte tellement qu'elle se soucierait peu de ce qu'elle importe. Elle a des liens privilégiés avec la RDA, où aboutissent toutes les têtes non marchées des pays de l'Est.

Attente trop longue à Roissy

Rotterdam, le premier port du monde, « vit pratiquement sans contrôle » et réexporte 80 % de la marchandise qui y transite. L'opinion doit le savoir : tous les Etats membres ne partagent pas la même philosophie du contrôle. Une tradition latine, « de pauvre », s'oppose, selon la CFDT, à une tradition « de riche ». Dans les pays du Nord, la douane est « au service des entreprises ». Les douaniers français applaudissent à la libre circulation, à condition de pouvoir aller vérifier eux-mêmes ce qui se passe sur les 36 kilomètres de quais de Rotterdam.

Entre collègues franco-français, l'ambiance ne paraît pas plus confiante. Les douaniers, qui se regardent déjà avec les policiers en chiens de falence, se demandent si tout le monde fait loyalement ses bagages. Ils n'ont pas apprécié que l'un des leurs se fasse arrêter par des gendarmes dans le Nord. Les gendarmes, « on ne les voyait pas » ; il arrive maintenant d'en croiser dans les parages. M. Charasse a assuré aux syndicats qu'il n'y aurait pas d'injustice : « Nous ne partons pas tant que Jose n'aura pas retiré ses policiers ».

A la PAF, on ne considère pas moins que les activités « résiduelles » seront essentiellement du ressort de la sécurité, et donc de la police. « Le responsable de l'ordre public, c'est Jose ».

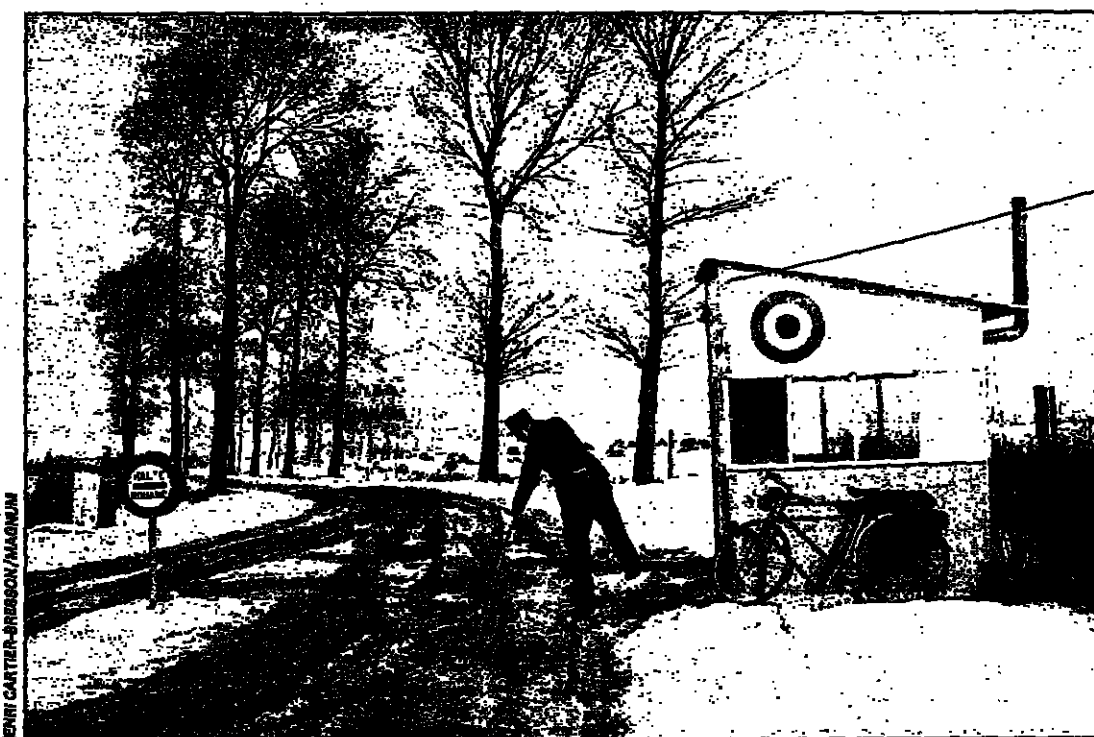
Partant du principe qu'on n'a jamais trop de policiers, la PAF (cinq mille agents, dont mille, cent cinquante aux frontières intra-CEE) n'a pas annoncé de réduction d'effectifs. Tout au plus ne compense-t-elle plus les départs à la retraite et envisage-t-elle le déplacement de cinq cents personnes. Les policiers s'ajouteraient bien le droit de pouvoir fouiller les véhicules sans commission rogatoire, mais les douaniers tiennent à leur privilège.

Les agents des douanes, eux, trouvent qu'on attend trop longtemps à l'immigration à Roissy, et que la PAF ferait mieux d'y doubler ses effectifs. Quelques conciliateurs parlent de brigades volantes communes, mais un essai de cohabitation dans le Doubs, le Bas-Rhin et la Moselle n'a pas été très concluant. Les brigades se sont retrouvées au même moment au même péage d'autoroute.

En ce qui concerne le tunnel sous la Manche, en tout cas, tout le monde est d'accord, et pour une fois, Bruxelles n'a pas d'objection. Le tunnel restera une frontière digne de ce nom. Les douaniers de M^{me} Thatcher y seront, dans le cadre du non-désarmement général que préparent les îles Britanniques. La douane française y sera, puisque la « sûreté » et le contrôle des bagages font partie de ses « missions extérieures ». La police aussi, naturellement. Le tunnel, de l'avis général, sera bien gardé.

La présidence française de la Communauté constitue une perspective moins réjouissante, du même avis général. Elle commence le 1^{er} juillet, et l'occasion ne se représentera pas avant six ans. Les syndicats, et même les administrations, craignent qu'une « décision politique » ne leur tombe sur la tête. Qu'un « trait de plume Kohl-Mitterrand » ne renvoie les gardes-frontière au musée. Les douaniers les premiers, avec leur bande rouge sur la couture du pantalon.

CORINE LESNES.



en cas d'urgence. Les Luxembourgais ne tiennent pas à ce que l'extradition s'applique aux délits fiscaux. Ils sont opposés, en outre, au droit de poursuite qui permettrait d'aller chez le voisin interpellé un suspect, voire de le transférer immédiatement dans les pays ayant constaté l'infraction : « Vous n'avez qu'à vous installer chez nous... »

En matière de terrorisme, en matière de politique des visas, les responsables de la sécurité se font des frayeurs. En 1993, quiconque aura été admis en Grèce pourra prendre l'avion à Athènes comme sur une ligne intérieure et se retrouver à Paris. Chaque pays membre entretenant des relations privilégiées avec ses anciennes colonies, le monde entier ou presque pénétrera sans visa dans un des douze Etats. L'Italie, l'Espagne, n'en exigent pas des Turcs, qui n'ont qu'à faire le détour pour se rendre en RFA.

A cinq, les négociateurs de Schengen essaient de trouver une liste commune de nationalités sujettes à visa : il n'y arriveront pas. Un système informatique commun, qui permettrait à chaque frontière extérieure d'obtenir des informations sur une personne, pourrait, lui, être prêt en 1991, bien qu'on ne sache pas encore si on y fera figurer jusqu'aux voleurs de voitures.

Signés par les gouvernements de Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg, de RFA et de France, les accords de Schengen prévoient aussi — ou simultanément, les interprétations divergent — une harmonisation des législations des pays membres sur des questions aussi consensuelles que la lutte antidrogue, le terrorisme, les « mouvements irréguliers » de capitaux, l'immigration clandestine, l'extradition. De l'avis des négociateurs, ils constituent un « laboratoire » du grand marché à douze et « le moins que l'on puisse dire, c'est que les textes ne sont pas prêts ». Mais

osant certains). Fonctionnaires des douanes et de la police de l'air, cheminots au service de la première gare internationale de marchandises, employés des sociétés de transitaires : ils sont plus de 1 500 à travailler sur la frontière, dont 300 italiens de la garde civile et financière, ainsi que des agents des chemins de fer installés en territoire français.

Le scénario catastrophe de M. Label, reçu comme une « provocation », a produit l'effet d'un électrochoc. « Modane est un symbole, et nous craignons d'en faire les frais », M. Christian Amey, directeur de l'aéroport du Freney, ouvert avec le tunnel en 1981, admet difficilement une réalité ne pour confirmer. Avec 240 salariés, ce centre routier, qui aura coûté 50 millions de francs aux collectivités locales et à des sociétés privées, commence à profiter de l'augmentation régulière du trafic des poids lourds. « Nous devrions embaucher. Mais qui oserait s'engager dans une profession en voie de disparition. Le message de 1982 est pour nous une motivation supplémentaire. On ne pourra pas nous rayer d'un trait de plume ».

Faits à l'appui, M^{me} Marie-Thérèse Denis, la toute nouvelle responsable du centre des douanes, confirme la nécessité de conserver sur place une plate-forme de contrôle et de surveillance intérieure à la CEE. C'est à Modane qu'ont été arrêtés les wagons de vin au méthanol en provenance d'Italie. C'est là aussi qu'ont été

refoulés des camions remplis de déchets hospitaliers non protégés ou de « résidus de terre décontaminés » plutôt suspects (1). La méfiance est toujours aussi vive à l'égard de l'économie « souterraine » du voisin transalpin, accusé en terme de peine volée de pratiquer des contrôles élastiques.

Quand au désengagement de la SNCF, qui doit supprimer 200 à 250 des 600 emplois actuels, il répond à la logique de modernisation des centres de triage et de dédouanement reportés en amont, depuis que les Italiens ont mis en place une plate-forme près de Turin.

« Nous avons la chance d'avoir la durée pour nous préparer. Notre volonté est de mettre fin aux rumeurs alarmistes, pour élaborer une stratégie de reconversion », M. Patrick Strzoda, le jeune sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne, auréolé de la casquette de « manager du développement local », s'est attaché à rassurer la population et à mettre en place des « outils de travail » et de réflexion. « La solution ne peut venir que de Modane. L'Etat et les instances communautaires suivront. D'ores et déjà, tous les « guichets » de financement ont été ouverts pour aider la ville à se donner un nouveau visage ».

MICHEL DELBERGHE.

(1) 413 723 poids lourds et 426 600 wagons ont transité, l'an dernier, par les deux tunnels de Modane. A 90 %, ce trafic concerne les échanges franco-italiens.

Modane, cité symbole

CHAMBERY de notre correspondant

« MODANE a été détruite à 80 % pendant la guerre. En 1957, elle a été dévastée par la crue de l'Arc. Nous avons toujours réussi à relever la tête. L'Europe, c'est peut-être une nouvelle chance. » M. Jacques Genelest, le maire (div. droite) de cette cité savoyarde de 4 500 habitants refuse de sombrer dans le pessimisme. Pourtant, au pied des montagnes, tout au bout de la vallée de la Maurienne, l'échéance de 1993 est loin de susciter la même euphorie que dans la Tarentaise voisine, où auront lieu les Jeux olympiques.

A cette date, la ville-frontière, située sur un des principaux axes de passage vers l'Italie, à l'entrée des tunnels routier et ferroviaire du Fréjus, est menacée de perdre 800 emplois directs et 300 indirects dans les commerces et les services. Telle serait la conséquence des effets cumulés de la suppression brutale des formalités douanières et d'un redéploiement des activités de la SNCF, selon l'hypothèse — pessimiste — d'un rapport dressé par M. Noël Label, commissaire à l'aménagement des Alpes du Nord, sur la demande de M. Bernard Bosson, alors ministre délégué aux affaires européennes, et transmis aux autorités de la CEE.

Depuis que la Savoie a choisi le parti de la France en 1860, le cœur de Modane bat au rythme du trafic (de la combinaison,

osant certains). Fonctionnaires des douanes et de la police de l'air, cheminots au service de la première gare internationale de marchandises, employés des sociétés de transitaires : ils sont plus de 1 500 à travailler sur la frontière, dont 300 italiens de la garde civile et financière, ainsi que des agents des chemins de fer installés en territoire français.

Le scénario catastrophe de M. Label, reçu comme une « provocation », a produit l'effet d'un électrochoc. « Modane est un symbole, et nous craignons d'en faire les frais », M. Christian Amey, directeur de l'aéroport du Freney, ouvert avec le tunnel en 1981, admet difficilement une réalité ne pour confirmer. Avec 240 salariés, ce centre routier, qui aura coûté 50 millions de francs aux collectivités locales et à des sociétés privées, commence à profiter de l'augmentation régulière du trafic des poids lourds. « Nous devrions embaucher. Mais qui oserait s'engager dans une profession en voie de disparition. Le message de 1982 est pour nous une motivation supplémentaire. On ne pourra pas nous rayer d'un trait de plume ».

Faits à l'appui, M^{me} Marie-Thérèse Denis, la toute nouvelle responsable du centre des douanes, confirme la nécessité de conserver sur place une plate-forme de contrôle et de surveillance intérieure à la CEE. C'est à Modane qu'ont été arrêtés les wagons de vin au méthanol en provenance d'Italie. C'est là aussi qu'ont été

مركزا من الأصل

هكذا من الأصل

Economie

M. Pébereau accepterait de se retirer

Société générale : armistice en vue

Le retrait presque total de M. Georges Pébereau, l'assailant, et la mise en vente de son arme d'attaque, la SIGP (Société immobilière de gestion et de participation), le renforcement d'Axa et de Rhône-Poulenc dans le capital de la banque, le maintien de la Caisse des dépôts comme premier actionnaire et, enfin, l'ouverture du conseil d'administration à trois nouveaux membres, dont deux personnalités socialistes et un ancien trésorier de l'UDF : les principaux termes de l'accord entre les différents participants à l'affaire de la Société générale sont pratiquement arrêtés.

Plusieurs problèmes techniques étaient encore en cours de discussion, mercredi 22 février. Le compromis mis au point par M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor (et ancien directeur du cabinet de M. Edouard Balladur, rue de Rivoli), devra ensuite être accepté par chacun des partenaires concernés. Un conseil d'administration de la banque est prévu à cette intention, jeudi 23 février, à midi.

Tel qu'il se dessine, l'accord devrait permettre de « sauver la face » de chacune des parties prenantes. Chargé par M. Pierre Bérégovoy, le ministre de l'économie, des finances et du budget, d'une mission de conciliation, M. Jean-Claude Trichet s'est efforcé de rechercher un compromis « agréable » à tous, selon son propre terme. Malgré les inconnues qui subsistent, il semble qu'il y ait parvenu en un temps particulièrement court, moins de six semaines.

Dans l'état actuel des discussions, l'accord devrait tout d'abord se traduire par un retrait presque total de l'attaquant, M. Georges Pébereau. Ancien

président de la CGE (Compagnie générale d'électricité) reconverti dans la finance, M. Pébereau président de Marceau Investissements, avait réuni autour de lui plusieurs industriels (les fameux « golden papers », MM. Gustave Leven, président de Source Perrier, François Dalle, président d'honneur de L'Oréal, et Jean-Louis Descours, président des Chaussures André), et quelques financiers pour organiser un raid sur la Société générale, banque privatisée en 1987 par M. Edouard Balladur.

Le raid a échoué

Comme le reconnaît aujourd'hui M. Pierre Bérégovoy, cette offensive d'origine privée — mais dans laquelle déjà la Caisse des dépôts était fortement engagée — aurait dû être soutenue par les actionnaires publics de la banque, les assureurs notamment. L'alliance entre M. Pébereau et les sociétés d'Etat aurait dû permettre un réajustement politique du capital de la banque, de son conseil d'administration et, semble-t-il dans l'esprit du ministre, de sa direction. Pour de multiples raisons — les méthodes et la personnalité de M. Pébereau, le comportement des dirigeants des sociétés publiques d'assurances, le raid a échoué. Avec la SIGP, M. Pébereau est néanmoins pour l'instant le principal actionnaire de la banque. L'accord prévoit son retrait presque total.

M. Pébereau devrait conserver les 0,53 % du capital de la banque qu'il a acquis pour l'essentiel lors de la privatisation et dans le cadre de la constitution par M. Balladur d'un groupe d'actionnaires stables. En revanche, il devrait complètement céder les 9,83 % d'actions acquises à l'automne dernier, pour un coût moyen d'achat d'environ 480 francs, par la SIGP. Cette cession devrait se faire à l'occasion de la vente par morceaux de la SIGP.

Quatre acquéreurs

A quel prix M. Pébereau et ses alliés vont-ils céder la SIGP ? C'est là toute la

question. Ayant échoué dans son objectif industriel — apporter son expertise et celle de ses alliés industriels à la troisième banque commerciale française, — M. Pébereau recherche le gain financier. Mardi 21 février, il déclarait encore au quotidien *les Echos* qu'il était prêt à se désengager à condition que cela se fasse « à un prix acceptable ».

Quatre groupes devaient se répartir la SIGP : la société privée d'assurances Axa, la société nationalisée Rhône-Poulenc, la Caisse des dépôts et, sans doute, la Société générale. En acquérant près du tiers de la SIGP, Axa, que préside M. Claude Bébér, devrait ainsi porter sa participation dans le capital de la banque de 1,2 % à 4,5 %. Rhône-Poulenc, qui a déjà renforcé sa position dans la banque au cours des dernières semaines à 2,5 %, devrait également la porter à 4,5 % en achetant le cinquième environ de la SIGP.

La Caisse des dépôts, qui possède déjà directement 4,2 % du capital de la banque, devrait récupérer également le cinquième de la SIGP. La CDC détient alors 6 % des actions de la Société générale — au lieu de 7 % auparavant. Le reste du capital de la SIGP devrait être récupéré par la Société générale, qui se chargera de reclasser ses actions dans les mois à venir.

Au terme de l'éclatement de la SIGP, le capital de la Société générale se trouvera considérablement remodelé. Conformément aux souhaits de M. Bérégovoy, le secteur public aura renforcé sa position. Il détendra au total plus de 21 % du capital de la banque privée, contre moins de 15 % à l'issue de la privatisation. Les cinq actionnaires publics seront : le GAN (4,9 %), Rhône-Poulenc (4,5 %), les AGF (4 %), l'UAP (2 %) et la Caisse des dépôts (6 %). Pour sa part, M. Marc Viénot, le président de la banque, aura obtenu le retrait de M. Pébereau. Depuis le début de l'affaire, il refuse la présence d'un « actionnaire de référence » dans le capital de la banque, le jugeant incompatible avec l'indépendance d'une grande banque commerciale internationale. Il ne souhaitait pas avoir d'actionnaires possédant plus de 4,5 % de son capital.

Avec la dissolution de la SIGP, il obtient gain de cause. Mais il doit accepter une dérogation à son principe : la Caisse des dépôts conservera, dans une première phase, 6 % du capital de la banque.

Avec la reconstitution de son capital, la Société générale devra également modifier son conseil d'administration. C'était l'un des points essentiels pour M. Bérégovoy, partisan du pluralisme dans le capital et les conseils des entreprises. Afin de permettre l'entrée de trois nouveaux administrateurs, le nombre des membres du conseil d'administration de la banque devrait être porté de quinze à dix-huit. Les noms des trois entrants ont fait l'objet d'intenses négociations directes entre MM. Bérégovoy et Viénot. Les trois personnalités finalement retenues devraient être MM. Claude Bébér, président d'Axa, Louis Schweitzer, directeur financier de la régie Renault, et Jean-Pierre Aubert (ancien président de La Hénin et président d'honneur du CEPME), actuellement conseiller d'Etat.

Le choix traduit parfaitement le réajustement politique souhaité par le ministre d'Etat. M. Bébér est un proche de l'UDF. Ancien trésorier de cette organisation, il se présente aux élections municipales à Rouen, sur la liste de M. Jean Lecanuet. Les deux autres personnalités sont socialistes : M. Schweitzer a été le directeur du cabinet de M. Laurent Fabius lorsque celui-ci était ministre de l'Industrie puis premier ministre. M. Aubert, socialiste affilié, est le fils d'un ami du président de la République.

Une nouvelle structure du capital, un conseil d'administration renforcé et pluraliste : la bataille de la Générale aura finalement permis à M. Bérégovoy d'arriver à ses fins. Il faut cependant maintenant que chacun des participants à l'affaire donne son accord. L'affaire n'est peut-être pas complètement terminée.

ERIK IZRAELWICZ

Un seul perdant ?

S'il est accepté par toutes les parties prenantes à l'affaire, l'accord mis au point par M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor et ancien directeur du cabinet de M. Balladur, concrétisera la sanction d'une longue bataille : avec ses vainqueurs et son perdant. Mais il ouvre, en même temps, plusieurs interrogations, liées notamment au rôle des entreprises publiques dans l'économie mixte.

M. Marc Viénot, le président de la Société générale nommé par M. Balladur avant la privatisation, est le grand vainqueur. Hostile à la présence de tout actionnaire de référence dans son capital, il souhaitait le retrait de M. Pébereau. Il a obtenu gain de cause. Après de multiples péripéties, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a, lui aussi, atteint ses objectifs : un capital recomposé et un conseil d'administration pluraliste. M. Robert Lion, le directeur général de la Caisse des dépôts, l'un des alliés de M. Pébereau, s'en tire également très bien. Il a aidé M. Bérégovoy dans cette opération de « dénoyautage ». Elle a réussi. Il peut se désengager partiellement sans honte. Il reste le premier actionnaire de la banque privatisée. Le seul perdant serait donc M. Georges Pébereau.

Industriel de grand talent reconverti dans la finance, il échoue dans sa première grande opération financière. Il voulait, disait-il, marier l'industrie et la banque. Lâché par certains de ses amis, il est obligé de se retirer. Quelles sont les conditions de sa retraite ? On ne les connaît sans doute jamais clairement. En revendant sa participation dans la Société générale, a-t-il réalisé une importante plus-value ? Les conditions techniques retenues

seront suffisamment complexes pour empêcher un calcul extérieur.

La question mériterait pourtant réponse. Si M. Pébereau a réalisé un gain financier à court terme, ne s'agit-il pas d'une prime aux « radeurs » accordée avec l'assentiment du ministre de l'économie ? Cela ne serait pas très cohérent de la part de M. Bérégovoy quelques jours après les propos tenus par le président de la République sur « l'argent facile ».

Autre question, quel rôle aura-t-on fait jouer dans cette affaire au secteur public ? M. Bérégovoy ne manquera pas de se féliciter du renforcement des actionnaires publics dans le capital de la banque privatisée. Le GAN a porté sa participation dans la Société générale de 2,2 % à 4,9 %, Rhône-Poulenc de 2,5 % à 4,5 %. En investissant des centaines de millions de francs dans la banque, leurs dirigeants ont-ils agi dans l'intérêt de leurs entreprises ? Pour investir et se développer, on sait, par exemple, que Rhône-Poulenc a besoin de fonds propres. Son actionnaire, l'Etat, refuse de lui en donner. Pour raison d'Etat (« Ni nationalisation, ni privatisation »), elle ne peut en trouver sur les marchés financiers qu'à travers des acrobaties financières qui n'ont qu'un temps. Pour avoir accepté de participer au remodelage du capital de la Société générale, M. Jean-René Fourtou, le président de Rhône-Poulenc — un proche de M. Giscard d'Estaing — devrait sans doute voir son mandat à la tête de la société reconduit. Mais l'argent — difficilement acquis — d'une telle société industrielle n'aurait-il pas pu être utilisé plus judicieusement ailleurs ? Dans l'industrie, par exemple ?

E. I.

L'affaire Petit Bateau

La BNP rompt ses relations avec M. Yves Rocher

La BNP vient de décider de rompre ses relations commerciales avec M. Yves Rocher. Cette décision fait suite à l'ultimatum lancé le 21 février par M. Yves Rocher à propos du redressement de la société Petit Bateau (*le Monde* du 22 février).

« En raison des agressions incessantes et injustifiées de M. Yves Rocher, la BNP n'estime plus possible d'établir avec lui le partenariat indispensable au redressement de l'entreprise sur des bases solides et durables », indique la banque dans un communiqué publié dans la matinée du 22 février. La BANEXI, filiale banque d'affaires de la BNP, a, par ailleurs, décidé de déposer une plainte en diffamation à l'encontre de M. Yves Rocher.

Cependant la BNP, qui est à la fois le banquier de M. Yves Rocher et de Petit Bateau, affirme qu'elle maintient ses concours à l'entreprise de vêtements pour enfants et se déclare « prête à prendre toute sa part dans l'effort financier à faire pour assurer l'avenir de Petit Bateau ».

REPÈRES

Matières premières

Forte hausse des prix

Le prix des matières premières importées a progressé, en francs, de 6,5 % en janvier par rapport à décembre 1988, indique l'INSEE.

En devises, cette hausse est de 2,5 %. L'indice s'inscrit ainsi à 166 sur la base 100 en 1980 et recouvre une hausse du prix des produits alimentaires de 5,5 % en francs et 1,7 % en devises. Les matières premières industrielles augmentent pour leur part de 6,8 % en francs et de 3,2 % en devises.

Les plus fortes hausses sont enregistrées pour la pâte à papier (+ 11 %), les matières premières et les fibres textiles naturelles (+ 9 %).

Croissance

Hausse de 4,5 % du PIB britannique

En dépit d'un net ralentissement en fin d'année, le produit intérieur brut britannique a augmenté de 4,5 % en 1988 selon les statistiques provisoires publiées par le gouvernement, mardi 21 février. Cette croissance est inférieure aux 4,8 % de 1987 mais reste parmi les plus élevées des pays industriels. Au cours du quatrième trimestre, la croissance est revenue à 0,1 % seulement, mais elle reste supérieure de 3,5 % à son niveau du dernier trimestre de 1987. Si l'on exclut le pétrole de la mer du Nord, l'expansion est plus vive sur douze mois : 5,5 %.

Pechiney : le juge d'instruction M^{me} Boizette se rend en Suisse

M^{me} Edith Boizette, juge d'instruction au tribunal de Paris, chargée de l'information judiciaire sur l'affaire Pechiney, s'est rendue en Suisse, où elle devait, durant les journées des 22 et 23 février, s'entretenir avec les autorités helvétiques en vue de l'exécution dans ce pays de certaines commissions rogatoires demandées à la Confédération helvétique. M^{me} Boizette devait ainsi s'entretenir, mercredi 22 février, à Berne, avec M. Pierre Schmid, chef de la division de l'entraide judiciaire internationale et des affaires de police.

Le magistrat français, qui est accompagné, durant ce déplacement, de M. Pierre Bézard, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, et M. Pierre Martinez, chef de la brigade financière de la police judiciaire, devait ensuite se rendre, jeudi 23 février à Genève. Il s'agit, pour elle, d'examiner avec les responsables judiciaires du canton dans quelles conditions pourraient être exécutées des commissions rogatoires délivrées depuis le 7 février, et qui sont actuellement entre les mains de la justice genevoise.

Depuis qu'elle est en charge du dossier Pechiney, M^{me} Boizette a

déjà entendu, à Paris, à titre de témoins, d'abord MM. Alain Boublil, démissionnaire de ses fonctions de directeur de cabinet de M. Bérégovoy, Samir Traouls, l'intermédiaire libanais entre Pechiney et Triangle, et, plus récemment, Antoine Riboud, en sa qualité d'administrateur de la société Pechiney. Elle a, entre-temps, procédé à cinq inculpations de recel de délits d'initiales ou de ce délit lui-même, qui ont été notifiées à MM. Roger-Patrice Bellat, Pierre-Alexis Marsan, Ricardo Zavala, Robert Reipinger et à M^{lle} Isabelle Pierco (*le Monde* du 18 février et du 22 février).

Avec le soutien de la Société lyonnaise de banque

M. Héritier, ancien secrétaire national de la CFDT, se lance dans l'innovation sociale

La recherche et l'expérimentation sur l'innovation sociale constituent aujourd'hui un créneau porteur pour les anciens syndicalistes. Après M. André Sainjon, ancien secrétaire général de la Fédération de la métallurgie, qui a participé au lancement d'un Institut de recherches et d'initiatives sociales européennes (IRISE) (*le Monde* du 8 février), M. Pierre Héritier, ancien secrétaire national de la CFDT, s'est lancé dans l'aventure. Celui qui faisait figure de porte-parole de l'aile gauche, mis à l'écart au congrès de Strasbourg en novembre 1988 « à la faveur » du départ de M. Maire, vient de créer son propre laboratoire. Avec le concours de son ancien employeur.

Le Laboratoire social d'actions, d'innovations, de réflexions et d'échanges (LASAIRE), dont M. Héritier est directeur, ne se présente ni comme un « bureau d'études » ni comme un organisme de recherche, mais comme un « lieu destiné à faire connaître aux partenaires sociaux les études, les expériences, les évolutions sociales, les réalisations innovantes dans le monde du travail ». La Société lyonnaise de banque, où M. Héritier a été employé avant de devenir permanent syndical, a apporté un concours financier de l'ordre de 1 million de francs. « Une rampe de lancement qui nous met à l'abri de la contrainte alimentaire », commente-t-il.

Le mécène, M. Henri Moulard, PDG de la Lyonnaise de banque, avait pris contact à la fin août 1988 avec son ancien employé lorsqu'il avait appris qu'il risquait de perdre ses responsabilités syndicales. « Je ne suis ni gauchiste ni même de gauche », explique M. Moulard, en faisant allusion aux idées politiques de l'expérimentation. Mais, comme entrepreneur, je considère que ma responsabilité première est de créer des emplois. Il faut que l'entreprise soit un peu citoyenne dans sa région et dans son pays. En 1988, je ressentais la nécessité d'innovations dans le domaine social. L'occasion a fait le laron. » M. Moulard préside le conseil d'administration de LASAIRE.

Ni sous-marin ni poisson pilote

Avec son siège social à Saint-Etienne (1), LASAIRE se fixe des objectifs précis : « Recenser et analyser les expériences innovantes et les changements qui émergent dans l'entreprise et le tissu local » ; « Organiser des échanges entre acteurs et chercheurs » ; « Promouvoir de nouveaux concepts » ; « Susciter ou éventuellement mettre en œuvre des politiques de formation », etc. « Nous ne sommes pas des chercheurs », assure M. Héritier. Nous

voulons soutenir sur place ceux qui sont des innovateurs. » Proclamant son indépendance totale vis-à-vis de la CFDT, l'ancien responsable du secteur économique de cette centrale n'entend pas davantage servir de laboratoire au patronat : « LASAIRE ne sera ni un sous-marin ni un poisson pilote ».

Tout en reconnaissant le « parallélisme » des démarches avec l'IRISE de M. Sainjon et en voyant dans cette concurrence une bonne émulation, M. Héritier rappelle que son laboratoire n'entend pas, lui, faire du conseil en entreprise. Il estime que les thèmes inscrits au programme de travail de LASAIRE sont assez proches de ceux d'IRISE. L'équipe de travail formée de plusieurs économistes et d'un polytechnicien — M. Hugues Bertrand, professeur à l'université de Lille — va se pencher sur l'Europe sociale, le mouvement social et le syndicalisme, le développement local et la création d'activités nouvelles, mais aussi, l'évolution des relations sociales dans l'entreprise. Avec, en guise de hors-d'œuvre, « les interrogations que suscitent les nouvelles formes d'attachement des salariés aux objectifs de l'entreprise ». Intéressant préambule.

M. N.

(1) 32, rue de la Résistance, 42000 Saint-Etienne. Tél. : 77-41-94-04.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Watis.

Rédacteur en chef : Daniel Verdet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	706 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Économie

La rénovation du secteur public

Revalorisation de la gestion du personnel

Dans la longue communication qu'il a présentée mercredi 22 février au conseil des ministres sur la rénovation du secteur public, M. Michel Rocard a d'abord souligné que ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est le rôle fondamental que doivent jouer l'Etat et les services publics. Or, a souligné le premier ministre, les conditions dans lesquelles ces missions sont aujourd'hui remplies ne sont pas pleinement satisfaisantes. Elles ne le sont pas pour les agents de la fonction publique qui ont été trop souvent dans le passé négligés, voire oubliés ou injustement critiqués.

Aussi a poursuivi en substance M. Rocard, les attentes des fonctionnaires rejoignent-elles celles des citoyens pour exiger une rénovation en profondeur du fonctionnement de l'Etat et par conséquent pour revoir les relations du travail comme les modes de décision et de gestion. L'Etat s'est trop souvent et trop longtemps organisé sur la base de la méfiance à l'égard des agents. On a multiplié les contrôles, les rendant par là même injustifiés, ou a institué des procédures qui n'ont plus de sens à une époque où les qualifications des agents de l'Etat se sont fortement élevées.

Ce n'est pas en ignorant les compétences et les spécificités de chacun, a ajouté le chef du gouvernement, ou en rejetant les initiatives sous prétexte qu'elles ne rentrent pas dans le carcan des procédures que l'on rendra le service public plus efficace. C'est au contraire en restaurant la dignité des serveurs de l'Etat et des collectivités publiques, en créant les conditions juridiques et matérielles d'une prise de responsabilité effective par le plus grand nombre d'entre eux, en matière de décision, comme d'exécution, que l'on pourra mieux répondre aux aspirations des fonctionnaires et mieux satisfaire les usagers.

De l'avis de M. Rocard, ce défi ne peut pas être relevé par des mesures hiérarchiques : il suppose la mobilisation des agents. Celle-ci passe par le développement de la participation et des instances de participation. Le renouveau du service public doit se faire avec le soutien des personnels et de leurs organisations syndicales.

Le renouveau du service public sera l'un des grands enjeux des

années qui viennent, a souligné le premier ministre.

Le plan présenté mercredi au gouvernement s'articule autour de quatre idées-forces : relations du travail rénovées ; développement des responsabilités ; évaluation des politiques publiques ; politique en faveur des usagers.

Une politique de relations du travail rénovée.

Le dialogue social dans les fonctions publiques doit être renforcé et devenir un instrument privilégié de la modernisation des administrations.

La négociation s'ouvrira à de nouveaux thèmes et se décentralisera à tous les niveaux. Les questions relatives à la formation continue, à la mobilité, aux conditions et à l'organisation du travail, aux modalités de l'introduction des nouvelles technologies, à l'aménagement du temps de travail constitueront des thèmes prioritaires.

Pas d'abandon du statut général

Insistant sur la nécessité d'une gestion plus dynamique des personnels, M. Rocard a été critique, soulignant que les politiques de gestion des personnels mises en œuvre dans les administrations demeurent souvent inadéquates et que les directions du personnel avaient rarement l'influence — et le prestige — que l'importance de leurs missions justifiait amplement. Selon le premier ministre, il n'est pas nécessaire d'abandonner le statut général des fonctionnaires, de même que l'évolution souhaitée n'implique pas la disparition de la grille des rémunérations. Seulement son mode d'utilisation devra être adapté. Pour M. Rocard, il faut en premier lieu revaloriser la fonction de gestion du personnel dans les administrations. Il faut, en second lieu, mettre systématiquement en place dans toutes les administrations une gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des carrières. De même il ne doit plus y avoir dans les administrations d'investissement physique qui ne s'accompagne pas d'un investissement humain. Enfin, la formation initiale et continue doit jouer pleinement son rôle d'instrument privilégié de valorisation professionnelle des agents et de l'adaptation de leurs qualifications aux évolutions des missions et des métiers.

Toujours dans le cadre d'un dialogue rénové, la mobilité des agents, sous toutes ses formes, sera favorisée, qu'il s'agisse de la mobilité au sein d'une même administration, entre administrations, entre administrations centrales et services extérieurs. Le but étant de permettre aux agents de pouvoir accéder à des tâches correspondant davantage à leur qualification professionnelle.

Rapprocher les centres de décision

Développement des responsabilités.

Il s'agit pour l'Etat de tirer toutes les conséquences de la décentralisation en engageant à ses différents échelons territoriaux une politique de développement des responsabilités.

L'objectif est de faire autant en matière de déconcentration que ce qui a été réalisé avec les lois de décentralisation.

Les décisions, par exemple, devront être prises au plus près de ceux qu'elles concernent, selon l'expression de M. Rocard.

Un service des usagers

Il faut susciter, dès à présent, a demandé M. Rocard, des centres de responsabilités expérimentaux où seraient mis en œuvre de façon contractuelle des assouplissements des règles de gestion budgétaire.

Evaluation des politiques publiques

Il ne peut y avoir de développement de l'autonomie et de la responsabilité sans évaluation des actions et des services publics, a déclaré M. Rocard, qui a confié à M. Vivret le soin d'y réfléchir.

Accueil et service à l'égard des usagers

La modernisation de l'Etat a inspiré depuis plusieurs années un ensemble de lois et de décrets précisant les droits et les obligations des usagers de l'administration.

Cette réglementation est loin d'être toujours appliquée car les blo-

cages sont nombreux. C'est surtout, selon M. Rocard, par des relations de travail rénovées, par une meilleure organisation, par des efforts accrus de formation continue, par une plus grande considération à l'égard des fonctionnaires que les changements induits par les nouveaux textes pourront effectivement le jour.

L'élaboration de projets de service, en partant d'une réflexion des personnels, donnera des possibilités d'ouvrir des négociations locales sur les conditions de travail. Les responsables devront insister sur les attentes des usagers en s'efforçant de parvenir à un assouplissement des horaires d'ouverture, en aménageant les systèmes d'attente pour améliorer le confort. On songera aussi à faciliter l'accès et l'accueil des personnes âgées, des étrangers, des handicapés grâce à une assistance répondant à leurs besoins.

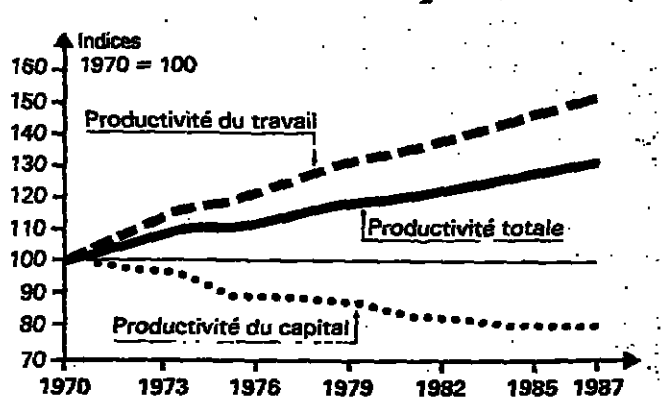
L'effort de personnalisation des relations entre les agents et les usagers sera poursuivi. On veillera en particulier à ce que dans toute correspondance administrative figurent clairement le nom de l'agent chargé du dossier, l'adresse de son service et le numéro de téléphone permettant à l'usager de contacter la personne compétente pour obtenir des informations complémentaires. Par ailleurs, la suppression des guichets facilitera le traitement des cas personnels. Le remplacement progressif des guichets par d'autres formes d'accueil permettra aux agents de traiter les cas personnels.

M. Rocard a d'autre part insisté sur la nécessité de créer des associations d'usagers.

En conclusion, le premier ministre a indiqué que chaque administration allait devoir élaborer un plan de modernisation. Le ministère de la fonction publique et des réformes administratives ouvrira des négociations avec les syndicats, en commençant par la formation continue et la mobilité des personnels.

Des opérations seront systématiquement menées dans toutes les administrations sur le thème de l'accueil et de l'information des usagers. Les ministres interviendront en ce sens auprès des préfets. Un séminaire gouvernemental fera avant le début de l'été le point des travaux engagés.

Augmentation de la productivité dans les services depuis 1980



La nouvelle série de publications de l'INSEE, « INSEE première », présente une analyse de l'évolution de la productivité dans les services marchands en France de 1970 à 1987. De 2,1 % en moyenne annuelle entre 1973 et 1979, la croissance de la productivité totale des facteurs de production tombe à 1,3 % entre 1979 et 1986. Celle du facteur travail s'inscrit en hausse, alors que celle du capital décline tout au long de la période. Cette évolution est sensiblement comparable à celle des autres pays industrialisés, à l'exception des Etats-Unis, où la compétitivité totale stagne tout au long de la période et du Royaume-Uni, où elle progresse.

Dans les années 1980, la productivité de l'économie française se ralentit surtout dans l'industrie, et progresse dans les services, comme c'est le cas en Allemagne fédérale. Les Etats-Unis, le Japon et le Royaume-Uni ne connaissent pas une telle évolution. Dans ces pays, le second choc pétrolier se traduit, en effet, par des restructurations industrielles propices à l'augmentation de la productivité manufacturière. En France, en revanche, le secteur des services (notamment graphique) enregistre une hausse de sa productivité, surtout celle du travail, ce qui explique que peu d'emplois, en comparaison des Etats-Unis par exemple, aient été créés. Ce n'est qu'au cours de la période la plus récente (1987-1988) que l'INSEE, que la croissance totale stagne dans France s'est accompagnée de créations d'emplois plus importantes. C'est également au cours de cette période que la productivité dans l'industrie a connu un regain de croissance.

Une formation renforcée des responsables

(Suite de la première page.)

M. Rocard estime que tout ne va pas si mal et que nous sommes admirés dans le monde entier pour la qualité de nos fonctionnaires.

Pourtant, le premier ministre s'inquiète de la véritable crise que traversent les agents du service public, qui doutent d'eux-mêmes, de leur utilité, de leur entreprise. On est loin de l'image rayonnante qui était celle du secteur public à la fin de la guerre : le cheministe fier de son outil, l'instituteur et le professeur admirés et respectés.

Ce malaise, cette crise d'identité — M. Rocard emploie l'expression — expliquent autant la crise actuelle du secteur public que d'insuffisantes rémunérations. Et c'est parce que le fonctionnaire ou l'agent du service public se sent mal dans sa peau que son rapport avec l'autre — l'élève, l'usager, le citoyen s'il s'agit d'un agent de police, le contribuable s'il s'agit d'un agent du fisc — que ce rapport, qui est d'abord une approche physique, est mauvais.

C'est à partir de cette intuition que M. Rocard va privilégier la formation, et d'abord la formation de ceux qui ont à diriger les hommes. La capacité à commander est essentielle : encore faut-il qu'elle soit reconnue par ceux qui ont à exécuter. Ce qui est de moins en moins souvent le cas. D'où la multiplication envisagée des stages de formation, en alternance avec des périodes

de réflexion. Comme dans le secteur privé auquel on va emprunter bon nombre de méthodes. C'est aussi le souci de rendre aux agents du secteur public des raisons d'y croire qui va conduire à une plus grande mobilité : un instituteur pourra devenir inspecteur des impôts si c'était sa vocation rentrée ou tardivement découverte.

L'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers passe aussi, selon M. Rocard, par des projets d'entreprises, qui permettront à l'ensemble du personnel de s'exprimer et de définir des objectifs communs. Des méthodes aussi. Sur ce point, on voit réapparaître l'ancien membre du PSU, le fervent partisan de l'autogestion. Mais l'homme a maintenant une longue expérience derrière lui. Il expérimente sur le tas, dans sa commune, et sait assez bien de quoi il parle. Il n'aime pas, par exemple, le mot « mérite » quand celui-ci est employé à titre individuel, parce qu'il ne croit qu'aux succès collectifs et d'équipe.

Moins de fonctionnaires mais mieux payés, mieux formés et mieux considérés. Tel est la philosophie profonde de l'actuel premier ministre, qui sur ce point au moins, partage les vues de son ministre des finances, M. Bérégovoy. C'est une révolution culturelle qui est proposée. Celle-ci ne se fera pas en une nuit.

ALAIN VERNHOLES.

CONJONCTURE

Selon la Commission de Bruxelles

La CEE devrait atteindre une croissance de 3,5% par an

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Maintien d'une croissance élevée, de l'ordre de 3% par an, poursuivie des « très bonnes performances » en matière d'investissements et d'emplois : selon la Commission de Bruxelles, les perspectives économiques de la Communauté en 1989-1990 sont favorables et permettent d'espérer des résultats aussi satisfaisants qu'en 1988. Qui plus est, à moyen terme, compte tenu des améliorations structurelles en cours, la CEE devrait atteindre un rythme de croissance de 3,5% par an. Cet optimisme est à peine tempéré par un certain retour de l'inflation constaté à des degrés divers dans l'ensemble des Etats membres et par un environnement international plus incertain (1).

La formation brute de capital fixe était et demeure le facteur le plus dynamique de la présente phase d'expansion de la production dans la CEE. Cette vigueur des investis-

ments s'explique, selon Bruxelles : 1) par la progression continue de la rentabilité du capital depuis le début des années 80, due elle-même à la modération salariale et à une évolution des termes de l'échange plutôt propice (baisse du prix du pétrole et du dollar) ; contrairement à ce qu'on observait avec une certaine surprise jusqu'à la fin de 1987, l'investissement n'aigüé désormais pleinement à l'amélioration de la rentabilité qui a compensé les effets négatifs de la hausse des coûts réels ; 2) par l'attente du maintien de demandes internes et externes « relativement vigoureuses » ; 3) par les anticipations de plus en plus optimistes que suscite dans le secteur des entreprises la perspective de 1993. Désormais les investissements visent à accroître la capacité de production des entreprises, progressent plus vite que ceux dont l'objet est uniquement de rationaliser la production. Cela dit, les prévisions chiffrées en matière d'investissements qui figurent dans le rapport bruxellois n'ont rien de spectaculaire et indiquent même une

régression qui n'est pas négligeable : + 5,5% en 89 et + 5% en 90 au lieu de 7,3% en 88.

En raison notamment de la réduction du coût du travail « la croissance est désormais plus créatrice d'emplois qu'elle ne le fut jadis ». La tendance se poursuivra très fort en 1989 et 1990 sous réserve que le chômage demeure de façon sensible. Ce décalage entre les performances de l'emploi et la lente réduction du chômage (10,5% de la population active en 1990) s'explique surtout par la progression du taux d'activité : une fraction plus importante qu'auparavant de la population en âge de travailler postule des emplois, surtout en raison du développement du travail à temps partiel.

La Commission souligne que le dynamisme de l'économie de la CEE se traduit par une forte expansion des échanges intracommunautaires, plus nette et plus rapide que celle du commerce avec les pays tiers. Cette bonne santé conjoncturelle devrait, note Bruxelles, rendre plus faciles les ajustements budgétaires ainsi que les ajustements structurels à qui ils sont nécessaires ; les recettes d'impôts de même que les bénéfices des entreprises permettent d'agir.

d'une forte reprise de l'investissement productif financé par des entrées de capitaux privés et par les transferts opérés grâce au fonds structurel européen.

En termes de politique économique, les experts de la Commission constatent et déplorent dans la Communauté comme aux Etats-Unis « une confiance excessive dans la politique monétaire » pour combattre le retour de l'inflation.

La politique budgétaire pourrait et devrait jouer plus souvent un rôle important.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Prévision de croissance aux Etats-Unis : 2,75 % en 1989 et 2 % en 1990 contre 3,8 % en 1988, et au Japon : 4,25 % en 1989 et 3,5 % en 1990 contre 5,6 % en 1988.

La Banque de France estime que la production va continuer d'augmenter

« L'activité industrielle a marqué de nouveaux progrès en janvier », écrit la Banque de France dans sa dernière enquête de conjoncture.

La production a augmenté à un rythme soutenu dans la plupart des secteurs, notamment dans les biens d'équipement professionnels, l'automobile et les biens de consommation. Les marges de capacité de production disponibles se sont réduites. Dans certains secteurs des délais de livraison et l'accroissement du recours à la sous-traitance témoignent des difficultés rencontrées pour répondre à la demande.

Les stocks de produits finis sont restés à un niveau jugé faible, excepté dans les biens de consommation où un alourdissement a été noté.

La croissance de la demande s'est accélérée tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation, et l'optimisme sur le niveau des carnets s'est encore amélioré.

Les programmes d'investissements pour 1989 laissent prévoir une nouvelle augmentation des dépenses, à un rythme un peu moins élevé qu'en 1988 : ils visent, plus que par le passé, l'extension des capacités.

Les hausses de prix, habituelles en début d'exercice, sont restées modérées dans l'ensemble, incorporant en partie seulement le renchérissement des approvisionnements survenus les mois précédents. L'évolution future des marges suscite quelques préoccupations liées aux incertitudes affectant les cours des matières premières et du dollar.

La Banque de France ajoute : « Les relèvements des salaires, prévus pour 1989, sont généralement compris entre 2 % et 3 %. Selon les chefs d'entreprise, la production devrait continuer d'accroître au cours des prochains mois, mais à un rythme un peu moins rapide qu'actuellement. »

Gare à l'inflation

Face à cette perspective, « dans l'ensemble favorable », quels sont les points noirs ? « L'inflation reste le principal danger dans la Communauté ». L'augmentation moyenne des prix à la consommation qui a été de 3,7 % en 1988 atteindrait 4,25 % en 1989 et 4 % en 1990. Dans le groupe des pays membres qui maîtrisent le mieux l'inflation, à savoir, selon la Commission, la Belgique, la RFA, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas mais aussi la France, la légère progression des prix à la consommation « doit être considérée comme une sorte de normalisation des prix que les prix à l'importation, non seulement ne diminuent plus, mais recommencent à augmenter ». Aucune panique, on s'en rend compte ! Autre fragilité, l'écart entre les soldes excédentaires courants des pays en excédent et des pays en déficit s'accroît. La Commission admet cependant que la détérioration sensible de la balance des paiements courants en Espagne et au Portugal n'est qu'un motif préoccupant dans la mesure où elle s'est accompagnée



ALGERIE - الجزائر

— MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE —

OFFICE NATIONAL DES APPROVISIONNEMENTS ET DES SERVICES AGRICOLES — ONAPSA —

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel à la concurrence, national et international, est lancé pour la fourniture de :

- Véhicules utilitaires.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel à la concurrence, munis d'une délégation de pouvoir, peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'ONAPSA - Direction générale, chemin Hassan Benaamane, les Oliviers, Bp Mourad Rais, Alger, B.P. 155, Birkhadem, Alger.

Tél : 62.325-6 - Tél : 58.19.60/56.19.47 à partir de la parution du présent avis, contre paiement de la somme de 600 DA convertibles.

Les offres en huit exemplaires, établies conformément aux exigences du cahier des charges et accompagnées des documents exigés par la réglementation en vigueur, doivent parvenir sous double enveloppe cachetée à l'adresse ci-dessus au plus tard 45 jours après la parution du présent avis au BOMOP (Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public).

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporter aucune indication, sauf la mention : « Appel à la concurrence, national et international n° 03/89 » ne pas ouvrir.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 120 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

onap/alg

مركز من الأصل

Économie

ENERGIE

Un geste des NOPEP pour participer au redressement des cours du pétrole

Les pays producteurs de pétrole non membres de l'OPEP (appelés NOPEP), réunis à Londres mardi 21 février, se sont mis d'accord pour aider l'OPEP dans ses efforts pour redresser et stabiliser les prix du brut à 18 dollars le baril. Un communiqué commun explique qu'une « majorité de participants » réduira ses exportations au second trimestre de 1989 « d'un certain pourcentage ». La réunion comptait le Mexique, la Malaisie, Oman, la Chine, l'Égypte, l'Angola, et s'y ajoutaient des observateurs d'URSS, de Norvège, du Nord-Yémen, de Colombie, ainsi que de l'État d'Alaska (États-Unis) et de la province d'Alberta (Canada).

Les détails de la réduction ne seront annoncés qu'au fil de la semaine mais différents analystes évoquent le chiffre de 6 %, soit environ 200 000 barils par jour. L'effort des NOPEP resterait donc très modeste, même si l'URSS y participait, comme certains le pensent, pour 100 000 barils supplémentaires (sur des exportations de 2 millions

de barils/jour et une production totale de 12,5 millions). La réduction, effectuée en janvier par les membres de l'OPEP eux-mêmes, porte en effet sur près de 4 millions de barils/jour avec une production ramenée de 22,8 à 18,7 millions (*le Monde* du 22 février).

Mais cette goutte de brut enlevée est néanmoins symbolique d'un effort désormais commun de tous les producteurs mondiaux pour éponger les surcapacités des marchés. Le geste compte d'autant que les NOPEP auraient pu garder de mauvais souvenirs. En avril 1988, ils avaient déjà proposé une même coupe de 5 % de leurs ventes à la veille d'une conférence des treize membres de l'OPEP... qui avaient été, eux, incapables de s'entendre. Le prix du baril avait glissé avant qu'enfin un accord puisse être trouvé, fin novembre dernier, et que depuis les prix se redressent. Ils sont aujourd'hui entre 15 et 16 dollars le baril.

TRANSPORTS

Querelle de tracé pour le futur TGV-Est

NANCY
de notre correspondant

1989 sera une année décisive pour le projet de TGV-Est évalué à quelque 16 milliards de francs. Dans les prochains jours le ministre des transports, M. Michel Delebarre, doit nommer un expert chargé, à la fin de l'année de proposer un tracé et d'étudier un montage financier. M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, a présenté, mardi 21 février, à l'occasion du colloque organisé à Nancy par les présidents des conseils généraux de Meurthe-et-Moselle, de Meuse et des Vosges, le cadre de la mission du futur « Monsieur TGV-Est ». Le cahier des charges prévoit que la ligne à grande vitesse Paris-Strasbourg, devant renforcer la vocation européenne de la capitale alsacienne, assurera une « desserte équilibrée » de Metz et de Nancy tout en permettant un prolongement vers la Sarre « en fonction des décisions que prendra le gouvernement allemand ».

Les orientations gouvernementales plutôt favorables au tracé passant au nord de Reims, traversant le parc régional de Lorraine entre Metz et Nancy, et franchissant les Vosges à proximité du col de Saverne (dit tracé nord dans le rapport de l'ingénieur général Ratier) n'ont guère été examinées par les deux cents participants réunis à

Nancy. A trois semaines des prochaines élections municipales, l'heure est à la défense des intérêts locaux. Le syndrome de l'autoroute A 4 qui passe au nord de Metz hante toujours les responsables politiques du sud de la Lorraine. « Plus l'erreur de l'A 4 mais pas la revanche de l'A 4 », prévient M. Jacques Baudot, président du conseil général de Meurthe-et-Moselle. « Personne ici n'entend subir », lance de son côté le député et maire de Nancy, M. André Rossinot, tout en brandissant la menace du refus de participation financière à un « tracé imposé ». Le Haut-Rhin, pour sa part, s'est d'ores et déjà affirmé prêt à apporter 100 millions de francs.

JEAN-LOUIS THIS.

● Accord entre American Airlines et le Club Méditerranée. — M. Robert Crandall, PDG d'American Airlines, et Gilbert Trigano, PDG du Club Méditerranée, viennent de signer un accord commercial. Il a été convenu qu'American Airlines (l'une des plus importantes compagnies aériennes américaines) commercialisera dès cet été des produits touristiques appelés « Fly Away Vacation » qui consisteront en des forfaits « transport et séjour » pouvant aller de trois à sept jours vers neuf villages du Club, aux États-Unis, aux Caraïbes, et au Mexique. American Airlines transportera également à partir de cet été les vacanciers européens du Club vers les villages de ces mêmes pays.

SOCIAL

Le changement à la direction de la Caisse nationale d'assurance-maladie

M. Johanet : un expert du PS

C'est M. Gilles Johanet, conseiller référendaire à la Cour des comptes, qui a été nommé, par le conseil des ministres, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés, en remplacement de M. Dominique Coudreau, devenu directeur de l'Agence gouvernementale de la lutte contre le sida (*le Monde* du 7 février).

M. Gilles Johanet, né en 1950, est un des experts du Parti socialiste en matière de protection sociale. Rapporteur au Conseil supérieur de

l'aide sociale et au Haut Comité de la population en 1978, puis rapporteur du groupe de travail famille du VIII^e Plan, en 1980, il est devenu de 1981 à 1983, directeur du cabinet de M^{me} Georgina Dufoux, secrétaire d'État à la famille, avant de passer au cabinet de M. Pierre Mauroy, premier ministre, comme chargé de mission pour les questions de sécurité sociale.

Resté fidèle à M. Mauroy, il a abandonné la direction de l'Établissement national des invalides de la marine, où il avait été nommé en 1986 pour revenir travailler avec lui à la Fédération nationale des élus socialistes et républicains.

A la direction de la CNAM, il aura à préparer le renouvellement de la convention avec les médecins. Il a déjà eu l'occasion de s'intéresser directement à ce dossier en 1984, lorsqu'il revint au cabinet de M^{me} Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales, pour s'occuper des relations avec les médecins. Un milieu avec lequel il a d'autres contacts, puisque son frère, M. Stéphane Johanet, est vice-président du Syndicat des médecins hospitaliers.

Bien que dans son ouvrage, *Comptes et mécomptes de la protection sociale*, publié au début de 1986, il estime, à l'inverse de

M. Coudreau, qu'il faut « politiser le débat » sur la protection sociale, il retrouve certaines de ses préoccupations, par exemple sur les excès des remboursements à 100 %, qu'il propose de corriger par une « franchise » proportionnelle aux revenus. Plus attentif à une « politique de l'offre », notamment en matière d'hospitalisation, il s'est inquiété aussi des facteurs démographiques (le vieillissement), techniques et socioculturels (l'intolérance à la douleur, la valorisation de la santé) poussant à l'accroissement des dépenses de santé.

De la CNAM à la lutte contre le sida

M. Dominique Coudreau : un financier du social

« Je vais maintenant cesser de faire mes mauvais coups en douce pour agir au nom des pouvoirs publics... » Nommé à la tête de l'agence gouvernementale chargée de coordonner la lutte contre le sida, M. Dominique Coudreau évoquait ainsi avec humour la fonction qu'il a occupée pendant près de dix ans à la tête de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), une entreprise de près de cent mille salariés.

Le directeur de la CNAM doit en effet se mouvoir dans un jeu complexe de relations entre les pouvoirs publics — le politique et l'administratif — les syndicats de médecins soucieux de préserver leur autonomie professionnelle, les partenaires sociaux théoriquement responsables de leur gestion du régime général mais souvent hésitants, et notamment un président, M. Maurice Derlin (FO), attaché à ses prérogatives, mais souvent lui-même encadré par son propre syndicat.

Dans ce jeu, M. Coudreau aura su faire preuve de doigté et d'imagination, notamment dans la discussion des conventions avec les syndicats médicaux, en 1985 comme en 1980, mais en mêlant de temps à autre un certain goût de la provocation.

Il aura surtout été le gardien vigilant de la dépense, dans une période où la pression financière n'a cessé de se renforcer, du plan Barrot de 1979, qu'il aura contribué à élaborer, au plan Séguin, qu'il aura eu à mettre en œuvre sur le terrain, non sans difficultés mais efficacement, entre les caisses locales, les médecins et les pharmaciens.

En fait, dès le début de sa carrière, Dominique Coudreau aura été un financier du social. A la sortie de l'École nationale d'administration, promotion Robespierre, où il fera connaissance de M. Philippe Séguin, sans se lier avec lui, ce fils de médecin militaire sera nommé à la direction du budget du ministère de l'éco-

nomie et des finances, chargé des budgets sociaux.

Il y nouera des contacts précieux par la suite pour connaître sa marge de manœuvres en matière de gestion des dépenses ou de fixation des tarifs médicaux. Mais il n'y restera que trois ans, avant de passer dans des cabinets ministériels. D'abord chez M. René Lenoir, secrétaire d'État, puis chez M^{me} Simone Veil, ministre de la santé. Ensuite chez Robert Boulin, ministre délégué aux finances, et enfin auprès de M. Raymond Barre, premier ministre.

Un gestionnaire

Mais cet esprit agile et curieux n'est pas qu'un politique et un gestionnaire. Il s'intéresse à l'ensemble des aspects du domaine de la santé, toujours sensible en raison des intérêts en cause et de l'attachement de chacun : les apports de la recherche médicale comme l'évolution de la consommation, les comportements des malades et des médecins comme le fonctionnement des établissements.

A partir de là, il a cherché à développer l'autonomie de la CNAM, considérant que celle-ci ne joue pas dans la politique de santé un rôle correspondant à son poids financier (400 milliards de francs) : « Ne pas gérer, dit-il, c'est se faire imposer des choix ». Mais aussi parce que, ayant traversé plusieurs changements de gouvernement, il aimerait faire de la Sécurité sociale une zone un peu ébrie des mouvements politiques, et gérée par référence aux longs termes.

Le plan Séguin lui donnera ainsi l'occasion de lancer les caisses locales d'assurance-maladie dans des actions propres à établir un meilleur contrôle de la dépense. C'est l'esquisse d'une « gestion de risque » active, qui permettrait d'adapter la couverture sociale à l'évolution des comportements et des nécessités

économiques. Convaincu que la couverture collective obligatoire de la maladie va s'écarter de la consommation réelle, M. Coudreau souhaiterait en fin de compte une redistribution de la Sécurité sociale et un complément contractuel fourni par les assurances et les mutuelles : cette conception ne peut être partagée par la mutualité, qui refuse d'être une « sécurité sociale bis ».

Avec les médecins, M. Coudreau a souhaité élargir l'assurance du maintien d'un niveau de vie contre une coopération dans la limitation des prescriptions et du nombre des actes.

Un chantier balisé

Il y sera parvenu temporairement, à l'occasion du plan Séguin. Mais il n'aura pas réussi à l'inscrire dans une convention, ni sous la forme d'une « enveloppe globale » en 1980, ni sous celle d'objectifs précis de maîtrise des dépenses en 1985. Cela l'a amené à compter davantage sur la formation continue. Il a aussi un peu changé d'opinion sur les honoraires libres : au départ, il y avait vu un moyen de freiner la demande des médecins spécialisés, tout en maintenant un remboursement élevé des soins de première ligne. Mais, jusqu'à présent, le système n'a guère ralenti la dépense.

C'est un chantier déjà balisé qu'il léguera à son successeur, comme celui de la modernisation de l'assurance-maladie : il a achevé une informatisation des caisses longtemps balbutiantes, ouvert l'expérimentation de la monétique. Il faudra, dans les

années à venir, assurer la décroissance des effectifs...

Au cours des dernières années, cet énarque aura rompu le silence de la fonction. A l'automne 1987, dans la revue *Droit social*, il a réclamé que l'État fixe des objectifs, une véritable politique de santé et de protection sociale à long terme, et qu'il laisse la gestion aux partenaires sociaux. Ça ne l'a pas empêché de manifester quelque impatience à l'égard de l'irresponsabilité de ces mêmes partenaires sociaux, ce qui lui a valu quelques rancunes. Certains socialistes ont aussi accusé M. Coudreau, qui n'a jamais caché son attachement à M. Barre, de faire montre de mauvaise volonté à appliquer les correctifs au plan Séguin décidés par le gouvernement Rocard.

Désormais, il devra mettre son expérience du secteur de la santé au service d'une nouvelle mission, où il n'aura plus à administrer mais à imaginer l'organisation capable de tirer le meilleur parti des fonds qu'il aura recueillis pour la lutte contre le sida.

GUY HERZLICH.

● M. Philippe Clément, président de l'APCCL — L'Assemblée générale constitutive de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI) a eu mardi 21 février son bureau et porté à sa présidence M. Philippe Clément, qui était jusqu'ici président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris. M. Jacques Bocquet, président de la chambre régionale de commerce et d'industrie de Haute-Normandie, a été élu premier vice-président.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu le 27 avril 1988, la première Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné Patrick Boizeau, directeur de la publication du CHOC DU MOIS à payer 80 000 francs à titre de dommages-intérêts à Jean-Marie Bressand pour avoir, dans le numéro de janvier 1988 de cette revue, employé des propos diffamatoires. Pour copie certifiée conforme. N. Agnus et D. Pollet, huissiers de justice.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu
75060 Paris Cedex 02

SITUATION DES SICAV AU 30 DÉCEMBRE 1988

	SICAV ACTIONS					SICAV OBLIGATIONS			SICAV TRÉSORERIE		
	AGF ACTIONS	AGF INVEST.	A.G.F.I.M.O.	AGF FONCIER	AGF 5000	A.G.F. ECU	AGF INTERFONDS	AGF OBLIG.	PHÉNIX PLACEMENT	AGF SÉCURITÉ	
ORIENTATION	Actions diversifiées	Actions diversifiées	Immobilier	Immobilier	Monney-CEA PER	en ECU	Values étrangères	Long terme PER	Court terme régulière	Court terme régulière	
Nombre d'actions	1 725 626	1 287 182	5 187 136	501 403	6 189 845	114 931	2 338 970	531 988	1 852 827	32 938	
Actif net par action (en F.)	1 064,19	1 122,34	614,81	108,93	983,13	1 091,83	428,95	1 103,32	258,39	10 786,23	
Actif net total	1 836 402 134	1 444 870 824	3 189 079 828	54 618 796	6 099 507 157	125 485 166	1 011 880 597	586 952 170	479 117 800	355 276 716	
Répartition de l'actif (en pourcentage) :											
- Obligations françaises	16,25	17,36	21,75	9,41	22,33	51,09	40,00	89,20	37,00	4,25	
- Obligations étrangères	0,09	—	0,21	—	—	43,31	33,02	—	2,12	—	
- Actions françaises	31,49	45,78	62,87	57,41	65,73	—	9,67	4,75	—	—	
- Actions étrangères	37,13	22,84	5,45	5,28	2,67	—	0,62	—	—	—	
- Autres emplois	15,04	14,06	9,72	23,90	5,60	16,69	16,69	6,05	60,88	95,75	
Dividende unitaire	34,79	3,18	24,30	—	17,34	70,32	23,43	90,46	19,34	444,98	
Net/Avoir fiscal	4,97	0,18	2,58	—	3,23	2,45	1,23	10,75	1,39	—	
Le 25-4-88											
Performance (*) depuis le 1 ^{er} janvier 1988	+ 22,43 %	+ 31,77 %	+ 21,40 %	—	+ 34,18 %	+ 12,14 %	+ 15,85 %	+ 15,09 %	+ 11,95 %	+ 7,53	

(*) Classement Paribas au 30 décembre 1988 (dividende net révisé).

AU 30 DÉCEMBRE 1988, L'ACTIF NET TOTAL DES 10 SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE S'ÉLÈVE À 11,39 MILLIARDS DE FRANCS

Souscriptions, rachats, renseignements généraux : Banque générale du Phénix, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS, tél. 42-80-68-60. Au guichet des banques et auprès des sociétés de Bourse. Communication des valeurs quotidiennes des titres au 42-44-12-22.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

SUDAN RAILWAYS CORPORATION PROGRAMME DE RELANCE D'URGENCE DU CHEMIN DE FER

DIRECTION DES STOCKS - ATBARA
CONTRAT N° 5864-5871-5872-5873

1. - La Société des chemins de fer soudanais « Sudan Railways Corporation » (SRC) a reçu du Fonds africain de développement (FAD) un crédit destiné à financer le coût du projet de relance d'urgence du chemin de fer soudanais et entend consacrer le produit de ce crédit aux paiements agréés dans le cadre du présent contrat au titre des biens pour lesquels l'appel d'offres a déjà été lancé auprès du FAD, ces biens sont les suivants :

- Pièces de rechange pour la réparation de plus de quatre mille fourgons.
- Pièces de rechange pour la rénovation de mille fourgons environ.
- Matériaux pour la réparation de cinquante voitures environ et de plus de soixante-dix véhicules de service.
- Environ cinquante mille traverses de bois.

2. - Les dossiers d'appel d'offres en langue anglaise peuvent être obtenus aux adresses indiquées ci-après, sur demande écrite et après acquittement de frais non remboursables de 200 livres soudanaises (LS 200).

- Controller of stores
S.R.C.
P.O. BOX 65, ATBARA - SOUDAN
Tél. 4000/TWD/HADID - Téléphone 2020 - 3320
- Stores representative in Khartoum
General Manager's Office
P.O. BOX 1812, KHARTOUM - SOUDAN
Tél. 22476 HADID - Téléphone 740098

3. - La date de clôture de la réception des soumissions à Khartoum est fixée au 3 avril 1989 à 12 heures locales.

4. - Le dépouillement des soumissions se fera publiquement dans le bureau du « Controller of Stores » de la S.R.C. à Khartoum aux dates et heures mentionnées ci-dessus.

Économie

ÉTRANGER

La réunion du conseil économique et financier franco-allemand

Le malaise s'accroît entre Paris et Bonn

L'heure est officiellement à la dis-
crétion. La réunion, mercredi 22 février
à Paris, du conseil économique et finan-
cier franco-allemand (1) ne devrait pas
figurer sur la liste déjà longue des que-
relles et réconciliations de vieux couples
qui font régulièrement les délices de la
presse européenne. Pourtant, du fait
même d'une plus grande convergence
de vues sur la situation économique, le
malaise s'accroît entre les ministres
des finances et les gouverneurs de ban-
ques centrales sur les moyens de contrer
deux menaces : la réurgence lente
mais persistante des pressions infla-
tionnistes et l'aggravation des déséqui-
libres commerciaux au sein de la CEE.

Des progrès méritoires

Cette dernière est spectaculaire. La
France, dont le déficit vis-à-vis de
l'Allemagne s'est encore creusé pour
atteindre 50,4 milliards de francs en
1988, n'est pas seule à avoir payé un
lourd tribut aux excédents de la RFA.
L'Italie et la Grande-Bretagne ont vu
leurs échanges se dégrader avec les
Allemands, champions incontestés de
l'exportation, notamment de biens
d'équipement. Une vive croissance et
une poussée des investissements ita-
liens, britanniques ou français y sont
pour beaucoup. Le bilan n'est pas
moins accablant : face aux 435 mil-
liards de francs d'excédents de la RFA,
la France alloue pour 1988 un déficit de
33 milliards. Le décalage est à peine
moins frappant entre le surplus de

290 milliards de la balance des comptes
courants de l'Allemagne et le solde
déficitaire d'environ 25 milliards des
Français.

La lutte semble inégale. Elle paraît
d'autant plus irritante pour Paris que,
dans la course à la rigueur et aux vertus
prédictes depuis des années à une gestion
« à l'allemande », les Français ont de
bonnes raisons de faire valoir des pro-
grès méritoires. La différence d'infla-
tion des deux côtés du Rhin a été rama-
née à 1,5 point (et n'alimente plus les
spéculations contre le franc). Les
nœuds des conflits des échanges ont les
uns après les autres été dénoués.
Hausse des profits, des investissements,
de l'emploi enfin, le « théorème
Schmidt », du nom du dernier chancel-
lier social-démocrate, a été mis en
œuvre et a commencé à fonctionner.
Sagement, le gouvernement français
garde même le cap sur une politique
budgétaire prudente. Et s'il ne parle pas
de pressions inflationnistes, de peur de
ramener de vieilles anticipations et
d'encourager une escalade des revendica-
tions salariales dans la fonction
publique et dans le secteur privé, il est
parfaitement conscient du danger.

Est-il pour autant possible de suivre
la Bundesbank sur la voie d'un resser-
rement du crédit, ou le gouvernement
Kohl sur celle d'un budget franchement
restrictif, sans casser la croissance et ses
effets sur l'emploi ? Les arguments de
la délégation allemande porteront plus
à Paris aujourd'hui que lors de la pré-
cédente réunion du comité en septembre
dernier. Le dérapage des prix de gros,
5,1 % en janvier en RFA, même s'il est

accidentellement accidentel (hausse des
taxes), est lourd de menaces pour les
prix de détail des mois à venir. Les
Français sont prêts à le reconnaître.
Reste à savoir si, en clamant que le ver
inflationniste est dans le fruit de la
croissance, l'Allemagne ne surrégénère
pas. Essouffissement de la demande
interne depuis le second semestre 1988,
ralentissements des investissements sur le
dollar, tout est en place pour assurer un
contrôle de l'économie. Envisager dans
une telle situation de nouvelles hausses
des taux d'intérêt que la France serait
contrainte de suivre comme les autres
pays européens frise la provocation.
Courtisée entre ses intérêts nationaux et
des devoirs plus conformes à ses succès
sur la scène internationale, Bonn
jouera-t-elle la carte européenne ou les
troubles-fête ?

On connaît le vieux penchant de la
Bundesbank pour un mark toujours
plus fort. On connaît tout autant l'atta-
chement de la France à une devise sta-
ble qui lui a permis de se forger une
crédibilité sur les marchés financiers.
Mais après des mois de concertation, les
limites de l'harmonisation des politi-
ques budgétaires et monétaires appa-
raissent. La stabilité du système moné-
taire européen, souveraineté plus de deux
ans, finira-t-elle par poser plus de pro-
blèmes qu'elle n'en résout ? A ce
niveau d'interrogation, le conseil, créé
pour limiter les malentendus, a tout
intérêt à adopter, officiellement en tout
cas, un profil bas.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Lancé le 22 janvier 1988, ce conseil,
appelé à se réunir quatre fois par an, a reçu
la ratification du Bundestag et de l'Assem-
blée nationale en décembre dernier.

L'inexorable dégradation des échanges commerciaux

	EN MILLIARDS DE FRANCS		
	IMPORT	EXPORT	SOLDE
Automobiles			
1986	142	8,4	- 5,3
1987	16,6	7,8	- 8,8
1988	19,9	7,7	- 12,2
Biens de consommation			
1986	20	16,8	- 3,2
1987	20,9	17,9	- 3,0
1988	22,9	20,1	- 2,8
Biens d'équipement professionnel			
1986	46,8	26,1	- 20,7
1987	53	31,5	- 21,4
1988	59,8	32,7	- 27
Produits chimiques			
1986	35,9	26,3	- 9,7
1987	38,4	27,8	- 11
1988	42,5	30,9	- 11,7
Total			
1986	172,3	133,1	- 39,2
1987	186,7	142,7	- 44
1988	208	157,6	- 50,4

● Dévaluation de l'austral
argentin. — Pour tenter de freiner la
hausse du dollar et contenir l'infla-
tion, le gouvernement argentin a
annoncé, mardi 21 février, une modi-
fication du système de change qui
comporte trois parités de l'austral, la
« commerciale », le « spécial » et le
« libre ». Le premier sera dévalué de
6 % ce mois-ci et de 8 % en mars.
Les transactions des exportateurs
pourront être effectuées à 20 % sur
la base du marché « libre » à la parité
la plus faible de 25 australs pour un
dollar, 50 % sur le « spécial »
(19 australs) et à 30 % sur le « com-
mercial » (15 australs).

Les exportations agricoles pour-
ront échapper à hauteur de 20 % au
« commercial » pour être réglées au
taux « libre », les autres exportations
étant réglées à 20 % sur le marché
libre, à 10 % sur le « spécial » et
70 % sur le « commercial ». Le gou-
vernement a par ailleurs annoncé un
relèvement des tarifs des services
publics de 8 %. L'inflation, qui avait
pu être ramenée de 27,8 % en août à
6,8 % en décembre après la mise en
œuvre d'un plan « primavera »
d'assainissement, reprend de plus
belle et a représenté 8,9 % pour le
seul mois de janvier.

La Réserve fédérale américaine confirme la politique monétaire plus restrictive en 1989

La politique de la Réserve fédé-
rale américaine sera délibérément
restrictive cette année, a confirmé le
président de la Fed, M. Alan
Greenspan, devant la commission
bancaire du Sénat, mardi 21 février.
Le responsable de l'institut d'émis-
sion estime « inacceptables » les ten-
sions inflationnistes qui se font jour.
La hausse de 1 % des prix de gros en
janvier est venue l'illustrer. Les ten-
sions sur les salaires qui se font jour
avec la pénurie de main-d'œuvre
dans certains secteurs et certaines
régions, également.

Moins optimiste que le gouverne-
ment, la Fed table sur une crois-
sance de 2,5 à 3 % maximum cette
année. Une expansion économique
proche des estimations de la Fed
constituerait une bonne nouvelle
pour ceux qui inquiètent les risques
de surchauffe, mais compliquerait
encore la tâche budgétaire du gou-
vernement.

M. Greenspan est conscient du
danger et envisage un resserrement
prudent de sa politique du crédit.
Mais pour le moment, une action
psychologique plus spectaculaire, le
relèvement du taux d'escompte,
inchangé depuis août dernier à
6,5 %, n'a pas été décidée. La Fed
tentera de diminuer d'un point la
croissance de la masse monétaire
M2 (1) et de la contenir entre 3 %
et 7 % en 1989.

(1) M2 comprend des billets en cir-
culation, les dépôts bancaires et les
comptes d'épargne.

PUBLICATION JUDICIAIRE

S.A. NEUBAUER et S.N.C. NEU-
BAUER CHAMPERRET et Cie contre
M. Nicolas BAUER.

Par arrêt du 25 février 1988, la
13^e chambre de la cour d'appel de Ver-
sailles a confirmé une ordonnance de
référé rendue le 21 juillet 1987 par le
président du tribunal de commerce de
Versailles en ce qu'elle a :

- fait défense à M. BAUER de conti-
nuer d'utiliser les initiales de ses deux
prénoms et son nom patronymique en
tant « que » non commercial « sous
astuce » de 500 F par jour de retard ;
- ordonné la destruction de tous les
documents publicitaires, qu'ils se
trouvent dans les locaux de l'imprime-
rie DESSEAUX et FILS à ARGEN-
TEUIL, dans les locaux commerciaux
de M. BAUER ou dans tout autre
lieu ;
- interdit à M. BAUER l'impression de
toute plaquette publicitaire, tract ou
autre document de quelque nature
que ce soit, sur lequel figurent
« N.A. NEUBAUER », ou tout autre
nom pouvant prêter à confusion avec
la dénomination sociale de la S.A.
NEUBAUER et de la S.N.C. NEU-
BAUER CHAMPERRET et Cie.

Le réformant partiellement, la cour a :

- condamné M. BAUER à verser aux
sociétés NEUBAUER 1 F à titre de
provision ;
- ordonné la publication de la présente
décision dans trois journaux aux frais
de M. BAUER, le coût total ne pou-
vant excéder 30 000 F T.T.C.
- condamné M. BAUER à verser aux
sociétés NEUBAUER une indemnité
de 6 000 F.

Pour extrait
SCP G.A.S.
Avisé à la Cour

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



18, rue de Châteaux
92200 Neuilly.
Tél. : 47.38.15.50

Le conseil d'administration de
LUCIA, réuni le 16 février 1989, a
notamment examiné un premier arrêté
provisoire des comptes au 31 décembre
1988 (non consolidés et non révisés par
les commissaires aux comptes).

Le résultat provisoirement arrêté
s'établit de l'ordre de 60 MF en tenant
compte de la plus-value réalisée en par-
ticulier sur l'immobilier de NEUILLY,
mais il ne comprend pas encore les
résultats des opérations de promotion
qui seraient, eux, de l'ordre de 20 MF.

Ces indications confirment la progres-
sion du résultat annoncé précédemment.

LA CROIX DU SUD
5, rue d'Ambroise, 75002 PARIS
Tél. : (1) 42-61-82-70 - Licence A 681

RIO-SANTIAGO
ILE DE PAQUES
TAHITI et SES ILES
SAN-FRANCISCO

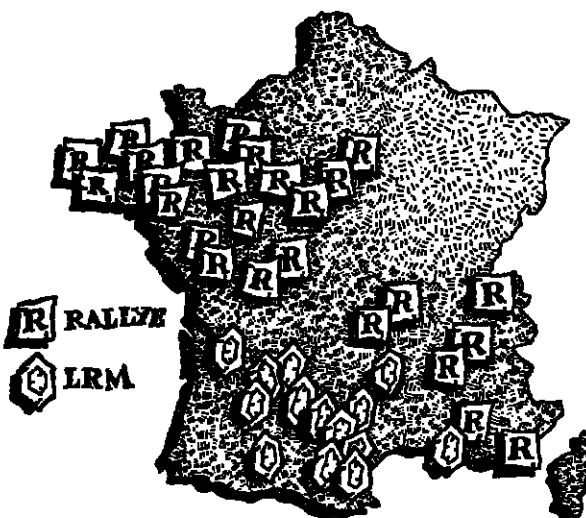
DÉPART DE PARIS Le 28-04-1989

RETOUR Le 22-05-1989

PRIX : 31 900 F

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RALLYE ET LA RUCHE MERIDIONALE POUR GAGNER AU SUD NE PERDONS PAS LE NORD



Beaucoup parlent du grand marché européen. Combien le préparent ?

Chez Rallye, nous passons à l'action.

En nous associant avec la Ruche Méridionale, nous renforcerons notre puissance
d'achat et de communication.

Rallye et la Ruche Méridionale, ce sont des activités similaires fondées sur le commerce de détail
et des implantations complémentaires dans le sud de la France.

Rallye et la Ruche Méridionale, ce sont deux entreprises fortement ancrées dans le tissu économique
régional qui disposeront ensemble de 40 hypermarchés, 100 supermarchés et 150 supérettes.

Rallye et la Ruche Méridionale, ce serait la naissance d'un des tout premiers groupes français de
distribution avec un chiffre d'affaires TTC de près de 20 milliards de francs.

Ce projet est une bonne opportunité pour la Ruche Méridionale, ses salariés, ses partenaires
et ses clients. C'est une bonne opportunité, pour l'économie du sud de la France

que Rallye connaît bien, avec ses 7 hypermarchés qui constitueront, avec ceux de la Ruche Méridionale,
un groupe régional de 20 hypermarchés.

Actionnaires de la Ruche Méridionale, vous pouvez aussi passer à l'action en soutenant notre projet.

Offre Publique d'Achat sur les actions de la Ruche Méridionale.
2 850 F par action.

GROUPE RALLYE, A L'ENSEIGNE DE LA PERFORMANCE.

Rallye est un groupe de distribution diversifié qui s'appuie sur six grands secteurs d'activité : 26 hyper-
marchés Rallye, 83 supermarchés Rallye-Super, 50 restaurants-caféterias Marest, 20 centres de
bricolage Briker, 57 magasins de prêt-à-porter Burton, 480 magasins de chaussures et vêtements de
sport Athlete's Foot.

Rallye est un groupe de distribution multi-régional qui a réalisé en 1988, sous ses différentes enseignes,
plus de 14 milliards de francs de chiffre d'affaires TTC et un bénéfice net de 160 millions de francs.



Une note d'information ayant reçu le visa n° 89-07 de la CDB a été publiée à la Cote De Paris. Une note d'information complémentaire a été publiée le 22 février 1989. Ces notes sont disponibles auprès de :
La Bui, 4, rue Gallien, 75007 Paris et de Rallye S.A., 25, avenue du Baron Leclercq, 92230 Groussy.

مركز من الأصل

Marchés financiers

Le parquet ouvre une enquête préliminaire sur le dossier Béghin-Say

Le dossier Béghin-Say, sur lequel la Commission des opérations de Bourse (COB) enquête depuis juillet dernier, va faire l'objet d'investigations parallèles de la part de la brigade financière de la police judiciaire.

La section financière (neuvième section) du parquet de Paris a chargé la brigade financière d'ouvrir une enquête préliminaire sur la moins-value de quelque 860 millions de francs enregistrée en 1987 par le groupe sucrier, à l'occasion de la cession d'actions du groupe italien Montedison à une filiale de Ferruzzi.

Cette enquête préliminaire a été ouverte sans que la COB, qui étudiait cette affaire depuis l'été dernier à la suite de la plainte de petits actionnaires, se soit prononcée sur l'opportunité de transmettre le dossier à la justice. Le collège, réuni mardi 21 février, n'a pris aucune décision sur ce dossier.

« L'enquête se poursuit », affirmait-on à la COB.

En 1986 et 1987, rappelle-t-on, Béghin-Say, contrôlé par le groupe italien Ferruzzi de Raul Gardini, avait acquis 7 % du capital de Montedison, premier groupe chimique italien.

Cette participation allait renforcer le poids de Raul Gardini dans Montedison, dont il détenait déjà 37 %.

Mais en janvier 1988, Béghin-Say, présidé par M. Jean-Marc Vernes (ex-président de la banque Vernes) annonçait la cession de ces 7 % à European Sugars, une autre société du groupe Ferruzzi.

Les titres Montedison avaient coûté à Béghin-Say 1,910 milliard de francs, selon le rapport annuel du groupe. Or, selon ce même rapport, cette participation a été cédée à European Sugars pour 1,05 milliard de francs, soit une perte de 860 millions de francs environ.

Chez Béghin-Say, on invoque plusieurs arguments. Le premier est le krach boursier d'octobre 1987, qui avait déprimé tous les cours. Le second est le fait qu'en dépit de la baisse, les actions Montedison avaient été cédées à 1 535 francs, soit un cours nettement supérieur au cours de Bourse du moment de la cession (1 290 francs).

Enfin, la cession des actions Montedison à European Sugars s'était accompagnée du versement d'une somme (compensation financière calculée par action), et d'un échange de participations, European Sugars cédant à Béghin-Say quelque 12 % du groupe agro-alimentaire Saint-Louis.

Mais, dans un troisième temps, Béghin-Say avait cédé ces titres à Ferruzzi, ce dernier lui donnant en échange des actions Lesieur qu'il venait de racheter à Saint-Louis.

Parti avec des actions Montedison, Béghin-Say s'est retrouvé avec des actions Lesieur après avoir détenu des titres Saint-Louis, les titres Montedison aboutissant finalement — et à moindre coût — dans le giron de Ferruzzi.

C'est cette succession d'opérations qui intrigue la COB et la justice.

Grundig se lance dans la fabrication de S-VHS

La firme allemande Grundig a décidé de se lancer dans la fabrication de magnétoscopes à très haute qualité d'image (plus de 400 lignes) de type super-VHS (S-VHS). Cet appareil, appelé High End-Videorecorder VS 680 VPT, doit être commercialisé au début du mois de mai, a révélé M. Hans Georg Junginger, membre du directoire de Grundig. Ce nouveau magnétoscope sera capable d'enregistrer des programmes soit avec le système S-VHS, soit avec le stan-

dard actuel VHS (230 lignes environ). En dehors de JVC (groupe Matsushita), inventeur du procédé, Grundig est le premier fabricant de matériels électroniques à se lancer dans la production de magnétoscopes à très haute qualité. La firme de Furth cherche par ce moyen à prendre de vitesse la concurrence à quelques semaines de la mise en service du satellite TDF-1, qui permettra la réception d'émissions télévisées elles-mêmes de qualité très améliorée.

Sanofi devient numéro cinq dans l'industrie vétérinaire américaine

Sanofi élargit ses bases vétérinaires aux Etats-Unis. Le groupe français vient en effet de racheter la firme américaine Quality Plus Essar Corp., un laboratoire installé dans l'Iowa, à Fort-Dodge, réalisant un chiffre d'affaires de 30 millions de dollars (190 millions de francs) dans les produits anti-infectieux destinés aux principales espèces animales.

Grâce à cette acquisition, la filiale spécialisée de Sanofi aux Etats-Unis, Ceva Inc., passera de la deuxième à la cinquième place au classement des laboratoires vétérinaires américains avec un chiffre d'affaires de 95 millions de dollars (600 millions de francs).

● Les bénéfices de Natwest ont doublé en 1988. — La principale banque commerciale britannique, la National Westminster, a enregistré un doublement de ses bénéfices avant impôt à 1,407 milliard de francs (environ 16 milliards de francs) en 1988 par rapport à l'année précédente. Et ce, grâce aux réductions des pertes de sa banque d'affaires, County Natwest (de 116 à 56 millions de francs) et à la diminution très forte des provisions pour créances douteuses sur les pays du tiers-monde. Un tiers des pertes de County Natwest est dû à l'échec relatif de l'augmentation de capital de l'agence de travail temporaire Blue Arrow à la fin de 1987, augmentation que la banque avait garantie. Le reste des pertes est lié à la baisse des volumes de transactions et à la concurrence croissante qui touche tous les intervenants sur le marché financier de Londres.

● BP : hausse de 10 % du bénéfice net en 1988. — La compagnie pétrolière britannique British

Cette opération présente aussi des synergies commerciales et des perspectives de croissance importantes, par la diffusion des produits de Quality Plus dans les réseaux américains, européens et asiatiques de Sanofi Santé Nutrition Animale, ainsi que par la production et la mise sur le marché aux Etats-Unis de nouveaux médicaments dans le cadre de la nouvelle législation, qui y facilitera à partir de 1991 l'enregistrement des produits génériques.

Santé Nutrition Animale devrait réaliser pour 1989 un chiffre d'affaires consolidé de 1,5 milliard de francs situant Sanofi dans le peloton des dix premières sociétés mondiales.

Petroleum annonce une hausse de 9,9 % de son bénéfice net pour 1988, à 1,437 milliard de francs (15 milliards de francs) contre 1,308 milliard de francs (13,8 milliards de francs) en 1987.

Ce bénéfice est calculé sur la base du coût de remplacement courant, précise la compagnie, qui ajoute que, sur une base de coût historique (les stocks étant évalués en fonction du prix auquel ils ont été achetés, et non au prix actuel de remplacement), le bénéfice net s'élèverait à 1,210 milliard de francs, en baisse sur celui de 1987 (1,391 milliard).

DEMAIN, NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MMB

COMMUNICATION DE LA VALEUR PATRIMONIALE DE L'ACTION

La valeur patrimoniale de la société mesurée sur tous les états comptables du 31 décembre 1988, en fonction des cours de Bourse de ses participations, directes et indirectes, ressortait, en date du 15 février 1989 à :

1 093 F par action

Ce chiffre est à rapprocher du cours de Bourse de l'action MMB qui s'élevait le même jour à 708 F, témoignant d'une décote par rapport à la valeur patrimoniale supérieure à 35 %.

La société indique que les résultats de l'exercice 1988 feront l'objet d'une communication dès que le conseil d'administration aura arrêté les comptes correspondants. Elle confirme d'ores et déjà que le résultat consolidé sera conforme aux prévisions dont il a été fait indication antérieurement.

NEW-YORK, 21 février

Indécis

Une grande indécision a régné, mardi, à Wall Street. Tantôt en hausse, tantôt en baisse, le marché n'a pas donné de l'impression de savoir dans quelle direction il voulait aller. Finalement, l'indice des industrielles s'est établi à 2 326,43, avec une très modeste avance de 1,61 point.

En revanche, le bilan général a, lui, été franchement négatif. Sur 1 972 valeurs traitées, 880 ont baissé, 599 seulement ont monté et 493 n'ont pas varié. Pour tout dire, les déclarations très attendues de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, ont laissé la communauté financière sur sa faim. Déclarations fermes au demeurant, qui ont rassuré sur la volonté de lutter contre l'inflation ; mais croisées également, puisque le patron de la banque centrale américaine n'a annoncé aucune décision modifiant la politique actuelle de crédit. Autour du Big Board, beaucoup tablaient sur un relèvement du taux d'escompte, mais sans la moindre certitude. Entre les ventes bénéficiaires et les prises de position, nombre d'opérateurs ont choisi la voie de l'abstention, comme en témoigne le ralentissement de l'activité avec 141,95 millions de titres échangés, contre 160 millions la veille.

VALEURS	Cours de 21 fév.	Cours de 22 fév.
Alcoa	82	84
Amgen	31 1/2	31 1/8
Bausch	82 7/8	83 5/8
Chrysler	31 1/2	31 1/2
Deere	36 3/4	36 3/4
Dynalene	48 5/8	48 5/8
Eastman	44 1/2	44 1/2
Form	54 1/8	53 3/4
General Electric	48 7/8	47 7/8
General Motors	48 7/8	48 7/8
IBM	125 1/2	125 1/2
ITT	54 3/4	54 3/8
Medco	47 1/2	47 1/2
Pfizer	55 3/4	55 1/4
Schlumberger	35 7/8	36 1/8
Tenneco	50 3/4	50 3/4
U.S. Steel	125 7/8	125 7/8
Union Carbide	32 1/4	31 7/8
U.S. X	31 3/4	32 1/2
Westinghouse	55 1/2	55 1/2
Xerox Corp.	83 7/8	83 1/4

LONDRES, 22 février

Baisse en clôture

Après un début de séance très ferme, la Bourse de Londres a perdu du terrain, terminant la journée sur un repli de 0,23 %. L'indice Footsie des cent valeurs est revenu à 2 061 points (+ 4,3 points).

L'hésitation manifestée par Wall Street à son ouverture et le repli du dollar ont pesé en fin de séance sur la tendance. Le vif repli de la livre britannique, de son côté, a également joué un rôle dans ce renversement de tendance, qui a affecté, en particulier, les valeurs exportatrices britanniques. Initialement, le marché avait été stimulé par l'annonce d'une forte progression des bénéfices annuels de la NatWest (doublement en 1988). L'indice avait augmenté de plus de 10 points. Le modeste accroissement du produit intérieur brut au dernier trimestre 1988, indiquant un ralentissement de l'économie et une atténuation des pressions inflationnistes avaient été bien perçus par le marché.

Les titres bancaires ont bien résisté, ainsi que ceux de la métallurgie et des brasseries. Enroûlé au bond de 49 pence à 832 et Consolidated Gold Fields de 15 pence à 1 458, après l'annonce de l'augmentation de l'OPA de Minoro hrad. Fermété des mines d'or et irrégularité des fonds d'investissement.

FAITS ET RÉSULTATS

● Lyonnaise des eaux : clôture des OPA britanniques. — La Lyonnaise des eaux vient de clore les OPA amicales qu'elle avait lancées, en décembre dernier, sur les sociétés anglaises de distribution d'eau Sunderland and South Shields Water Company et Newcastle and Gateshead Water Company. Ces deux opérations ont permis d'élever la participation du groupe dans ces deux sociétés à la hauteur respective de 99,1 % et 99,4 %. La Lyonnaise des eaux, qui détient déjà 98,22 % des actions d'Essex Water Company et 89 % de celles d'East Anglian Water Company, a investi au total 1,5 milliard de francs dans les sociétés anglaises de distribution d'eau.

● La BRED dégage 19 % de bénéfices en plus. — La Banque régionale d'escompte et de dépôts (BRED) annonce un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 201 millions de francs (+ 18,2 %). Le résultat net de la banque atteint, lui, 180 millions de francs (+ 36,4 %). Les filiales CFEF (ingénierie financière) et Solman (gestion financière) ont réalisé chacune 7 millions de francs de bénéfices, tandis que Prépar (assurance-vie) a dégagé un résultat net de 16 millions et Interépargne (gestion de l'épargne salariale) de 27 millions.

● Introduction de DSM (Pays-Bas) au marché des options. — Le groupe chimique néerlandais DSM, dont la privatisation a été lancée en début d'année, devrait être introduit au marché des options d'Amsterdam (EOE) à partir du 27 février prochain. Le tiers du capital de

PARIS, 22 février

Effrètement

Dans le vide, la Bourse de Paris a baissé d'un point en début d'après-midi, après une petite hausse à son ouverture, pour le second jour du terme de mars.

Au cours des premiers échanges, l'indicateur instantané montait de 0,3 %. Quatre heures plus tard, il cédait 0,4 %.

Le fait marquant de la séance fut, une fois de plus, le niveau record du volume des affaires. Avec cent vingt titres échangés, par exemple, en début d'après-midi, l'action Galeries Lafayette perdait 2 %. Ce grand calme sur le marché rebâtit l'indécision des opérateurs. Ces derniers ne savent pas trop sur quel pied danser en ce moment. Les déclarations de M. Alan Greenspan devant le Congrès américain n'ont pas été jugées négatives sur le marché. Mais, faisant revivre un questionnement, le président de la Réserve fédérale a, néanmoins, estimé le taux d'inflation aux Etats-Unis « inacceptable ». Une opinion qui laisse entrevoir un nouveau resserrement de la politique monétaire américaine.

Les marchés obligataires ont donc encore baissé sensiblement mercredi à Paris. Le MATIF a cédé 30 centimes environ dans une ambiance de « découragement ». Les opérateurs sont persuadés que le niveau des 102 points, affiché en septembre dernier, va être rapidement atteint. En attendant la publication de l'indice des prix au détail américain pour janvier. En espérant qu'il ne réservera pas une mauvaise surprise. En fait, les marchés attendent « la bonne nouvelle » qui pourra leur redonner du tonus. Pour l'instant, il ne se passe donc pas grand-chose sur le marché des actions, où le courant vendeur est très faible. Malgré les démentis des sociétés concernées, les actions Enor et Perrier restent recherchées. A la Bourse, l'on s'attend pas à une opération industrielle entre BSN, Enor et Perrier. Des parités d'échange d'actions sont même avancées.

TOKYO, 22 février

Un record de plus

Après avoir marqué une pause mardi, la Bourse de Tokyo est repartie de l'avant mercredi, à vive allure. En gagnant 1,04 %, l'indice Nikkei a inscrit un nouveau record à 32 311,93 points, après une hausse de 331,85 points. Le recul du marché la veille a incité les opérateurs à reprendre position. La forte hausse du yen face au dollar également, indiquant les professionnels. La demande s'est portée sur une large gamme de titres. Parmi les plus recherchés, on remarquait celles des valeurs de haute technologie, les électroniques et les instruments de précision. Progression des valeurs non ferreux et des chimiques. Les actions de bâtiment et de la construction étaient demandées après leur baisse de la veille.

Les titres de NTT continuèrent de baisser, perdant encore 20 000 yens à 1,6 million de yens, en raison de l'évolution du marché boursier de la société.

VALEURS	Cours de 21 fév.	Cours de 22 fév.
Alcatel	887	700
Asahi	1 380	1 380
Canon	1 420	1 420
Fujitsu	3 840	3 840
Honda Motor	1 850	1 850
Mitsubishi Bank	2 340	2 340
Mitsubishi Heavy	1 180	1 170
Sony Corp.	8 840	8 830
Toshiba Motors	2 470	2 510

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis & Associés	510	510	Le gélifère d'Amis	320	320
Asystel	298	298	Loca Investissement	268	268
B.A.C.	330	330	Locustic	153	153
B. Danachy & Assoc.	510	510	Monatberg Minis	214	214
B.C.M.	510	510	Micrologie Interim	585	585
B.I.P.	718	718	Milieu Invest	148	148
Bolton	504	504	M.M.M.	750	750
Bolton Technologies	388	388	Motex	228	228
CBMS de Lyon	1080	1080	Nomade-Datam	820	820
Cellerum	530	530	Obéist-Logiciel	248 10	248 10
Cardif	878	878	Opti. Gest. Fin.	321	321
C.A.I.-de-Fr. (CCL)	388	388	Planit	428	428
C.A.T.E.	134 30	134 30	P.J.A.S.A.	389 80	389 80
C.D.M.E.	1385	1385	Pushing Club & Fin.	59	59
C. Equip. Elect.	360	360	Prévision Assurance	405	405
C.E.G.I.D.	880	880	Public. Financ.	619	619
C.E.G.E.P.	248	248	Réval	891	891
C.E.P.-Communication	825	825	Rémy & Associés	325	325
C.E.U. Information	1240	1240	St-Gobain Enthalp	18 10	18 10
Clemons d'Origny	580	580	S.C.E.P.M.	420 20	420 20
C.M.I.M.	530	530	Seda	385	385
Concept	343 20	343 20	Sélection Inv. Lyon	108	108
Confiance	840	840	S.E.P.	442	442
Crédit	408 50	408 50	S.E.P.A.	440	440
Dalco	140	140	S.M.T.	340	340
Danubio	1520	1520	Sodisberg	700	700
Dawson	1070	1070	Sigma	232	232
Devila	595	595	T.F.I.	358	358
Edison-Belland	102	102	Union	470	470
Elyse Investement	22 70	22 40			
Fenox	236	236			
St-Fondier (R.F.F.)	385 20	385 20			
Gatad	560	560			
I.C.C.	217	217			
IMA	255	255			
L.E.F.	82	82			
IN	774	774			
IN. Nam. Service	774	774			
La Comédie Electric	316	316			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15
TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 21 février 1989

Nombre de contrats : 11 199.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars dernier	Juin dernier	Mars dernier	Juin dernier
Accor	680	19	42	18,10	25
CGE	480	16	32	13,50	-
Elf-Aquitaine	480	37	48	-	-
Lafarge-Coppée	1 550	33	92	65	-
Michelet	182	29	38	1,50	-
MIM	1 500	159	-	19	-
Paribas	480	16	33	18	30
Peugeot	1 400	265	305	2	10
Saint-Cobain	680	22	42,50	24	35
Société générale	560	4	12,20	90	85
Thomson-CSF	200	42	48	1	2

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 21 fév. 1989

Nombre de contrats : 90 902.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 89	Juin 89	Sept. 89
Dernier	104,04	103,42	103,72
Précédent	104,22	103,62	103,88

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE

Options d'achat

Options de vente

104 0,35 0,86 0,28 1,42

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,27 F

Le dollar s'est remis à baisser, mercredi 22 février, sur toutes les places financières internationales. Il s'est traité à 6,276 F (contre 6,3140 F la veille). Selon les cambistes, la spéculation a été déçue par les déclarations de M. Alan Greenspan, président du Fed, qui ne contenait aucune mesure de relèvement des taux.

FRANCFORT 21 fév. 22 fév.

Dollar (en DM) 1 4894 1 4825

TOKYO 21 fév. 22 fév.

Dollar (en yen) 127,15 126,62

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (22 fév.) 87/845

New-York (21 fév.) 95/843/85

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

Valeurs françaises 165,4

Valeurs étrangères 187,3

(SMI, base 100: 31-12-81)

Indice général CAC 438,99 445

(SMI, base 1000: 31-12-87)

Indice CAC 400 1 632,82 1 645,58

(OMF, base 100: 31-12-81)

Indice OMF 50 458,40 465,17

NEW-YORK (Indices Dow Jones)

Industrielles 3 236,43

LONDRES (Indices Financial Times)

Industrielles 1 096,9 1 096

Mines d'or 157,2 158,7

Fonds d'Etat 89,84 88,78

TOKYO

Nikkei Dow Jones 31 988,80 32 311,93

Indice général 2 482,91 2 472,84

LE MARCHÉ INTERBANCA

Marchés financiers

BOURSE DU 22 FEVRIER

Réglement mensuel										VALEURS									
Compte	VALEURS	Cours	Premier	Derrière	%	Compen-	Compen-	Premier	%	Compen-	VALEURS	Cours	Premier	Derrière	%	Compen-	Compen-	Premier	%
		précéd.	cours		+ -			cours	+ -			précéd.	cours		+ -		précéd.	cours	+ -
3790	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3791	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3792	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3793	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3794	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3795	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3796	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3797	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3798	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3799	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3800	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3801	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3802	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3803	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3804	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3805	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3806	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3807	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3808	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3809	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3810	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3811	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3812	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3813	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3814	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3815	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3816	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3817	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3818	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3819	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3820	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3821	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3822	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3823	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3824	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3825	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3826	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3827	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3828	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3829	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3830	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3831	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3832	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3833	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3834	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3835	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3836	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3837	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3838	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3839	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3840	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3841	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3842	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3843	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3844	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3845	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3846	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3847	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3848	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3849	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3850	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3851	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3852	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3853	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3854	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3855	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3856	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3857	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3858	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3859	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3860	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3861	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3862	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3863	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3864	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3865	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3866	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3867	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3868	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3869	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3870	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3871	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3872	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3873	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3874	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3875	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3876	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3877	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3878	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3879	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3880	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3881	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3882	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3883	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3884	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3885	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3886	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3887	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3888	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3889	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3890	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738	+ 0.18														
3891	C.R.E. 5% *	3738	3741	3738															

Comptant (réflexion)

[illegible]

CICAV

SICAV (selection)				VALUERS				
VALEURS	Emission Prime Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Prime Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Prime Inc.	Rachet net
I.A.A.	581 81	567 96	Franci-Magazine	1141 63	1188 28	Pavelec	626 30	610 30
Actifon	221 38	226 39	Franci-Associations	20 85	26 85	Planic Phonogram	263 91	263 91
Actifon France	231 38	500 80	Frappi-Europe	28 83	28 13	Planis Investis.	721 43	721 43
Actifon Invest	634 22	600 80	Frappi-Op	33 83	32 80	Placement A.	1085 18	1085 18
Actifon Invest (ex-CP)	625 04	602 46	Frappi-Opt	1123 91	1237 91	Placement A-ème	2202 29	2302 29
A.S.F. Action (ex-CP)	112 47	1096 07	Frappi-Opt	239 88	239 88	Placement J.	5735 87	5735 87
A.S.F. BDO	613 08	598 04	Frappi-Opt	889 14	847 84	Placement J-ème	62325 82	62325 82
A.S.F. BDO	1088 21	1087 04	Frappi-Opt	27 82	27 74	Placement J-ème	1165 84	1165 84
A.S.F. BDO	111 80	108 07	Frappi-Opt	4468 68	4388 68	Placement J-ème	11945 59	11945 59
A.S.F. BDO	447 77	438 07	Frappi-Opt	180 09	157 82	Placement J-ème	113 91	113 91
A.S.F. BDO	121 38	118 87	Frappi-Opt	11948 61	11180 50	Placement J-ème	22028 75	22028 75
A.S.F. BDO	1108 92	1110 42	Frappi-Opt	1141 55	1004 04	Placement J-ème	122 89	122 89
A.S.F. BDO	1014 81	1014 81	Frappi-Opt	60238 91	6008 16	Placement J-ème	1 09	1 09
A.S.F. BDO	219 10	217 35	Frappi-Opt	159 32	158 02	Placement J-ème	944 31	944 31
A.S.F. BDO	60 81	63 78	H.L.M. Associates	1002 79	1032 78	Placement J-ème	1 09	1 09
A.S.F. BDO	180 78	182 08	Holzon	1180 71	1128 50	Placement J-ème	1957 47	1957 47
A.L.T.A.	5884 40	5713 08	Interpar	102351 91	98833 16	Placement J-ème	504 42	504 42
Actifon	706 35	689 12	Interpar	12478 92	11889 38	St-Henri Global	238 48	238 48
Actifon France	600 36	582 87	Interpar France	478 63	457 63	St-Henri Hedges Pl.	536 44	536 44
Actifon Invest	1914 01	1808 70	Interpar	242 85	235 85	St-Henri P.M.E.	488 38	488 38
Actifon Invest (ex-CP)	1137 38	1107 38	Interpar	235 85	242 82	St-Henri Pl.	1205 87	1205 87
Actifon Invest	325 38	325 38	Interpar	280 31	252 32	St-Henri Services	504 07	504 07
Actifon Invest	1425 48	1383 48	Interpar	242 85	235 85	St-Henri Technol.	807 87	807 87
Actifon Invest	1424 48	1405 48	Interpar	345 84	338 83	St-Henri Value	12550 71	12550 71
Actifon Invest	122 18	117 89	Interpar	258 86	238 86	St-Henri	559 82	559 82
Actifon Invest	124 01	118 39	Interpar	418 14	398 18	St-Henri	10333 90	10333 90
Actifon Invest	110 87	112 72	Interpar	142 18	139 18	St-Henri	595 86	595 86
Actifon Invest	2469 40	2462 01	Interpar	31 81	201 25	St-Henri	715 40	715 40
Actifon Invest	1746 84	1746 84	Interpar	5287 91	5287 91	St-Henri	685 85	685 85
Actifon Invest	30 40	28 08	Interpar	11928 91	11928 91	St-Henri	386 80	386 80
Actifon Invest	6221 67	6213 65	Interpar	22423 71	22324 78	St-Henri	827 34	827 34
Actifon Invest	114 42	111 80	Interpar	718 10	701 08	St-Henri	615 85	615 85
Actifon Invest	378 98	352 48	Interpar	2120 10	2089 11	St-Henri	443 18	443 18
Actifon Invest	625 82	618 81	Interpar	504 26	487 87	St-Henri	317 15	317 15
Actifon Invest	707 94	702 94	Interpar	712 57	691 82	St-Henri	432 84	432 84
Actifon Invest	707 94	702 94	Interpar	182 13	173 87	St-Henri	1228 08	1228 08
Actifon Invest	263 82	261 86	Interpar	445 72	426 51	St-Henri	367 77	367 77
Actifon Invest	145 43	138 04	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	1107 76	1091 41	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	31890 33	31890 33	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	387 39	376 33	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	2013 85	1983 91	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	20567 8	20567 8	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar	5752 84	5722 84	St-Henri	1430 18	1430 18
Actifon Invest	268 86	238 48	Interpar					

Cote des change

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLES	
	prime	22/2	Achat	Vente
Euro-Usin (\$ 1)	8 316	8 278	8 080	8 468
ECU	7 037	7 090		380
Aluminium 100 000	340 540	340 980	350	350
Nickel 100 000	18 243	16 282	16 560	16 810
Alumine (100 000)	301	302	281	281
Pays Lin (100 000)	57 570	57 020	54 250	51 210
Danemark (100 000)	92 040	93 680	90 000	91 310
Grande-Bretagne (£ 1)	11 078	10 958	10 800	11 210
Grande-Bretagne (£ 1)	4 651	4 473	3 400	4 410
Grande-Bretagne (£ 1)	4 651	4 473	4 450	4 450
Indes (100 000 R)	390 180	399 700	397 500	403 000
Indes (100 000 R)	390 180	38 480	38 480	38 480
Indes (100 000 R)	390 180	38 480	38 480	38 480
Autriche (100 000 S)	5 468	5 437	5 150	5 150
Espagne (100 000 pes)	5 149	5 137	5 050	5 150
Espagne (100 000 pes)	5 149	5 137	5 050	5 150
Canada (\$ 100 c)	5 310	5 344	5 070	5 150
Canada (\$ 100 c)	5 310	5 344	5 070	5 150
Canada (\$ 100 c)	5 310	5 344	5 070	5 150

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 22/2
Or fin (500 ne bavés)	78000	78300
Or fin (en lingots)	78300	78400
Pièces anglaises (20 sh)	458	461
Pièces indiennes (20 sh)	458	470
Pièces indiennes (10 sh)	462	473
Pièces indiennes (20 sh)	468	483
Pièces indiennes (20 sh)	468	483
Souverains	581	575
Pièces de 20 dollars	2780	2790
Pièces de 10 dollars	1340	1340
Pièces de 5 dollars	836	836
Pièces de 20 pence	2890	2875
Pièces de 10 pence	468	468
Or Londres	---	---
Or Zurich	---	---
Or Hongkong	---	---
Argent Londres	---	---

Hors-cote[illegible]

PUBLICITÉ

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

مَكْذِبًا مِنَ الْأَصْلِ

هكذا من الأصل

36 • Jeudi 23 février 1989 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Roumanie : les droits de l'homme devant le Parlement européen. 4 Japon : la préparation des obsèques d'Hirohito entraîne des mesures de sécurité sans précédent. - Négociations sur le Cambodge : confusion à Djakarta.	5-6 La préparation des élections municipales à Lyon, à Villaurbaine, à Strasbourg et à Châlons-sur-Marne. 8 Le renouvellement partiel du Conseil constitutionnel.	10 L'affaire de l'Amoco-Cadiz. - Le Sida en Union soviétique. 11 La crise pénitentiaire. - Le vieillissement des chercheurs. 22 Communication.	15 Mort d'un commis voyageur, de Volker Schlöndorff. 16 Je suis le seigneur du château, de Régis Wargnier. 17 La Courneuve : de la berne Debussy au quartier de l'Orme-seul. 18 Expositions.	30 Les affaires Pechiney et Société générale. 31 La rénovation du service public. 32 Le changement à la direction de la Caisse nationale d'assurance-maladie. 33 La réunion du Conseil économique et financier franco-allemand.	Abonnements 30 Annonces classées 25 à 28 Campus 13-14 Carnet 28 Mots croisés 22 Météorologie 22 Radio-télévision 21 Spectacles 19 à 21	● Calculez vos impôts... IMPOTS ● Ski : choisissez votre station... SEJOUR ● Les hauteurs de neige... CORUS 3615 Tapez LM ● Consultez votre portefeuille... BOURSE ● Le mini-journal de la rédaction... JOUR 3615 tapez LEMONDE

La rencontre entre MM. Chevardnadze et Arens

Prochaines réunions entre experts israéliens et soviétiques

Le Caire (AFP). — Le ministre soviétique des affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, a annoncé mercredi 22 février, à l'issue d'un entretien, au Caire, avec son homologue israélien Moshe Arens, que des experts israéliens et soviétiques se rencontreront dans les prochains jours pour discuter de tous les aspects de la crise du Proche-Orient.

M. Chevardnadze, qui n'a pas précisé le lieu de cette rencontre, en a fait l'annonce dans une conférence de presse improvisée, au terme de sa rencontre de près de deux heures et quart avec M. Arens.

« Nous avons décidé de poursuivre les contacts au niveau des ministres des affaires étrangères ainsi qu'à d'autres niveaux. Le premier pas, fondamentalement, qui sera réalisé est une rencontre, dans les prochains jours, au niveau d'experts, afin de poursuivre l'examen en profondeur de tous les aspects de la crise du Proche-Orient. Les moyens et les possibilités de l'action à entreprendre par la suite seront alors déterminés », a indiqué le ministre soviétique.

En visite à Paris

M. Shamir multiplie les entretiens politiques

Arrivé mardi après-midi à Paris pour une visite officielle de quatre jours, M. Itzhak Shamir entamait, mercredi 22 février, une journée chargée d'entretiens politiques avec les plus hautes autorités françaises, avec pour objectif de disqualifier l'OLP en tant que partenaire d'un éventuel règlement au Proche-Orient. Après avoir fleuri la tombe du soldat inconnu à l'Arc de triomphe, M. Shamir a eu dans la matinée des entretiens suivis d'un déjeuner avec le président Mitterrand. Il le premier ministre, M. Michel Rocard — qui officie dans la soirée d'un dîner en son honneur, — puis le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, et le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas.

Vaste opération financière concernant le Marché-aux-Puces de Saint-Ouen

Un groupe d'investisseurs privés, regroupés dans la société Serpaul vient d'acheter pour 130 millions de francs, à une filiale de la Compagnie La Hélin, deux des marchés aux puces de Saint-Ouen, dans la banlieue de Paris : Serpette (antiquités) et Paul-Bert (brocante).

Un programme de travaux, de 20 millions de francs (agrandissement des parkings, couverture du marché Paul-Bert, rénovation et construction de stands) va être lancé dans ces marchés, qui regroupent 420 stands sur une superficie de 14 000 mètres carrés.

Les responsables de Serpaul (notamment M. Laurent Dassault, petit-fils de Marcel Dassault, et M. Jean-Pierre Banaud du groupe CIBLE, qui exploite les Usine Center) souhaitent exploiter « plus intelligemment le Marché aux puces », qui rapporte actuellement environ 12 millions de francs par an. Le loyer d'un stand se situe entre 2 000 F et 4 500 F par mois.

M. Banaud souhaite que cette acquisition ne soit qu'une première étape. Les Puces de Saint-Ouen comprennent quatre autres grands marchés : Malik (vêtements), Verneuil et Biron (meubles) et Vallées (brocante), qui appartiennent pour l'essentiel à des associations de commerçants et regroupent plus de deux mille stands.

● Croissance économique : + 3,6 % pour la France en 1988. — La croissance économique en France a atteint — en terme de PIB marchand — 3,6 % en 1988, selon les comptes trimestriels de l'INSEE.

ÉTATS-UNIS : la lente définition de la politique américaine

M. George Bush se défend d'avoir laissé l'initiative à l'URSS au Proche-Orient

« Ce n'est pas le voyage de M. Chevardnadze qui va forcer le gouvernement à prendre des décisions hâtives. Interrogé, mardi à Washington, au cours d'une conférence de presse, qui avait tourné au réquisitoire contre le flot de la politique étrangère de la nouvelle administration, le président George Bush a plaidé la prudence, et rejeté l'idée que l'Union soviétique avait désormais toute l'initiative, en particulier au Proche-Orient, où le chef de la diplomatie soviétique devait s'entretenir ce mercredi au Caire avec son homologue israélien M. Arens, ainsi que M. Yasser Arafat. « La politique américaine au Moyen-Orient est d'encourager des discussions entre le roi Hussein (de Jordanie) et Israël, a poursuivi M. Bush. Elle est de construire sur les progrès déjà enregistrés ».

Notant, par ailleurs, que le dialogue entre Washington et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) était « utile », le président américain a répété : « Je ne veux pas me presser parce que M. Chevardnadze est allé au Proche-Orient (...). Saluant, toutefois, ce voyage comme « une bonne chose », il devait ajouter que le rôle des Soviétiques dans cette région doit « être un rôle limité ».

En ce qui concerne l'Iran, M. Bush, dont c'était la dernière journée de son mandat, a encore, après bien des avertissements et des mesures de prudence, la première réaction officielle à l'appel au meurtre lancé par l'imam Khomeiny contre l'écrivain Salman Rushdie, s'est borné à déclarer qu'il tiendrait le gouvernement iranien pour responsable si ses « incitations » débouchaient sur des atteintes aux intérêts américains. « Notre position sur le terrorisme est bien connue, a-t-il conclu. Si une quelconque action est tentée contre les intérêts américains, le gouvernement de l'Iran devra s'attendre à ce qu'on le tienne pour responsable ».

Enfin, prenant la défense de John Tower, dont la confirmation au poste de secrétaire à la défense est retardée depuis plus de trois semaines en raison de nombreuses allégations sur sa vie privée et sur ses liens financiers avec l'industrie de l'armement, George Bush, visiblement irrité et soulagé à la fois, a affirmé que les allégations contre M. Tower « venaient d'être abattues en flammes » par le dernier rapport du FBI et que le Sénat allait à présent se prononcer très vite sur sa confirmation.

Le président américain espérait-il par là mettre un terme à la première véritable bataille politique de son mandat ? Le mal est déjà fait, et pour aussi injustes qu'ils paraissent, les reproches adressés à M. Tower, ils n'en ont pas moins contribué à affaiblir la nouvelle administration. Sur le plan purement politique d'abord, car les scrupules tardifs du sénateur de Géorgie, M. Sam Nunn, qui occupe aujourd'hui à la tête de la commission des forces armées du Sénat le poste qu'occupait jadis M. Tower, montraient assez que les démocrates, dont le sénateur est le principal spécialiste en armement (et fut même à ce titre pressenti pour porter les couleurs du parti à la

dernière présidentielle), entendent garder un sérieux droit de regard sur les affaires du Pentagone.

En attendant, le « vide » à la tête du secrétariat à la défense a eu des effets « pratiques » regrettables : un choix crucial sur l'avenir du missile MX, ou son remplacement par le missile intercontinental à unique tête nucléaire Midgetman, qui devait intervenir la semaine dernière a été repoussé sine die, tandis que les coupes dans le budget si controversé de la défense (et notamment dans celui imparti à l'initiative de défense stratégique, IDS, si chère à l'ancien président Reagan) que prévoit d'ores et déjà le nouveau président n'ont pu, faute d'interlocuteur, être vraiment discutées. Du coup, c'est l'ensemble des discussions budgétaires qui est en partie bloqué.

Retards

La « prudence » et le réalisme affichés par la nouvelle administration, après avoir été salués dans un premier temps par la presse, heureusement surprise après l'improvisation et le dilettantisme de l'équipe précédente, sont aujourd'hui largement critiqués.

Nombréux sont ceux qui remarquent le retard accumulé dans la nomination ou la confirmation de plusieurs responsables. Ainsi le docteur Sullivan, ce médecin noir désigné comme secrétaire à la santé et dont George Bush attend qu'il aide à mettre en place sa

fameuse « Amérique plus douce » n'a toujours pas été confirmé par le Sénat. Ses auditions auraient même, dit-on, été retardées à la demande de l'administration car le docteur a été jusqu'ici incapable d'adopter une attitude cohérente sur l'avortement, ou à tout le moins une attitude conforme avec celle de la Maison Blanche qui condamne l'interruption de grossesse.

De même le secrétaire à l'énergie, James Watkins, et celui chargé des anciens combattants, M. Edward Derwinski, n'ont pas été plus confirmés dans leurs fonctions. Quant à deux autres postes présentés comme « prioritaires » tels que la lutte contre la drogue ou la recherche d'un règlement en Amérique centrale, rien pour l'instant n'a été fait. Le « drug czar », M. Bennett, a bien été nommé, mais, faute de connaître les crédits dont il peut disposer, il n'a rien entrepris. Quant au sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires intermédiaires, on croit savoir que le choix de M. Baker s'est porté sur M. Bernard Aronson, un démocrate qui ne parle pas espagnol et a soutenu les contras antisaïnismes, mais il n'a toujours pas été désigné officiellement. Un retard embarrassant pour la diplomatie américaine : les États-Unis, pris de court l'autre semaine par la relance d'un plan de paix régional élaboré au Salvador par cinq pays d'Amérique centrale, se sont trouvés à l'expliquer qu'ils devaient, avant de réagir, « examiner de plus près le projet ».

M.-C. D.

Sur le vif

Versets de larmes

C'est pas bientôt fini, ce tollé autour de l'affaire Rushdie. Qu'est-ce que c'est que ces crises d'indignation, ces conneries sur la liberté d'expression, tout ça ? Vous les avez lus, non, les extraits de ces fameux « Versets sataniques ». C'est épouvantable, leur prophète, leur imam, aux musulmans... Mahomet, c'est ça. Eh bien ! cet auteur de croûtes a eu la culot de le traiter de salaud. Mettez-vous à la place de Khomeiny. On s'écarterait de fureur dans sa barbe pour trois fois moins.

Tiens, moi, ici, dans mon coin, je vous ai rapporté un jour les propos d'une dame, une Allemande, une prof en théologie, une vraie pipelette. Elle croyait savoir que le pape au petit Jésus, c'était Joseph, pas l'autre, là... Pas Jérôme. C'est elle qui le disait, pas moi. D'abord, moi, j'étais pas en Galilée à ce moment-là, ensuite, c'est pas mes affaires. Ça vous a pas empêchés de m'appeler, de m'écrire, de me menacer : Comment, tu oses, salope ? Demandez pardon immédiatement, sinon... Morte de trouille, je me suis roulée aux pieds de mes correspondants en jurant mes grands dieux que je recommencerais jamais plus. Voyez qu'ils aient pris mon placard à balais pour un cinéma de quartier

et qu'ils y aient foutu la bombe destinée à Soersse !

Lui, l'ayatollah, il a été vraiment super. Il a offert pour 3 millions de dollars de pub à un écrivain totalement inconnu du grand public. Et, en mettant sa tête à prix, il va même lui permettre d'en changer. C'est pas à moi que ça arriverait ! Là-dessus, poussés au cul par les intellectuels outragés, les politiciens de la CEE se réunissent à Bruxelles et après des heures et des heures de discussions, prenant leur courage à deux mains, ils décident d'inviter leurs ambassadeurs à Téhéran à revenir passer quelques jours de vacances au pays.

Vous vous rendez compte d'une claque ! Pauvre Khomeiny, ça lui a fait énormément bobo. Parait qu'il en était tout retourné. J'en étais malade pour lui. Ce matin, mes copains du service économique m'ont rassuré : l'enquête ! Ils sont déjà en train de le consoler, ton chéri : là, là... faut pas pleurer, d'accord on va rogner un peu sur les petits fours des réceptions du corps diplomatique, mais comme vous avez besoin de dollars, avec votre offre si généreuse de prime et tout, on va vous ouvrir des usines, vous prêter des sous et investir chez vous. Alors, c'est fini, ce gros chagrin ? Allez, mouchez votre nez et venez nous faire un câlin.

CLAUDE SARRAUTE.

AFRIQUE DU SUD : la mort de Stompie Mokhetisi

Deux gardes du corps de Winnie Mandela ont été inculpés de meurtre

Deux des quatre personnes interpellées, dimanche 19 février, lors de la perquisition au domicile de Winnie Mandela ont été inculpées, mardi 21 février, de meurtre, d'enlèvement et de coups et blessures dans le cadre de l'enquête sur la mort du jeune Stompie Mokhetisi. L'un d'eux, Jerry Richardson, avait le titre d'entraîneur du Mandela Football Club.

« Je me sens trahi par toutes les personnes impliquées dans cette affaire sordide », a déclaré

Winnie Mandela, l'épouse du chef historique de l'ANC, dans une interview accordée à un journaliste sud-africain et diffusée par la BBC. « Je suis horrifiée à l'idée que l'on puisse même imaginer que je pourrais être responsable du meurtre d'un enfant alors que j'ai passé toute ma vie à lutter contre ce type d'injustice. (...) Et je suis atterrée de constater que de vieilles amitiés politiques n'ont pu résister à ce simple test ».

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Stompie Mokhetisi savait qu'il ne vivrait pas longtemps. Il était sûr de mourir « dans la lutte » avant l'âge adulte. Stompie avait raison. Il est mort à quatorze ans et demi, mais pas en se battant pour la libération de son peuple comme il le croyait. Il a été tué sans doute par ceux qui étaient censés être du même côté que lui, des partisans de « la cause », des membres présumés de la prétendue équipe de football de Winnie Mandela. L'entraîneur supposé, Jerry Richardson, a reconnu l'« avoir » corrigé « ainsi que trois autres adolescents qui avaient été enlevés d'un refuge méthodiste à Soweto.

Stompie, selon lui, se serait ensuite enfui. Son corps a été retrouvé neuf jours plus tard dans un terrain vague. Il aura fallu que le « Winniegato » s'écarte pour que la police identifie le cadavre qui reposait à la morgue depuis un mois et demi.

Stompie, qui avait été surnommé « le petit général », était un gamin révoquant : aux heures chaudes de la révolte des townships, en 1985 et 1986, il dirigeait une armée de quinze cents jeunes. Il avait onze ans à l'époque et le plus jeune de l'équipe en avait huit. Il était le chef incontesté dans la cité noire de Tumbahole, à proximité de Parys, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Johannesburg. La troupe qu'il avait mise sur pied s'opposait aux contre-révolutionnaires, aux vigiles, aux policiers noirs. « Les enfants,

disait-il, sont meilleurs que les adultes car ils n'ont pas peur. Ils ne fuient pas devant la police ».

Leader né, activiste convaincu, il fut arrêté le 9 juillet 1986. A l'âge de douze ans, il passera onze mois en prison. Un premier séjour suivi d'un autre de trois semaines en octobre 1988. C'est à la fin de l'an dernier qu'il quitta sa cité, craignant pour sa vie, fuyant les poursuites pour infraction à l'état d'urgence. Il s'installa à Soweto dans le centre d'hébergement méthodiste. Celui qui était devenu le héros de Tumbahole, celui auquel ses camarades obéissaient au doigt et à l'œil, périt, quelques mois plus tard, la gorge transpercée de trois coups de couteau.

Révolutionnaire à dix ans, mort à quatorze ans, le petit soldat avait impressionné ceux qui l'avaient rencontré par sa maturité. En 1987, il avait pris la parole dans un meeting à l'université de Witwatersrand à Johannesburg. Le vice-chancelier, M. Mervin Shier, se souvient de ce bonhomme qui a parlé comme un adulte et autour duquel les étudiants médusés se sont rassemblés la réunion terminée, intrigués qu'ils étaient par cet étonnement.

Ce Napoléon en herbe pouvait, paraît-il, réciter par cœur les articles de la charte de la liberté de l'ANC (Congrès national africain) et faisait référence aux écrits de Karl Marx pour expliquer son engagement. De son vrai nom James Selpet, il passait des journées entières à discuter politique. Expulsé de l'école, ce surdoué avait pris en charge sa propre éducation en empruntant des livres à ses camarades de classe.

Cet enfant sans enfance, orphelin de père à six mois, aura finalement succombé après son enlèvement par des membres du Mandela Football Club. Un nom qu'il vénérat par-dessus tout. Selon son oncle, son vœu le plus cher était de rencontrer Nelson Mandela. Il se proposait d'écrire aux autorités pour demander la permission de le voir « avant que l'un des deux ne meure ». Par une étrange ironie du sort, les violences à l'origine de sa mort lui ont peut-être été infligées au domicile même de l'épouse de Nelson Mandela sans que son vœu soit exaucé.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Au conseil des ministres

M. Mitterrand : « La fonction publique est proche des préoccupations du gouvernement »

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 22 février, sous la présidence de M. François Mitterrand. En dehors de la déclaration du président de la République sur l'affaire Rushdie, le conseil a été essentiellement consacré à une communication du premier ministre sur la rénovation de la fonction publique (lire page 1).

A ce sujet, M. François Mitterrand a souligné qu'il s'agissait « d'un grand chantier » ajoutant que la fonction publique était « injustement critiquée alors que l'on reconnaît sa compétence et son intégrité de par le monde ». Le chef de l'Etat a aussi rappelé qu'il souhaitait que fût donné satisfaction à ses revendications dans la mesure où le respect des grands équilibres le permettait, et souhaitait « que la fonction publique sache qu'elle est proche des préoccupations du gouvernement ».

Parmi les mesures individuelles prises par le conseil, il faut relever la nomination de M. Christian Blanc à la présidence du conseil d'administration de la RATP, et celle de M. Gilles Jonnet, conseiller référendaire à la Cour des Comptes à la direction de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés (lire page 32).

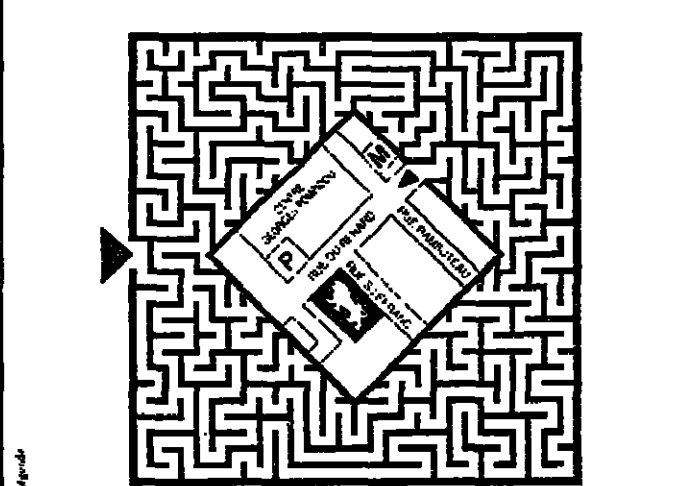
Le chef de l'Etat et l'affaire Rushdie

« Le mal absolu »

Au cours du conseil des ministres, M. François Mitterrand a déclaré à propos de l'affaire Rushdie : « Tour, dogmatisme qui, par la violence, attente à la liberté de l'esprit et au droit d'expression représente à mes yeux le mal absolu. Le progrès moral et spirituel de l'humanité est lié au recul de tous les fanatismes ».

● M. Mitterrand pour la libération de Vaclav Havel. — Le président de la République a adressé un message aux autorités tchécoslovaques pour leur demander la libération de l'écrivain Vaclav Havel, condamné, mardi 21 février, à neuf mois de prison, a annoncé, mercredi, porte-parole du ministère des affaires étrangères. Le gouvernement néerlandais, de son côté, a invoqué les récents accords sur les droits de l'homme conclus dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) pour intervenir en faveur de Havel.

Pour choisir Macintosh, où trouver le plus vaste espace d'exposition de Paris ?



INTERNATIONAL COMPUTER
LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.
26 rue du Renard Paris 4* • 42 72 26 26

Le numéro du « Monde » daté 22 février 1989 a été tiré à 493 532 exemplaires.

Question de Mode et de Prix :
CEUX QUI PLAISENT AUX FEMMES...

... et ceux qui ne leur plaisent pas, mais alors, pas du tout : à cause de leur bonalité, de leurs prix excessifs, de leur côté ordinaire, vulgaire, ringard... Mais heureusement, il y a les autres, les beaux et bons tissus fidèles comme la laine, aimables comme le coton, fiers comme le lin, séduisants comme la soie, et même pratiques comme les polyester, doux comme le satin ou vibrants comme le tulle. Tout pour plaire et quelles étiquettes de prix ! Vraiment « pour rien ».

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A C D E F G H